

CONSEIL DEPARTEMENTAL

18 novembre 2022

---

Extrait du registre des délibérations

---

Président de séance : Hervé GAYMARD

Présents : Mme BARBIER, M. BERETTI, M. BERTHOUD, Mme BLANC-TAILLEUR, Mme BOCHATON, Mme BONILLA, Mme BRUNET, Mme CHAPPUIS, M. CHASSOT, Mme CRESSENS, M. DARVEY, Mme DUBOUCHET-REVOL, M. DUC, Mme FAVETTA SIEYES, Mme FONTAINE, Mme FURBEYRE, M. GAYMARD, M. GENNARO, M. GRANGE, M. GUIGUE, M. LOMBARD, M. MAITRE, M. MOIROUD, M. MORAT, M. PAUCHET, M. PICOLLET, M. PROVOST, Mme REMY, M. ROLLAND, Mme RUAZ, Mme SANTAIS, Mme SCHMITT, M. THEVENET, Mme UTILLE-GRAND, M. VAIRETTO, Mme VERNEY, Mme WOLFF

Absente excusée : Mme BERTHET, pouvoir donné à M. GAYMARD

---

La séance est ouverte à 10:02.

---

## DEPARTEMENT DE LA SAVOIE

Conseil Départemental du 18 novembre 2022

### Dossier n° 12

Direction des finances, du pilotage de gestion et des affaires juridiques/Pascal BELLEMIN  
PB

## FINANCES

Orientations budgétaires pour 2023

\*

Vu l'avis favorable de la Première commission (Commission finances, ressources et moyens) en date du 07 novembre 2022,

### Exposé des motifs :

Les orientations budgétaires et financières pour 2023 et les années suivantes s'inscrivent dans un environnement économique marqué par de fortes tensions inflationnistes, particulièrement sur l'approvisionnement en énergie et en matières premières ainsi que l'alimentation, une augmentation sensible des taux d'intérêts et un ralentissement de l'activité. La croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) français pourrait ainsi atteindre 2,60% en 2022 d'après l'INSEE, à la faveur des progressions de 0,5% et 0,20% observées aux deuxième et troisième trimestres, les prévisionnistes s'attendant à une fin d'année de stagnation de l'activité, en particulier dans le secteur des services. Ce ralentissement serait confirmé en 2023, avec une croissance économique limitée à 0,60% et une inflation de l'ordre de 4%<sup>1</sup>.

Cette poussée de l'inflation intervient dans un contexte géopolitique difficile et une situation dégradée des finances publiques nationales, fortement mobilisées au cours des années précédentes afin de faire face aux conséquences sanitaires et économiques de la pandémie. Le déficit budgétaire, qui avait été porté à 9% du PIB en 2020 puis ramené à 6,5% en 2021, atteindrait 5,0% du PIB tandis que l'endettement représenterait 111,5% de la richesse nationale en 2022<sup>2</sup>.

Un projet de loi de programmation des finances publiques pour 2023-2027 a, dès lors, été présenté au Parlement, qui vise à encadrer la trajectoire à venir du solde et de la dette publics et à définir les moyens d'y parvenir, en particulier en associant les différentes catégories de collectivités locales à cet effort de redressement.

Le projet de loi de finances initiale pour 2023 poursuit quant à lui le mouvement antérieurement engagé de réduction du poids des impositions de production, notamment en supprimant la Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), que les départements ne percevront plus à compter de 2023 et dont le produit sera compensé par l'attribution d'une fraction de Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA).

---

<sup>1</sup> Sources : INSEE, « Note de conjoncture – Un automne lourd de menaces pour l'Europe », 6 octobre 2022, pages 3, 7 et 8 ; Nathalie Silbert, « Le pouvoir d'achat des Français pourrait connaître deux années consécutives de baisse », Les Echos, 12 octobre 2022, <https://www.lesechos.fr> ; Nathalie Silbert, « Face à la crise, le Français freinent leur consommation et se remettent à épargner », Les Echos, 6 octobre 2022, <https://www.lesechos.fr> ; Nathalie Silbert, « Le déficit du commerce extérieur de la France en passe de doubler », Les Echos, 26 septembre 2022, <https://www.lesechos.fr> ; Nathalie Silbert, « La Banque de France juge possible une récession en 2023 », Les Echos, 15-16 septembre 2022, <https://www.lesechos.fr> ; Nathalie Silbert, « Net ralentissement en vue pour l'économie française », Les Echos, 7 septembre 2022, <https://www.lesechos.fr>.

<sup>2</sup> Source : Annexe au projet de loi de finances pour 2023 – Rapport économique, social et financier, « Perspectives économiques et des finances publiques », pages 59 à 61.

Les orientations budgétaires du Département, qui s'inscrivent dans ce contexte incertain et évolutif, donnent priorité aux investissements et à la transition écologique ainsi qu'aux actions favorisant la cohésion sociale et territoriale. Bien que le Département présente, en 2021 et en 2022, une structure financière solide, la détermination de ces orientations implique la prise en compte de la progression du coût des dépenses affectées par la hausse des prix de l'énergie et des matières premières ou des revalorisations salariales, telles que celles issues de l'augmentation de 3,5% du point d'indice de la fonction publique ou des accords antérieurement conclus dans le secteur social et médico-social (Ségur, avenant 43).

La préparation des budgets à venir, et notamment du budget pour 2023, intervient donc dans un environnement fortement marqué par l'inflation et des comptes publics dégradés. Elle appelle la définition d'une stratégie financière adaptée, fondée sur la maîtrise des dépenses de fonctionnement et de l'endettement.

\*

\*\*

## **I/ UN ENVIRONNEMENT MARQUE PAR L'INFLATION ET DES COMPTES PUBLICS NATIONAUX DEGRADEES**

L'environnement dans lequel s'inscrivent les orientations budgétaires est, cette année, caractérisé par un ralentissement de l'activité économique et des tensions inflationnistes ainsi que par des finances publiques dégradées. Si le Département présente une situation financière solide, il devra intégrer, dans sa stratégie future, les implications de nouvelles dispositions prévues par le projet de loi de finances pour 2023 et une nouvelle loi de programmation pluriannuelle des finances publiques.

### **A/ Un contexte économique et financier dégradé**

L'environnement de cette fin d'année 2022 est caractérisé par un ralentissement de l'activité sur fond d'inflation et de nouvelles dispositions législatives sur le plan budgétaire.

#### **1/ Un contexte de ralentissement économique sur fond d'inflation installée<sup>3</sup>**

##### *L'environnement économique et financier international*

Alors qu'elle tendait à se normaliser après le rebond observé à l'issue de la pandémie de COVID-19, l'économie mondiale est fortement affectée par les conséquences du conflit Russo-Ukrainien, qui ont fortement accentué les tensions inflationnistes observées avant son déclenchement<sup>4</sup>.

Après une progression de 5,8% en 2021, la croissance de l'activité mondiale devrait, en effet, pour l'Organisation de Coopération et Développement Economique (OCDE), s'accroître de 3% en 2022 et seulement de 2,2% en 2023<sup>5</sup>.

L'OCDE s'attend ainsi à un ralentissement de l'activité dans les pays dits du G20, dont la croissance économique devrait passer de 6,20% en 2021 à 2,80% en 2022 et 2,20% en 2023, et notamment aux Etats-Unis où celle-ci pourrait n'être que de 1,50% en 2022 et de 0,50% en 2023. La zone euro connaîtrait également une forte diminution de son dynamisme économique (3,10% en 2022 et 0,30% en 2023) en raison, notamment, d'une entrée en récession de l'Allemagne en 2023 (-0,70%) après une année 2022 de très faible croissance (1,20%). Le Royaume-Uni connaîtrait une trajectoire équivalente,

---

<sup>3</sup> Rédaction achevée le 26 octobre 2022.

<sup>4</sup> Source : INSEE, « Note de conjoncture – Un automne lourd de menaces pour l'Europe », 6 octobre 2022, page 5.

<sup>5</sup> Source : Organisation de Coopération et Développement Economique (OCDE), « Perspectives Economiques de l'OCDE, Rapport intermédiaire, Payer le prix de la guerre », Septembre 2022, <https://www.oecd-ilibrary.org>.

la croissance attendue pour 2023 étant nulle, après une progression de 7,4% en 2021 et 3,40% en 2022<sup>6</sup>.

Un tel phénomène est également constaté en Chine, au Brésil, en Argentine ou encore en Russie, pour laquelle l'OCDE s'attend à une récession de 5,50% en 2022 et de 4,50% en 2023<sup>7</sup>.

Tableau 1. **Perspectives économiques intermédiaires de l'OCDE : projections de PIB, septembre 2022**

Croissance du PIB réel, glissement annuel en pourcentage

|                            | 2021        | 2022                      |   | 2023                      |   |
|----------------------------|-------------|---------------------------|---|---------------------------|---|
|                            |             | Prévisions intermédiaires | Différence par rapport aux prévisions de Juin | Prévisions intermédiaires | Différence par rapport aux prévisions de Juin |
| <b>Monde</b>               | <b>5.8</b>  | <b>3.0</b>                | <b>0.0</b>                                    | <b>2.2</b>                | <b>-0.6</b>                                   |
| <b>G20<sup>1</sup></b>     | <b>6.2</b>  | <b>2.8</b>                | <b>-0.1</b>                                   | <b>2.2</b>                | <b>-0.6</b>                                   |
| <b>Australie</b>           | <b>4.9</b>  | <b>4.1</b>                | <b>-0.1</b>                                   | <b>2.0</b>                | <b>-0.5</b>                                   |
| <b>Canada</b>              | <b>4.5</b>  | <b>3.4</b>                | <b>-0.4</b>                                   | <b>1.5</b>                | <b>-1.1</b>                                   |
| <b>Zone euro</b>           | <b>5.2</b>  | <b>3.1</b>                | <b>0.5</b>                                    | <b>0.3</b>                | <b>-1.3</b>                                   |
| <b>Allemagne</b>           | <b>2.6</b>  | <b>1.2</b>                | <b>-0.7</b>                                   | <b>-0.7</b>               | <b>-2.4</b>                                   |
| <b>France</b>              | <b>6.8</b>  | <b>2.6</b>                | <b>0.2</b>                                    | <b>0.6</b>                | <b>-0.8</b>                                   |
| <b>Italie</b>              | <b>6.6</b>  | <b>3.4</b>                | <b>0.9</b>                                    | <b>0.4</b>                | <b>-0.8</b>                                   |
| <b>Espagne<sup>2</sup></b> | <b>5.5</b>  | <b>4.4</b>                | <b>0.3</b>                                    | <b>1.5</b>                | <b>-0.7</b>                                   |
| <b>Japon</b>               | <b>1.7</b>  | <b>1.6</b>                | <b>-0.1</b>                                   | <b>1.4</b>                | <b>-0.4</b>                                   |
| <b>Corée</b>               | <b>4.1</b>  | <b>2.8</b>                | <b>0.1</b>                                    | <b>2.2</b>                | <b>-0.3</b>                                   |
| <b>Mexique</b>             | <b>4.8</b>  | <b>2.1</b>                | <b>0.2</b>                                    | <b>1.5</b>                | <b>-0.6</b>                                   |
| <b>Türkiye</b>             | <b>11.0</b> | <b>5.4</b>                | <b>1.7</b>                                    | <b>3.0</b>                | <b>0.0</b>                                    |
| <b>Royaume-Uni</b>         | <b>7.4</b>  | <b>3.4</b>                | <b>-0.2</b>                                   | <b>0.0</b>                | <b>0.0</b>                                    |
| <b>États-Unis</b>          | <b>5.7</b>  | <b>1.5</b>                | <b>-1.0</b>                                   | <b>0.5</b>                | <b>-0.7</b>                                   |
| <b>Argentine</b>           | <b>10.4</b> | <b>3.6</b>                | <b>0.0</b>                                    | <b>0.4</b>                | <b>-1.5</b>                                   |
| <b>Brésil</b>              | <b>4.9</b>  | <b>2.5</b>                | <b>1.9</b>                                    | <b>0.8</b>                | <b>-0.4</b>                                   |
| <b>Chine</b>               | <b>8.1</b>  | <b>3.2</b>                | <b>-1.2</b>                                   | <b>4.7</b>                | <b>-0.2</b>                                   |
| <b>Inde<sup>3</sup></b>    | <b>8.7</b>  | <b>6.9</b>                | <b>0.0</b>                                    | <b>5.7</b>                | <b>-0.5</b>                                   |
| <b>Indonésie</b>           | <b>3.7</b>  | <b>5.0</b>                | <b>0.3</b>                                    | <b>4.8</b>                | <b>0.1</b>                                    |
| <b>Russie</b>              | <b>4.7</b>  | <b>-5.5</b>               | <b>4.5</b>                                    | <b>-4.5</b>               | <b>-0.4</b>                                   |
| <b>Arabie Saoudite</b>     | <b>3.4</b>  | <b>9.9</b>                | <b>2.1</b>                                    | <b>6.0</b>                | <b>-3.0</b>                                   |
| <b>Afrique du Sud</b>      | <b>4.9</b>  | <b>1.7</b>                | <b>-0.1</b>                                   | <b>1.1</b>                | <b>-0.2</b>                                   |

Note : Écart par rapport aux *Perspectives économiques* de juin 2022 mesuré en points de pourcentage, sur la base de chiffres arrondis. Les agrégats Monde et G20 sont calculés à l'aide de pondérations variables fondées sur les PIB nominaux, à parité de pouvoir d'achat. Sur la base des informations disponibles au 22 septembre 2022.

1. L'Union européenne (UE) est membre à part entière du Groupe des Vingt (G20), mais l'agrégat G20 comprend uniquement les pays qui en sont également membres à titre individuel.

2. L'Espagne est un invité permanent du G20.

3. Exercices budgétaires débutant en avril.

Source : Base de données des *Perspectives économiques intermédiaires* de l'OCDE, n° 112 ; et base de données des *Perspectives économiques* de l'OCDE, n° 111.

Source : Organisation de Coopération et Développement Economique (OCDE), « Perspectives Economiques de l'OCDE, Rapport intermédiaire, Payer le prix de la guerre », Septembre 2022, <https://www.oecd-ilibrary.org>.

Un tel ralentissement trouve son origine dans l'augmentation majeure des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, notamment ceux du gaz naturel et de l'électricité, les politiques

<sup>6</sup> Source : Organisation de Coopération et Développement Economique (OCDE), « Perspectives Economiques de l'OCDE, Rapport intermédiaire, Payer le prix de la guerre », Septembre 2022, <https://www.oecd-ilibrary.org>.

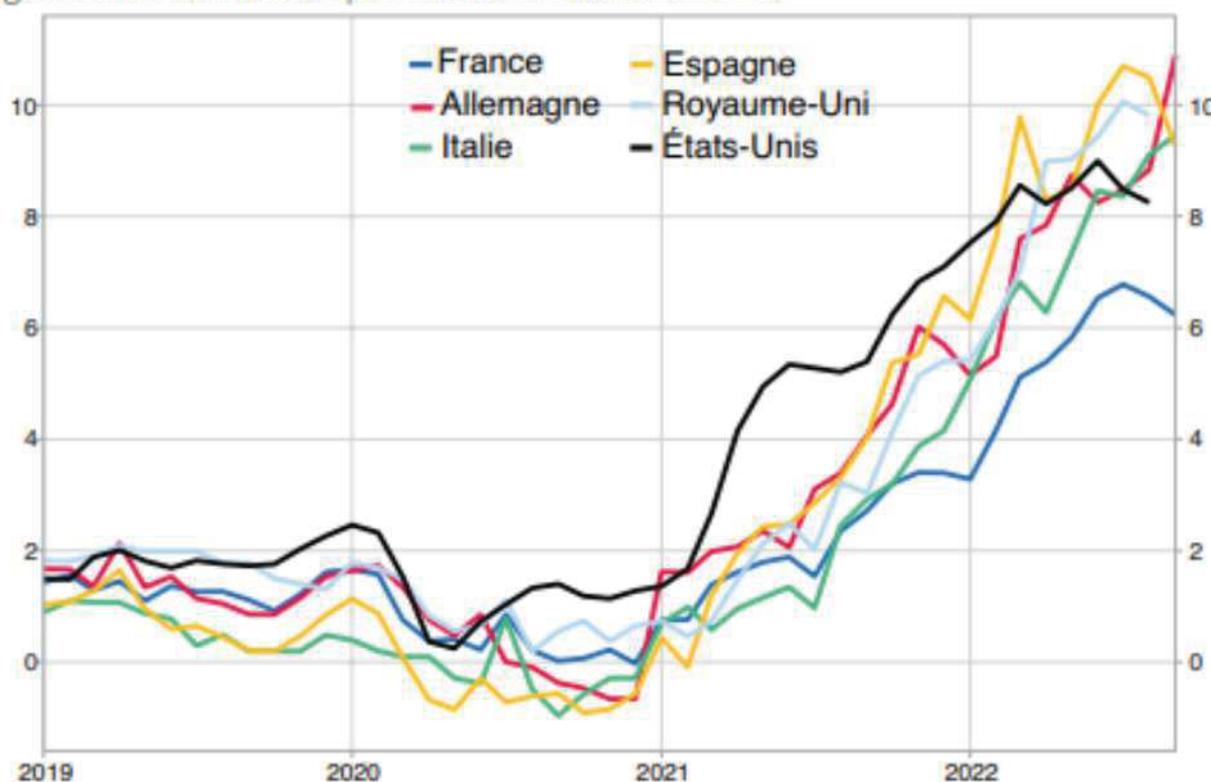
<sup>7</sup> Source : Organisation de Coopération et Développement Economique (OCDE), « Perspectives Economiques de l'OCDE, Rapport intermédiaire, Payer le prix de la guerre », Septembre 2022, <https://www.oecd-ilibrary.org>.

monétaires restrictives mises en œuvre afin de juguler l'inflation et leurs effets sur la consommation des ménages ou l'investissement des entreprises<sup>8</sup>.

L'OCDE table en effet sur une inflation de plus de 8% en 2022 pour les pays dits du G20, et notamment de 8,1% pour la zone euro (9,1% pour l'Espagne et 8,4% pour l'Allemagne mais 5,9% pour la France), de 8,8% pour le Royaume-Uni et de 6,2% pour les États-Unis. Une décrue progressive est toutefois attendue en 2023, à la faveur des mesures monétaires prises par les banques centrales et à un rythme vraisemblablement plus rapide aux États-Unis qu'en Europe<sup>9</sup>.

Des niveaux d'inflation atypiques sont en outre escomptés en Argentine ou en Russie, notamment en 2022<sup>10</sup>.

glissement annuel des prix à la consommation en %



Note : Eurostat fournit un indicateur d'indice des prix à la consommation harmonisé entre les pays de l'Union européenne. Pour le Royaume-Uni, dont les données disponibles dans les bases d'Eurostat s'arrêtent fin 2020, un IPCH a été estimé à partir des données de l'IPC publié par l'ONS britannique et en les conformant au champ de l'IPCH. Pour les États-Unis, l'indice représenté est l'indice IPC fourni par le BLS. Le pouvoir d'achat désigne le revenu disponible brut (RDB) des ménages et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), rapporté au déflateur de la consommation des ménages. Il peut différer pour la France du chiffre publié sur le site de l'Insee, qui concerne le seul champ des ménages.

Derniers points : septembre 2022 pour le glissement annuel des prix à la consommation, sauf pour les États-Unis et le Royaume-Uni (août 2022) ; 1<sup>er</sup> ou 2<sup>e</sup> trimestre 2022 (selon les pays) pour le pouvoir d'achat du RDB des ménages (selon la disponibilité des données sur le site d'Eurostat au 4 octobre 2022).

Source : Insee, Eurostat, BLS, BEA, ONS calculs Insee

Source : INSEE, « Note de conjoncture – Un automne lourd de menaces pour l'Europe », 6 octobre 2022, page 5.

<sup>8</sup> Source : Organisation de Coopération et Développement Economique (OCDE), « Perspectives Economiques de l'OCDE, Rapport intermédiaire, Payer le prix de la guerre », Septembre 2022, <https://www.oecd-ilibrary.org> ; INSEE, « Note de conjoncture – Un automne lourd de menaces pour l'Europe », 6 octobre 2022, page 6.

<sup>9</sup> Source : Organisation de Coopération et Développement Economique (OCDE), « Perspectives Economiques de l'OCDE, Rapport intermédiaire, Payer le prix de la guerre », Septembre 2022, <https://www.oecd-ilibrary.org>.

<sup>10</sup> Source : Organisation de Coopération et Développement Economique (OCDE), « Perspectives Economiques de l'OCDE, Rapport intermédiaire, Payer le prix de la guerre », Septembre 2022, <https://www.oecd-ilibrary.org>.

Tableau 2. Perspectives économiques intermédiaires de l'OCDE : projections d'inflation globale, septembre 2022

|                            | Inflation globale, en pourcentage |                           |   |                           |   |
|----------------------------|-----------------------------------|---------------------------|---|---------------------------|---|
|                            | 2021                              | 2022                      |   | 2023                      |   |
|                            |                                   | Prévisions intermédiaires | Différence par rapport aux prévisions de Juin | Prévisions intermédiaires | Différence par rapport aux prévisions de Juin |
| <b>G20<sup>1</sup></b>     | <b>3.8</b>                        | <b>8.2</b>                | <b>0.6</b>                                    | <b>6.6</b>                | <b>0.3</b>                                    |
| <b>Australie</b>           | <b>2.8</b>                        | <b>6.1</b>                | <b>0.9</b>                                    | <b>4.4</b>                | <b>0.3</b>                                    |
| <b>Canada</b>              | <b>3.4</b>                        | <b>6.9</b>                | <b>0.9</b>                                    | <b>4.5</b>                | <b>0.6</b>                                    |
| <b>Zone euro</b>           | <b>2.6</b>                        | <b>8.1</b>                | <b>1.1</b>                                    | <b>6.2</b>                | <b>1.6</b>                                    |
| <b>Allemagne</b>           | <b>3.2</b>                        | <b>8.4</b>                | <b>1.2</b>                                    | <b>7.5</b>                | <b>2.8</b>                                    |
| <b>France</b>              | <b>2.1</b>                        | <b>5.9</b>                | <b>0.7</b>                                    | <b>5.8</b>                | <b>1.3</b>                                    |
| <b>Italie</b>              | <b>1.9</b>                        | <b>7.8</b>                | <b>1.5</b>                                    | <b>4.7</b>                | <b>0.9</b>                                    |
| <b>Espagne<sup>2</sup></b> | <b>3.0</b>                        | <b>9.1</b>                | <b>1.0</b>                                    | <b>5.0</b>                | <b>0.2</b>                                    |
| <b>Japon</b>               | <b>-0.2</b>                       | <b>2.2</b>                | <b>0.3</b>                                    | <b>2.0</b>                | <b>0.1</b>                                    |
| <b>Corée</b>               | <b>2.5</b>                        | <b>5.2</b>                | <b>0.4</b>                                    | <b>3.9</b>                | <b>0.1</b>                                    |
| <b>Mexique</b>             | <b>5.7</b>                        | <b>7.9</b>                | <b>1.0</b>                                    | <b>4.9</b>                | <b>0.5</b>                                    |
| <b>Türkiye</b>             | <b>19.6</b>                       | <b>71.0</b>               | <b>-1.0</b>                                   | <b>40.8</b>               | <b>1.9</b>                                    |
| <b>Royaume-Uni</b>         | <b>2.6</b>                        | <b>8.8</b>                | <b>0.0</b>                                    | <b>5.9</b>                | <b>-1.5</b>                                   |
| <b>États-Unis</b>          | <b>3.9</b>                        | <b>6.2</b>                | <b>0.3</b>                                    | <b>3.4</b>                | <b>-0.1</b>                                   |
| <b>Argentine</b>           | <b>50.9</b>                       | <b>92.0</b>               | <b>31.9</b>                                   | <b>83.0</b>               | <b>32.4</b>                                   |
| <b>Brésil</b>              | <b>8.3</b>                        | <b>10.8</b>               | <b>1.1</b>                                    | <b>6.6</b>                | <b>1.3</b>                                    |
| <b>Chine</b>               | <b>0.8</b>                        | <b>2.2</b>                | <b>0.2</b>                                    | <b>3.1</b>                | <b>0.1</b>                                    |
| <b>Inde<sup>3</sup></b>    | <b>5.5</b>                        | <b>6.7</b>                | <b>0.0</b>                                    | <b>5.9</b>                | <b>-0.6</b>                                   |
| <b>Indonésie</b>           | <b>1.6</b>                        | <b>4.1</b>                | <b>0.3</b>                                    | <b>3.9</b>                | <b>0.1</b>                                    |
| <b>Russie</b>              | <b>6.7</b>                        | <b>13.9</b>               | <b>-2.3</b>                                   | <b>6.8</b>                | <b>-6.5</b>                                   |
| <b>Arabie Saoudite</b>     | <b>3.1</b>                        | <b>2.5</b>                | <b>0.3</b>                                    | <b>3.2</b>                | <b>0.5</b>                                    |
| <b>Afrique du Sud</b>      | <b>4.6</b>                        | <b>6.7</b>                | <b>0.7</b>                                    | <b>5.9</b>                | <b>0.1</b>                                    |

Note : Écart par rapport aux *Perspectives économiques* de juin 2022 mesuré en points de pourcentage, sur la base de chiffres arrondis. L'agrégat G20 est calculé à l'aide de pondérations variables fondées sur les PIB nominaux, à parité de pouvoir d'achat. Sur la base des informations disponibles au 22 septembre 2022.

1. L'Union européenne (UE) est membre à part entière du Groupe des Vingt (G20), mais l'agrégat G20 comprend uniquement les pays qui en sont également membres à titre individuel.

2. L'Espagne est un invité permanent du G20.

3. Exercices budgétaires débutant en avril.

Source : Base de données des Perspectives économiques intermédiaires de l'OCDE, n° 112 ; et base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 111.

Source : Organisation de Coopération et Développement Economique (OCDE), « Perspectives Economiques de l'OCDE, Rapport intermédiaire, Payer le prix de la guerre », Septembre 2022, <https://www.oecd-ilibrary.org>.

Afin de contrer ces poussées inflationnistes, les Banques centrales, notamment occidentales, ont mis un terme à leurs politiques dites accommodantes et engagé un processus de resserrement, à l'origine d'une hausse des taux d'intérêts<sup>11</sup>.

La Banque Centrale Européenne (BCE) a ainsi relevé ses trois taux directeurs de 125 points de base, à savoir son taux de refinancement (taux auquel elle prête aux banques ou rémunère les réserves obligatoires), porté à 1,25%, son taux marginal (financements d'urgence), désormais de 1,50%, et son taux de dépôt (réserves excédentaires), majoré à deux reprises, de 50 points de base en juillet et de 75 points de base en septembre, le portant de -0,50% en juin à 0,75% en septembre<sup>12</sup>. Elle pourrait

<sup>11</sup> Source : INSEE, « Note de conjoncture – Un automne lourd de menaces pour l'Europe », 6 octobre 2022, page 5.

<sup>12</sup> Sources : Guillaume Benoit, « La BCE devrait atteindre son taux neutre d'ici à la fin de l'année », Les Echos, 18 octobre 2022, <https://www.lesechos.fr> ; Guillaume Benoit, « La BCE veut s'attaquer aux profits des banques sur leurs dépôts », Les Echos, 14 octobre

accroître ses taux de 75 points de base fin octobre et de nouveau de 50 points de base en décembre et réduire également son bilan, qui s'était fortement accru entre 2015 et 2022, et mettre progressivement un terme au réinvestissement des remboursements de titres qu'elle perçoit<sup>13</sup>.

Pour sa part, alors qu'elle a annoncé au printemps une réduction accélérée de la taille de son bilan, la Réserve Fédérale (FED) américaine a augmenté en cinq fois ses taux de 300 points de base depuis mars dernier et notamment de 75 points de base mi-octobre. L'inflation restant pour l'heure résistante, d'autres hausses devraient intervenir, la Fed envisageant de relever ses taux à 4,4% d'ici la fin de l'année et à 4,6% en 2023<sup>14</sup>.

Quant à la Banque centrale d'Angleterre (BoE), elle a dû, fin septembre 2022, intervenir rapidement et accélérer ses achats d'obligations d'Etat afin d'apaiser les vives tensions apparues sur les marchés à la suite de l'annonce par le Gouvernement britannique de baisses d'impôts massives et un recours plus marqué à la dette. Les ventes de titres ont explosé et les taux d'intérêt se sont fortement accrus au Royaume-Uni<sup>15</sup>.

Les taux longs comme les taux courts ont dès lors connu, depuis plusieurs mois, une hausse sensible, sous l'effet de l'inflation et des mesures ainsi prises par les banques centrales.

---

2022, <https://www.lesechos.fr> ; Guillaume Benoit, « La BCE inflexible dans sa lutte contre l'inflation », Les Echos, 6 octobre 2022, <https://www.lesechos.fr>.

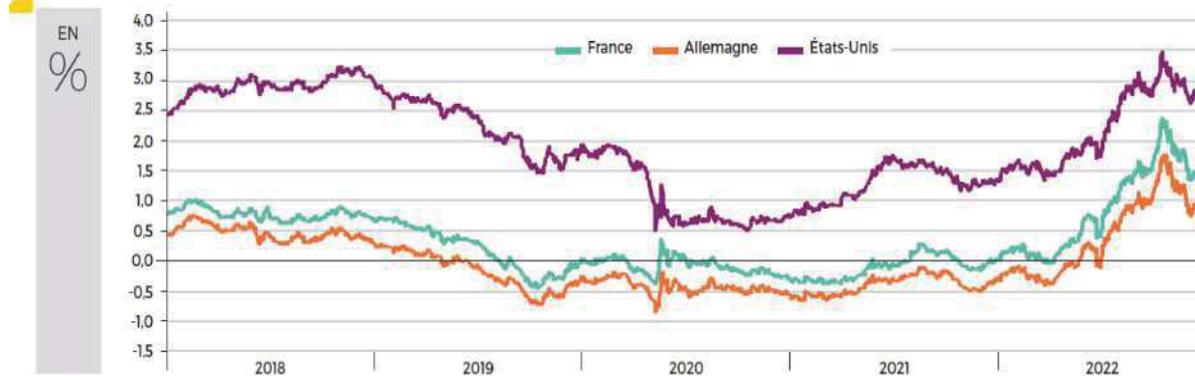
<sup>13</sup> Source : Guillaume Benoit, « La BCE devrait atteindre son taux neutre d'ici à la fin de l'année », Les Echos, 18 octobre 2022, <https://www.lesechos.fr> ; Guillaume Benoit, « La BCE inflexible dans sa lutte contre l'inflation », Les Echos, 6 octobre 2022, <https://www.lesechos.fr> ; Guillaume Benoit, « Les marchés de taux toujours sous tension », Les Echos, 30 septembre 2022, <https://www.lesechos.fr>.

<sup>14</sup> Source : Anne Bauer, « La Fed prête à donner des coups de canifs à la croissance pour lutter contre l'inflation », Les Echos, 12 octobre 2022, <https://www.lesechos.fr> ; Sophie Rolland, Véronique Le Billon, « La Fed relève à nouveau ses taux de 0,75 point », Les Echos, 21 et 22 septembre 2022, <https://www.lesechos.fr>.

<sup>15</sup> Sources : Sophie Rolland, « La crise britannique n'en finit plus de déstabiliser les marchés », Les Echos, 12 octobre 2022, <https://www.lesechos.fr> ; Guillaume Benoit, « Crise de la dette : la pression monte sur la Banque d'Angleterre », Les Echos, 11 octobre 2022, <https://www.lesechos.fr> ; Guillaume Benoit, « La Banque d'Angleterre adopte de nouvelles mesures de soutien aux marchés », 10 octobre 2022, Les Echos, <https://www.lesechos.fr> ; Guillaume Benoit, « La Banque d'Angleterre intervient en urgence pour empêcher le naufrage de la dette britannique », Les Echos, 28 septembre 2022, <https://www.lesechos.fr> ; Guillaume Benoit, « Nouvelle poussée de fièvre sur les taux européens », Les Echos, 27 septembre 2022, <https://www.lesechos.fr>.

## Taux des obligations d'État à 10 ans

© La Banque Postale



Source : Refinitiv Datastream.

Source : La Banque Postale, Note de conjoncture – Les finances locales – Tendances 2022 par niveau de collectivités locales, Septembre 2022, page 3.

### La situation économique en France

La croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) pourrait atteindre 2,60% en 2022 en France, d'après la Banque de France<sup>16</sup> et l'INSEE<sup>17</sup>, et 2,70% d'après le Gouvernement. L'INSEE table également sur une progression de 2,60% du PIB français en 2022, soit après -0,2% au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 et + 0,50% au 2<sup>ème</sup> trimestre, une évolution attendue à hauteur de 0,20% au 3<sup>ème</sup> trimestre et de 0,00% au quatrième trimestre dans un contexte de fortes contraintes<sup>18</sup>. Alors que le climat des affaires connaîtrait une nouvelle dégradation, les ralentissements prévus au second semestre 2022 concerneraient les services et l'industrie manufacturière<sup>19</sup>.

Nombre d'économistes s'attendent en effet à un ralentissement de l'activité fin 2022 et début 2023, du fait de l'augmentation du coût de l'énergie et des difficultés d'approvisionnement, de la remontée des taux d'intérêts et de l'évolution de la consommation des ménages<sup>20</sup>.

En septembre, la hausse des prix à la consommation a en effet atteint 5,6% sur un an, après 5,9% en août et 6,1% en juillet. Le ralentissement observé s'explique par la moindre progression des prix des services (3,2%) et de l'énergie (17,8% sur un an) du fait notamment des mesures de plafonnement des prix du gaz et de l'électricité ou de la baisse des cours du pétrole, tandis que les prix des produits alimentaires continuent de progresser. L'INSEE s'attend toutefois à une inflation plus marquée en fin d'année (6,40% à 6,6%)<sup>21</sup>, en raison de la diminution progressive de la remise gouvernementale sur le carburant ou de la hausse des prix alimentaires (12% attendus en décembre sur un an) et des biens manufacturés<sup>22</sup>. L'INSEE table ainsi sur un taux d'inflation de 5,30% en moyenne sur l'année<sup>23</sup>.

<sup>16</sup> Source : Nathalie Silbert, « La Banque de France juge possible une récession en 2023 », Les Echos, 15-16 septembre 2022, <https://www.lesechos.fr>.

<sup>17</sup> Sources : INSEE, « Note de conjoncture – Un automne lourd de menaces pour l'Europe », 6 octobre 2022, page 3 ; Nathalie Silbert, « Face à la crise, le Français freinent leur consommation et se remettent à épargner », Les Echos, 6 octobre 2022, <https://www.lesechos.fr>.

<sup>18</sup> Sources : INSEE, « Note de conjoncture – Un automne lourd de menaces pour l'Europe », 6 octobre 2022, pages 3 et 7 ; Nathalie Silbert, « Face à la crise, le Français freinent leur consommation et se remettent à épargner », Les Echos, 6 octobre 2022, <https://www.lesechos.fr> ; Nathalie Silbert, « Net ralentissement en vue pour l'économie française », Les Echos, 7 septembre 2022, <https://www.lesechos.fr>.

<sup>19</sup> Source : INSEE, « Note de conjoncture – Un automne lourd de menaces pour l'Europe », 6 octobre 2022, pages 7 et 8.

<sup>20</sup> Source : Nathalie Silbert, « Les économistes anticipent une croissance nulle en France en 2023 », Les Echos, 14 septembre 2022, <https://www.lesechos.fr>.

<sup>21</sup> Sources : INSEE, « Note de conjoncture – Un automne lourd de menaces pour l'Europe », 6 octobre 2022, pages 4 et 9 ; Nathalie Silbert, « Face à la crise, le Français freinent leur consommation et se remettent à épargner », Les Echos, 6 octobre 2022, <https://www.lesechos.fr> ; Nathalie Silbert, « L'inflation reflue à 5,6% en France en septembre », Les Echos, 30 septembre 2022, <https://www.lesechos.fr>.

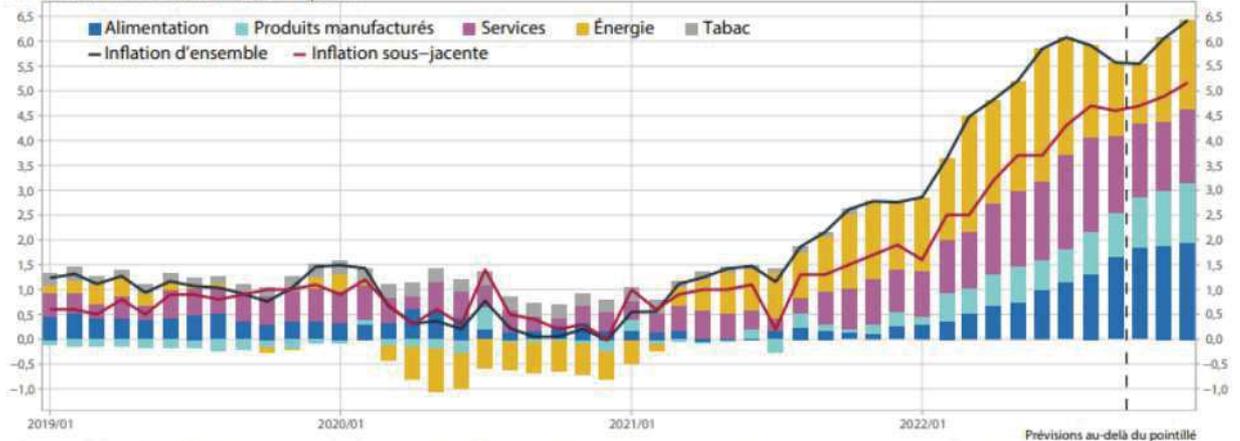
<sup>22</sup> Source : INSEE, « Note de conjoncture – Un automne lourd de menaces pour l'Europe », 6 octobre 2022, page 4 ; Nathalie Silbert, « Net ralentissement en vue pour l'économie française », Les Echos, 7 septembre 2022, <https://www.lesechos.fr>.

<sup>23</sup> Source : Nathalie Silbert, « Net ralentissement en vue pour l'économie française », Les Echos, 7 septembre 2022, <https://www.lesechos.fr>.

Après un recul du prix du baril du pétrole de l'ordre de 30% depuis mars 2022 du fait des menaces de récession, une nouvelle tendance à la hausse pourrait se dessiner dès l'automne à la faveur d'une réduction de l'offre par les pays producteurs afin de soutenir les cours<sup>24</sup>. L'Organisation des Pays Producteurs de Pétrole a, en effet, décidé le 5 octobre dernier de baisser sa production de 2 millions de barils par jour, plus forte variation observée depuis celle de 10 millions décidée en printemps de 2020<sup>25</sup>.

## ► 7. Inflation d'ensemble et contributions par poste

glissement annuel en % et contributions en points



Note : pour septembre 2022, l'inflation d'ensemble constitue une estimation provisoire, l'inflation sous-jacente une prévision.

Source : Insee

Source : INSEE, « Note de conjoncture – Un automne lourd de menaces pour l'Europe », 6 octobre 2022, page 9.

Le pouvoir d'achat par habitant reculerait de 0,50% en 2022 d'après la Banque de France<sup>26</sup>, malgré une amélioration escomptée par l'INSEE au cours du second semestre à la faveur du dynamisme salarial, de la revalorisation des prestations sociales et de la diminution des prélèvements<sup>27</sup>. Pour l'INSEE, le revenu disponible brut des ménages progresserait de 4,7% en 2022 et son pouvoir d'achat serait globalement stable<sup>28</sup>.

Après une amélioration constatée dans les services aux deuxième et troisième trimestres de 2022, la consommation des ménages ralentirait sur la fin de l'année 2022 et le taux d'épargne s'accroîtrait au second semestre, d'après l'INSEE<sup>29</sup>. Quant à l'investissement des entreprises, qui augmenterait de manière limitée au cours du premier semestre de 2022, un ralentissement de son volume est attendu en fin d'année, en lien avec la baisse de l'activité<sup>30</sup>.

Alors qu'il avait atteint un niveau très élevé, de 85 Md€, en 2021, le déficit commercial de la France pourrait s'élever à 156 Md€ en 2022, en raison de l'évolution des prix des hydrocarbures, des sanctions prises contre la Russie, des difficultés rencontrées par les secteurs de l'aéronautique et de

<sup>24</sup> Sources : Etienne Goetz, « Pétrole : la tension monte entre l'Arabie saoudite et les Etats-Unis », Les Echos, 13 octobre 2022, <https://www.lesechos.fr> ; « Les prix du pétrole bondissent sur fond de rumeurs de baisse de la production », Les Echos, 3 octobre 2022, <https://www.lesechos.fr>.

<sup>25</sup> Source : Nicolas Rauline, « L'Opep + baisse drastiquement sa production de pétrole », Les Echos, 5 octobre 2022, <https://www.lesechos.fr>.

<sup>26</sup> Source : Nathalie Silbert, « La Banque de France juge possible une récession en 2023 », Les Echos, 15-16 septembre 2022, Les Echos, <https://www.lesechos.fr>.

<sup>27</sup> Source : INSEE, « Note de conjoncture – Un automne lourd de menaces pour l'Europe », 6 octobre 2022, page 10 ; Nathalie Silbert, « Net ralentissement en vue pour l'économie française », Les Echos, 7 septembre 2022, <https://www.lesechos.fr>.

<sup>28</sup> Sources : INSEE, « Note de conjoncture – Un automne lourd de menaces pour l'Europe », 6 octobre 2022, page 10 ; Nathalie Silbert, « Face à la crise, le Français freinent leur consommation et se remettent à épargner », Les Echos, 6 octobre 2022, <https://www.lesechos.fr>.

<sup>29</sup> Sources : INSEE, « Note de conjoncture – Un automne lourd de menaces pour l'Europe », 6 octobre 2022, pages 10 et 11 ; Nathalie Silbert, « Face à la crise, le Français freinent leur consommation et se remettent à épargner », Les Echos, 6 octobre 2022, <https://www.lesechos.fr> ; Nathalie Silbert, « Net ralentissement en vue pour l'économie française », Les Echos, 7 septembre 2022, <https://www.lesechos.fr>.

<sup>30</sup> INSEE, « Note de conjoncture – Un automne lourd de menaces pour l'Europe », 6 octobre 2022, page 11.

l'automobile et de la dépréciation de l'euro face au dollar<sup>31</sup>. L'INSEE s'attend en effet à des exportations moins dynamiques au second semestre<sup>32</sup>.

L'INSEE table par ailleurs sur un taux de chômage stable au deuxième semestre de 2022, de 7,40% de la population active et la création nette de 300 000 emplois en 2022, après 970 000 en 2021<sup>33</sup>. Après un premier semestre marqué par le dynamisme de l'emploi salarié (et le constat de difficultés de recrutement), un ralentissement serait observé au second semestre 2022, l'essentiel des créations d'emplois se concentrant par ailleurs dans le secteur tertiaire marchand<sup>34</sup>.

Le ralentissement ainsi observé en 2022 se poursuivrait en 2023.

Le PIB français croîtrait en effet de 1% en 2023, d'après le Gouvernement, et 0,60% d'après l'OCDE<sup>35</sup> ou l'OFCE<sup>36</sup>. La Banque de France n'exclut pas une « récession limitée » et table quant à elle sur une évolution comprise entre -0,5% et + 0,80% en 2023 (scénario de référence à + 0,50%), avant 1,80% en 2024.

Le maintien d'une augmentation significative des prix en 2023 s'expliquerait par l'accroissement des coûts en matière d'alimentation et de produits manufacturés et des salaires (+5,5% en 2023) en ce qui concerne les services<sup>37</sup>. L'inflation pourrait atteindre 4,3% en 2023, d'après le Gouvernement<sup>38</sup>, et être comprise entre 4,20% et 6,9% (IPCH) d'après la Banque de France, avant 2% en 2024<sup>39</sup>. L'OFCE table pour sa part sur une inflation de 4,2% en moyenne en 2023<sup>40</sup>.

Le pouvoir d'achat se stabiliserait toutefois en 2023, d'après la Banque de France, et la consommation des ménages progresserait de 0,60%<sup>41</sup>. Plus pessimiste, l'Observatoire Français des Conjonctures Economiques (OFCE) s'attend à une réduction du pouvoir d'achat de 0,3% l'an prochain, liée à la perspective d'une dégradation du taux de chômage, et à une moindre progression de la consommation des ménages (+ 0,9%) qu'en 2022 (+ 2,5%)<sup>42</sup>.

Le déficit commercial, affecté par la moindre croissance de l'activité mondiale, atteindrait 154 Md€ en 2023 d'après le Gouvernement<sup>43</sup>.

### *La situation économique en Savoie*

En Savoie, le premier semestre 2022 a été marqué par une progression sensible de l'activité. Le chiffre d'affaires des entreprises s'est ainsi accru de 36,50% par rapport au premier semestre de 2021 (contre

<sup>31</sup> Source : Nathalie Silbert, « Le déficit du commerce extérieur de la France en passe de doubler », Les Echos, 26 septembre 2022, <https://www.lesechos.fr>.

<sup>32</sup> Source : INSEE, « Note de conjoncture – Un automne lourd de menaces pour l'Europe », 6 octobre 2022, page 12.

<sup>33</sup> Sources : INSEE, « Note de conjoncture – Un automne lourd de menaces pour l'Europe », 6 octobre 2022, page 3 ; Alain Ruello, « Les créations d'emplois vont marquer le pas en France, selon l'Insee », Les Echos, 6 octobre 2022, <https://www.lesechos.fr>.

<sup>34</sup> Sources : INSEE, « Note de conjoncture – Un automne lourd de menaces pour l'Europe », 6 octobre 2022, page 8 ; Alain Ruello, « Les créations d'emplois vont marquer le pas en France, selon l'Insee », Les Echos, 6 octobre 2022, <https://www.lesechos.fr>.

<sup>35</sup> Source : Nathalie Silbert, « Le déficit du commerce extérieur de la France en passe de doubler », Les Echos, 26 septembre 2022, <https://www.lesechos.fr>.

<sup>36</sup> Source : Nathalie Silbert, « Le pouvoir d'achat des Français pourrait connaître deux années consécutives de baisse », Les Echos, 12 octobre 2022, <https://www.lesechos.fr>.

<sup>37</sup> Source : Nathalie Silbert, « La Banque de France juge possible une récession en 2023 », Les Echos, 15-16 septembre 2022, <https://www.lesechos.fr>.

<sup>38</sup> Source : Nathalie Silbert, « Le déficit du commerce extérieur de la France en passe de doubler », Les Echos, 26 septembre 2022, <https://www.lesechos.fr>.

<sup>39</sup> Source : Nathalie Silbert, « La Banque de France juge possible une récession en 2023 », Les Echos, 15-16 septembre 2022, Les Echos, <https://www.lesechos.fr>.

<sup>40</sup> Source : Nathalie Silbert, « Le pouvoir d'achat des Français pourrait connaître deux années consécutives de baisse », Les Echos, 12 octobre 2022, <https://www.lesechos.fr>.

<sup>41</sup> Source : Nathalie Silbert, « La Banque de France juge possible une récession en 2023 », Les Echos, 15-16 septembre 2022, Les Echos, <https://www.lesechos.fr>.

<sup>42</sup> Source : Nathalie Silbert, « Le pouvoir d'achat des Français pourrait connaître deux années consécutives de baisse », Les Echos, 12 octobre 2022, <https://www.lesechos.fr>.

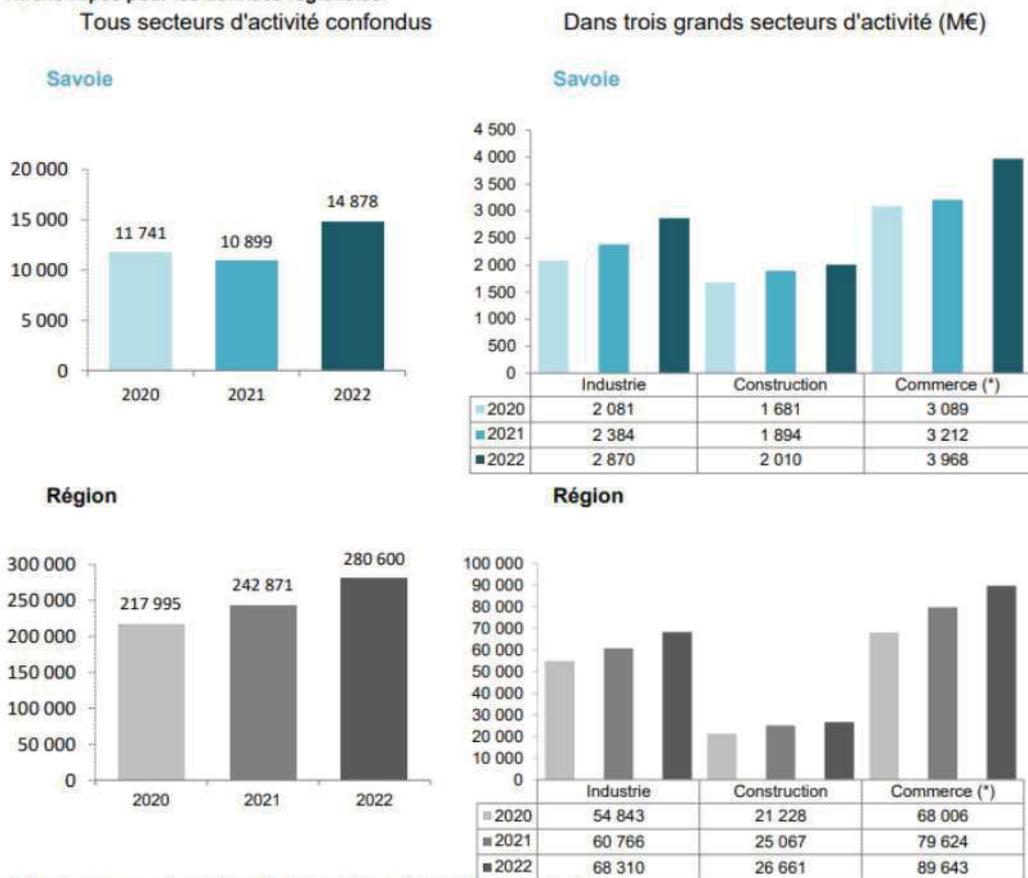
<sup>43</sup> Source : Nathalie Silbert, « Le déficit du commerce extérieur de la France en passe de doubler », Les Echos, 26 septembre 2022, <https://www.lesechos.fr>.

+ 15,50% au plan régional), en particulier dans l'industrie manufacturière (+ 20,40%) et le commerce et la réparation automobile (+ 23,60%). L'augmentation observée dans le secteur de la construction a été de 6,10%<sup>44</sup>.

### 1.1 Chiffres d'affaires des entreprises (M€)

Source : DGFIP - Cumul du 1er janvier au 30 juin 2022

Champ : entreprises privées dont le siège est dans la Savoie pour les données départementales et en Auvergne-Rhône-Alpes pour les données régionales.



(\*) Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles (GZ)

Source : Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, « Note conjoncturelle – 2<sup>ème</sup> trimestre 2022 – Département de la Savoie », <https://auvergne-rhone-alpes.dreets.gouv.fr>.

<sup>44</sup> Source : Nathalie Silbert, « Le pouvoir d'achat des Français pourrait connaître deux années consécutives de baisse », Les Echos, 12 octobre 2022, <https://www.lesechos.fr>.

<sup>44</sup> Source : Nathalie Silbert, « Le déficit du commerce extérieur de la France en passe de doubler », Les Echos, 26 septembre 2022, <https://www.lesechos.fr>.

<sup>44</sup> Source : Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, « Note conjoncturelle – 2<sup>ème</sup> trimestre 2022 – Département de la Savoie », <https://auvergne-rhone-alpes.dreets.gouv.fr>.

Le secteur touristique présente par ailleurs des résultats satisfaisants pour la saison touristique de l'hiver 2021-2022.

## TOTAL DES HEBERGEMENTS MARCHANDS

| Saison 2021/2022               | TO - Taux d'occupation | TO Évolution* en nb points / hiver 2019/2020 reconstitué | TO Évolution* en % / hiver 2019/2020 reconstitué | TO Évolution* / hiver 2019/2020 reconstitué |
|--------------------------------|------------------------|--|--|---|
| Hiver 2021/2022                | 69%                    | stable   | stable   | ➔   |
| PAR PERIODE<br>Hiver 2021/2022 | TO - Taux d'occupation | Évolution* en nb points / hiver 2019/2020 reconstitué    | Évolution* en % / hiver 2019/2020 reconstitué    | Évolution* / hiver 2019/2020 reconstitué    |
| Vacances de Noël               | 75%                    | - 12 pts   | - 14%  | ➔   |
| Janvier                        | 68%                    | - 3 pts  | - 4%   | ➔   |
| Vacances d'Hiver               | 90%                    | + 6 pts  | + 7%   | ➔   |
| Mars                           | 72%                    | + 2 pts  | + 3%   | ➔   |
| Vacances de Printemps          | 40%                    | stable   | stable   | ➔   |

\* La comparaison est faite par rapport à l'hiver 2019/2020 « reconstitué ». En effet, en raison de l'arrêt prématuré de la saison d'hiver 2019/2020 à la mi-mars 2020 pour cause de pandémie et de confinement de la population, les taux d'occupation de la fin de saison 2019/2020 ne sont pas disponibles. Aussi pour continuer à comparer les deux saisons, les taux d'occupation de la fin de saison 2019/2020 ont été reconstitués à partir des taux mesurés lors de la fin de saison précédente, soit l'hiver 2018/2019.

Source : Savoie Mont-Blanc l'Agence, Conjoncture – Observatoire du tourisme, « Hiver 2021-2022 – Note de conjoncture N°20 », 20 mai 2022.



### REMONTÉES MECANIQUES

#### Journées-skieurs :

+ 2% par rapport à l'hiver

2018/2019 (dernier hiver "normal", hors crise sanitaire)

+ 4% par rapport à la moyenne des trois derniers hivers normaux (2017, 2018 et 2019)

Sources : Big Data G2A Consulting au 11/05/2022, Centrales de réservation des Gîtes de France 73 et 74, enquête Observatoire ASMB auprès d'un panel de sites nordiques, Domaines Skiabiles de France.

Source : Savoie Mont-Blanc l'Agence, Conjoncture – Observatoire du tourisme, « Hiver 2021-2022 – Note de conjoncture N°20 », 20 mai 2022.

Il en a été de même pour la saison estivale 2022.

## TOTAL DES HEBERGEMENTS MARCHANDS

| SAISON                                       | TO Taux d'occupation | Saison de comparaison* | TO Évolution en nb points | TO Évolution en % | TO Évolution |
|--|----------------------|------------------------|---------------------------|-------------------|--------------|
| Été 2022 (juin, juillet, août)               | 54%                  | Été 2021               | stable                    | stable            | ➔            |
| PAR MOIS<br>Été 2022 (juin + juillet + août) | TO Taux d'occupation | Saison de comparaison* | TO Évolution en nb points | TO Évolution en % | TO Évolution |
| Juin   | 37%                  | Été 2021               | stable                    | stable            | ➔            |
| Juillet                                      | 55%                  | Été 2021               | stable                    | stable            | ➔            |
| Août   | 64%                  | Été 2021               | stable                    | stable            | ➔            |

Source : Savoie Mont-Blanc l'Agence, Conjoncture – Observatoire du tourisme, « Été 2022 – Note de conjoncture N°3 », 13 septembre 2022.

## PAR TYPE D'HEBERGEMENT

| PAR TYPE D'HEBERGEMENT<br>Été 2022 (juin + juillet + août) | TO Taux d'occupation | Saison de comparaison* | TO Évolution en nb points | TO Évolution en % | TO Évolution |
|--|----------------------|------------------------|---------------------------|-------------------|--------------|
| Hôtels   | 62%                  | Été 2021               | + 6 pts                   | + 11%             | ➔            |
| Campings   | 63%                  | Été 2021               | + 7 pts                   | + 13%             | ➔            |
| Résidences de Tourisme                                     | 55%                  | Été 2021               | - 10 pts                  | - 15%             | ➔            |
| Villages Vacances  | 49%                  | Été 2021               | - 6 pts                   | - 11%             | ➔            |
| Gîtes ruraux<br>(centrales de réservation GdF)             | 82%                  | Été 2021               | + 3 pts                   | + 4%              | ➔            |
| Locatif Agences  | 45%                  | Été 2021               | - 2 pts                   | - 4%              | ➔            |
| Locatif Particulier à Particulier                          | 55%                  | Été 2021               | + 3 pts                   | + 6%              | ➔            |

Source : Savoie Mont-Blanc l'Agence, Conjoncture – Observatoire du tourisme, « Été 2022 – Note de conjoncture N°3 », 13 septembre 2022.

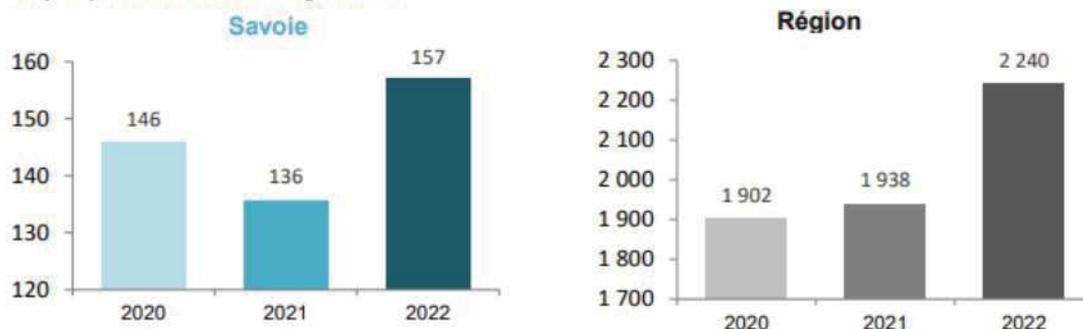
L'investissement des entreprises a, quant à lui, progressé de 15,9% (+ 15,60% au plan régional)<sup>45</sup>.

<sup>45</sup> Source : Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, « Note conjoncturelle – 2<sup>ème</sup> trimestre 2022 – Département de la Savoie », <https://auvergne-rhone-alpes.dreets.gouv.fr>.

## 1.2 Investissements des entreprises (M€)

Source : DGFIP - Cumul du 1er janvier au 30 juin 2022

Champ : entreprises privées dont le siège est dans la Savoie pour les données départementales et en Auvergne-Rhône-Alpes pour les données régionales.



Source : Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, « Note conjoncturelle – 2<sup>ème</sup> trimestre 2022 – Département de la Savoie », <https://auvergne-rhone-alpes.dreets.gouv.fr>.

Le nombre de créations d'entreprises était en diminution de 3,5% sur un an au 2<sup>ème</sup> trimestre 2022<sup>46</sup>.

## 1.10 Créations d'entreprises

Source : INSEE, REE (Répertoire des entreprises et des établissements)

Données brutes - 2<sup>ème</sup> trimestre 2022

|                                   | Savoie |                    | Région |                    |
|-----------------------------------|--------|--------------------|--------|--------------------|
|                                   | Nombre | Evolution annuelle | Nombre | Evolution annuelle |
| Nombre de créations d'entreprises | 1 799  | -3,5%              | 29 605 | -4,3%              |
| Dont micro-entreprises            | 1 079  | -2,0%              | 17 783 | -5,9%              |

Source : Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, « Note conjoncturelle – 2<sup>ème</sup> trimestre 2022 – Département de la Savoie », <https://auvergne-rhone-alpes.dreets.gouv.fr>.

Sur un an, de juillet 2021 à fin juin 2022, le nombre d'autorisations de construire de logements neufs a augmenté de 7,1% (+ 15,20% à l'échelon régional). Par contre, le nombre d'autorisations de construire de locaux neufs a chuté de 29,20% (+ 17,80% au niveau régional), comme celui des mises en chantier de logements neufs (-13,50% contre + 0,1% au plan régional) ou de locaux neufs (- 38,1% contre + 4,80% à l'échelle régionale)<sup>47</sup>.

<sup>46</sup> Source : Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, « Note conjoncturelle – 2<sup>ème</sup> trimestre 2022 – Département de la Savoie », <https://auvergne-rhone-alpes.dreets.gouv.fr>.

<sup>47</sup> Source : Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, « Note conjoncturelle – 2<sup>ème</sup> trimestre 2022 – Département de la Savoie », <https://auvergne-rhone-alpes.dreets.gouv.fr>.

## 1.9 Immobilier

Source : SDES-DREAL-Sit@del2

Dernières données disponibles : 2ème trimestre 2022

|  | Savoie                           |                        | Région                           |                        |
|--|----------------------------------|------------------------|----------------------------------|------------------------|
|  | Nombre (sur une année glissante) | Evolution annuelle (*) | Nombre (sur une année glissante) | Evolution annuelle (*) |
| <b>Logements neufs (en nombre de logements)</b>    |                                  |                        |                                  |                        |
| Autorisations de construire                        | 5 740                            | 7,1%                   | 70 310                           | 15,2%                  |
| Mises en chantier                                  | 4 090                            | -13,5%                 | 53 200                           | 0,1%                   |
| <b>Locaux neufs (en milliers de m<sup>2</sup>)</b> |                                  |                        |                                  |                        |
| Autorisations de construire                        | 201                              | -29,2%                 | 5 242                            | 17,8%                  |
| Mises en chantier                                  | 122                              | -38,1%                 | 3 436                            | 4,8%                   |

(\*) % entre dernière année glissante et même période de l'année précédente.

Source : Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, « Note conjoncturelle – 2<sup>ème</sup> trimestre 2022 – Département de la Savoie », <https://auvergne-rhone-alpes.dreets.gouv.fr>.

Le taux de chômage atteint 5,2% au deuxième trimestre 2022 (6,40% à l'échelle régionale), en diminution de 1,2 points sur un an<sup>48</sup>.

## 3.1 Taux de chômage

Source : Insee, CVS

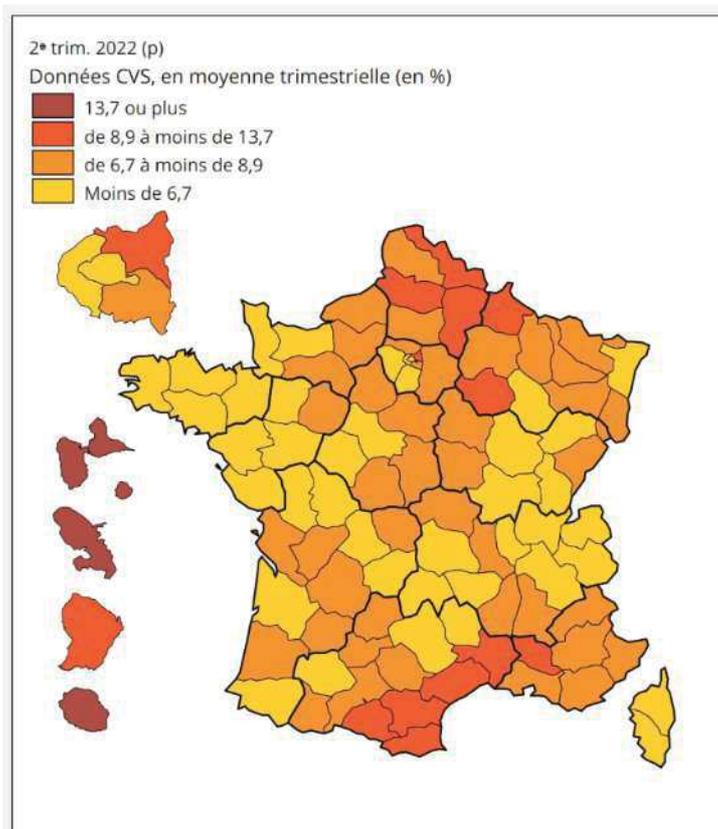
Dernières données disponibles : 1er trimestre 2022

|        | T4 2019 | T1 2021 | T4 2021 | T1 2022 |
|--------|---------|---------|---------|---------|
| Savoie | 6,2     | 7,9     | 5,5     | 5,4     |
| Région | 7,1     | 7,3     | 6,4     | 6,3     |



Source : Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, « Note conjoncturelle – 2<sup>ème</sup> trimestre 2022 – Département de la Savoie », <https://auvergne-rhone-alpes.dreets.gouv.fr>.

<sup>48</sup> Source : INSEE, « Taux de chômage localisés au 2<sup>ème</sup> trimestre 2022 – Comparaisons régionales et départementales », 30 septembre 2022 ; <https://www.insee.fr> ; Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, « Note conjoncturelle – 2<sup>ème</sup> trimestre 2022 – Département de la Savoie », <https://auvergne-rhone-alpes.dreets.gouv.fr>.

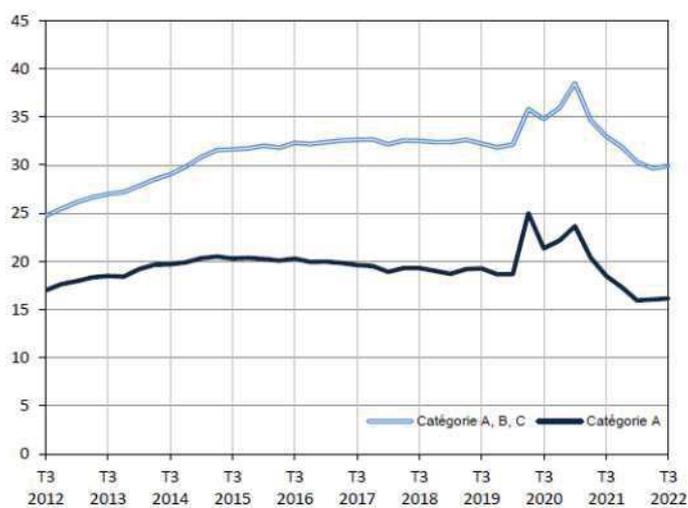


(p) Les données du dernier trimestre sont provisoires.  
Champ : France hors Mayotte  
Source : Insee, taux de chômage localisés et taux de chômage au sens du BIT

Source : INSEE, « Taux de chômage localisés au 2<sup>ème</sup> trimestre 2022 – Comparaisons régionales et départementales », 30 septembre 2022 ; <https://www.insee.fr>

### Demandeurs d'emploi en catégories A et A, B, C en Savoie

En milliers, données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Source : Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, Pôle Emploi, « Demandeurs d'emplois inscrits à Pôle Emploi en Savoie au 3<sup>ème</sup> trimestre 2022.

Au troisième trimestre 2022, en Savoie, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit en moyenne sur le trimestre à 16 140. Ce nombre augmente de 0,7 % sur un trimestre (soit +110 personnes) et diminue de 12,8 % sur un an.

En Auvergne-Rhône-Alpes, ce nombre baisse de 0,6 % sur un trimestre (-12,3 % sur un an).

En Savoie, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant ou non exercé une activité (catégories A, B, C) s'établit en moyenne à 29 930 au troisième trimestre 2022. Ce nombre augmente de 1,0 % sur un trimestre (soit +300 personnes) et diminue de 9,2 % sur un an.

En Auvergne-Rhône-Alpes, ce nombre augmente de 0,3 % sur un trimestre (-7,5 % sur un an).

### Demandeurs d'emploi par catégorie

Données CVS-CJO

|  | Effectif         |                  |                  | Évolution (en %) sur : |         |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------------|---------|
|  | 3e trim.<br>2021 | 2e trim.<br>2022 | 3e trim.<br>2022 | un trimestre*          | un an** |
| <b>Savoie</b>  |                  |                  |                  |                        |         |
| Inscrits tenus de rechercher un emploi, sans emploi (catégorie A)                | 18 500           | 16 030           | <b>16 140</b>    | <b>+0,7</b>            | -12,8   |
| Inscrits tenus de rechercher un emploi, en activité réduite courte (catégorie B) | 4 820            | 4 460            | <b>4 910</b>     | <b>+10,1</b>           | +1,9    |
| Inscrits tenus de rechercher un emploi, en activité réduite longue (catégorie C) | 9 650            | 9 140            | <b>8 880</b>     | <b>-2,8</b>            | -8,0    |
| Ensemble des inscrits tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C)         | 32 970           | 29 630           | <b>29 930</b>    | <b>+1,0</b>            | -9,2    |
| Inscrits non tenus de rechercher un emploi, sans emploi (catégorie D)            | 1 950            | 1 840            | <b>1 710</b>     | <b>-7,1</b>            | -12,3   |
| Inscrits non tenus de rechercher un emploi, en emploi (catégorie E)              | 2 530            | 2 570            | <b>2 470</b>     | <b>-3,9</b>            | -2,4    |
| Ensemble des inscrits (catégories A, B, C, D, E)                                 | 37 450           | 34 040           | <b>34 110</b>    | <b>+0,2</b>            | -8,9    |

Source : Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, Pôle Emploi, « Demandeurs d'emplois inscrits à Pôle Emploi en Savoie au 3<sup>ème</sup> trimestre 2022.

### Demandeurs d'emploi en catégorie A par sexe et âge

Données CVS-CJO

|                           | Effectif         |                  |                  | Évolution (en %) sur : |              |
|---------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------------|--------------|
|                           | 3e trim.<br>2021 | 2e trim.<br>2022 | 3e trim.<br>2022 | un trimestre*          | un an**      |
| Hommes                    | 9 340            | 7 890            | <b>8 060</b>     | +2,2                   | -13,7        |
| Femmes                    | 9 160            | 8 140            | <b>8 080</b>     | -0,7                   | -11,8        |
| <b>Moins de 25 ans</b>    | <b>2 330</b>     | <b>1 740</b>     | <b>1 800</b>     | <b>+3,4</b>            | <b>-22,7</b> |
| Hommes                    | 1 270            | 930              | <b>980</b>       | +5,4                   | -22,8        |
| Femmes                    | 1 060            | 810              | <b>830</b>       | +2,5                   | -21,7        |
| <b>Entre 25 et 49 ans</b> | <b>10 920</b>    | <b>9 580</b>     | <b>9 640</b>     | <b>+0,6</b>            | <b>-11,7</b> |
| Hommes                    | 5 500            | 4 700            | <b>4 830</b>     | +2,8                   | -12,2        |
| Femmes                    | 5 420            | 4 870            | <b>4 810</b>     | -1,2                   | -11,3        |
| <b>50 ans ou plus</b>     | <b>5 250</b>     | <b>4 720</b>     | <b>4 700</b>     | <b>-0,4</b>            | <b>-10,5</b> |
| Hommes                    | 2 570            | 2 260            | <b>2 250</b>     | -0,4                   | -12,5        |
| Femmes                    | 2 680            | 2 460            | <b>2 440</b>     | -0,8                   | -9,0         |
| <b>Savoie</b>             | <b>18 500</b>    | <b>16 030</b>    | <b>16 140</b>    | <b>+0,7</b>            | <b>-12,8</b> |

\* variation par rapport au trimestre précédent, en %.

\*\* variation par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, Traitements Dares.

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Source : Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, Pôle Emploi, « Demandeurs d'emplois inscrits à Pôle Emploi en Savoie au 3<sup>ème</sup> trimestre 2022.

**Entrées et sorties de catégories A, B, C**

Données CVS-CJO

|                                    | Nombre moyen d'entrées et sorties |                  |                  | Evolution (en %) sur : |         |
|------------------------------------|-----------------------------------|------------------|------------------|------------------------|---------|
|                                    | 3e trim.<br>2021                  | 2e trim.<br>2022 | 3e trim.<br>2022 | un trimestre*          | un an** |
| <b>Savoie</b>                      |                                   |                  |                  |                        |         |
| Entrées en catégories A, B, C      | 3 720                             | 3 610            | 3 860            | +6,9                   | +3,8    |
| Sorties de catégories A, B, C      | 4 120                             | 4 020            | 3 820            | -5,0                   | -7,3    |
| <b>Région Auvergne-Rhône-Alpes</b> |                                   |                  |                  |                        |         |
| Entrées en catégories A, B, C      | 60 010                            | 61 280           | 61 880           | +1,0                   | +3,1    |
| Sorties de catégories A, B, C      | 65 060                            | 63 500           | 61 350           | -3,4                   | -5,7    |

\* variation par rapport au trimestre précédent, en %.

\*\* variation par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Source : Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, Pôle Emploi, « Demandeurs d'emplois inscrits à Pôle Emploi en Savoie au 3<sup>ème</sup> trimestre 2022.

L'environnement dans lequel prennent place les orientations budgétaires du Département est également marqué par un déficit et un endettement publics historiquement élevés.

## 2/ Un déficit et un endettement publics historiquement élevés

### Les comptes publics jusqu'en 2021

En % du PIB

|                                  | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021  |
|----------------------------------|------|------|------|------|-------|
| <b>Solde public</b>              | -3,0 | -2,3 | -3,1 | -8,9 | -6,4  |
| <b>Solde structurel primaire</b> | -0,7 | -0,6 | -1,1 |      |       |
| <b>Dépenses publiques</b>        |      |      |      | 60,6 | 58,4  |
| <b>Prélèvements obligatoires</b> |      |      | 43,8 | 44,4 | 44,3  |
| <b>Dette publique</b>            | 98,1 | 97,8 | 97,4 |      | 112,5 |

Source : Cour des comptes, « La situation et les perspectives des finances publiques », Juillet 2022, pages 28, 32, 37, 42, 46.

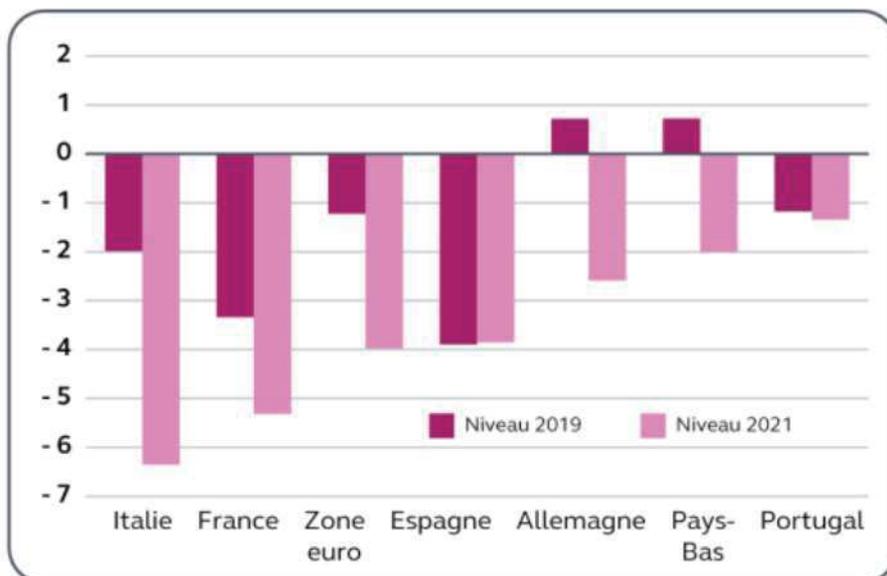
Alors que le déficit public avait pu être ramené, dès 2017, à 3% du PIB, permettant à la France de sortir dès 2018 du processus européen de déficit excessif, celui-ci s'est sensiblement dégradé en 2020, sous l'effet conjugué de la contraction majeure de l'activité économique et des mesures prises en réponse à la crise sanitaire. Il a connu une légère diminution en 2021, à la faveur de la reprise de l'activité économique, malgré le maintien d'un fort niveau de dépenses publiques<sup>49</sup>.

Le déficit structurel français (solde hors effets conjoncturels) s'élèverait, pour la Commission européenne, à 5,30% du PIB potentiel en 2021, soit près du double de celui de l'Allemagne et « le deuxième plus élevé des principaux pays de la zone euro »<sup>50</sup>.

<sup>49</sup> Source : Cour des comptes, « La situation et les perspectives des finances publiques », Juillet 2022, pages 27 et 42.

<sup>50</sup> Source : Cour des comptes, « La situation et les perspectives des finances publiques », Juillet 2022, page 51.

**Graphique n° 11 : solde structurel de la France et de ses principaux partenaires de la zone euro en 2019 et 2021 (en points de PIB potentiel)**

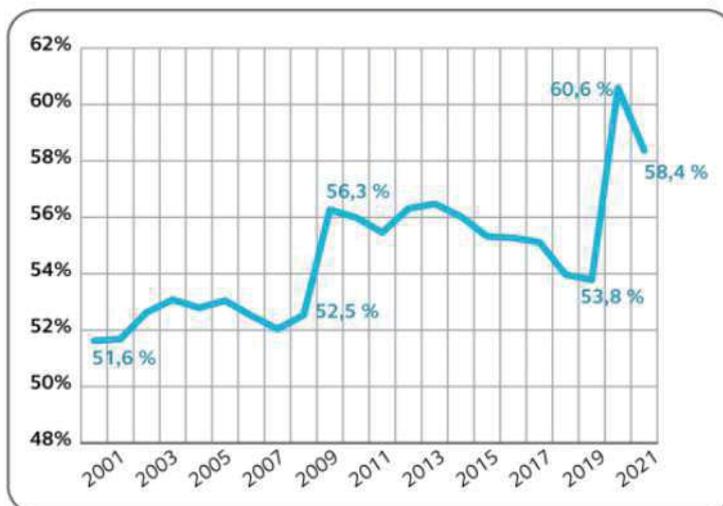


Source : Cour des comptes à partir des données de la Commission européenne (prévisions de mai 2022)

Source : Cour des comptes, « La situation et les perspectives des finances publiques », Juillet 2022, page 51.

Le poids des dépenses publiques s'est quant à lui fortement accru en 2020, où elles représentaient plus de 60% du PIB, avant de légèrement diminuer en 2021<sup>51</sup>.

**Graphique n° 5 : dépense publique hors crédits d'impôts (en % du PIB)**



Source : Insee

Source : Cour des comptes, « La situation et les perspectives des finances publiques », Juillet 2022, page 38.

<sup>51</sup> Source : Cour des comptes, « La situation et les perspectives des finances publiques », Juillet 2022, page 37.

Une telle progression s'explique par une augmentation de 150 Md€ des dépenses publiques entre 2019 et 2021, du fait, en 2020, du soutien apporté aux acteurs économiques et au système de santé et, en 2021, des mesures destinées à la relance de l'activité<sup>52</sup>.

Elle résulte également d'une dynamique soutenue des dépenses de l'Etat hors crise sanitaire (« indemnité inflation », dépenses militaires, charges d'intérêts), des dépenses des administrations publiques locales (reprise de l'investissement et masse salariale) et des dépenses de santé<sup>53</sup>.

La Cour des comptes note en effet que « l'impact de la crise sur les finances publiques s'est traduit très différemment selon les différentes administrations publiques ». Elle souligne ainsi que, « sur les années 2020 et 2021, l'Etat est le principal contributeur au déficit public car c'est lui qui a assumé la plus grande partie des mesures d'urgence (...) et de relance » et explique la dégradation des comptes des administrations de sécurité sociale par « le repli des recettes », « les dépenses sanitaires d'urgence, portées par l'assurance maladie » et « les dépenses d'activité partielle, prises en charge pour un tiers par l'UNEDIC ». Elle observe en revanche que les collectivités locales présentaient en 2021 un excédent de 4,7 Md€, à la faveur, notamment, du rendement des droits de mutation à titre onéreux<sup>54</sup>.

**Tableau n° 11 : soldes des différentes administrations publiques  
(en Md€)**

|   | 2019          | 2020           | 2021           |
|---|---------------|----------------|----------------|
| Administrations publiques centrales (Apuc) (i)                              | - 88,1        | - 156,1        | - 143,5        |
| <b>Administrations publiques locales (Apul) (ii)</b>                        | <b>- 1,1</b>  | <b>- 3,5</b>   | <b>- 0,6</b>   |
| <i>dont collectivités locales</i>   | + 1,2         | + 0,2          | + 4,7          |
| <i>dont organismes divers d'administrations locales (Odal)</i>              | - 2,3         | - 3,6          | - 5,3          |
| <b>Administrations de sécurité sociale (Asso) hors Cades (iii)</b>          | <b>- 1,3</b>  | <b>- 62,2</b>  | <b>- 29,6</b>  |
| <i>dont régime général et FSV</i>   | - 2,0         | - 38,8         | - 31,0         |
| <i>dont organismes divers d'administrations de sécurité sociale (Odass)</i> | + 0,0         | + 2,1          | + 6,5          |
| <i>dont Unedic*</i>   | - 1,8         | - 18,0         | - 8,2          |
| <i>dont Agirc - Arrco</i>   | + 0,3         | - 6,1          | + 1,2          |
| <i>dont autres</i>  | + 2,0         | - 1,4          | + 1,8          |
| Cades (iv)  | + 15,8        | + 16,2         | + 12,7         |
| <b>Administrations Publiques (Apu)<br/>(v)=(i)+ (ii)+ (iii)+ (iv)</b>       | <b>- 74,7</b> | <b>- 205,5</b> | <b>- 160,9</b> |

Source : Ministère de l'économie, des finances et de la relance

\* L'Unedic communique sur des chiffres de solde financier, qui ne suivent pas la comptabilité nationale, de - 1,9 Md€ en 2019, - 17,4 Md€ en 2020 et - 9,3 Md€ en 2021, ce dernier chiffre étant provisoire.

Source : Cour des comptes, « La situation et les perspectives des finances publiques », Juillet 2022, page 45.

Dans le même temps, le taux de prélèvements obligatoires a continué de progresser, passant de 43,8% du PIB en 2019 à 44,3% en 2021<sup>55</sup>.

La dette publique s'est fortement accrue depuis le début de la crise, de 440 Md€, d'après la Cour des comptes, et représentait fin 2021 112,50% du PIB, ainsi supérieure de plus de 14 points de PIB à son

<sup>52</sup> Source : Cour des comptes, « La situation et les perspectives des finances publiques », Juillet 2022, page 38.

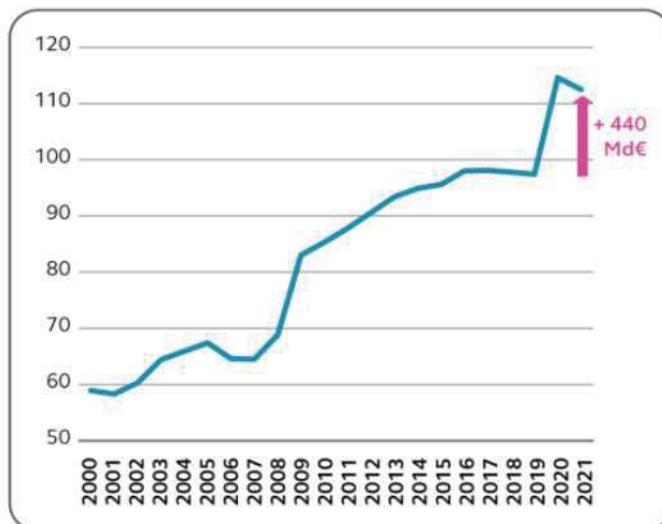
<sup>53</sup> Source : Cour des comptes, « La situation et les perspectives des finances publiques », Juillet 2022, pages 39 à 42.

<sup>54</sup> Source : Cour des comptes, « La situation et les perspectives des finances publiques », Juillet 2022, pages 43 à 45.

<sup>55</sup> Source : Cour des comptes, « La situation et les perspectives des finances publiques », Juillet 2022, pages 32 et 36.

montant de fin 2017<sup>56</sup>. Ce ratio, qui atteint 112,50% du PIB « a davantage augmenté (...) que celui de la zone euro dans son ensemble (...) », ce dernier s'établissant à 95,60% du PIB<sup>57</sup>.

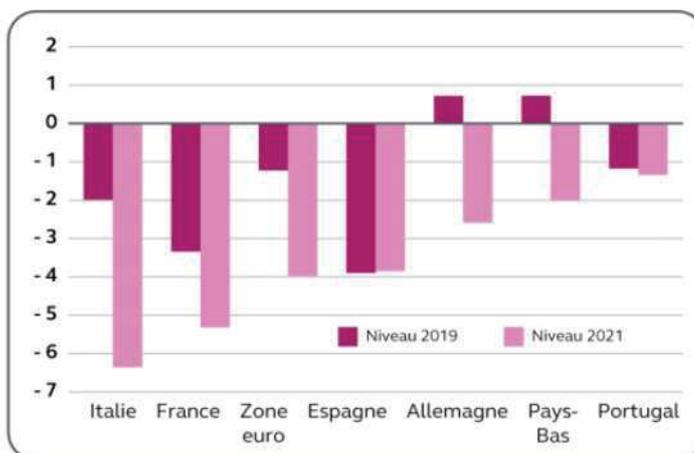
**Graphique n° 7 : dette des administrations publiques  
(en points de PIB)**



Source : Cour des comptes à partir des données de l'Insee

Source : Cour des comptes, « La situation et les perspectives des finances publiques », Juillet 2022, page 46.

**Graphique n° 11 : solde structurel de la France et de ses principaux  
partenaires de la zone euro en 2019 et 2021  
(en points de PIB potentiel)**



Source : Cour des comptes à partir des données de la Commission européenne (prévisions de mai 2022)

Source : Cour des comptes, « La situation et les perspectives des finances publiques », Juillet 2022, page 51.

<sup>56</sup> <sup>56</sup> Source : Cour des comptes, « La situation et les perspectives des finances publiques », Juillet 2022, pages 32 et 36.

<sup>56</sup> Source : Cour des comptes, « La situation et les perspectives des finances publiques », Juillet 2022, pages 45 à 46.

<sup>56</sup> Source : Cour des comptes, « La situation et les perspectives des finances publiques », Juillet 2022, page 51.

**En % du PIB**

|  | 2021         | 2022         | 2023         |
|--|--------------|--------------|--------------|
| <b>Solde public</b>                      | <b>-6,5</b>  | <b>-5,0</b>  | <b>-5,0</b>  |
| Etat et ODAC                             | -5,9         | -5,4         | -5,6         |
| APUL                                     | 0,0          | 0,0          | -0,1         |
| Sécurité Sociale                         | -0,7         | 0,5          | 0,8          |
| <b>Solde structurel</b>                  | <b>-5,1</b>  | <b>-4,2</b>  | <b>-4,0</b>  |
| Dépenses publiques hors crédits d'impôts | 58,4         | 57,6         | 56,6         |
| Prélèvements obligatoires                | 44,3         | 45,2         | 44,7         |
| <b>Dettes publiques totales</b>          | <b>112,8</b> | <b>111,5</b> | <b>111,2</b> |

Source : Annexe au projet de loi de finances pour 2023 – Rapport économique, social et financier, « Perspectives économiques et des finances publiques », page 61.

Après un déficit de 9% du PIB en 2020, le solde public serait ramené à -6,5% du PIB en 2021, à la faveur du dynamisme de l'activité économique, notamment soutenue par les mesures prises au titre de la politique de relance engagée. Il atteindrait -5,0% du PIB en 2022, en raison, en particulier, de la suppression des mesures de soutien d'urgence sanitaire, de l'évolution favorable du rendement des prélèvements obligatoires, malgré le coût des dispositions prises pour « limiter la hausse des prix et soutenir les ménages et les entreprises ». Le déficit budgétaire demeurerait de -5,0% du PIB en 2023, du fait du « maintien du bouclier tarifaire sur le gaz et l'électricité », de la suppression en deux années de la Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), d'un moindre dynamisme des prélèvements obligatoires, et ce en dépit de la « quasi-disparition des dépenses de soutien d'urgence » et de la « baisse des dépenses de relance »<sup>58</sup>.

Le solde structurel (corrige des effets conjoncturels) passerait de -5,1% du PIB en 2021 à -4,2% en 2022 puis à -4,0% en 2023<sup>59</sup>.



Source : Annexe au projet de loi de finances pour 2023 – Rapport économique, social et financier, « Perspectives économiques et des finances publiques », page 76.

<sup>58</sup> Source : Annexe au projet de loi de finances pour 2023 – Rapport économique, social et financier, « Perspectives économiques et des finances publiques », pages 59 et 60.

<sup>59</sup> Source : Annexe au projet de loi de finances pour 2023 – Rapport économique, social et financier, « Perspectives économiques et des finances publiques », pages 59 et 60.

Le taux de prélèvements obligatoires progresserait en 2022, année où il s'élèverait à 45,2% du PIB, du fait d'une augmentation plus rapide des recettes prélevées que du PIB, avant d'être ramené à 44,7% du PIB en 2023<sup>60</sup>.

| En % du PIB, champ courant               | 2021         | 2022         | 2023         |
|--|--------------|--------------|--------------|
| État                                     | 12,3%        | 12,9%        | 12,5%        |
| ODAC                                     | 0,7%         | 0,7%         | 0,7%         |
| APUL                                     | 6,5%         | 6,5%         | 6,4%         |
| ASSO                                     | 24,5%        | 24,9%        | 24,8%        |
| UE                                       | 0,2%         | 0,2%         | 0,2%         |
| <b>Taux de prélèvements obligatoires</b> | <b>44,3%</b> | <b>45,2%</b> | <b>44,7%</b> |

Source : Annexe au projet de loi de finances pour 2023 – Rapport économique, social et financier, « Perspectives économiques et des finances publiques », page 87.

Les dépenses publiques représenteraient 57,6% du PIB en 2022, après 58,4% en 2021, diminution imputable à la « quasi-extinction des principaux dispositifs de soutien d'urgence sanitaire », et 56,6% du PIB en 2023, en raison de « la réduction des dépenses de relance »<sup>61</sup>. La dépense publique en volume diminuerait de 1,5% en 2023 après - 1,1% en 2022, diminution qui concernerait chaque niveau d'administration en 2023<sup>62</sup>.

| En %   | 2021 | 2022 | 2023 |
|--|------|------|------|
| <b>Champ courant (hors crédits d'impôts, hors transferts)</b>  |      |      |      |
| Croissance de la dépense publique en volume                    | 2,6  | -1,1 | -1,5 |
| Croissance de la dépense publique en valeur                    | 4,2  | 4,2  | 2,8  |
| Ratio de dépense (en points de PIB)                            | 58,4 | 57,6 | 56,6 |
| <b>Champ constant (hors crédits d'impôts, hors transferts)</b> |      |      |      |
| Croissance de la dépense publique toutes APU en volume         | 2,6  | -1,1 | -1,5 |
| <i>Croissance de la dépense des APUC en volume</i>             | 4,1  | 0,0  | -2,6 |
| <i>Croissance de la dépense des APUL en volume</i>             | 2,8  | 0,1  | -0,6 |
| <i>Croissance de la dépense des ASSO en volume</i>             | 1,3  | -2,6 | -1,0 |
| Croissance de la dépense publique en valeur                    | 4,2  | 4,2  | 2,8  |

Source : Annexe au projet de loi de finances pour 2023 – Rapport économique, social et financier, « Perspectives économiques et des finances publiques », page 78.

<sup>60</sup> Source : Annexe au projet de loi de finances pour 2023 – Rapport économique, social et financier, « Perspectives économiques et des finances publiques », page 60.

<sup>61</sup> Source : Annexe au projet de loi de finances pour 2023 – Rapport économique, social et financier, « Perspectives économiques et des finances publiques », page 60.

<sup>62</sup> Source : Annexe au projet de loi de finances pour 2023 – Rapport économique, social et financier, « Perspectives économiques et des finances publiques », pages 77 et 78.

La dette, portée à 112,8% du PIB en 2021, connaîtrait une légère diminution en 2022 puis en 2023, où elle représenterait 111,2% du PIB<sup>63</sup>.

| <b>Tableau 31 : Prévision d'évolution du ratio d'endettement par sous-secteur des administrations publiques</b> |              |              |              |
|---|--------------|--------------|--------------|
| <b>(Points de PIB)</b>  | <b>2021</b>  | <b>2022</b>  | <b>2023</b>  |
| <b>Ratio d'endettement au sens de Maastricht</b>  | <b>112,8</b> | <b>111,5</b> | <b>111,2</b> |
| dont contribution des administrations publiques centrales (APUC)  | 92,0         | 92,2         | 93,2         |
| <i>dont contribution des organismes divers d'administrations centrales</i>                                      | <i>3,0</i>   | <i>3,1</i>   | <i>3,0</i>   |
| dont contribution des administrations publiques locales (APUL)  | 9,8          | 9,4          | 9,1          |
| <i>dont contribution des organismes divers d'administrations locales</i>  | <i>1,5</i>   | <i>1,6</i>   | <i>1,8</i>   |
| dont contribution des administrations de sécurité sociale (ASSO)  | 11,0         | 9,9          | 8,9          |

Source : Annexe au projet de loi de finances pour 2023 – Rapport économique, social et financier, « Perspectives économiques et des finances publiques », page 108.

### *Les comptes publics de 2023 à 2027*

Le projet de loi de programmation des finances publiques 2023-2027 (PLPFP 2023-2027) définit une nouvelle trajectoire pour les comptes publics au cours des cinq prochaines années ainsi que les leviers qui devraient être mobilisés pour la respecter.

<sup>63</sup> Source : Annexe au projet de loi de finances pour 2023 – Rapport économique, social et financier, « Perspectives économiques et des finances publiques », pages 60 et 61.

(En points de produit intérieur brut sauf mention contraire)

| <b>Ensemble des administrations publiques</b>                                 |       |       |       |       |       |       |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
|   | 2022  | 2023  | 2024  | 2025  | 2026  | 2027  |
| Solde structurel (1) (en points de PIB potentiel).....                        | -4,2  | -4,0  | -3,7  | -3,4  | -3,1  | -2,8  |
| Solde conjoncturel (2).....   | -0,6  | -0,8  | -0,7  | -0,5  | -0,3  | 0,0   |
| Solde des mesures ponctuelles et temporaires (3) (en points de PIB potentiel) | -0,1  | -0,2  | -0,1  | -0,1  | 0,0   | 0,0   |
| Solde effectif (1+2+3)  | -5,0  | -5,0  | -4,5  | -4,0  | -3,4  | -2,9  |
| Dépense publique.....   | 57,6  | 56,6  | 55,6  | 55,0  | 54,3  | 53,8  |
| Dépense publique (en Md€) .....   | 1 522 | 1 564 | 1 600 | 1 637 | 1 669 | 1 709 |
| Évolution de la dépense publique en volume (%) *.                             | -1,1  | -1,5  | -0,6  | 0,3   | 0,2   | 0,6   |
| Agrégat des dépenses d'investissement** (en Md€).                             | -     | 25    | 28    | 31    | 33    | 35    |
| Évolution de l'agrégat de dépenses d'investissement en volume (%)             | -     | -     | 7     | 9     | 6     | 2     |
| Taux de prélèvements obligatoires.....  | 45,2  | 44,7  | 44,2  | 44,3  | 44,3  | 44,3  |
| Dette au sens de Maastricht.....  | 111,5 | 111,2 | 111,3 | 111,7 | 111,6 | 110,9 |

| <b>État et organismes divers d'administration centrale</b> |      |      |      |      |      |      |
|--|------|------|------|------|------|------|
| Solde effectif.....  | -5,4 | -5,6 | -5,2 | -4,7 | -4,5 | -4,3 |
| Dépense publique (en Md€)                                  | 629  | 636  | 637  | 643  | 655  | 675  |
| Évolution de la dépense publique en volume (%) *.          | 0,0  | -2,6 | -2,5 | -1,1 | 0,4  | 1,6  |
| <b>Administrations publiques locales</b>                   |      |      |      |      |      |      |
| Solde effectif.....  | 0,0  | -0,1 | -0,1 | 0,0  | 0,2  | 0,5  |
| Dépense publique (en Md€)                                  | 295  | 305  | 314  | 322  | 323  | 326  |
| Évolution de la dépense publique en volume (%) *.          | 0,1  | -0,6 | 0,1  | 0,4  | -1,3 | -1,1 |
| <b>Administrations de sécurité sociale</b>                 |      |      |      |      |      |      |
| Solde effectif.....  | 0,5  | 0,8  | 0,8  | 0,7  | 0,8  | 1,0  |
| Dépense publique (en Md€)                                  | 700  | 721  | 747  | 772  | 792  | 811  |
| Évolution de la dépense publique en volume (%) *.          | -2,6 | -1,0 | 0,5  | 1,2  | 0,7  | 0,6  |

\* Hors crédit d'impôt, hors transferts, à champ constant

\*\* Dépenses considérées comme des dépenses d'investissement au sens du dernier alinéa de l'article 1 A et du deuxième alinéa de l'article 1 E de la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances

Source : Loi de programmation des finances publiques 2023-2027, article 3, page 9.

La trajectoire pluriannuelle des finances publiques pour 2023-2027 intègre ainsi un retour progressif du déficit budgétaire en deçà de 3% du PIB à l'horizon 2027, à la faveur d'une maîtrise des dépenses publiques par l'ensemble des administrations publiques, maîtrise elle-même « rendue possible » « par des mesures de transformation structurelle et une évaluation renforcée de la qualité des dépenses »<sup>64</sup>.

Le Gouvernement table, pour y parvenir, sur « la réforme des retraites, la trajectoire de l'assurance chômage (...) et la maîtrise des dépenses de santé » (avec une progression de l'ONDAM de 2,7% sur 2024-2025 puis de 2,6% sur 2026-2027) ainsi que sur la réduction, chaque année, de 0,5% en volume des dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales<sup>65</sup>.

<sup>64</sup> Source : Annexe au projet de loi de finances pour 2023 – Rapport économique, social et financier, « Perspectives économiques et des finances publiques », pages 70 et 71.

<sup>65</sup> Source : Annexe au projet de loi de finances pour 2023 – Rapport économique, social et financier, « Perspectives économiques et des finances publiques », pages 70 et 71 ; Rapport annexé au projet de loi de programmation des finances publiques 2023-2027, page 11.

Le taux d'évolution des dépenses des administrations centrales (hors CI et hors transferts, à champ constant) atteindrait « -2,6% en volume en 2023 puis -0,4% en moyenne sur la période 2024-2027 » tandis que la charge de la dette progresserait de 0,5 point de PIB d'ici 2027.

**Croissance de la dépense publique par sous-secteur, hors crédits d'impôts, à champ constant, hors transfert, en volume**

|      | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|------|------|------|------|------|------|
| APU  | -1,5 | -0,6 | 0,3  | 0,2  | 0,6  |
| APUC | -2,6 | -2,5 | -1,1 | 0,4  | 1,6  |
| APUL | -0,6 | 0,1  | 0,4  | -1,3 | -1,1 |
| ASSO | -1,0 | 0,5  | 1,2  | 0,7  | 0,6  |

Source : Rapport annexé au projet de loi de programmation des finances publiques 2023-2027, page 12.

L'évolution des « dépenses publiques hors effet de l'extinction des mesures d'urgence et de relance en volume » serait ainsi « limitée à + 0,6% entre 2022 et 2027 »<sup>66</sup>.

Il préconise également « un renforcement de la qualité des dépenses, notamment en finançant des investissements indispensables pour assurer les transitions écologique et numérique, atteindre le plein emploi et s'assurer de la compétitivité » des entreprises<sup>67</sup>.

Est attendue une diminution du poids des prélèvements obligatoires, toutefois limitée<sup>68</sup>.

Le solde structurel, égal à -5,1% de PIB potentiel en 2021, serait ramené à -2,8% en 2027 (article 2 du PLPFP 2023-2027).

<sup>66</sup> Source : Rapport annexé au projet de loi de programmation des finances publiques 2023-2027, page 12.

<sup>67</sup> Source : Annexe au projet de loi de finances pour 2023 – Rapport économique, social et financier, « Perspectives économiques et des finances publiques », pages 70 et 71.

<sup>68</sup> Source : Annexe au projet de loi de finances pour 2023 – Rapport économique, social et financier, « Perspectives économiques et des finances publiques », pages 70 et 71.

### Décomposition structurelle par sous-secteur 2022-2027

|             |                       | 2022        | 2023        | 2024        | 2025        | 2026        | 2027        |
|-------------|-----------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| <b>APU</b>  | <b>Solde effectif</b> | <b>-5,0</b> | <b>-5,0</b> | <b>-4,5</b> | <b>-4,0</b> | <b>-3,4</b> | <b>-2,9</b> |
|             | Solde conjoncturel    | -0,6        | -0,8        | -0,7        | -0,5        | -0,3        | 0,0         |
|             | Solde structurel      | -4,2        | -4,0        | -3,7        | -3,4        | -3,1        | -2,8        |
|             | Solde des one-offs    | -0,1        | -0,2        | -0,1        | -0,1        | 0,0         | 0,0         |
| <b>APUC</b> | <b>Solde effectif</b> | <b>-5,4</b> | <b>-5,6</b> | <b>-5,2</b> | <b>-4,7</b> | <b>-4,5</b> | <b>-4,3</b> |
|             | Solde conjoncturel    | -0,3        | -0,4        | -0,3        | -0,2        | -0,1        | 0,0         |
|             | Solde structurel      | -5,0        | -5,0        | -4,7        | -4,3        | -4,3        | -4,3        |
|             | Solde des one-offs    | -0,1        | -0,2        | -0,1        | -0,1        | 0,0         | 0,0         |
| <b>APUL</b> | <b>Solde effectif</b> | <b>0,0</b>  | <b>-0,1</b> | <b>-0,1</b> | <b>0,0</b>  | <b>0,2</b>  | <b>0,5</b>  |
|             | Solde conjoncturel    | -0,1        | -0,1        | -0,1        | 0,0         | 0,0         | 0,0         |
|             | Solde structurel      | 0,0         | 0,0         | 0,0         | 0,0         | 0,2         | 0,5         |
|             | Solde des one-offs    | 0,0         | 0,0         | 0,0         | 0,0         | 0,0         | 0,0         |
| <b>ASSO</b> | <b>Solde effectif</b> | <b>0,5</b>  | <b>0,8</b>  | <b>0,8</b>  | <b>0,7</b>  | <b>0,8</b>  | <b>1,0</b>  |
|             | Solde conjoncturel    | -0,2        | -0,3        | -0,3        | -0,2        | -0,1        | 0,0         |
|             | Solde structurel      | 0,7         | 1,1         | 1,1         | 0,9         | 0,9         | 1,0         |
|             | Solde des one-offs    | 0,0         | 0,0         | 0,0         | 0,0         | 0,0         | 0,0         |

Source : Rapport annexé au projet de loi de programmation des finances publiques 2023-2027, page 14.

L'endettement, qui représente 112,8% du PIB en 2021, devrait diminuer en 2023 avant de s'accroître à nouveau jusqu'en 2026 et d'être ramené à 110,9% du PIB en 2027<sup>69</sup>. Si la dette de l'Etat et des organismes centraux augmenterait régulièrement sur la période, passant de 92,0% du PIB en 2021 à 99,0% en 2027, soit une progression de 7 points en 6 ans, la dette des administrations locales diminuerait de 2,4 points sur la période et celle des administrations sociales de 6,5 points.

### Dette par sous-secteur 2021-2027

|  | 2021  | 2022  | 2023  | 2024  | 2025  | 2026  | 2027  |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| <b>Dette publique (en points de PIB)</b> | 112,8 | 111,5 | 111,2 | 111,3 | 111,7 | 111,6 | 110,9 |
| Contribution des APUC                    | 92,0  | 92,2  | 93,2  | 94,6  | 96,3  | 97,8  | 99,0  |
| Contribution des APUL                    | 9,8   | 9,4   | 9,1   | 8,9   | 8,6   | 8,1   | 7,4   |
| Contribution des ASSO                    | 11,0  | 9,9   | 8,9   | 7,7   | 6,7   | 5,7   | 4,5   |

Source : Rapport annexé au projet de loi de programmation des finances publiques 2023-2027, page 15.

Le contexte de la préparation du budget pour 2023 et des budgets futurs est également caractérisé par la situation financière solide du Département, toutefois confrontée à la hausse des coûts de l'énergie et des investissements, et par les débats en cours au Parlement, notamment sur la loi de finances pour 2023.

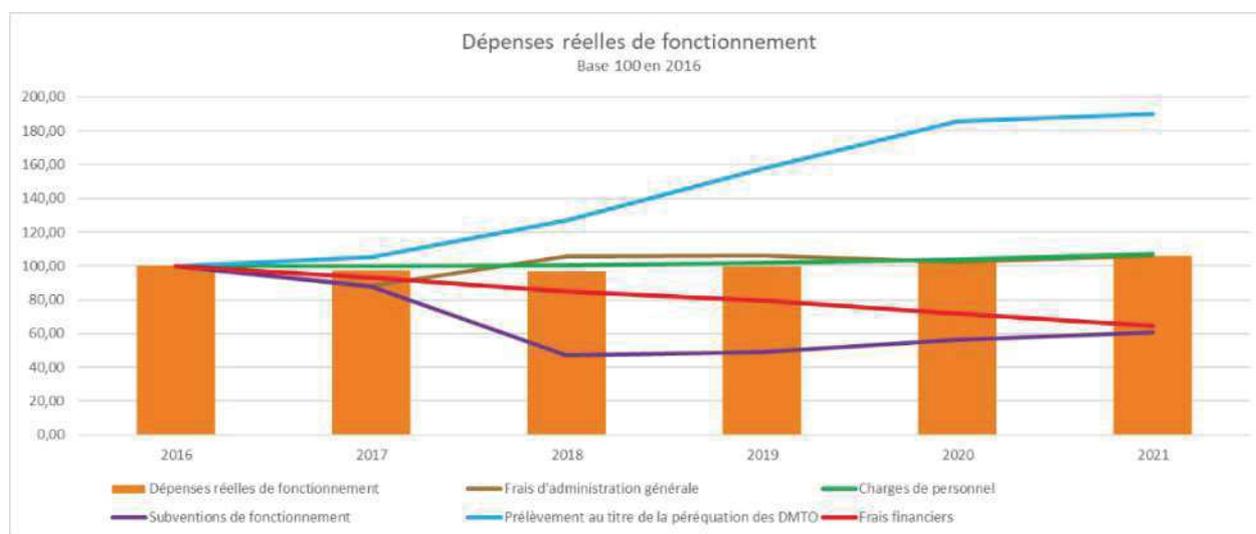
<sup>69</sup> Source : Annexe au projet de loi de finances pour 2023 – Rapport économique, social et financier, « Perspectives économiques et des finances publiques », pages 70 et 71.

## **B/ Des finances départementales confrontées à la hausse des coûts, des textes budgétaires d'adaptation**

Le Département présente, dans ce contexte inflationniste une situation financière solide. Il devra tenir compte, dans sa future stratégie des dispositions des textes budgétaires en cours de discussion parlementaire.

### 1/ Des finances départementales solides à l'épreuve de la poussée inflationniste<sup>70</sup>

Après deux années de diminution, en 2017 et en 2018, les **dépenses réelles de fonctionnement** ont renoué, dès 2019, avec une progression de l'ordre de 3% par an. Elles atteignent ainsi 434,91 M€ en 2021 contre 421,97 M€ en 2020, soit une progression de 3,07% (contre + 1,4% au plan national, dont deux départements présentant une baisse de leurs dépenses), traduisant ainsi le fort soutien apporté par le Département pendant la crise sanitaire et les deux plans successifs.



Cette progression, en 2021, s'explique principalement par :

- l'augmentation de 3,36% des charges de personnel (par nature), après + 1,84% en 2020 et + 1,33 % en 2019, les années précédentes étant marquées par une stabilité (+ 2,5% au plan national en 2021) ;
- l'augmentation de 3,88% des dépenses d'administration générale (par nature), lesquelles se sont élevées à 33,87 M€, après -3,74% en 2020 et + 0,38% en 2019, en raison, pour l'essentiel de l'augmentation des charges d'énergie et d'électricité (+ 16,38%), de chauffage urbain (+ 9,83%), de carburants et combustibles (+ 12,65%) ou de primes d'assurance (+ 15,34%) tandis que les charges locatives et de copropriété ont diminué de 21,35% ;
- l'augmentation de 6,71% des dépenses en faveur des maisons d'enfants à caractère social (25,04 M€ en 2021), après + 5,55% en 2020, + 6,17% en 2019 et + 18,69% en 2018 et de 4,27% des allocations au titre de la prestation de compensation du handicap (13,95 M€), alors que les dépenses au titre de l'allocation personnalisée d'autonomie (42,52 M€ en 2021) et du revenu de solidarité active (35,37 M€) connaissaient une évolution plus modérée,

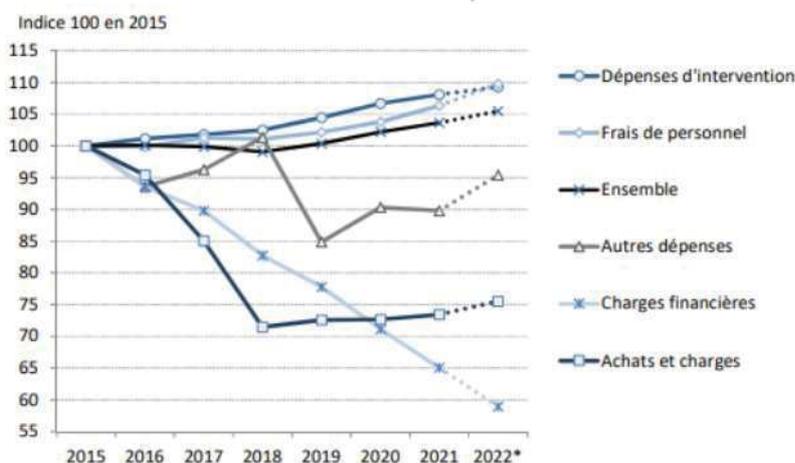
<sup>70</sup> Les données relatives à l'évolution des finances départementales au plan national sont issues du Bulletin d'information statistique n°166 de septembre 2022 (Léana Madjou Fotsing, Département des études et des statistiques locales – DGCL. Leur interprétation et leur comparaison aux données du Département de la Savoie doivent tenir compte d'éventuelles différences de retraitements comptables réalisées dans le cadre de l'analyse financière.

respectivement de + 0,58% et de + 2,59% (au plan national, en 2021, -0,2% pour les dépenses relatives au RSA, + 1,8% pour l'APA et + 5,7% pour la PCH/ACTP) ;

- l'augmentation de 7,91% des subventions de fonctionnement versées (23,27 M€), après + 14,67% en 2020, et de + 3,18% de la participation du Département au financement du Service départemental d'incendie et de secours (29,63 M€), après + 1,59% en 2020.

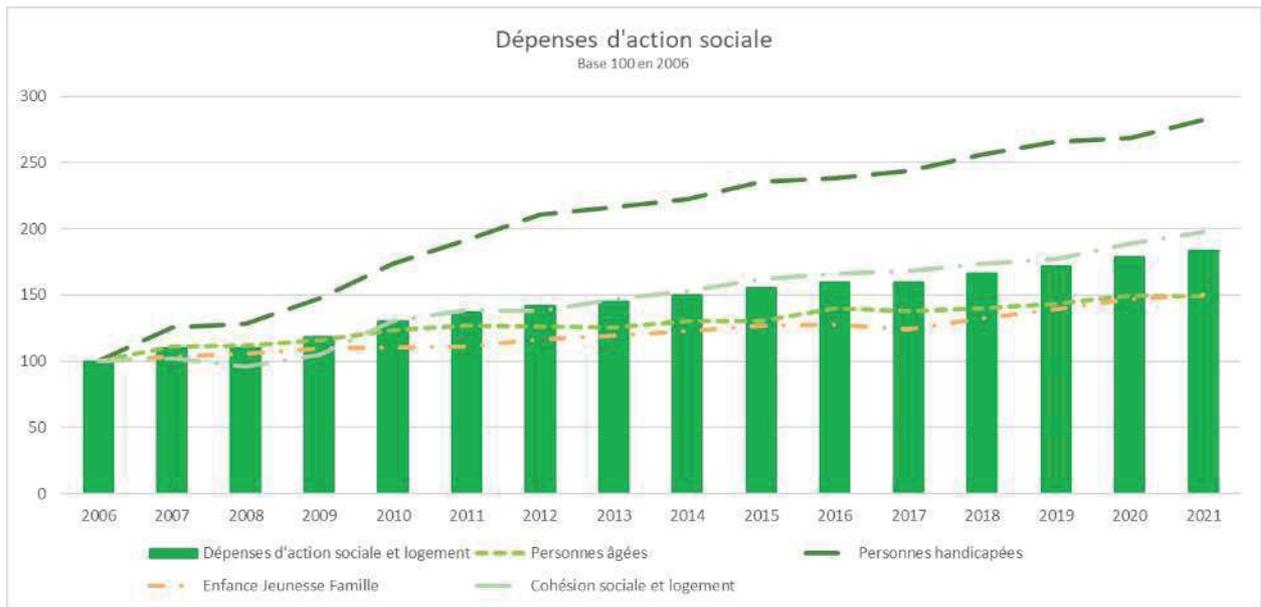
Le montant des frais financiers, de 3,05 M€ en 2021, était en diminution pour la 9<sup>ème</sup> année consécutive, à hauteur de 10,02%.

**Graphique 9 - évolution des dépenses de fonctionnement des départements**  
**Selon le type de dépenses**  
*9a : en évolution depuis 2015*

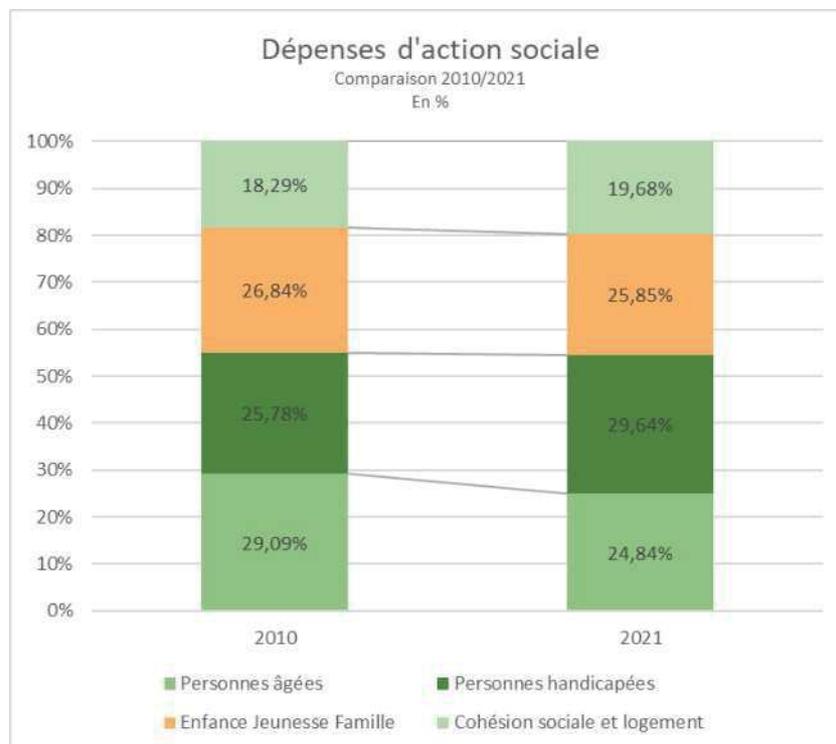


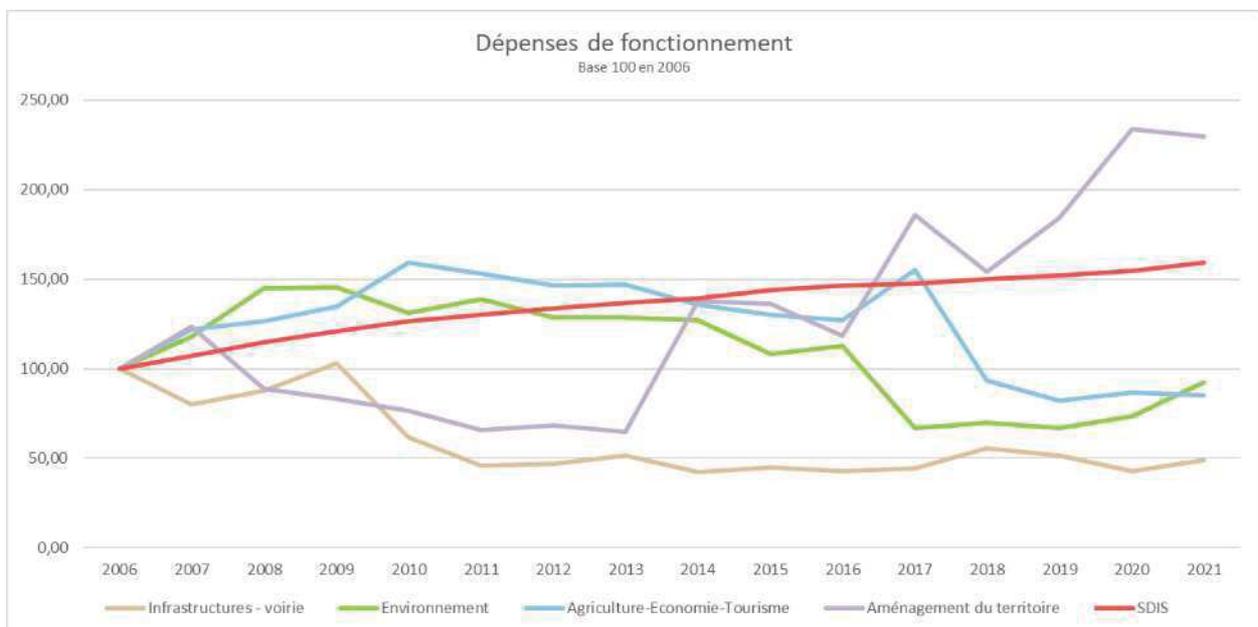
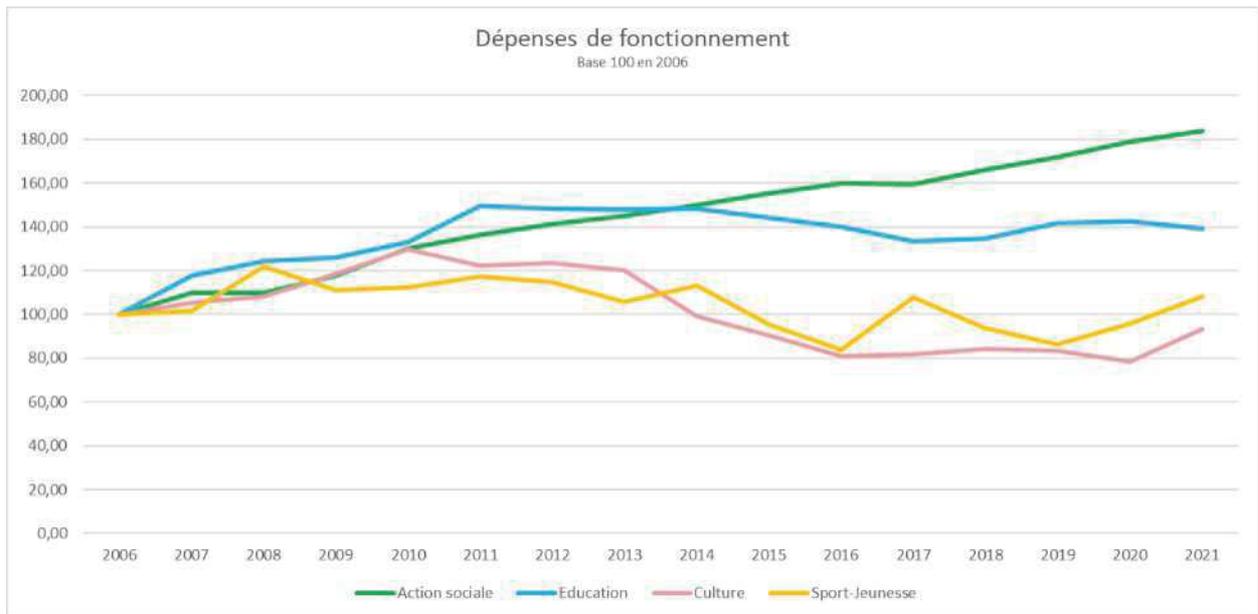
*Évolutions neutralisées des modifications institutionnelles sur la période (CTU, Corse, Métropole de Lyon, Paris, La Réunion)*

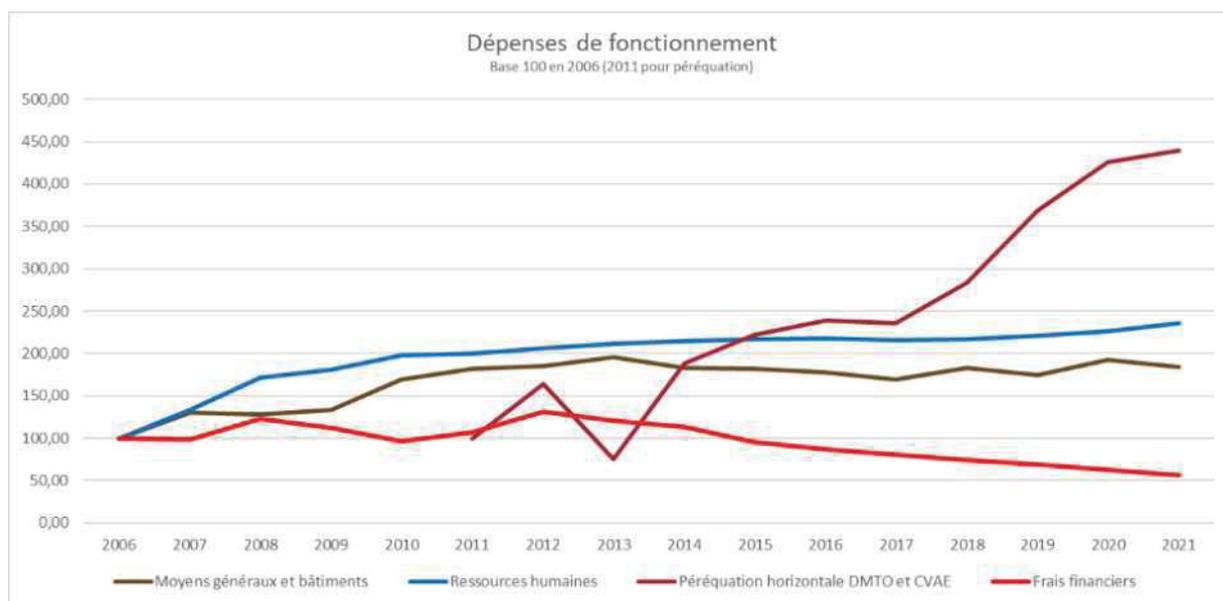
Source : Léana Madjou Fotsing, Département des études et des statistiques locales – DGCL, Bulletin d'information statistique n°166 de septembre 2022.



Les dépenses d'action sociale ont ainsi globalement progressé de 2,81% en 2021, après + 4,05% en 2020 ou + 0,37% en 2017, en raison de l'augmentation des budgets consacrés aux personnes handicapées (64,32 M€, soit + 5,12%) et à la cohésion sociale et au logement (42,70 M€, soit + 4,79%), prolongeant ainsi une tendance à la hausse constatée au cours des années précédentes. Les dépenses relatives aux personnes âgées étaient en repli de 0,72% en 2021 (53,90 M€) et les dépenses consacrées à l'enfance en progression limitée à 2,26%, après plusieurs années d'augmentation plus marquée.





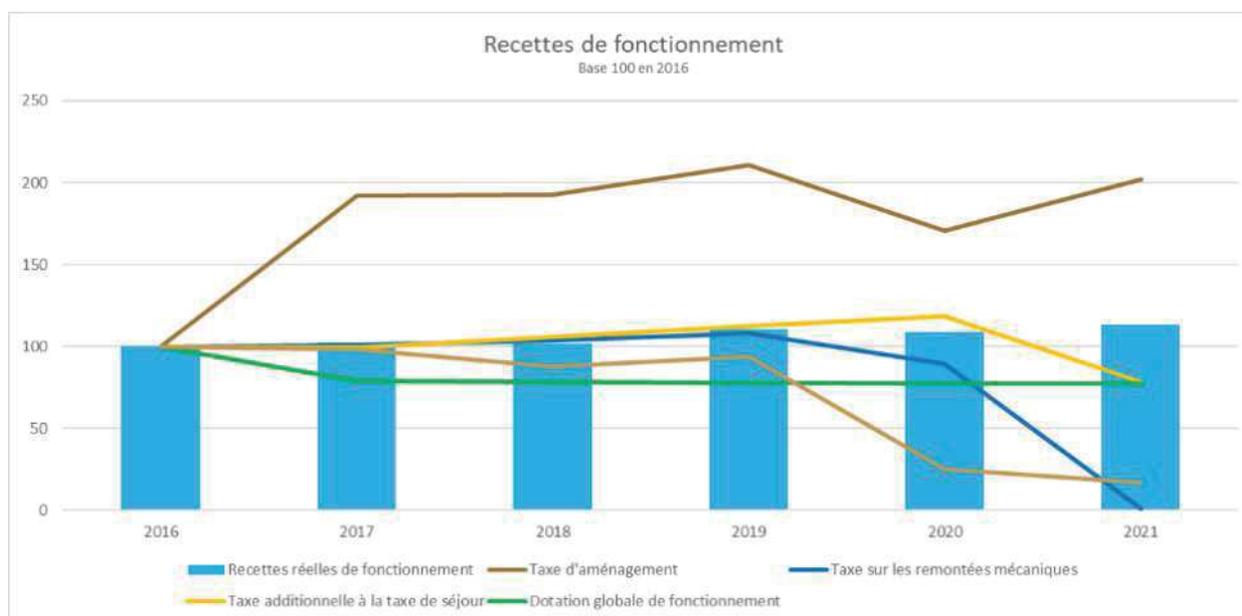
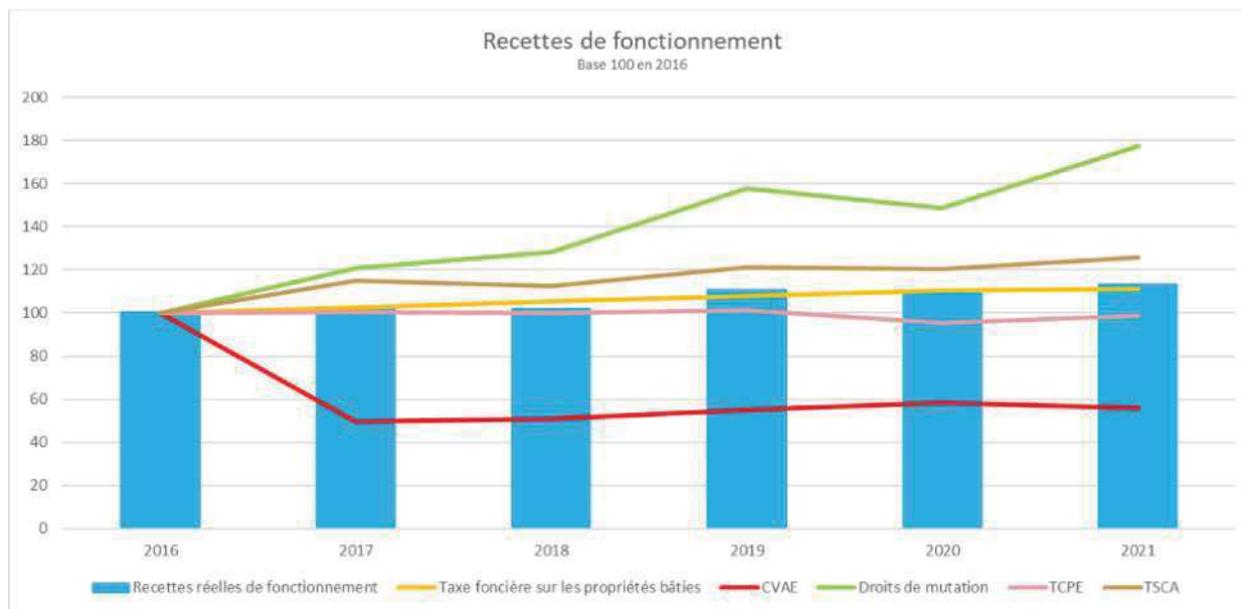


D'autres politiques départementales présentent des évolutions significatives en 2021 :

- les dépenses de fonctionnement de voirie (8,35 M€ en 2021) ont ainsi progressé de 14,86%, après deux exercices de baisse sensible ;
- les dépenses en matière d'environnement (budget de la direction de l'environnement, soit 1,95 M€) se sont accrues de 25,81% ;
- les dépenses culturelles (5,86 M€) sont en progression de 18,62% ;
- les dépenses relatives aux bâtiments et aux moyens généraux (19,34 M€) ont globalement diminué de 4,16% ;

Les reversements au titre de la péréquation interdépartementale (20,44 M€) ont pour leur part crû de 3,22% en 2021, après de très fortes progressions les années précédentes, comprises entre 15 et 30%.

Les **recettes réelles de fonctionnement**, d'un montant de 551,46 M€, se sont accrues de 4,02% en 2021, après une diminution de 1,68% en 2020 (augmentation de 6,6% au plan national, 60 départements présentant une augmentation supérieure à 5% en 2021).



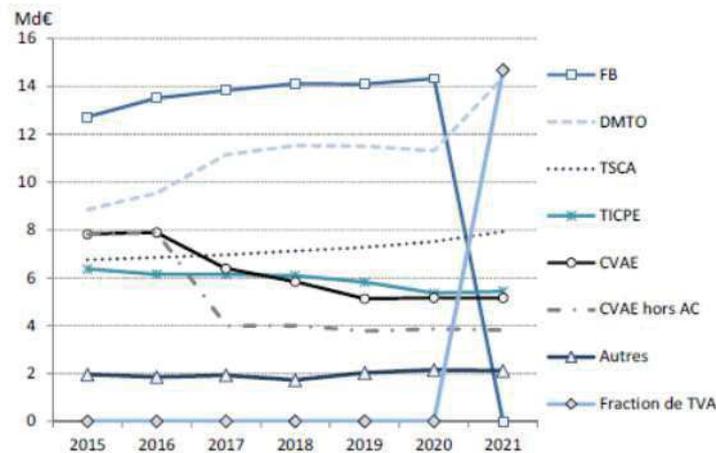
Cette évolution favorable s'explique par la très forte progression du produit des droits de mutation à titre onéreux, qui s'est élevé à 160,61 M€ en 2021 (soit + 19,29%), après une diminution de 6,00% en 2020 mais 6 années d'augmentation régulière depuis 2013. L'augmentation a atteint 27% au plan national.

D'autres recettes ont connu des évolutions sensibles en 2021 :

- la taxe sur les conventions d'assurance (79,48 M€ en 2021) et la taxe sur la consommation de produits énergétiques (23,65 M€) ont ainsi respectivement progressé de 4,70% et de 3,65% ;
- la taxe d'aménagement a connu une augmentation de 18,43%, après une diminution de plus de 19,00% en 2020 et la taxe sur l'électricité (6,52 M€) de 1,92 %.
- le produit de CVAE (33,72 M€), dont le rendement a été affecté par les effets économiques de la crise sanitaire, s'est contracté de 4,51% en 2021 (-1,1% au plan national) ;

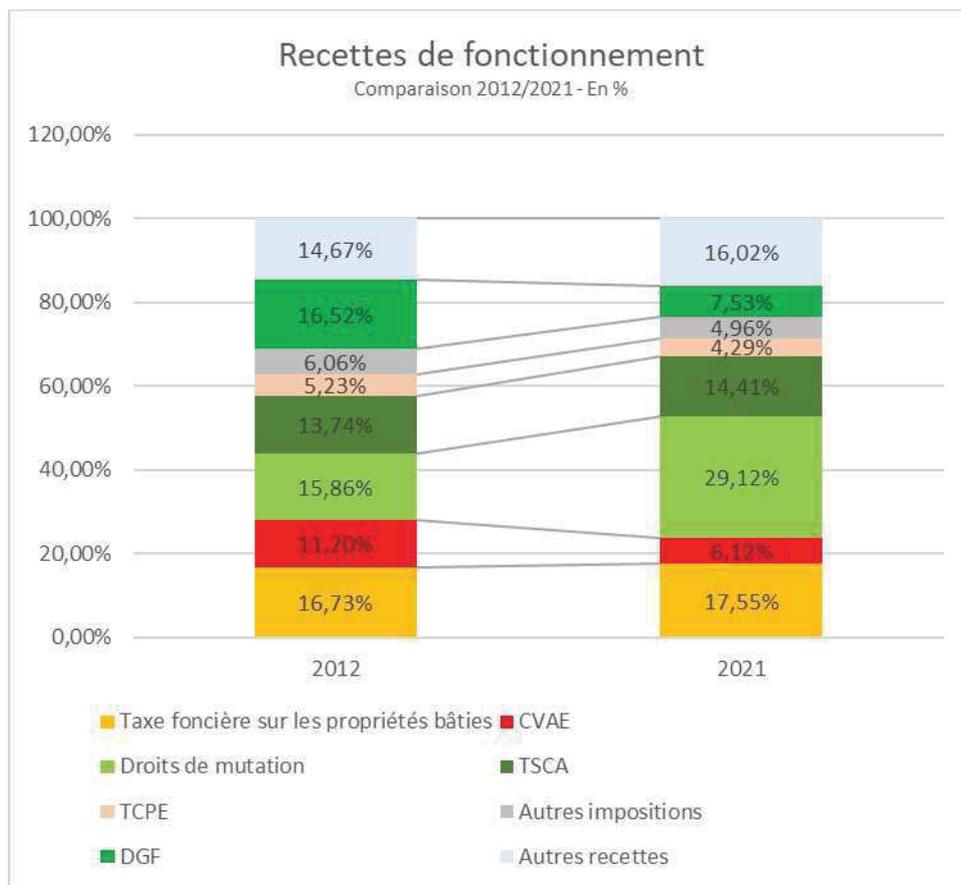
- la taxe sur les remontées mécaniques n'a représenté que 0,11 M€ en 2021, après 7,86 M€ en 2020 et 9,49 M€ en 2019, en raison de l'absence de saison hivernale en 2020/2021 pour raisons sanitaires et le produit de taxe additionnelle à la taxe de séjour (1,36 M€) a chuté de plus de 33% en 2021.

## Graphique 6 - produits de la fiscalité des départements

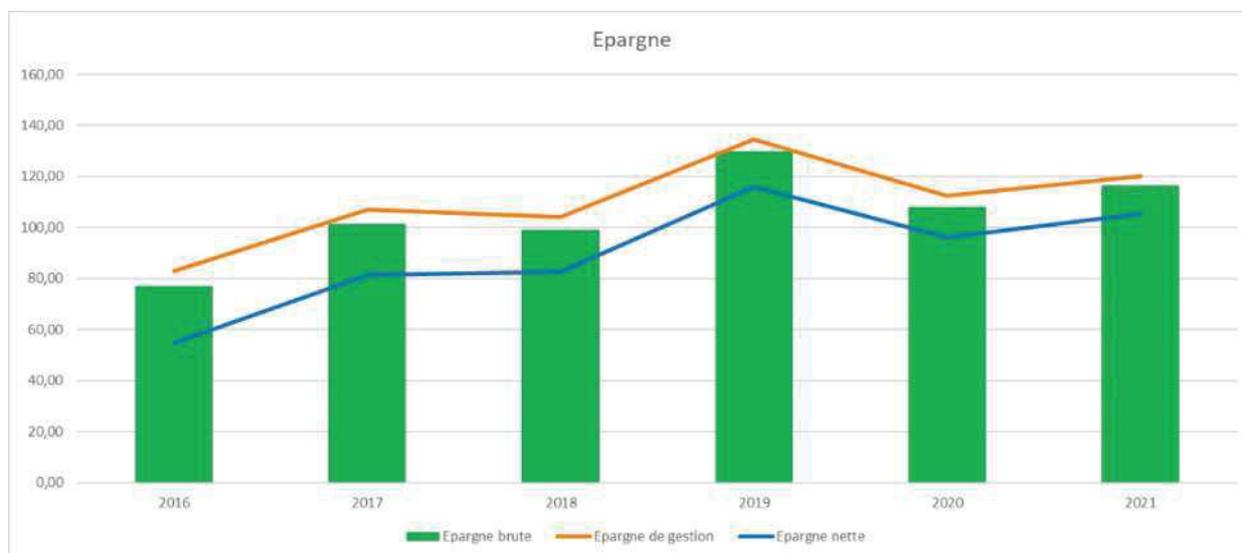


*FB : foncier bâti ; DMTO : droits de mutation à titre onéreux ; TSCA : taxe sur les conventions d'assurance ; CVAE : cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises ; AC : attribution de compensation ; TICPE : taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques.*  
*Champ : périmètre constant entre 2015 et 2021, donc hors Rhône, Martinique, Guyane, Corse et Paris.*  
*Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion - budgets principaux.*

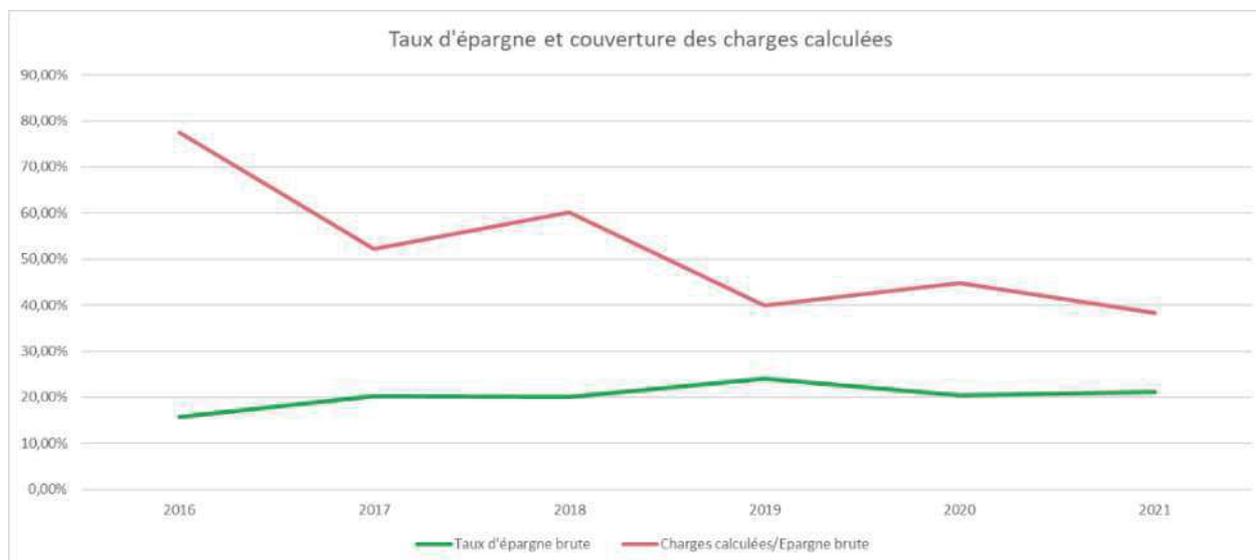
Source : Léana Madjou Fotsing, Département des études et des statistiques locales – DGCL, Bulletin d'information statistique n°166 de septembre 2022.



Il a résulté de cette progression plus rapide des recettes réelles de fonctionnement que des dépenses réelles de fonctionnement une amélioration de l'**autofinancement** en 2021.

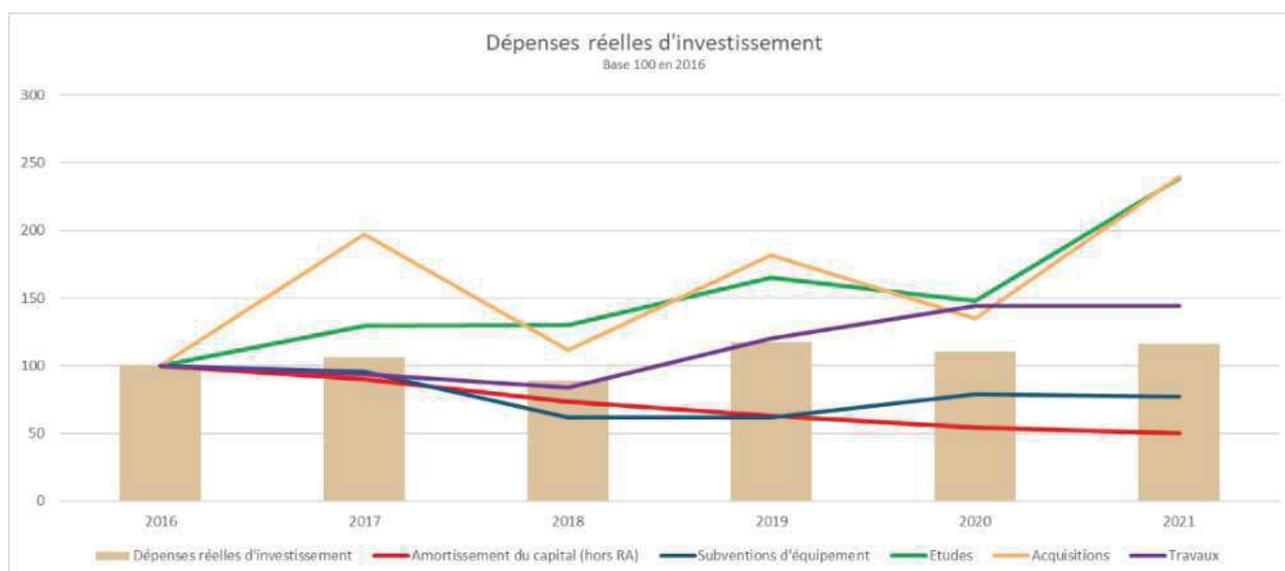


L'épargne brute<sup>71</sup> s'est ainsi accrue de 7,73% en 2021 après avoir chuté de près de 17% en 2020. Elle représentait ainsi 116,55 M€ en 2021, soit 21,14% des recettes réelles de fonctionnement (contre 20,41% en 2020 mais 24,11% en 2019). L'amélioration de l'épargne en 2021 a été encore plus marquée au plan national (+ 44%), favorisant une forte progression du taux d'épargne brute (16,4% en 2021 après 12,1% en 2020).



L'épargne nette<sup>72</sup> (105,34 M€ ; + 9,71% contre + 70,7% au plan national) et l'épargne de gestion<sup>73</sup> (120,27 M€ ; + 7,09 %) ont connu des évolutions équivalentes.

Cette consolidation de l'autofinancement a contribué au financement des dépenses réelles d'investissement, lesquelles ont progressé de 5,08% en 2021 (141,25 M€), après une diminution de 5,77% en 2020 mais une progression de 31,75% en 2019, année où elles représentaient 142,66 M€.



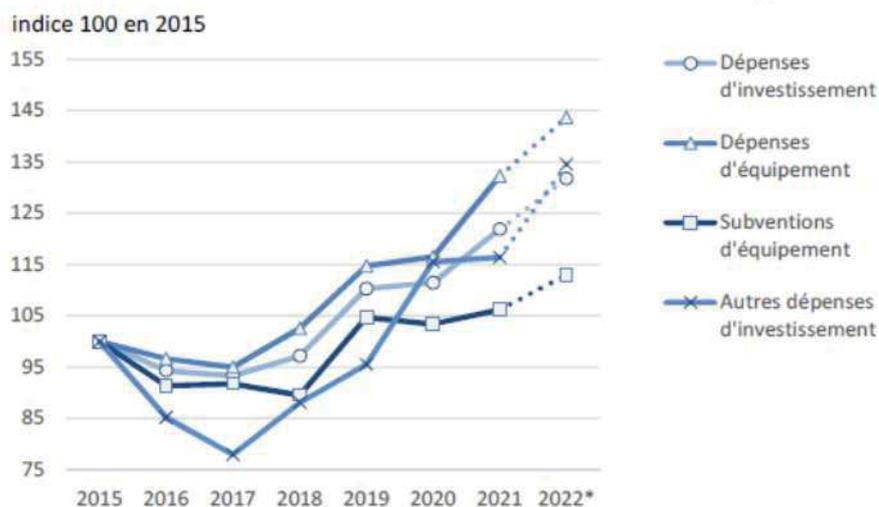
<sup>71</sup> Epargne brute = recettes réelles de fonctionnement – dépenses réelles de fonctionnement.

<sup>72</sup> Epargne nette = Epargne brute – amortissement du capital de la dette.

<sup>73</sup> Epargne de gestion = recettes réelles de fonctionnement – dépenses réelles de fonctionnement hors frais financiers.

Cette augmentation s'explique par la progression de 77,78% des dépenses d'acquisition (13,94 M€), les dépenses de travaux (83,33 M€) étant restées stables en 2021 (-0,09% contre +13,5% a plan national) et les dépenses de subventions d'équipement (24,63 M€) ayant légèrement diminué (-1,92% contre + 2,7% au plan national).

## Graphique 12 - évolution des dépenses d'investissement des départements (Hors remboursements de dettes)

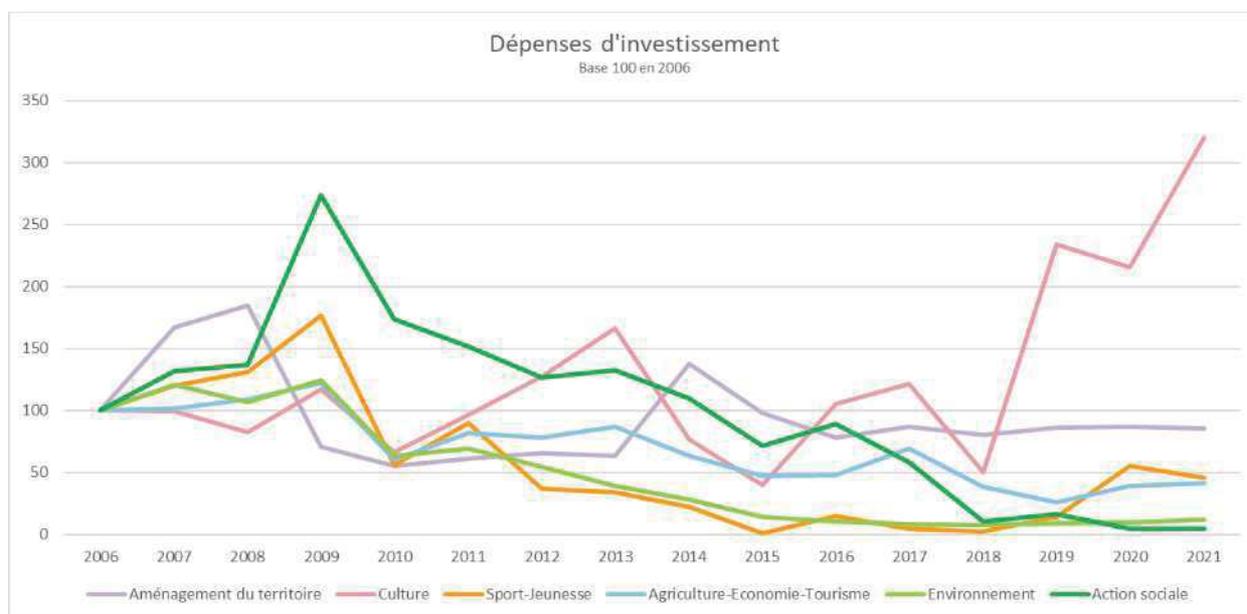
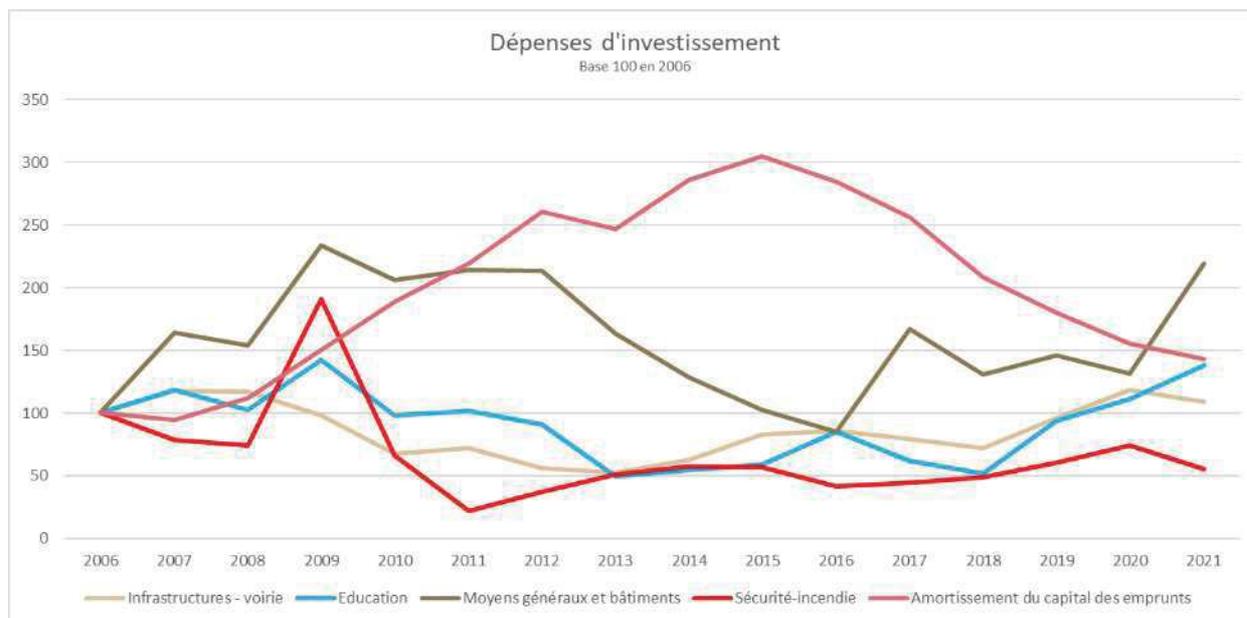


*Champ : à périmètre constant entre 2015 et 2021, donc hors Rhône, Martinique, Guyane, Corse et Paris.*

*\* Estimations à partir des budgets primitifs.*

*Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion - budgets principaux.*

Source : Léana Madjou Fotsing, Département des études et des statistiques locales – DGCL, Bulletin d'information statistique n°166 de septembre 2022.



Les évolutions les plus significatives ont concerné, en 2021, les politiques relatives aux bâtiments et aux moyens généraux (17,80 M€, soit + 66,36%), à la culture (+ 48,10%), à l'environnement (budget de la direction de l'environnement ; 2,49 M€, soit + 23,27%) et à l'éducation (20,93 M€, soit + 23,99%), en raison, notamment de la mise en œuvre du plan d'investissement défini pour les collèges publics, les bâtiments départementaux et le musée savoisien.

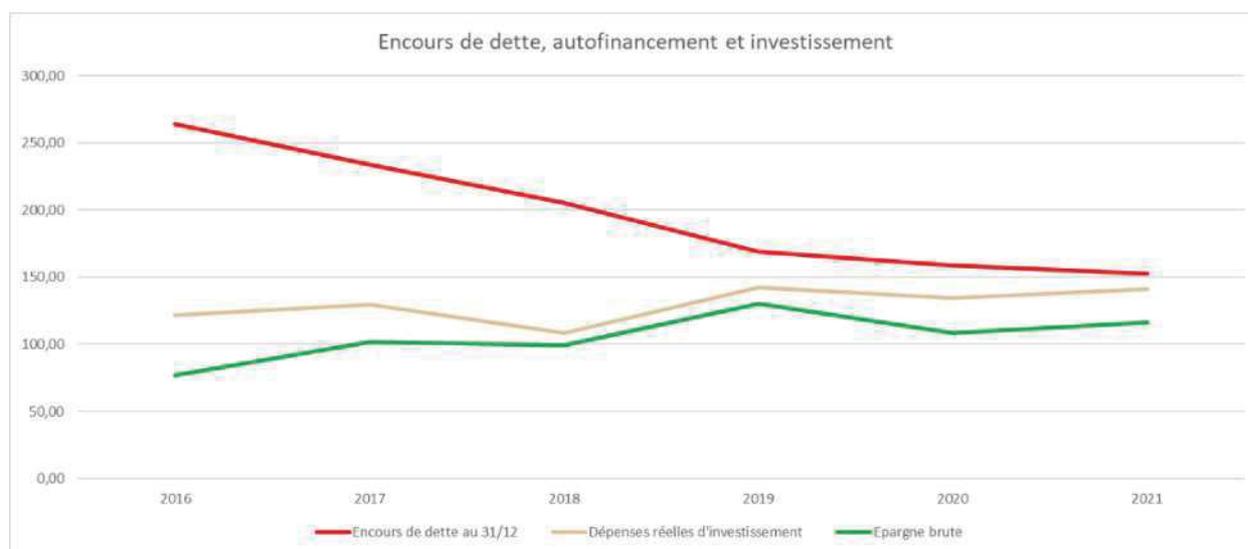
Des diminutions sont observées en matière de voirie (64,52 M€, soit -7,79%), après deux années exceptionnelles de progression (+ 33,31% en 2019 et + 23,64% en 2020) et de subventions d'équipement en matière d'incendie et de secours (1,50 M€ en 2021 après 2,01 M€ en 2020).

L'amortissement du capital de la dette a continué de diminuer, ramené de 12,17 M€ en 2020 à 11,21 M€ en 2021.

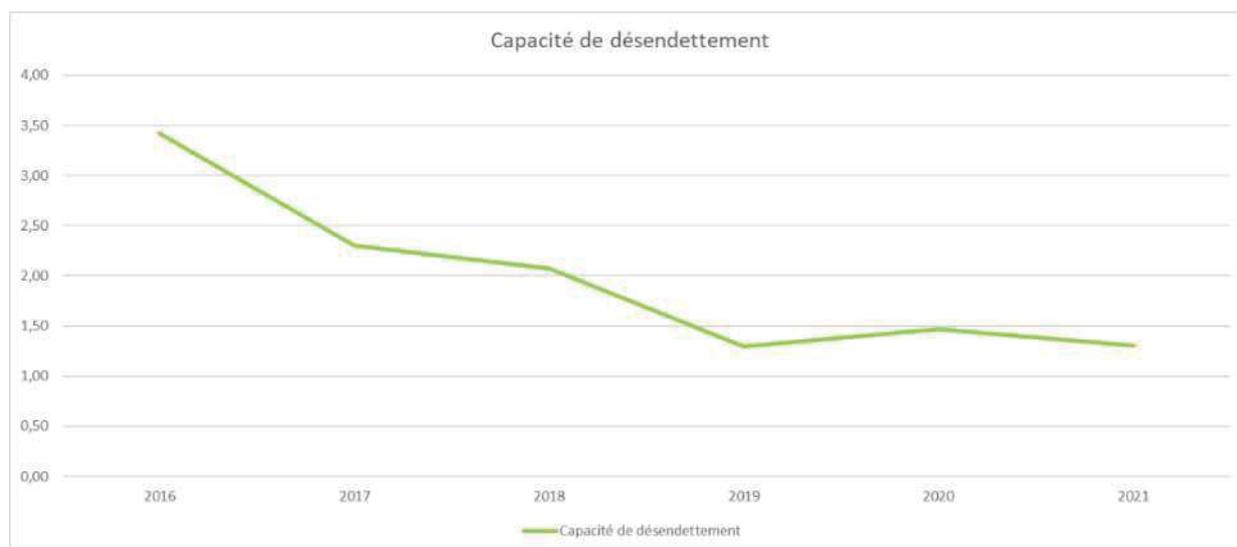
S'agissant des **recettes réelles d'investissement**, l'année 2021 a été caractérisée par la progression du rendement du fonds de compensation de la TVA (14,03 M€ en 2021 contre 12,40M€ en 2020), du fait du dynamisme des investissements départementaux mais d'une diminution du volume des subventions reçues (7,38 M€ en 2021 contre 13,80 M€ en 2020).

Seuls 5 M€ ont été empruntés en 2022, après 2 M€ en 2021 et trois exercices sans recours à un tel mode de financement (de 2017 à 2019).

L'encours de dette a continué, en 2021, de diminuer, pour la 10<sup>ème</sup> année consécutive, passant ainsi de 158,66 M€ à 152,45 M€.

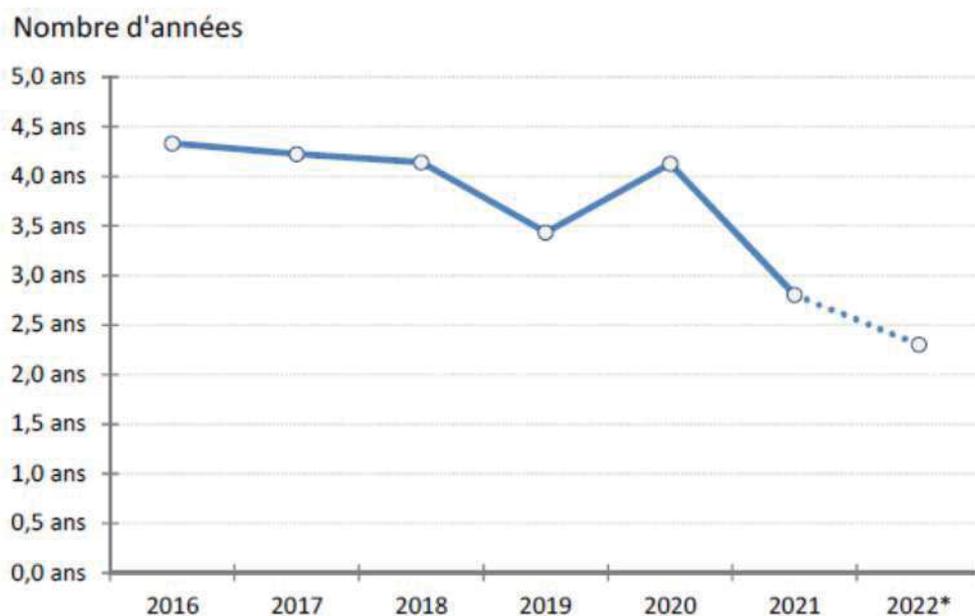


Il en est résulté une amélioration de la capacité de désendettement du Département, laquelle représentait 1,31 années en 2021, après 1,47 années en 2020.



La capacité de désendettement s'est également fortement améliorée au plan national (2,8 années en 2021, après 4,1 années en 2020).

## Graphique 1 - Délai de désendettement des départements (encours de dette / épargne brute)

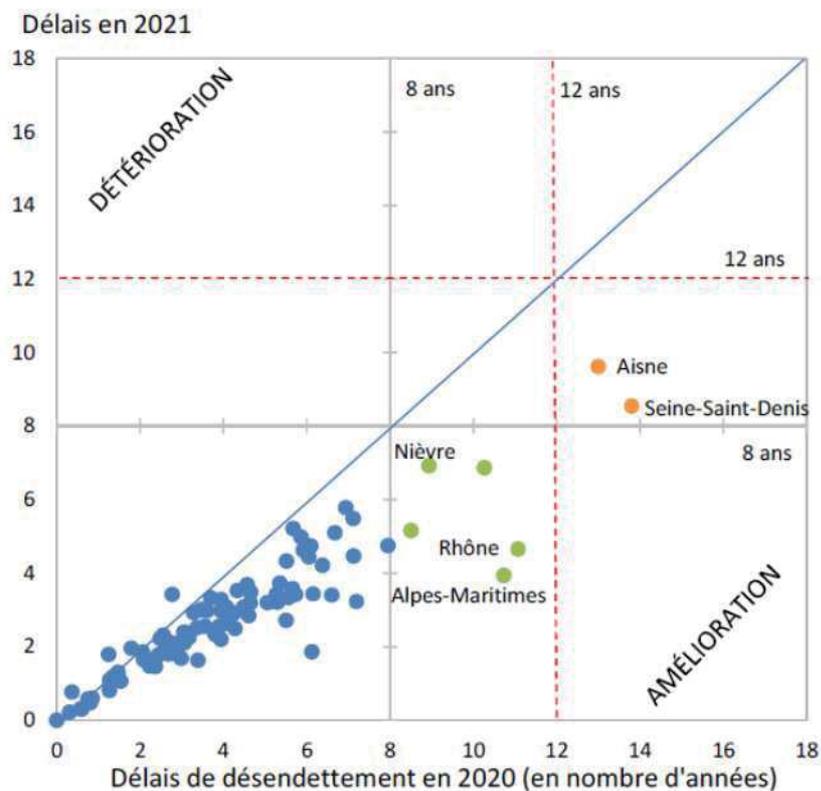


*\* Estimations à partir des budgets primitifs.*

*Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux, opérations réelles.*

Source : Léana Madjou Fotsing, Département des études et des statistiques locales – DGCL, Bulletin d'information statistique n°166 de septembre 2022.

Graphique 15 - délai de désendettement des départements en 2020 et en 2021  
En nombre d'années



*Lecture : en 2020, les Alpes-Maritimes avaient un délai de désendettement de 10,7 ans (axe horizontal) ; en 2021 il est de 3,9 ans (axe vertical).*

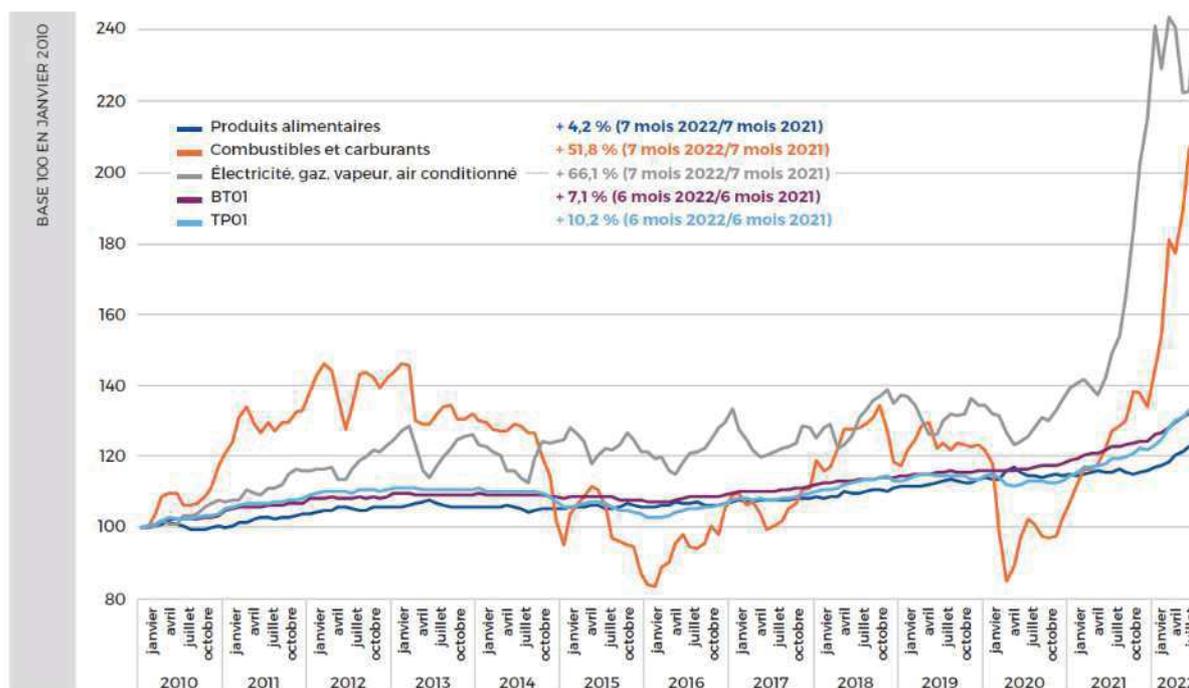
*Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux, opérations réelles.*

Source : Léana Madjou Fotsing, Département des études et des statistiques locales – DGCL, Bulletin d'information statistique n°166 de septembre 2022.

En 2022, les départements, comme les autres agents économiques, sont davantage confrontés à l'explosion des prix des fluides, de l'alimentation et des matières premières et à la hausse rapide des taux d'intérêts, laquelle rend difficile pour les collectivités l'accès à des emprunts bancaires à taux fixe en raison d'une mise à jour réglementaire plus lente du taux de l'usure applicable.

## Évolution de certains indices de prix impactant la dépense locale

© La Banque Postale



Source : Indices Insee

Source : La Banque Postale, Note de conjoncture – Les finances locales – Tendances 2022 par niveau de collectivités locales, Septembre 2022, page 7.

**La Banque Postale s'attend ainsi à une diminution de 0,5% de l'épargne brute des départements en 2022, à la faveur d'une augmentation plus rapide des dépenses de fonctionnement (+ 3,6%) que des recettes de fonctionnement (+ 3,0%), du fait, notamment, de la stabilité du produit des droits de mutation et d'une progression de près de 9,0% des charges à caractère général et de 4,9% des frais de personnel. Les dépenses d'investissement s'accroîtraient de 8,7%. L'encours de dette diminuerait de 2,5% et la capacité de désendettement atteindrait 2,8 années.**

Le contexte dans lequel sont définies les orientations budgétaires pour 2023 et les prochaines années est également caractérisé par de nouvelles mesures prévues par les textes budgétaires en cours d'examen au Parlement.

2/ Une loi de finances s'inscrivant dans une démarche pluriannuelle de résorption progressive des déficits publics

*Le projet de loi de programmation des finances publiques 2023-2027*

Le projet de LPFP 2023-2027, après avoir arrêté une trajectoire des finances publiques pour les cinq prochaines années, définit le cadre financier pluriannuel des administrations publiques centrales, des administrations de sécurité sociale et des administrations publiques locales.

Il rappelle, à ce titre, que « les collectivités territoriales contribuent à l'effort de réduction du déficit public et de maîtrise de la dépense publique » et prévoit que chaque collectivité ou groupement présente, à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires, « son objectif

concernant l'évolution de ses dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de sa section de fonctionnement ». Ces éléments doivent être présentés, « d'une part, pour les budgets principaux et d'autre part, pour chacun des budgets annexes »<sup>74</sup>.

Il arrête, au niveau national, un « objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimé en pourcentage, en valeur et à périmètre constant » :

| Collectivités territoriales et groupements à fiscalité propre | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|---|------|------|------|------|------|
| Dépenses de fonctionnement.....                               | 3,8  | 2,5  | 1,6  | 1,3  | 1,3  |

Source : Projet de loi de programmation des finances publiques 2023-2027, article 16, page 15.

Le projet de LPFP 2023-2027 précise, en son article 23, que font, à ce titre, « l'objet d'un suivi national spécifique de l'objectif d'évolution de leurs dépenses réelles de fonctionnement » les catégories de collectivités et de groupements suivantes :

- les régions, la collectivité de Corse, la collectivité territoriale de Guyane, la collectivité territoriale de Martinique et le département de Mayotte ;
- les départements et la métropole de Lyon ;
- les communes, les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre et les établissements publics territoriaux dont les dépenses réelles de fonctionnement constatées dans le compte de gestion du budget principal au titre de l'année 2022 sont supérieurs à 40 M€, et la ville de Paris.

L'objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement est fixé annuellement par arrêté pour chaque catégorie d'entité « sur le fondement de l'hypothèse des prix à la consommation hors tabac associée au projet de loi de finances de l'année concernée » et être modifié en cours d'année en cas de réévaluation de plus de 0,5 point de cette hypothèse d'inflation. Un arrêté modificatif fixe alors un nouvel objectif, « correspondant à cette nouvelle hypothèse minorée de 0,5 point ».

Les dépenses réelles de fonctionnement prises en compte correspondent aux « charges nettes de l'exercice entraînant des mouvements réels au sein de la section de fonctionnement » (hors valeurs comptables des immobilisations cédées, différences sur réalisations positives transférées en investissement et dotations aux amortissements et provisions). Un décret doit préciser les retraitements à opérer.

Le processus de contrôle prévu par le projet de LPFP 2023-2027 est le suivant :

1/ Constat, chaque année à compter de 2023 et à partir des comptes de gestion, de la différence entre le niveau des dépenses réelles de fonctionnement exécuté à l'échelle nationale pour chacune des catégories d'entités et l'objectif annuel de dépenses réelles de fonctionnement fixé pour chacune d'elles.

---

<sup>74</sup> Source : Projet de loi de programmation des finances publiques 2023-2027, article 16, page 15.

Si le montant exécuté excède le montant maximum fixé par l'objectif pour une catégorie d'entités, les collectivités ou établissements présentant un tel dépassement au sein de ladite catégorie sont exclus, dans des conditions à définir par décret, de l'octroi des dotations prévues aux articles L. 2334-40 (dotation politique de la ville), L. 2334-42 (dotation de soutien à l'investissement local) et L. 3334-10 (dotation de soutien à l'investissement des départements) du Code général des collectivités territoriales ainsi que du fonds de transition écologique prévu par le projet de loi de finances pour 2023.

Cette exclusion du bénéfice des dotations ne s'applique toutefois pas « lorsqu'au titre d'un exercice, l'évolution, à l'échelle nationale, des dépenses réelles de fonctionnement constatées aux comptes de gestion des budgets principaux de chacune des catégories de collectivités territoriales et d'EPCI (...) est inférieure à l'indice des prix à la consommation hors tabac constatée au titre de ce même exercice, minoré de 0,5 point ».

2/ En cas d'exclusion de l'octroi des dotations, « un accord de retour à la trajectoire est conclu à l'issue d'un dialogue entre le représentant de l'Etat » et les seules entités concernées.

Cet accord, qui doit être « conclu au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre de l'exercice suivant le dépassement » du plafond de dépense, définit, pour le budget principal de l'entité :

- « un objectif annuel d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement déterminé » à partir de l'objectif annuel de dépense.

Cet objectif peut être modulé, à la hausse comme à la baisse, dans la limite de 0,15 point pour chaque critère suivant :

- Evolution annuelle supérieure d'au moins 0,75 point à la moyenne nationale de la population de l'entité entre le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et le 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;
  - Revenu moyen par habitant inférieur de plus de 15% au revenu moyen par habitant de l'ensemble des collectivités ou, pour les communes et EPCI, proportion de population résidant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville supérieure à 25% ;
  - Evolution moyenne des dépenses réelles de fonctionnement inférieure d'au moins 1,5 point à l'évolution moyenne constatée pour les collectivités de même catégorie entre 2019 et 2021.
- « un objectif d'amélioration du besoin de financement » (« emprunts souscrits au titre d'un exercice, minorés des remboursements de dette au cours de ce même exercice) ;
  - « un objectif d'amélioration de la durée de désendettement » (« rapport entre le montant total de la dette et l'épargne brute ») en cas de dépassement des seuils de neuf ans pour les régions, dix ans pour les départements et douze ans pour les communes ou EPCI.

3/ En cas de conclusion d'un tel accord, « il est constaté chaque année la différence entre le niveau des dépenses réelles de fonctionnement exécuté (...) et l'objectif annuel de dépenses fixé dans l'accord (...) » ; si un dépassement est observé, « il est appliquée une reprise financière » égale à « 75% de l'écart constaté », toutefois plafonnée à 2% des recettes réelles de fonctionnement du budget principal de l'année.

L'entité est exonérée « du paiement de la reprise financière si, au titre de l'exercice considéré, les collectivités territoriales de la catégorie à laquelle elle appartient (...) ont respecté le niveau maximal des dépenses réelles de fonctionnement (...) ».

4/ En l'absence d'un tel accord, le représentant notifie à l'entité le « niveau maximal annuel des dépenses réelles de fonctionnement (...) ». Une reprise financière intervient en cas de dépassement du niveau annuel arrêté par le représentant de l'Etat, laquelle est égale à 100% dudit dépassement, sans pouvoir excéder 2% des recettes réelles de fonctionnement du budget principal.

5/ Le Gouvernement remet au Parlement, au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre 2027, un rapport sur le bilan et les modalités d'application de ce dispositif, après un premier rapport d'étape au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre 2025.

*Le projet de loi de finances pour 2023*<sup>75</sup>

En cours de discussion au Parlement, le projet de loi de finances (PLF) pour 2023 propose diverses modifications du cadre budgétaire applicable par les collectivités locales en 2023<sup>76</sup>.

La 1<sup>ère</sup> lecture du projet de loi de finances pour 2023 a donné lieu à des travaux de la Commission des finances de l'Assemblée Nationale puis à débats dans l'hémicycle avant que le Gouvernement ne décide d'engager sa responsabilité sur la 1<sup>ère</sup> partie consacrée aux ressources et à l'équilibre des ressources et des charges.

La navette parlementaire se poursuit sur la base du texte initial, enrichi d'une centaine d'amendements.

La seconde partie du projet de loi de finances pour 2023, consacrée aux dépenses, est examinée à partir du 19 octobre en commission des finances puis à partir du 27 octobre en séance publique.

- Suppression de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)

L'article 5 du PLF prévoit la suppression de la CVAE collectée sur les entreprises en deux ans, entre 2023 et 2024. Cet article vise à poursuivre l'allègement des impôts de production, initié en 2021 avec la suppression de la part régionale de la CVAE, en supprimant totalement la CVAE en 2024. Pour les entreprises redevables concernées, leur cotisation sera diminuée de moitié dès 2023 et, en 2024, elles ne paieront plus de CVAE

A sa création en 2010, les Départements percevaient 48,5% de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (25% pour les régions et 26,5% pour les communes et EPCI). Depuis 2021 et la suppression de la part régionale, les recettes de la CVAE sont perçues, pour 53 %, par le bloc communal, et, pour 47 %, par les Départements.

La CVAE acquittée par les entreprises est calculée en multipliant la valeur ajoutée de l'entreprise par un taux d'imposition CVAE. Fixé par la loi, ce taux d'imposition est progressif (plus le chiffre d'affaires de l'entreprise est important plus le taux d'imposition à la CVAE est fort) et est plafonné à 1,5% de la valeur ajoutée de l'entreprise.

Le législateur a mis en place pour les collectivités territoriales un système de dégrèvement. Ainsi, l'Etat prend en charge l'écart de cotisation correspondant à la CVAE calculée avec un taux

---

<sup>75</sup> Rédaction achevée le 21 octobre 2022.

<sup>76</sup> Sources : Projet de loi de finances pour 2023 (n°273) enregistré à la présidence de l'Assemblée nationale le 26 septembre 2022, <http://www.assemblee-nationale.fr> ; Evaluations préalables des articles du projet de loi de finances pour 2023, Annexe au PLF 2023, <http://www.assemblee-nationale.fr>.

d'imposition de 1,5% (taux ramené à 0,75 % depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021) et la CVAE acquittée réellement par l'entreprise. Par conséquent, du point de vue des collectivités, toute la CVAE perçue est calculée à partir d'un taux unique de 1,5% (0,75 % au 1er janvier 2021). Les entreprises dont le chiffre d'affaires (CA) dépasse 152 K€ « entrent en imposition » même si elles sont totalement dégrévées tant que leur CA ne dépasse pas 500 K€ et partiellement dégrévées jusqu'à 50 M€ de CA.

Le poids du dégrèvement accordé par l'Etat est important puisqu'il représente en Savoie un tiers de la CVAE perçue par le Département.

La CVAE est un impôt auto-liquidé par les entreprises selon des modalités particulières d'acomptes et de solde.

Les collectivités territoriales perçoivent ainsi au cours d'une année donnée les recettes encaissées par l'Etat l'année précédente qui correspondent à trois paiements : deux acomptes versés en juin et en septembre, ainsi que le solde, versé en mai, relatif à la CVAE due au titre de l'exercice N-2. En 2022, l'Etat a reversé aux collectivités territoriales les recettes qu'il a collectées en 2021, soit deux acomptes de 2021 complétés du solde de 2020.

Le mécanisme d'acompte et de solde de la CVAE, et le reversement du produit par l'Etat aux collectivités en n+1, font que les évolutions constatées au niveau de la valeur ajoutée des entreprises ont un impact sur le produit perçu par les collectivités avec 2 ans de décalage. Il y a ainsi un net effet différé du cycle économique par rapport au produit encaissé.

Pour les collectivités bénéficiaires de la CVAE, le schéma de compensation de la perte de recettes induite par sa suppression prévue par le PLF 2023 sera effectif intégralement à compter de 2023 avec l'affectation d'une fraction de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) permettant « une compensation à l'euro près, pérenne et dynamique ».

La compensation intervient sous la forme d'une fraction de TVA nationale octroyée à la collectivité dont le montant est basé sur la moyenne des recettes de CVAE 2020-2021-2022 perçue par la collectivité « en tenant compte de la dernière année connue de CVAE recouvrée par l'Etat en 2022 » et en intégrant la hausse de la TVA calculée au niveau national en 2023.

En effet, un amendement<sup>77</sup> introduit par le Gouvernement en 1<sup>ère</sup> lecture élargit la période de référence à l'année 2023, compte tenu du dynamisme attendu des recettes de CVAE pour cet exercice.

Ce même amendement différencie selon la catégorie de collectivités la manière dont sera répartie la dynamique de la TVA pour les années suivantes :

- dans l'objectif de maintenir l'incitation pour les communes et groupements de communes à attirer de nouvelles activités économiques sur leur territoire, la dynamique de TVA sera affectée à un fonds national d'attractivité économique des territoires à répartir ensuite entre collectivités du bloc communal selon des modalités qui seront fixées par décret ;
- pour les Départements, la répartition de la fraction de TVA sera uniforme, c'est-à-dire que chacun bénéficiera de la dynamique de TVA associée à la fraction dont il bénéficie.

---

<sup>77</sup> Amendement n°I-3283 déposé le 7 octobre 2022

Il n'est pas prévu de mécanisme de garantie plancher de la compensation en cas de diminution de la TVA.

Le texte a été complété par un amendement adopté par la commission des finances de l'Assemblée Nationale, lors de la 1<sup>ère</sup> lecture, visant à demander au Gouvernement de présenter au Parlement, avant le 31 mars 2024, un rapport sur les effets de la suppression de la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises sur l'autonomie financière des collectivités territoriales ainsi que sur le développement économique dans les territoires.

En résumé, le texte adopté à l'issue de la 1<sup>ère</sup> lecture à l'Assemblée Nationale après usage de l'article 49-3 prévoit une suppression sur 2 années de la CVAE pour les entreprises redevables avec compensation par l'octroi d'une fraction de TVA au Département en 2023 calculée sur 4 années de 2020 à 2023 intégrant la dynamique de TVA en 2023.

- Plafonnement au profit de l'Etat des redevances proportionnelles aux bénéficiaires des concessions sous le régime des « délais glissants »

L'article 27 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 (dont les dispositions sont codifiées à l'article L523-3 du Code de l'énergie) a instauré, pour toute concession hydroélectrique prorogée et à compter du 1er janvier 2019, une redevance proportionnelle aux bénéficiaires de la concession, dont le taux est de 40%.

La redevance est perçue à raison d'un tiers par les Départements, d'un douzième par les Communes, d'un douzième par les groupements sur le territoire desquels coulent les cours d'eau et d'une moitié par l'Etat. En Savoie, les concessions des chutes de Bissorte - Super Bissorte et Beaufort - Girotte sont concernées par cette redevance du fait du retard pris dans leur renouvellement (échéances respectives en 2014 et 2015).

La recette de ces redevances est en forte progression en 2022 en raison de l'augmentation des prix de l'électricité et de la situation exceptionnelle du marché de l'énergie.

Un amendement du Gouvernement<sup>78</sup> a créé un article 24 bis visant à fixer un seuil (calculé sur la base d'un prix cible fixé par arrêté ministériel) au-delà duquel la totalité des montants de la redevance est reversée à l'Etat.

Ce plafonnement est motivé par la volonté de « normaliser l'affectation des montants entre les bénéficiaires et de permettre à l'Etat d'utiliser le montant de cette redevance pour financer le bouclier énergétique et d'investir la différence dans la transition énergétique ».

- Prolongation du filet de sécurité contre l'inflation

L'article 14 ter inséré par amendement<sup>79</sup> prévoit un nouveau dispositif de compensation de la hausse des prix de l'énergie au profit des collectivités, y compris les Départements, qui auront subi en 2023 une perte d'épargne brute supérieure ou égale à 25 % et dont la hausse des dépenses d'énergie sera supérieure à 60 % de la progression des recettes réelles de fonctionnement.

Le montant de la dotation correspondra à 50 % de la différence entre la progression des dépenses d'énergie et 60% de la hausse des recettes réelles de fonctionnement

---

<sup>78</sup> Amendement n°3226

<sup>79</sup> Amendement n°3627

Seuls sont éligibles les Départements dont le potentiel financier par habitant est inférieur à 2 fois le potentiel financier moyen par habitant constaté au niveau national.

- Création d'un « fonds vert »

Le PLF 2023 intègre la création d'un fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires, aussi appelé « fonds vert », doté initialement de 1,5 Md€, dont les modalités d'attribution ne sont pas encore définies.

Il est destiné à financer les actions des collectivités territoriales en faveur de la transition écologique :

- ✓ performance environnementale des collectivités (rénovation des bâtiments publics, modernisation de l'éclairage public, valorisation des biodéchets, etc.) ;
- ✓ adaptation des territoires au changement climatique (risques naturels, renaturation) ;
- ✓ amélioration du cadre de vie (friches, mise en place des zones à faible émission, etc.).

**L'environnement dans lequel s'inscrivent les orientations budgétaires pour 2023 et les années suivantes est donc caractérisé, sur le plan économique, par un ralentissement de l'activité et de fortes tensions inflationnistes. Il est également marqué par la dégradation des comptes publics nationaux et l'examen par le Parlement d'un projet de loi de programmation des finances publiques pour 2023-2027 prévoyant un nouvel encadrement des dépenses de fonctionnement des collectivités locales et d'un projet de loi de finances organisant, notamment, la suppression de la CVAE actuellement perçue par les départements et sa compensation par une fraction de TVA. Ces évolutions, qui pèsent sur les finances départementales, lesquelles restent toutefois structurellement solides, doivent être prises en compte dans la définition des orientations pluriannuelles du Département et de sa stratégie financière.**

\*\*

## **II/ UNE STRATEGIE FINANCIERE QUI PRIVILEGIE L'INVESTISSEMENT DURABLE ET LA COHESION SOCIALE ET TERRITORIALE**

Les orientations du Département pour 2023 et les prochaines années consistent dans la poursuite d'une action résolue en faveur de la cohésion et du développement durable qui impliquera l'ensemble des politiques départementales. La mise en œuvre de telles orientations dans un environnement économique moins favorable supposera la définition d'une stratégie financière adaptée, permettant la mobilisation des capacités d'intervention du Département tout en garantissant la maîtrise des dépenses courantes et de l'endettement.

### **A/ Une action résolue en faveur de la cohésion sociale, de l'investissement et de la transition écologique**

Les orientations budgétaires proposées dans le présent rapport mettent l'accent :

- sur la cohésion sociale et territoriale, en faveur des personnes les plus démunies et des territoires ;
- sur la transition écologique, la quasi-totalité des politiques départementales, au-delà de la seule politique « environnement » (laquelle reflète le budget de la seule direction de l'environnement), intégrant des actions ou des modes opératoires respectueux de l'environnement ;
- sur l'investissement **avec un volume de 660,03 M€ entre 2022 et 2026 soit 132,01M€ en moyenne annuelle, soit 10M€ de plus que prévu dans la PPI 2022.**

Les lignes relatives au CSMB ont été reconduites et feront l'objet d'une réaffectation sur des programmes spécifiques au vu de l'évolution de la coopération entre les Départements de Savoie et de Haute-Savoie.

### 1/ Les services à la population

Les politiques relevant des services à la population concernent l'action sociale, l'éducation, la culture, le sport, la jeunesse et la sécurité.

#### **Action sociale et logement**

##### **Action sociale – politique personnes âgées**

##### **Objectifs politiques et stratégiques :**

1. Renforcer l'accès aux droits pour les personnes notamment les plus fragiles et garantir une offre territoriale adaptée
  - 1.1. Améliorer la prévention de la perte d'autonomie liée au grand âge.
  - 1.2. Renforcer le bien vivre à domicile.
  - 1.3. Optimiser l'accueil en établissements.
  - 1.4. Prévenir les ruptures de parcours.

##### **Action sociale – politique personnes handicapées**

##### **Objectifs politiques et stratégiques :**

1. Renforcer l'accès aux droits pour les personnes notamment les plus fragiles et garantir une offre territoriale adaptée
  - 1.1. Renforcer l'accompagnement précoce du handicap.
  - 1.2. Renforcer le bien vivre à domicile.

- 1.3. Mieux adapter l'accueil en établissement aux différents besoins des personnes handicapées.

### **Action sociale – politique cohésion sociale et logement**

#### **Objectifs politiques et stratégiques :**

1. Renforcer l'accès aux droits pour les personnes notamment les plus fragiles et les plus vulnérables.
  - 1.1. Favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes en difficulté sociale, notamment les bénéficiaires du RSA.
  - 1.2. Renforcer l'aide apportée aux ménages en difficulté pour accéder et se maintenir dans un logement autonome.
  - 1.3. Améliorer l'autonomie des jeunes les plus vulnérables.

### **Action sociale – politique enfance, jeunesse, famille et protection maternelle et infantile**

#### **Objectifs politiques et stratégiques :**

1. Renforcer l'accès aux droits pour les usagers, notamment les plus fragiles et les plus vulnérables.
  - 1.1. Renforcer la précocité des actions de prévention.
  - 1.2. Optimiser la prise en charge des enfants, des adolescents et des jeunes adultes, en travaillant une meilleure adéquation entre l'offre et les besoins et en accroissant le pouvoir d'agir et la participation des personnes concernées.

| En M€  | BP<br>2022+BS<br>2022 | Voté 2022     | Budget<br>2023 | Budget<br>2024 | Budget<br>2025 | Budget<br>2026 | Budget<br>2027 |
|--|-----------------------|---------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| <b>Fonctionnement</b>                        |                       |               |                |                |                |                |                |
| <b>Personnes âgées dont</b>                  | <b>57,59</b>          | <b>56,30</b>  | <b>62,66</b>   | <b>63,40</b>   | <b>64,39</b>   | <b>65,43</b>   | <b>66,25</b>   |
| APA à domicile                               | 24,81                 | 23,71         | 28,92          | 29,29          | 29,61          | 29,93          | 30,26          |
| APA en établissement                         | 20,62                 | 20,47         | 21,07          | 21,54          | 21,91          | 22,33          | 22,61          |
| Hébergement en structures                    | 9,67                  | 9,73          | 10,36          | 10,52          | 10,67          | 10,83          | 10,97          |
| <b>Personnes handicapées<br/>dont</b>        | <b>68,89</b>          | <b>70,12</b>  | <b>73,59</b>   | <b>75,84</b>   | <b>77,52</b>   | <b>78,41</b>   | <b>79,30</b>   |
| Prise en charge en<br>établissement          | 47,51                 | 46,97         | 51,18          | 53,08          | 54,54          | 55,20          | 55,86          |
| Maintien à domicile                          | 15,61                 | 15,29         | 16,55          | 16,81          | 16,94          | 17,08          | 17,22          |
| Transports enfants handicapés                | 3,09                  | 5,05          | 3,17           | 3,23           | 3,29           | 3,36           | 3,42           |
| <b>Enfance PMI jeunesse<br/>famille dont</b> | <b>63,71</b>          | <b>63,98</b>  | <b>66,41</b>   | <b>68,62</b>   | <b>70,34</b>   | <b>71,20</b>   | <b>72,07</b>   |
| Accueil en établissements                    | 34,04                 | 34,81         | 37,15          | 39,91          | 41,22          | 41,75          | 42,29          |
| <b>Cohésion sociale dont</b>                 | <b>41,18</b>          | <b>46,22</b>  | <b>40,69</b>   | <b>41,86</b>   | <b>42,23</b>   | <b>42,49</b>   | <b>44,14</b>   |
| Allocations et contrats aidés                | 34,19                 | 35,16         | 34,89          | 35,27          | 35,67          | 35,92          | 36,28          |
| Logement                                     | 2,69                  | 3,29          | 2,44           | 2,55           | 2,57           | 2,58           | 2,59           |
| <b>Total</b>                                 | <b>231,37</b>         | <b>236,62</b> | <b>243,35</b>  | <b>249,72</b>  | <b>254,48</b>  | <b>257,53</b>  | <b>261,76</b>  |
| <b>Investissement</b>                        |                       |               |                |                |                |                |                |
| <b>Personnes âgées</b>                       | <b>0,18</b>           | <b>0,52</b>   | <b>0,00</b>    | <b>1,53</b>    | <b>2,40</b>    | <b>2,05</b>    | <b>1,56</b>    |
| <b>Enfance jeunesse famille</b>              | <b>0,06</b>           | <b>0,13</b>   | <b>0,05</b>    | <b>0,02</b>    | <b>0,02</b>    | <b>0,02</b>    | <b>0,02</b>    |
| <b>Cohésion sociale dont</b>                 | <b>0,68</b>           | <b>1,71</b>   | <b>0,57</b>    | <b>0,57</b>    | <b>0,57</b>    | <b>0,54</b>    | <b>0,54</b>    |
| <b>aides organismes logement<br/>social</b>  | <b>0,50</b>           | <b>0,50</b>   | <b>0,50</b>    | <b>0,50</b>    | <b>0,50</b>    | <b>0,50</b>    | <b>0,50</b>    |
| <b>Total</b>                                 | <b>0,92</b>           | <b>2,36</b>   | <b>0,62</b>    | <b>2,12</b>    | <b>2,99</b>    | <b>2,61</b>    | <b>2,12</b>    |
| <b>Total Action sociale</b>                  |                       | <b>238,98</b> | <b>243,97</b>  | <b>251,84</b>  | <b>257,47</b>  | <b>260,14</b>  | <b>263,88</b>  |

Les dépenses d'action sociale progresseraient, en fonctionnement, en moyenne, de 1,84 % par an entre 2023 et 2027. Pour l'ensemble des établissements et services de ce secteur, sous compétence du Département, le taux directeur des dotations serait ajusté de 3,23 % en 2023, puis stabilisé à hauteur de 1,20 % à partir de 2024.

**Les dépenses de fonctionnement en faveur des personnes âgées** évolueraient de 62,66 M€ en 2023 à 66,25 M€ en 2027, soit une évolution annuelle moyenne de 1,40%.

Sur la période 2023 à 2026, les évolutions entre la PPF 2023 et la PPF de 2022 concernent :

Le maintien à domicile :

- +3,71 M€ concernant l'impact des mesures du SEGUR sur les salaires des aides à domicile des SAAD public ;
- +0,54 M€ au titre des mesures du SEGUR pour l'APA à domicile sur les salaires des aides à domicile du secteur associatif ;
- +0,09 M€ relatifs à l'impact sur les salaires de l'application de l'avenant 43 ;
- +2,99 M€ pour l'APA à domicile finançant l'emploi direct. Le nombre de bénéficiaires est à nouveau en hausse (5 955 bénéficiaires). Les bénéficiaires ont de plus en plus recours à l'emploi direct face au manque de disponibilité des SAAD. Les hausses du SMIC se répercutent également sur le tarif horaire ;
- +0,14 M€ destinés à la création à partir de 2024 de 2 services d'accueil de jour ;
- +0,50 M€ pour l'application du taux directeur ;
- +10,41 M€ pour la Dotation Qualité compensée par une participation de l'Etat à 100% ;
- +1,8 M€ pour la conférence des financeurs qui comprend l'aide à la vie partagée (AVP) habitat inclusif (+2,08 M€) compensée par une baisse de la dotation CNSA de 0,27 M€. 80% du montant de l'AVP est prise en charge par la CNSA (+1,67 M€) ;
- -1,72 M€ pour les subventions relatives au maintien à domicile mises en place pour limiter l'impact des frais de déplacement dans les tarifs horaires progressivement supprimées car intégrées dans la Dotation de qualité.

La prise en charge en établissements :

- -1,48 M€ pour les dotations aux résidences autonomie dont l'impact du SEGUR avait été trop fortement estimé dans la PPF 2022 dans l'attente des textes ;
- +3,65 M€ pour les EHPAD avec notamment la prévision d'une réserve de 0,5 M€/an pour faire éventuellement face aux tensions inflationnistes et aux mesures salariales ;
- +0,19 M€ pour l'application du taux directeur ;
- +0,69 M€ pour l'allocation dépendance en établissement (-0,10 M€ gel de lit à Reine Hortense, + 0,43 M€ réévaluation taux directeur, +0,20 M€ pour l'ouverture de places) ;
- Compte tenu de la mise en place de la dotation qualité pour les SAAD qui reprend une grande partie des objectifs de la section IV de la CNSA, une baisse de cette ligne est prévue (0,5 M€) ;

Concernant les **dépenses d'investissement en faveur des personnes âgées**, la PPI avec 5,98 M€ de crédits prévus entre 2022 et 2023 intègre la poursuite du plan d'aide à l'investissement concernant les sites d'Aix les Bains, d'Albertville, de Moutiers et d'Aiguebelle adopté par le Conseil départemental. Seul un rephasage du versement de ces subventions d'équipement est proposé.

**Les dépenses de fonctionnement en faveur des personnes handicapées** atteignent 73,59 M€ en 2023 pour 79,30 M€ en 2027, soit une hausse moyenne annuelle de 1,89 %.

Les principales évolutions entre la PPF 2022 et celle de 2023 concernent :

- L'hébergement en établissements des personnes handicapées qui augmente du fait :

- de l'intégration des compléments budgétaires du BS 2022 (+3,94 M€) ;
  - des mesures du SEGUR soit +0,84 M€/an ;
  - de l'application du taux directeur (+ 0,97 M€/an ) ;
  - des ouvertures de places replanifiées (+2,5 M€ sur la période 2023 à 2026) ;
  - de la mise en réserve de 1 M€ au regard des nombreuses incertitudes (forte inflation 2022 non prise en compte dans le taux directeur, inflation à venir, hausse du coût de l'énergie, mesures salariales...) auxquelles sont confrontés les établissements.
- Les allocations à domicile pour les personnes handicapées qui progressent de :
    - 0,10 M€/an du fait du SEGUR SAAD ;
    - 0,03 M€ /an en application du taux directeur ;
    - 0,85 M€ supplémentaire pour couvrir la création de la PCH « surdicécité » (+0,10 M€), de la PCH aux personnes souffrant de troubles psychologiques, mentaux et cognitifs (0,65 M€) et de la PCH + et - 20 ans sans limitation durée (+0,10M€).
  - Les transports scolaires handicapés dont l'enveloppe est augmentée de 10 % pour 2023 pour répondre à la hausse du carburant, à l'augmentation du nombre de bénéficiaires et du nombre de circuits. Pour les exercices suivants, une hausse de 2 % est ensuite appliquée.

**Le budget de fonctionnement consacré à l'enfance, jeunesse, famille**, progresse nettement en passant de 66,41 M€ en 2023 à 72,07 M€ en 2027, soit une hausse moyenne annuelle de +2,07 %.

L'accueil en établissements enregistre une progression de 3,29 % par an en moyenne (37,15 M€ en 2023 pour 42,29 M€ en 2027).

Par rapport à la PPF 2022, les dépenses de cette politique se caractérisent par :

- une baisse de l'enveloppe « Accueil en établissements » à la suite de la non ouverture de places pour les MNA et les DATFS (-1,29M€) ;
- une baisse des crédits relatifs aux frais de personnel des assistants familiaux compte tenu des difficultés de recrutement (175 assistants familiaux en 2022 pour 205 en 2021) (-0,85M€/an sur les salaires et -0,45 M€ sur les frais de placements). L'estimation des frais de personnel comprend toutefois une revalorisation du SMIC (+2 %) et un taux d'évolution des salaires de 1 % sur la période 24/26 ;
- +0,62 M€ sur la période 2023 à 2026 pour les tiers de confiance ;
- +0,70 M€ sont prévus, uniquement en 2023, pour le contrat départemental prévention protection de l'enfance (CDPPE) ;
- +0,27 M€ par an pour la subvention au Foyer de l'enfance (hausse salariales ...).

**Les dépenses de fonctionnement de cohésion sociale** passeraient de 40,69 M€ en 2023 à 44,14 M€ en 2027, soit + 2,06 % par an en moyenne.

Les dépenses d'allocation RSA, en progression de 0,98%, comprennent la revalorisation du montant de l'allocation RSA engagée en 2022 (+1,8 % en avril 2022 et +4 % revalorisation de plusieurs minimas sociaux adoptée dans l'été 2022), une hausse de l'inflation (le RSA suit le taux de l'inflation avec un taux de 4 % en 2022, puis 2 % en 2023, puis de 1 % les années suivantes). Les hypothèses de calcul ont été élaborées à partir d'une moyenne de 5 500 foyers allocataires du RSA (5 440 foyers allocataires du RSA en juin 2022 contre 5 741 en juin 2021).

A la suite de l'adoption en décembre 2021 du nouveau règlement intérieur, les aides accordées sous forme de prêts ont été supprimées ; seules les aides accordées sous forme de subventions sont octroyées depuis 2022. En 2022, la ligne « prêts FSL » a été transférée en section de fonctionnement sur le Fonds de solidarité (0,2 M€). Ce fonds, qui s'élevait à 1,2 M€ en 2022, est au regard des consommations ramené à 1,1 M€ pour 2023, puis à 1,3 M€ à partir de 2024.

Avec la nouvelle programmation FSE+, la Savoie devrait bénéficier d'une enveloppe financière d'environ 5,5 millions d'euros à répartir sur 2 objectifs spécifiques :

- Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances et la participation active, et améliorer l'aptitude à occuper un emploi,
- Promouvoir l'intégration sociale des personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, y compris les personnes les plus démunies et les enfants.

Une enveloppe de 6,24 M€ est prévue entre 2023 et 2027 intégrant en recette la diminution du taux d'intervention du FSE à 40% (au lieu de 50%).

Le **budget d'investissement relatif à la cohésion sociale** (annexe 1) comprendrait 2,79 M€ entre 2023 et 2027, dont :

- des subventions d'équipement versées sur plusieurs exercices (0,50 M€/an) conformément à la délibération du 28 mai 2021. Le Conseil départemental a ainsi approuvé la mise en œuvre d'une aide financière pour la construction ou l'acquisition-amélioration de logements sociaux de type PLAI, en cohérence avec les objectifs du Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées ;

- des aides pour la réalisation d'aires de grand passage, des aires d'accueil et des terrains familiaux pour (0,03 M€/an entre 2023 et 2025).

## **Education**

### **Objectifs politiques et stratégiques :**

1. Assurer un accueil de qualité dans collèges
  - 1.1. Garantir une dotation en personnel nécessaire et suffisante dans les collèges
  - 1.2. Optimiser la gestion du patrimoine des collèges
  - 1.3. Favoriser l'accès au numérique

2. Répondre aux besoins de restauration des collégiens avec une offre de qualité
  - 2.1. Développer la qualité des matières premières
  - 2.2. Optimiser la production de repas
  - 2.3. Maintenir la compétence des agents de restauration
3. Accompagner les projets éducatifs
  - 3.1. Faciliter l'accès à l'orientation des collégiens
  - 3.2. Faciliter l'accès à la culture
4. Contribuer au maintien et au développement de l'offre de formation post-bac en Pays de Savoie
  - 4.1. Conforter le positionnement de l'université de Savoie Mont-Blanc dans le paysage Rhônalpin
5. Contribuer à répondre à la demande en matière d'équipements scolaires
  - 5.1. Répondre aux besoins des communes et intercommunalités en matière d'équipements scolaires

| En M€  | BP<br>2022+BS<br>2022 | Voté 2022    | Budget<br>2023 | Budget<br>2024 | Budget<br>2025 | Budget<br>2026 | Budget<br>2027 |
|--|-----------------------|--------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| <b>Fonctionnement</b>                          |                       |              |                |                |                |                |                |
| <b>Collèges</b>                                | <b>9,92</b>           | <b>10,52</b> | <b>11,12</b>   | <b>12,08</b>   | <b>12,41</b>   | <b>12,74</b>   | <b>12,97</b>   |
| Collèges publics et interventions pédagogiques | 8,20                  | 8,76         | 7,28           | 8,24           | 8,57           | 8,90           | 9,13           |
| Carte collèges                                 |                       |              | 2,10           | 2,10           | 2,10           | 2,10           | 2,10           |
| Collèges privés                                | 1,72                  | 1,76         | 1,74           | 1,74           | 1,74           | 1,74           | 1,74           |
| <b>Enseignement supérieur</b>                  | <b>1,00</b>           | <b>1,04</b>  | <b>1,01</b>    | <b>1,01</b>    | <b>1,02</b>    | <b>1,02</b>    | <b>1,02</b>    |
| <b>Total</b>                                   | <b>10,92</b>          | <b>11,56</b> | <b>12,13</b>   | <b>13,09</b>   | <b>13,43</b>   | <b>13,76</b>   | <b>13,99</b>   |
| <b>Investissement</b>                          |                       |              |                |                |                |                |                |
| <b>Collèges dont</b>                           | <b>25,61</b>          | <b>29,96</b> | <b>27,84</b>   | <b>26,63</b>   | <b>31,69</b>   | <b>44,35</b>   | <b>45,95</b>   |
| Atelier culinaire                              | 2,31                  | 0,95         | 3,24           | 0,07           | 0,03           | 0,03           | 0,03           |
| Maintenance                                    | 6,3                   | 9,98         | 5,38           | 5,41           | 5,64           | 5,12           | 4,91           |
| Extensions et restructurations                 | 14,61                 | 12,85        | 16,57          | 18,68          | 23,55          | 36,73          | 38,51          |
| <b>Enseignement supérieur</b>                  | <b>0,6</b>            | <b>0,25</b>  | <b>1,12</b>    | <b>3,12</b>    | <b>3,62</b>    | <b>2,62</b>    | <b>0,12</b>    |
| <b>Total</b>                                   | <b>26,21</b>          | <b>30,21</b> | <b>28,96</b>   | <b>29,75</b>   | <b>35,31</b>   | <b>46,97</b>   | <b>46,07</b>   |
| <b>Total Education</b>                         | <b>37,13</b>          | <b>41,77</b> | <b>41,09</b>   | <b>42,84</b>   | <b>48,74</b>   | <b>60,73</b>   | <b>60,06</b>   |

**Le budget de fonctionnement consacré à l'éducation** évoluerait en moyenne annuelle de +3,92 %, avec un budget oscillant entre 11,12 M€ en 2023 et 12,97 M€ en 2027.

Les crédits en faveur du fonctionnement des collèges privés seraient reconduits à hauteur de 1,74 M€ (à l'identique de l'ancienne PPF).

Les dépenses de fonctionnement des collèges publics affichent une hausse de 4,60 % en moyenne, par an, entre 2023 et 2027, s'expliquant principalement par :

- la création d'une enveloppe de 0,17 M€ en 2024 puis de 0,51 M€ les années suivantes pour financer le fonctionnement de l'Atelier culinaire de Saint Jean de Maurienne ;

- une enveloppe en hausse pour la maintenance des collèges (entre 1,65 M€ en 2023 et 1,72 M€ en 2027), intégrant à partir de 2024 une hausse du volume des subventions aux collèges (+0,44 M€ entre 2023 et 2026) et de la maintenance informatique (0,27 M€ sur la période 2023 à 2026) ;

- une dotation de fonctionnement aux collèges de 3,18 M€ en 2023 à 4,33 M€ en 2027. La dotation de fonctionnement 2023 serait réduite pour créer un fonds de solidarité de 0,50 M€ destiné à pallier l'augmentation des dépenses liées à l'évolution des coûts de l'énergie et des denrées alimentaires ;

- le transfert de la carte collèges affectée initialement à la politique Jeunesse avec une inscription dès 2023 de 2,10 M€ reconduits les années suivantes.

L'enveloppe affectée à l'enseignement supérieur comprenant la participation au Conseil Savoie Mont-Blanc (annexe 2) et le financement de la plateforme formation évaluation de l'INES serait maintenue à l'identique de la PPF de l'année précédente : 1,01 M€ en 2023 à 1,02 M€ en 2027.

**Le budget d'investissement de la politique éducation** (annexe 1) est estimé à 176,46 M€ sur la période 2023 à 2027. Sur la période 2023 à 2026, une hausse de 17,88M€ est prévue entre la PPI 2023 et celle de 2022.

Les crédits relatifs aux travaux de construction et de restructuration des collèges publics représenteraient 134,04 M€ sur la période 2023-2027. Sur la période 2023 à 2026, cette enveloppe serait en augmentation de 14,69 M€ compte tenu de :

- Une actualisation de +15% à la conjoncture actuelle des opérations non commencées (ex : Collège George Sand, isolation et agrandissement de la demi-pension +1,23 M€) ;
- Un lissage d'opérations prévues sur les collèges de Bissy (11 M€, soit +1,39 M€ par rapport à la PPI 2022 entre 2023 et 2027) et de Barby (0,65 M€ entre 2023 et 2027, soit -5,94 M€ par rapport à la PPF 2022) actualisées des 15% mais réparties différemment sur la période de 2023 à 2027 ;
- Une actualisation suite aux appels d'offres des opérations de Bonrieu et Jovet (respectivement : +1,88 M€ et +0,32 M€) ;
- La reconstruction et non plus la restructuration des opérations relatives au collège Combe de Savoie à Albertville et au collège De Boigne à la Motte Servolex avec les impacts respectifs suivants sur 2023 à 2027 : -1,67M€ et +3,28M€ ;
- Une réserve d'acquisition de bungalows à hauteur de 1,3 M€ entre 2023 et 2027 (nouvelle opération dont 1 M€ venant du fonctionnement).

Les crédits de maintenance des collèges s'accroîtraient (+1,46M€) avec : +0,3M€ pour la résorption des chaudières au fuel, +1,05 M€ pour la « réserve patrimoine collèges maintenance », +0,27 M€ pour le matériel informatique.

Les crédits 2022 de l'atelier culinaire font l'objet d'un lissage sur l'année 2023 pour finaliser l'opération : 3,22 M€ pour 1,84M€ dans la PPI 2022.

De nouvelles lignes seraient créées : achat d'équipement dans les collèges pour 0,5M€ en 2023 et 0,30 M€ les années suivantes, et 0,08 M€ pour l'équipement de l'ACD de Saint Jean de Maurienne.

Les crédits afférents à l'enseignement supérieur représenteraient 10,6 M€ entre 2023 et 2027, avec une opération principale de 10 M€ pour le Campus de Jacob Bellecombette et la participation annuelle du Conseil Savoie Mont-Blanc de 0,11 M€ /an (annexe 2).

## Culture

### Objectifs politiques et stratégiques :

1. Favoriser l'accès du plus grand nombre à la culture et aux pratiques culturelles
  - 1.1. Favoriser l'implication la plus large possible de la population
  - 1.2. Dynamiser les ressources artistiques et culturelles
  - 1.3. Renforcer la transversalité de la politique culturelle avec les autres politiques départementales
  - 1.4. Sauvegarder et valoriser le patrimoine historique de la Savoie
  - 1.5. Structurer un réseau de lecture publique de qualité accessible à l'ensemble de la population

| En M€                    | BP<br>2022+BS<br>2022 | Voté 2022    | Budget<br>2023 | Budget<br>2024 | Budget<br>2025 | Budget<br>2026 | Budget<br>2027 |
|--------------------------|-----------------------|--------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| <b>Fonctionnement</b>    |                       |              |                |                |                |                |                |
| Développement artistique | 3,41                  | 3,46         | 3,51           | 3,41           | 3,41           | 3,41           | 3,41           |
| Lecture multi-média      | 0,57                  | 0,57         | 0,57           | 0,57           | 0,57           | 0,57           | 0,57           |
| Patrimoine culturel      | 0,92                  | 0,96         | 0,76           | 0,81           | 0,78           | 0,76           | 0,71           |
| Archives et musées       | 0,75                  | 0,92         | 0,62           | 0,67           | 0,65           | 0,65           | 0,65           |
| Autres actions           | 0,46                  | 0,48         | 0,46           | 0,46           | 0,46           | 0,46           | 0,46           |
| <b>Total</b>             | <b>6,11</b>           | <b>6,39</b>  | <b>5,92</b>    | <b>5,92</b>    | <b>5,87</b>    | <b>5,85</b>    | <b>5,8</b>     |
| <b>Investissement</b>    |                       |              |                |                |                |                |                |
| Développement artistique | 0,04                  | 0,04         | 0,01           | 0,01           | 0,01           | 0,01           | 0,01           |
| Lecture multi-média      | 0,12                  | 0,57         | 0,12           | 0,12           | 0,12           | 0,12           | 0,12           |
| Patrimoine culturel      | 0,93                  | 2,42         | 1,37           | 1,58           | 2,62           | 0,66           | 0,62           |
| Archives et musées       | 6,58                  | 10,42        | 3,75           | 2,29           | 0,47           | 0,47           | 0,47           |
| Autres actions           | 0,01                  | 0,01         | 0,01           | 0,01           | 0,01           | 0,01           | 0,01           |
| <b>Total</b>             | <b>7,68</b>           | <b>13,46</b> | <b>5,26</b>    | <b>4,01</b>    | <b>3,23</b>    | <b>1,27</b>    | <b>1,23</b>    |
| <b>Total culture</b>     | <b>13,79</b>          | <b>19,85</b> | <b>11,18</b>   | <b>9,93</b>    | <b>9,10</b>    | <b>7,12</b>    | <b>7,03</b>    |

**Les enveloppes de fonctionnement allouées à cette politique** seraient stables (5,92 M€ en 2023 pour 5,80 M€ en 2027) et se répartiraient principalement autour :

- Du développement artistique et culturel (en moyenne 3,43 M€/an) sur la période, qui englobe notamment :
  - l'enseignement artistique avec 0,85 M€/an (dont les préconisations du Schéma Départemental de l'Enseignement Artistique) ;
  - le soutien aux partenaires artistiques (Arc en Cirque, la Fédération Musicale de Savoie...) serait réévalué à 0,31 M€/an pour 0,30 M€/an dans l'ancienne PPF. Cette augmentation bénéficierait principalement à Arc en Cirque et à l'APEJS ;
  - la participation du Département au Centre artistique départemental (CAD) de Montméliand : 0,03 M€ ;
  - la participation au CSMB de 1,51 M€/an au titre de la diffusion, la cinémathèque et l'enseignement artistique des pratiques amateurs...(annexe 2) ;
  - les participations aux lieux de diffusion seraient augmentées de +0,06 M€/an au bénéfice de l'AMCCS-Espace Malraux et du Dôme) ;
  - l'enveloppe des estivales du Château serait reconduite à hauteur de de 0,50M€/an, avec toutefois un montant de +0,63 M€ pour la célébration des 30 ans de l'événement.
  
- Des archives et du Musée (0,62 M€ en 2023 et 0,65 M€ en 2027). Le Musée Savoisien enregistrerait 0,37 M€ en 2023 puis 0,42 M€ en 2024 en lien avec son ouverture pour se stabiliser à 0,39 M€ pour les exercices suivants.

**Le budget d'investissement de la politique culturelle** (annexe 1) s'élèverait à 15 M€ sur la période 2023-2027, dont 5,04 M€ de travaux pour le Musée Savoisien.

La restauration du patrimoine monumental avec 6,85 M€ sur la période comprendrait des opérations spécifiques au Château (escalier de la Tour demi-ronde : 0,45 M€, toiture : 2,12 M€ et fenêtres : 0,82 M€) et une enveloppe de 2,50 M€ pour la restauration du patrimoine monumental.

## **Sport**

### **Objectifs politiques et stratégiques :**

1. Contribuer au développement des différentes formes de pratiques sportives (fédérales, éducatives, loisirs) en valorisant les territoires
  - 1.1. Favoriser la découverte et l'apprentissage des activités physiques et sportives dans la scolarité des jeunes, et particulièrement des collégiens
  - 1.2. Favoriser le perfectionnement sportif en soutenant le développement du mouvement fédéral
  - 1.3. Maintenir un niveau d'investissement public permettant de répondre aux besoins des populations et des collectivités

1.4. Affirmer le positionnement privilégié de la base départementale d'aviron en tant qu'acteur majeur de son territoire comme vitrine sportive, par son action auprès des scolaires et des jeunes et ses partenariats dans les projets locaux

| En M€                                     | BP<br>2022+BS<br>2022 | Voté 2022   | Budget<br>2023 | Budget<br>2024 | Budget<br>2025 | Budget<br>2026 | Budget<br>2027 |
|---|-----------------------|-------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| <b>Fonctionnement</b>                     |                       |             |                |                |                |                |                |
| <b>Mouvement sportif fédéral<br/>dont</b> | <b>2,35</b>           | <b>2,70</b> | <b>2,29</b>    | <b>1,88</b>    | <b>1,85</b>    | <b>1,85</b>    | <b>1,85</b>    |
| Clubs haut niveau                         | 0,34                  | 0,35        | 0,41           | 0,33           | 0,33           | 0,33           | 0,33           |
| Clubs professionnels                      | 0,43                  | 0,48        | 0,46           | 0,43           | 0,43           | 0,43           | 0,43           |
| Comités sportifs                          | 0,67                  | 0,75        | 0,70           | 0,70           | 0,70           | 0,70           | 0,70           |
| Evènements sportifs                       | 0,63                  | 0,75        | 0,43           | 0,13           | 0,13           | 0,13           | 0,13           |
| <b>Sport éducatif dont</b>                | <b>1,07</b>           | <b>1,08</b> | <b>1,14</b>    | <b>1,18</b>    | <b>1,22</b>    | <b>1,27</b>    | <b>1,29</b>    |
| Forfait EPS                               | 0,55                  | 0,55        | 0,59           | 0,61           | 0,62           | 0,64           | 0,65           |
| 4 Plans sports                            | 0,32                  | 0,32        | 0,35           | 0,37           | 0,40           | 0,43           | 0,44           |
| <b>Base aviron</b>                        | <b>0,03</b>           | <b>0,04</b> | <b>0,03</b>    | <b>0,03</b>    | <b>0,03</b>    | <b>0,03</b>    | <b>0,03</b>    |
| <b>Total</b>                              | <b>3,45</b>           | <b>3,82</b> | <b>3,46</b>    | <b>3,09</b>    | <b>3,10</b>    | <b>3,15</b>    | <b>3,17</b>    |
| <b>Investissement</b>                     |                       |             |                |                |                |                |                |
| Stade Municipal Montjay                   | 0,50                  | 1,10        | 0,40           | 0,00           | 0,00           | 0,00           | 0,00           |
| CNES Féclaz                               | 0,20                  | 0,60        | 0,00           | 0,00           | 0,00           | 0,00           | 0,00           |
| Autres politiques sportives               | 0,12                  | 0,21        | 0,11           | 0,11           | 0,11           | 0,11           | 0,11           |
| <b>Total</b>                              | <b>0,82</b>           | <b>1,91</b> | <b>0,51</b>    | <b>0,11</b>    | <b>0,11</b>    | <b>0,11</b>    | <b>0,11</b>    |
| <b>Total Sport</b>                        | <b>4,27</b>           | <b>5,73</b> | <b>3,97</b>    | <b>3,20</b>    | <b>3,21</b>    | <b>3,26</b>    | <b>3,28</b>    |

**Les crédits de fonctionnement afférents à la politique** en faveur du sport évolueraient entre 3,46 M€ en 2023 et 3,17 M€ en 2027. 0,77 M€ seraient ajoutés sur la période 2023 à 2026 par rapport à la PPF 2022. Les évènements sportifs bénéficieraient d'une enveloppe plus soutenue en 2023 (0,43 M€) compte tenu du solde de la participation au Championnat du Monde de Ski Alpin à Méribel-Courchevel (0,30 M€ en 2022 puis 2023). Les clubs de haut niveau amateur enregistreraient un complément de subvention pour le SOC Rugby en 2023 de 0,08 M€ et de 0,03 M€ de plus par an pour financer un nombre de clubs éligibles croissants et une aide à la création d'une équipe continentale de cyclisme. Les crédits affectés au Plan sports seraient en augmentation d'environ +0,05 M€ /an pour compenser la hausse des frais de transports ;

**Les dépenses d'équipement de la politique Sports** s'élèveraient à 0,95 M€ sur la période de 2023 à 2027, avec principalement le solde de l'engagement du Département pour le stade Montjay à Chambéry de 0,4 M€ en 2023.

## Jeunesse

**Objectifs politiques et stratégiques :**

1. Offrir à chacun des jeunes savoyards les conditions de son épanouissement en priorisant la santé, la citoyenneté et l’insertion sociale et en favorisant les découvertes et les apprentissages.

1.1. Favoriser le « vivre ensemble » et accompagner le jeune dans sa globalité dans son bassin de vie en participant au développement des dynamiques locales sur les territoires.

1.3. Faire en direct des actions pour et avec les jeunes savoyards, pour encourager leur participation aux actions citoyennes, culturelles ou sportives.

| En M€                             | BP<br>2022+BS<br>2022 | Voté 2022   | Budget<br>2023 | Budget<br>2024 | Budget<br>2025 | Budget<br>2026 | Budget<br>2027 |
|-----------------------------------|-----------------------|-------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| <b>Fonctionnement</b>             |                       |             |                |                |                |                |                |
| Contrats territoriaux<br>jeunesse | 1,24                  | 1,65        | 1,34           | 1,34           | 1,31           | 1,31           | 1,31           |
| Classes de découverte             | 0,37                  | 0,54        | 0,45           | 0,45           | 0,45           | 0,45           | 0,45           |
| Autres politiques jeunesse        | 0,3                   | 0,35        | 0,3            | 0,27           | 0,27           | 0,27           | 0,27           |
| <b>Total</b>                      | <b>1,91</b>           | <b>2,54</b> | <b>2,09</b>    | <b>2,06</b>    | <b>2,03</b>    | <b>2,03</b>    | <b>2,03</b>    |
| <b>Total Jeunesse</b>             | <b>1,91</b>           | <b>2,54</b> | <b>2,09</b>    | <b>2,06</b>    | <b>2,03</b>    | <b>2,03</b>    | <b>2,03</b>    |

**Cette politique enregistrerait une enveloppe de fonctionnement** comprise entre 2,09 M€ en 2023 et 2,03 M€ en 2027. L’enveloppe des contrats départementaux jeunesse serait augmentée de 0,21 M€/an afin de revenir au montant d’avant CAP Savoie et de pérenniser l’action Respiration jeunesse créée pendant la crise sanitaire . 0,03 M€ seraient maintenus pour la carte collègue pour 2023.

## Sécurité et incendie

### **Objectifs politiques et stratégiques :**

1. Contribuer au financement de la sécurité des populations et des territoires
  - 1.1. Permettre le fonctionnement des services d’incendie et de secours dans des conditions financières maîtrisées
2. Prévenir les risques et réparer les impacts liés aux érosions et aléas climatiques
  - 2.1. Prévenir les risques et réparer les impacts liés aux phénomènes d'érosion et aléas climatiques en soutenant les collectivités dans leurs projets

| En M€                          | BP<br>2022+BS<br>2022 | Voté 2022 | Budget<br>2023 | Budget<br>2024 | Budget<br>2025 | Budget<br>2026 | Budget<br>2027 |
|--------------------------------|-----------------------|-----------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| <b>Fonctionnement</b>          |                       |           |                |                |                |                |                |
| <b>Total</b>                   | 31,26                 | 31,64     | 34,11          | 34,61          | 35,11          | 35,61          | 36,11          |
| <b>Investissement</b>          |                       |           |                |                |                |                |                |
| <b>Total</b>                   | 1,50                  | 1,50      | 1,50           | 1,30           | 1,30           | 1,30           | 1,30           |
| <b>Total Sécurité incendie</b> | 32,76                 | 33,14     | 35,61          | 35,91          | 36,41          | 36,91          | 37,41          |

**Le budget de fonctionnement de la politique « Sécurité incendie »** est principalement constitué de la participation départementale au financement des services d'incendie et de secours. Cette participation serait en hausse annuelle de 2 M€ entre 2022 et 2027, le SDIS 73 faisant face à :

- des surcoûts de personnel (mesures catégorielles sur B et C, revalorisation du point d'indice de 3,5%, hausse indemnités volontariat et PFR volontariat),
- des tensions sur le coût des énergies,
- d'autres frais généraux, non prévus dans le conventionnement pluriannuel.

**Les crédits d'investissement** concernant les subventions d'équipement en faveur des travaux dans les centres d'incendie et de secours seraient reconduits dans les montants prévus dans la PPI 2022, soit 1,3 M€.

## 2/ L'aménagement et le développement

### Politique routière

#### **Objectifs politiques et stratégiques :**

1. Permettre des déplacements collectifs sûrs et de qualité sur un réseau routier départemental respectueux du développement durable des territoires
  - 1.1. Préserver le patrimoine routier
  - 1.2. Optimiser l'exploitation du réseau routier
  - 1.3. Améliorer la sécurité des usagers
  - 1.4. Favoriser les modes de transports alternatifs, et optimiser les déplacements
  - 1.5. Fournir des matériels adaptés aux besoins

| En M€   | BP 2022+BS<br>2022 | Voté 2022    | Budget<br>2023 | Budget<br>2024 | Budget<br>2025 | Budget<br>2026 | Budget<br>2027 |
|---|--------------------|--------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| <b>Fonctionnement</b>   |                    |              |                |                |                |                |                |
| Améliorer la sécurité des usagers                               | 2,88               | 3,27         | 2,5            | 2,51           | 2,52           | 2,53           | 2,54           |
| Maintenir en état le patrimoine routier                         | 3,06               | 3,63         | 2,93           | 2,96           | 3              | 3,03           | 3,07           |
| Viabilité hivernale   | 2                  | 2,34         | 1,98           | 2,05           | 2,07           | 2,1            | 2,12           |
| Optimiser l'exploitation du réseau                              | 0,57               | 0,63         | 0,59           | 0,53           | 0,53           | 0,51           | 0,51           |
| Optimiser les déplacements                                      | 0,6                | 0,62         | 1,08           | 1,18           | 1,18           | 1,18           | 1,18           |
| <b>Total</b>  | <b>9,11</b>        | <b>10,49</b> | <b>9,08</b>    | <b>9,23</b>    | <b>9,30</b>    | <b>9,35</b>    | <b>9,42</b>    |
| <b>Investissement</b>   |                    |              |                |                |                |                |                |
| Améliorer la sécurité des usagers                               | 21,85              | 24,44        | 12,56          | 13,62          | 12,72          | 12,22          | 12,22          |
| <i>dont Réhabilitation du tunnel du Saut</i>                    | <i>0,11</i>        | <i>0,11</i>  | <i>0,10</i>    | <i>1,40</i>    | <i>0,50</i>    | <i>0,00</i>    | <i>0,00</i>    |
| <i>dont risques avalancheux</i>                                 | <i>7,63</i>        | <i>8,99</i>  | <i>7,00</i>    | <i>7,00</i>    | <i>7,00</i>    | <i>7,00</i>    | <i>7,00</i>    |
| <i>Fonds intervention d'urgence</i>                             | <i>2,15</i>        | <i>2,31</i>  | <i>1,50</i>    | <i>1,50</i>    | <i>1,50</i>    | <i>1,50</i>    | <i>1,50</i>    |
| <b>Maintenir en état le patrimoine routier</b>                  | <b>21,90</b>       | <b>26,69</b> | <b>19,00</b>   | <b>20,00</b>   | <b>20,00</b>   | <b>20,00</b>   | <b>19,00</b>   |
| <i>Renforcement de chaussée sur réseau structurant et</i>       | <i>4,91</i>        | <i>5,98</i>  | <i>4,60</i>    | <i>4,60</i>    | <i>4,60</i>    | <i>4,60</i>    | <i>4,60</i>    |
| <i>Renforcement de chaussée sur réseau territorial et local</i> | <i>3,63</i>        | <i>5,82</i>  | <i>3,05</i>    | <i>3,05</i>    | <i>3,05</i>    | <i>3,05</i>    | <i>3,05</i>    |
| <i>Renforcement de chaussée sur réseau d'accès aux</i>          | <i>5,84</i>        | <i>4,54</i>  | <i>5,35</i>    | <i>5,35</i>    | <i>5,35</i>    | <i>5,35</i>    | <i>5,35</i>    |
| <i>Ouvrages d'art</i>   | <i>7,51</i>        | <i>10,35</i> | <i>6,00</i>    | <i>7,00</i>    | <i>7,00</i>    | <i>7,00</i>    | <i>6,00</i>    |
| Optimiser l'exploitation du réseau                              | 1,84               | 1,22         | 1,49           | 0,45           | 0,45           | 0,45           | 0,45           |
| Optimiser les déplacements                                      | 11,75              | 16,02        | 10,53          | 9,25           | 8,35           | 8,35           | 10,35          |
| Transports  | 0,00               | 0,32         | 0,00           | 0,00           | 0,00           | 0,00           | 0,00           |
| <b>Total</b>  | <b>57,34</b>       | <b>68,69</b> | <b>43,58</b>   | <b>43,32</b>   | <b>41,52</b>   | <b>41,02</b>   | <b>42,02</b>   |
| <b>Total Politique routière</b>                                 | <b>66,45</b>       | <b>79,18</b> | <b>52,66</b>   | <b>52,55</b>   | <b>50,82</b>   | <b>50,37</b>   | <b>51,44</b>   |

**Le budget de fonctionnement consacré aux routes départementales** évoluerait de 9,08 M€ à 9,42 M€ entre 2023 et 2027, soit une hausse moyenne annuelle de 0,92%. En section de fonctionnement, une quasi-stabilité des crédits serait proposée, à l'exception d'une nouvelle ligne concernant les études environnementales en vue d'un recours accru aux diagnostics environnementaux préalables aux opérations sans procédure réglementaire de type étude d'impact (0,40 M€/an).

Les crédits des actions relatives aux modes alternatifs de déplacement, seraient redistribués à compter de 2023. La participation départementale à l'AREA de 0,35 M€ dans la PPF 2022 serait répartie entre une participation de 0,21 M€ par an à l'AREA en vue d'appliquer une réduction des tarifs sur le réseau autoroutier et la gratification du covoiturage (0,14 M€/an) par la rémunération des conducteurs et la gratuité pour les passagers.

Compte tenu de l'environnement économique actuel, l'enveloppe de fonctionnement de la politique routière pourrait être amenée à évoluer au regard de la hausse des prix sur des fluides impactant les indices des marchés publics.

**Les dépenses d'investissement routier** (annexe 1) pour la période 2023-2027 seraient de 211,46 M€ soit une moyenne de 42,29 M€/an (moyenne de 38,78 M€/an dans la PPI 2022). Cette enveloppe oscillerait entre 43,58 M€ en 2023 et 42,02 M€ en 2027.

Les crédits affectés à l'amélioration de la sécurité s'élèveraient à 63,34 M€ sur la période.

Ils concerneraient principalement :

- 35,00 M€ pour les risques naturels et avalancheux de 2023 à 2027 : cette enveloppe annuelle de 7 M€ (soit +1 M€ par rapport à la PPI 2022) serait affectée au traitement des glissements de terrains en hausse du fait du changement climatique ;
- 4,75 M€ pour le programme des tunnels permettant de financer notamment la réhabilitation du tunnel du Saut avec une enveloppe de 2 M€ étalée entre 2023 et 2024 ;
- 7,5 M€ seraient affectés au fonds d'intervention d'urgence pour 1,5 M€ par an. Cette somme constitue un minima puisque la moyenne des dépenses depuis 2013 s'élève plutôt à 3,2 M€/an ;
- La signalisation des routes (verticales pour 1,57 M€ et horizontales pour 0,43 M€), avec 2,00 M€/an resterait inchangée par rapport à l'ancienne PPI.
- Les équipements de sécurité avec 1,12 M€ annuels, seraient stables par rapport à la PPI de l'année précédente.

Les enveloppes relatives à la maintenance du patrimoine représenteraient 98 M€ (contre 92,50 M€ sur la période 2022-2026 de la PPI 2022). Elles concernent essentiellement :

- Les programmes de renforcement de chaussées sur réseau structurant et principal et sur réseau territorial et local qui représenteraient une enveloppe annuelle de 13 M€/an (12,5 M€ dans l'ancienne PPI). L'objectif de ce programme est désormais de maintenir, pour chaque catégorie, l'état moyen des chaussées dans leur état actuel ;
- Les ouvrages d'art avec 33,00 M€ sur la période (+3M€ sur la période 2024 à 2026). Le Département de la Savoie possède environ 1200 ponts, 1 million de m<sup>2</sup> de parement de murs de soutènement, et une cinquantaine de paravalanches et pare-blocs.

L'optimisation des déplacements enregistrerait une enveloppe de 46,83 M€ composée de :

- 2 M€/an pour les opérations sur réseau territorial et local et les opérations sur le réseau structurant et principal ;
- 10,32 M€ pour les opérations structurantes. Dans le cadre du partenariat entre la Ville de Chambéry et Grand Chambéry, le Département participe à l'aménagement de l'entrée centre-nord de Chambéry sur la RD 1006 et du carrefour de la Trousse au sud de l'agglomération chambérienne pour 1,7 M€ entre 2023 et 2024. Une réserve de 6,85 M€ est prévue sur la période 2023 à 2027 ;
- Les aménagements en faveur des déplacements doux s'élèveraient à 12 M€ composés de :
  - la mise en œuvre des schémas directeurs cyclables des structures intercommunales: 2 M€/an ;
  - le plan vélo collègue avec la sécurisation cyclable du « *dernier kilomètre* », c'est-à-dire le tronçon compris entre une infrastructure cyclable existante jusqu'à l'entrée d'un collège : 0,4 M€/an ;

L'optimisation du réseau d'exploitation bénéficierait d'une enveloppe de 3,29 M€ avec notamment la rénovation du réseau radio (montant total à verser sur 6 ans : 3 M€), 1,04 M€ restant à verser en 2023. S'ajoute à cette participation 0,05 M€ annuels pour le remplacement des équipements et le renouvellement des postes radio à partir de 2023.

## **Environnement**

A noter : les enveloppes budgétaires relatives à la politique Environnement concernent les seuls crédits de la Direction de l'Environnement et ne sont pas représentatives de l'ensemble des actions favorables à l'environnement, réparties dans l'ensemble des politiques du Département.

### **Objectifs politiques et stratégiques :**

1. Préserver ou restaurer un cadre de vie et un environnement exceptionnel, en tenant compte des enjeux de développement
  - 1.1. Accompagner la transition énergétique
  - 1.2. Contribuer à la préservation de la ressource en eau, et à la sécurité des populations.
  - 1.3. Accompagner la préservation de la biodiversité, des espaces naturels et des paysages
2. Prévenir les risques et réparer les impacts liés aux érosions et aléas climatiques
  - a. Prévenir les risques et réparer les impacts liés aux phénomènes d'érosion et aléas climatiques en soutenant les collectivités dans leurs projets

| En M€  | BP 2022+BS<br>2022 | Voté 2022    | Budget<br>2023 | Budget<br>2024 | Budget<br>2025 | Budget<br>2026 | Budget<br>2027 |
|--|--------------------|--------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| <b>Fonctionnement</b>                                    |                    |              |                |                |                |                |                |
| Eau  | 0,44               | 0,44         | 0,49           | 0,51           | 0,53           | 0,51           | 0,51           |
| Transition énergétique                                   | 0,79               | 0,77         | 0,84           | 0,10           | 0,10           | 0,10           | 0,10           |
| Espaces naturels sensibles et<br>bio diversité           | 0,96               | 1,38         | 1,08           | 1,07           | 1,08           | 1,08           | 1,08           |
| Sensibilisation et divers                                | 0,06               | 0,06         | 0,06           | 0,06           | 0,06           | 0,06           | 0,06           |
| <b>Total</b>   | <b>2,25</b>        | <b>2,65</b>  | <b>2,47</b>    | <b>1,74</b>    | <b>1,77</b>    | <b>1,75</b>    | <b>1,75</b>    |
| <b>Investissement</b>                                    |                    |              |                |                |                |                |                |
| Eau  | 1,98               | 4,92         | 2,05           | 1,98           | 1,98           | 1,98           | 1,98           |
| Transition énergétique                                   | 1,25               | 2,09         | 1,25           | 1,00           | 1,00           | 1,00           | 1,00           |
| Espaces naturels sensibles et<br>bio diversité et autres | 0,72               | 1,40         | 0,70           | 0,72           | 0,72           | 0,72           | 0,67           |
| Sensibilisation et divers                                |                    |              |                |                |                |                |                |
| <b>Total</b>   | <b>3,95</b>        | <b>8,41</b>  | <b>4,00</b>    | <b>3,70</b>    | <b>3,70</b>    | <b>3,70</b>    | <b>3,65</b>    |
| <b>Total Environnement</b>                               | <b>6,20</b>        | <b>11,06</b> | <b>6,47</b>    | <b>5,44</b>    | <b>5,47</b>    | <b>5,45</b>    | <b>5,40</b>    |

**Le budget de fonctionnement de la politique en faveur de l'environnement** varierait entre 2,47 M€ en 2023 et 1,75 M€ en 2027.

Les axes de cette politique s'orienteraient autour de :

- La gestion des cours d'eau : ce poste serait en hausse de 0,49 M€ en 2023 à 0,51M€ en 2027, du fait :
  - des appels à projets Eau dont l'objectif est l'accompagnement des gestionnaires des services de l'eau potable et de l'assainissement en vue de l'adaptation aux conséquences du changement climatique (0,03M€ en 2023 puis 0,06M€ à partir de 2024) ;
  - du Fonds risque érosion exceptionnelle FREE : une partie de ce fonds historiquement inscrit en investissement est affectée en fonctionnement afin de pouvoir subventionner des dépenses de fonctionnement réalisées par les communes ou les intercommunalités.
  - du maintien du centre Météo France de Bourg St Maurice avec une contribution financière à la formation d'un réseau d'observateurs nivo-météorologiques (0,10M€ répartis sur 5 années).
- La transition énergétique : l'enveloppe serait reconduite pour les mêmes montants que ceux de la PPF 2022 : compte tenu des incertitudes quant au rôle qui sera dévolu au Département après la convention relative au Service Public de l'Efficacité Energétique de l'Habitat 73 (SPPEH) prenant fin en 2023, l'enveloppe concernant la transition énergétique serait limitée à 0,10 M€ à partir de 2024 contre 0,84 M€ en 2023 ;

- Les espaces naturels sensibles et la biodiversité, avec 1,08 M€/an. Il s'agit principalement de participations : Entente interdépartementale Rhône-Alpes pour la démoustication - EID - (autour de 0,25 M€/an), Parc Naturel Régional des Bauges (autour de 0,20 M€ dont 0,12 M€ au titre du CSMB), Parc Naturel Régional de la Chartreuse (autour de 0,17 M€), CEN Savoie (autour de 0,19 M€).

**L'enveloppe d'investissement de cette politique** (annexe 1) s'élèverait sur la période 2023-2027 à 18,75 M€ et regrouperait diverses actions relatives :

- Aux opérations en faveur de l'eau (9,97 M€). Cette politique comprend la ligne FREE dont une partie est transférée en fonctionnement (0,05M€/an) et la ligne « Recherche en eau sous maîtrise d'ouvrage « du Département qui serait supprimée à partir de 2024 mais relayée par des appels à projets « eau » en vue d'un portage sous maîtrise d'ouvrage des collectivités ;
- A la transition énergétique (5,25 M€) : cette enveloppe concerne principalement l'opération Savoie Déchets pour laquelle une enveloppe de 0,25M€ serait prévue en 2023 et l'opération Subvention au public en situation de précarité énergétique qui compte tenu d'une très forte dynamique aussi bien à l'échelle nationale que départementale dans le domaine de la rénovation énergétique de l'habitat nécessiterait des crédits portés à 1 M€ pour 0,6 M€ dans l'ancienne PPI ;
- Aux espaces naturels et à la biodiversité (3,53 M€) : cette enveloppe serait accrue par rapport à la PPI précédente au bénéfice des « corridors biologiques » Ces actions visent à limiter la fragmentation des espaces naturels par le réseau routier départemental. Elles participent à l'objectif politique d'un Département exemplaire. Une étude « corridors » en cours de réalisation permettra de prioriser les opérations. Les autres lignes seraient maintenues au montant de la PPI 2022.

## **Politiques agricole et touristique**

### **Agriculture**

#### **Objectifs politiques et stratégiques :**

1. Maintenir et développer une agriculture, une filière bois et des espaces de qualité et à forte valeur ajoutée de qualité et à forte valeur ajoutée
  - 1.1. Soutenir les filières agricoles et bois dans la production, la transformation et la commercialisation
  - 1.2. Accompagner l'évolution de l'agriculture et de l'exploitation forestière en prenant en compte la question environnementale
  - 1.3. Préserver et aménager les espaces agricoles et forestiers pour maintenir les capacités de production locale en Savoie Mont-Blanc
  - 1.4. Sensibiliser le grand public à la qualité des produits et filières agricoles et forestiers savoyards

1.5. Soutenir l'innovation et la Recherche et Développement au service des filières agricoles et forestières savoyardes

1.6. Améliorer la qualité sanitaire des élevages

## Tourisme

### Objectifs politiques et stratégiques :

1. Conforter l'économie de la Savoie par le renforcement de l'offre de tourisme et de loisirs en cohérence avec les attentes des clientèles et des habitants, et en intégrant l'aléa climatique

1.1. Asseoir le potentiel en activité de découverte et de pleine nature de la Savoie de manière durable et concertée

1.2. Limiter la perte de lits touristiques marchands et les qualifier pour maintenir l'attractivité et l'activité séjours

1.3. Contribuer au renforcement de la destination Savoie Mont Blanc

| En M€   | BP<br>2022+BS<br>2022 | Voté 2022    | Budget<br>2023 | Budget<br>2024 | Budget<br>2025 | Budget<br>2026 | Budget<br>2027 |
|---|-----------------------|--------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| <b>Fonctionnement</b>                               |                       |              |                |                |                |                |                |
| Agriculture et forêts                               | 4,61                  | 4,78         | 4,69           | 4,72           | 4,75           | 4,79           | 4,82           |
| Tourisme  | 7,30                  | 7,18         | 6,61           | 6,52           | 6,50           | 6,51           | 5,94           |
| <b>Total</b>  | <b>11,91</b>          | <b>11,96</b> | <b>11,30</b>   | <b>11,24</b>   | <b>11,25</b>   | <b>11,30</b>   | <b>10,76</b>   |
| <b>Investissement</b>                               |                       |              |                |                |                |                |                |
| Agriculture et forêts                               | 2,65                  | 7,74         | 2,72           | 2,47           | 2,67           | 2,47           | 2,47           |
| Tourisme  | 3,62                  | 8,84         | 3,46           | 3,67           | 3,57           | 2,97           | 2,97           |
| <b>Total</b>  | <b>6,27</b>           | <b>16,58</b> | <b>6,18</b>    | <b>6,14</b>    | <b>6,24</b>    | <b>5,44</b>    | <b>5,44</b>    |
| <b>Total politiques agricole et<br/>touristique</b> | <b>18,18</b>          | <b>28,54</b> | <b>17,48</b>   | <b>17,38</b>   | <b>17,49</b>   | <b>16,74</b>   | <b>16,20</b>   |

Le **budget de fonctionnement en faveur de l'agriculture et de la forêt** oscillerait entre 4,69M€ et 4,82 M€ sur l'ensemble de la période 2023 à 2027. Diverses lignes seraient augmentées comme la subvention pour les abattoirs (+0,07 M€/an ), les affaires rurales (+0,11 M€/an : besoins accrus sur les mesures agro-environnementales essentielles au maintien de l'activité pastorale, accompagnées d'une baisse importante du cofinancement du FEADER), +0,15 M€/an pour la création d'une ligne soutien des agriculteurs en cas d'aléas climatiques importants (jusqu'en 2021 intégrée au Conseil Savoie Mont Blanc), 0,32 M€/an pour la subvention de fonctionnement au Laboratoire départemental d'analyses vétérinaires (impact du point d'indice sur les frais de personnel de ce budget)

Le **budget d'investissement relatif à la politique agricole** (annexe 1) s'élèverait à 12,80 M€ sur la période, dont 10 M€ pour le Conseil Savoie Mont-Blanc (annexe 2).

Les enveloppes relatives aux affaires rurales seraient portées à 0,32 M€/an pour 0,25 M€/an dans l'ancienne PPI, au regard des perspectives de consommation sur ce thème (aménagement pastoraux en particulier) et de la baisse de l'enveloppe globale du FEADER (Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural). 2023 sera la première année de mise en place du nouveau FEADER 2023-2027, avec une lisibilité encore faible.

Une enveloppe globale de 1,2 M€ serait affectée aux circuits courts, se répartissant entre 0,35M€ pour les exercices 2023 et 2025 et 0,15M€ les autres exercices. Les crédits 2023 et 2025 financeraient le projet de foncière dans l'hypothèse où les besoins en stockage seraient croissants.

Le **budget de fonctionnement afférent à la politique touristique** serait de l'ordre de 6,61 M€ en 2023 et de 5,94 M€ en 2027.

Il comprendrait des crédits relatifs aux participations du Département :

- Au Syndicat Mixte des Islettes (0,85 M€ par an) ;
- Au Syndicat Mixte Thabor Vanoise (0,76 M€ par an) ;
- Au Conseil Savoie Mont Blanc (4,56 M€ par an, destinés pour l'essentiel au cofinancement de Savoie Mont Blanc Tourisme).

La provision pour la mise en œuvre du Schéma Départemental du tourisme (ex : atelier des sites d'escalade, nouvelle signalétique commune pour améliorer la cohabitation des usages entre pastoralisme et activités de pleine nature, études sur l'avenir de centres de vacances) serait reconduite pour le montant de la PPF 2022 soit 0,07M€/an.

La signalisation touristique autoroutière serait à nouveau prévue en 2023 pour 0,12 M€.

Le **budget d'investissement de la politique touristique** (annexe 1) passerait à 16,64 M€ entre 2023 et 2027 (18,38 M€ sur la période 2022-2026 dans la PPI précédente).

Il comprendrait :

- La mise en œuvre du Schéma départemental du tourisme pour 2,00 M€ /an ;
- 4,50M€ pour les hébergements touristiques marchands entre 2023 et 2027 (4 M€ dans l'ancienne PPI) dont les objectifs seront de répondre de manière plus incitative aux besoins des centres de vacances, des refuges, les études clientèle montrant l'importance de l'hébergement dans le choix de la destination ;
- 0,97 M€ pour le volet tourisme du contrat Grand Chambéry, comprenant une participation au Syndicat Mixte des stations des Bauges ;
- 0,83 M€ pour le projet de territoire touristique Chautagne qui s'étaleraient entre 2023/2025.

## Aménagement du territoire

**Objectifs politiques et stratégiques :**

1. Contribuer au développement et à la structuration des territoires

1.1. Contribuer à répondre sur les territoires aux besoins des populations et des collectivités en matière d'équipements publics communaux ou de projets structurants de territoires.

1.2. Favoriser le développement équilibré des territoires d'exception

2. Garantir un développement raisonné de la plate-forme aéroportuaire

2.1. Maintenir le niveau de service atteint par la plate-forme aéroportuaire

| En M€  | BP<br>2022+BS<br>2022 | Voté 2022    | Budget<br>2023 | Budget<br>2024 | Budget<br>2025 | Budget<br>2026 | Budget<br>2027 |
|--|-----------------------|--------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| <b>Fonctionnement</b>                              |                       |              |                |                |                |                |                |
| CTS 3G   | 2,16                  | 2,82         | -              | -              | -              | -              | -              |
| CONTRATS<br>DEPARTEMENTAUX                         | 1,07                  | 0,05         | 2,28           | 2,28           | 2,28           | 2,28           | 2,28           |
| ARE  | 1,00                  | 1,09         | 1,00           | 1,00           | 1,00           | 1,00           | 1,00           |
| AGATE  | 1,73                  | 1,73         | 1,60           | 1,60           | 1,50           | 1,50           | 1,50           |
| CAUE   | 0,65                  | 0,68         | 0,60           | 0,60           | 0,60           | 0,60           | 0,60           |
| Autres   | 1,14                  | 1,35         | 1,06           | 1,08           | 1,09           | 1,09           | 1,09           |
| Aéroport   | 0,90                  | 0,09         | 1,73           | 2,28           | 2,00           | 0,27           | 0,27           |
| <b>Total</b>                                       | <b>8,65</b>           | <b>7,81</b>  | <b>8,27</b>    | <b>8,84</b>    | <b>8,47</b>    | <b>6,74</b>    | <b>6,74</b>    |
| <b>Investissement</b>                              |                       |              |                |                |                |                |                |
| CTS 3G   | 4,81                  | 7,29         | 0,30           | 0,00           | 0,00           | 0,00           | 0,00           |
| Contrats départementaux                            | 3,10                  | 0,96         | 5,32           | 5,32           | 5,32           | 5,32           | 5,32           |
| FDEC   | 6,00                  | 12,52        | 6,00           | 6,00           | 6,00           | 6,00           | 6,00           |
| Budget Citoyen                                     | 1,00                  | 1,00         | 0,00           | 1,00           | 0,00           | 1,00           | 0,00           |
| Autres   | 0,15                  | 0,43         | 0,04           | 0,07           | 0,08           | 0,09           | 0,09           |
| Financement des nouveaux<br>espaces France Service | 0,15                  | 0,28         | 0,05           | 0,00           | 0,00           | 0,00           | 0,00           |
| Petites villes de demain                           | 0,25                  | 3,00         | 0,00           | 0,00           | 0,00           | 0,00           | 0,00           |
| Voie ferroviaire Ugitech                           | 0,68                  | 0,75         | 0,18           | 0,06           | 0,00           | 0,09           | 0,00           |
| Lyon Turin   | 0,50                  | 1,24         | 1,00           | 1,00           | 1,00           | 1,00           | 1,00           |
| Référentiel topographique à<br>grande échelle RTGE | 0,34                  | 0,34         | 0,34           | 0,34           | 0,34           | 0,34           | 0,34           |
| <b>Total</b>                                       | <b>16,98</b>          | <b>27,81</b> | <b>13,23</b>   | <b>13,79</b>   | <b>12,74</b>   | <b>13,84</b>   | <b>12,75</b>   |
| <b>Total Aménagement du<br/>territoire</b>         | <b>25,63</b>          | <b>35,62</b> | <b>21,50</b>   | <b>22,63</b>   | <b>21,21</b>   | <b>20,58</b>   | <b>19,49</b>   |

Les crédits de **fonctionnement** relevant de la politique Aménagement du territoire (8,27 M€ en 2023 à 6,74 M€ en 2027) comprendraient principalement :

- Les contrats territoriaux de Savoie de 3ème génération, pour lesquels aucun crédit ne serait prévu (fin de processus) ;
- Le montant de l'enveloppe dédiée aux Contrats Départementaux, qui s'élèverait à 2,28M€/an ;
- AGATE bénéficierait d'un soutien complémentaire du Département avec une subvention portée à 1,6 M€ pour 2023 et 2024 (contre 1,5M€ /an dans l'ancienne PPF), qui serait ensuite stabilisée à 1,5 M€ comme prévu initialement ;
- Le FDAL : le montant du fonds serait fixé à 0,68 M€ ;
- Le CAUE : 0,60 M€/an (à l'identique de la PPF 2022) ;
- Le co-financement à 50/50 de l'antenne Savoie de Auvergne Rhône Alpes Entreprises avec 1 M€/an ;

Les dépenses résiduelles relatives au Très haut débit figurent désormais à la politique aménagement du territoire pour un montant 0,07 M€ en 2023 puis 0,06 M€ les années suivantes en section de fonctionnement.

Afin de se conformer aux instructions comptables, la subvention du budget Aéroport qui était inscrite en section d'investissement figure désormais à la section de fonctionnement pour un montant fluctuant entre 0,27M€ en 2026 et 2027 et un maximum de 2,28M€ en 2024 en fonction de la programmation des travaux.

Les 66,35 M€ prévus **pour le budget d'investissement** (annexe 1) comprendraient principalement :

- Les crédits d'investissement des Contrats Territoriaux pour 5,32 M€/an ;
- 0,30M€ (fin d'enveloppe) affectés au CTS 3G pour 2023 ;
- Le montant annuel de l'enveloppe relative au FDEC serait maintenue à 6 M€ compte tenu des exigences de l'Etat de voir la part dotation de base s'accroître chaque année ;
- La reconduction des 1,00 M€, tous les deux ans, destinés au budget citoyen ;
- Le Référentiel Très Grande Échelle serait inscrit à hauteur de 1,68M€ (1,34M€ dans l'ancienne PPI). La réforme des déclarations de travaux et des déclarations d'intention de commencement de travaux a pour objectif de réduire le nombre et la gravité des accidents susceptibles de se produire lors de la réalisation de travaux à proximité de réseaux. Cette réforme implique la mise à jour et la diffusion d'un fond de plan au standard Plan de Corps de rue Simplifié (PCRS), qui est à la charge des collectivités territoriales tenues de le mettre à disposition des exploitants de réseaux au plus tard au 1er janvier 2026. Dans un souci de cohérence du PCRS sur le territoire savoyard, le Département s'est déclaré Autorité Publique Locale Compétente (APLC) pour mettre en place le PCRS image et ouvre ainsi une enveloppe budgétaire pour la réalisation de cette opération. L'intégration des agglomérations et des intercommunalités savoyardes dans le projet s'effectuera sous la forme de conventions bilatérales qui viendront préciser les conditions financières de mutualisation ;
- 0,34 M€ sur la période pour la voie ferrée Ugitech ;
- 1 M€/an pour le Lyon Turin ;
- Le soutien aux nouveaux espaces France Service bénéficierait de 0,05 M€ en 2023.

### 3/ Les moyens

## **Moyens, ressources humaines et politique financière**

### **Politique Moyens**

#### **Objectifs politiques et stratégiques :**

1. Renforcer l'efficacité et l'efficience de l'action départementale
  - 1.1. Optimiser l'exécution et la qualité de prévision du budget départemental
  - 1.2. Disposer de comptes certifiés sans réserve d'ici 2028
  - 1.3. Permettre une mise en œuvre juridiquement sécurisée de l'action départementale
  - 1.4. Renforcer la performance économique, sociale et environnementale de l'achat départemental
  - 1.5. Renforcer la performance des politiques départementales et de l'activité des services
  - 1.6. Adapter la gestion du patrimoine bâti aux exigences réglementaires et aux contraintes budgétaires
  - 1.7. Optimiser l'adéquation entre les besoins et les moyens techniques ou informatiques fournis
  - 1.8. Garantir la sécurité technique et juridique du système d'information du Département
  - 1.9. Offrir aux usagers les services du Département selon les modalités souhaitées
  - 1.10. Evaluer l'empreinte carbone numérique de la collectivité et contribuer à sa réduction

### **Politique Ressources humaines**

#### **Objectifs politiques et stratégiques :**

1. Contribuer au maintien d'un service public de qualité dans un contexte en évolution
  - 1.1. Adapter la politique RH aux nouvelles contraintes financières et juridiques
  - 1.2. Adapter les moyens humains à l'évolution des politiques départementales
  - 1.3. Favoriser la recherche de solutions nouvelles pour retrouver de nouvelles manœuvres
2. Concilier enjeux de la collectivité et approche humaine de sa GRH
  - 2.1. Maintenir une politique volontariste en faveur des agents
  - 2.2. Favoriser la cohésion des collectifs de travail

### **Politique financière**

#### **Objectifs politiques et stratégiques :**

1. Préserver et consolider durablement les équilibres budgétaires et financiers du Département
  - 1.1. Assurer un financement structurellement équilibré de l'action départementale
  - 1.2. Garantir au Département une capacité budgétaire d'initiative et d'investissement
  - 1.3. Garantir au Département une structure financière saine et une forte solvabilité

1.4. Maîtriser et contenir les risques attachés à l'endettement

1.5. Maîtriser et contenir les risques attachés aux engagements financiers externes

| En M€  | BP<br>2022+BS<br>2022 | Voté 2022     | Budget 2023   | Budget<br>2024 | Budget<br>2025 | Budget<br>2026 | Budget<br>2027 |
|--|-----------------------|---------------|---------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| <b>Fonctionnement</b>  |                       |               |               |                |                |                |                |
| <b>Ressources humaines</b>                                       | <b>101,66</b>         | <b>103,41</b> | <b>105,96</b> | <b>106,64</b>  | <b>107,56</b>  | <b>109,56</b>  | <b>111,76</b>  |
| Masse salariale  | 100,73                | 102,13        | 104,98        | 105,64         | 106,56         | 108,54         | 110,72         |
| Formation  | 0,93                  | 1,28          | 0,98          | 1,00           | 1,00           | 1,02           | 1,04           |
| <b>Fonctionnement Bâtiments</b>                                  | <b>4,37</b>           | <b>5,00</b>   | <b>5,13</b>   | <b>6,66</b>    | <b>6,71</b>    | <b>6,73</b>    | <b>6,75</b>    |
| Loyers bâtiments et matériels                                    | 1,12                  | 1,20          | 1,21          | 1,23           | 1,09           | 1,11           | 1,14           |
| Véhicules  | 6,25                  | 6,26          | 6,25          | 5,55           | 5,63           | 5,77           | 6,48           |
| Autres dépenses d'administration générale                        | 5,18                  | 5,72          | 4,89          | 4,87           | 4,90           | 4,93           | 4,65           |
| Equilibre SPL INES   | 1,33                  | 1,33          | 1,35          | 1,38           | 1,41           | 1,43           | 1,46           |
| Informatique   | 2,83                  | 3,31          | 3,11          | 3,03           | 3,28           | 2,97           | 2,95           |
| Communication protocole  | 0,68                  | 0,74          | 0,64          | 0,64           | 0,64           | 0,64           | 0,64           |
| Elus   | 2,19                  | 2,19          | 2,19          | 2,21           | 2,23           | 2,25           | 2,27           |
| Fonds DMTO et CVAE   | 21,05                 | 17,68         | 17,55         | 17,10          | 17,10          | 17,10          | 17,10          |
| Autres dépenses politique financière hors dette                  | 9,51                  | 41,26         | 2,19          | 2,19           | 2,19           | 2,19           | 2,19           |
| <b>Total</b>   | <b>156,17</b>         | <b>188,10</b> | <b>150,47</b> | <b>151,50</b>  | <b>152,74</b>  | <b>154,68</b>  | <b>157,39</b>  |
| <b>Investissement</b>  |                       |               |               |                |                |                |                |
| Ressources humaines  | 0,09                  | 0,10          | 0,09          | 0,09           | 0,09           | 0,09           | 0,09           |
| Bâtiments  | 14,93                 | 17,48         | 12,94         | 12,69          | 9,41           | 11,02          | 8,82           |
| Véhicules  | 4,80                  | 7,41          | 4,78          | 4,78           | 4,78           | 4,78           | 4,78           |
| Autres dépenses d'administration générale                        | 0,79                  | 1,03          | 0,57          | 0,56           | 0,55           | 0,56           | 0,54           |
| Informatique   | 1,61                  | 2,82          | 1,22          | 1,72           | 2,06           | 1,15           | 2,37           |
| Communication protocole  | 0,14                  | 0,18          | 0,11          | 0,11           | 0,11           | 0,11           | 0,11           |
| Elus   | 0,02                  | 0,02          | 0,02          | 0,02           | 0,05           | 0,02           | 0,02           |
| Autres dépenses politique financière hors dette                  | 14,66                 | 16,14         | 4,53          | 4,53           | 4,53           | 4,53           | 4,53           |
| <b>Total</b>   | <b>37,04</b>          | <b>45,18</b>  | <b>24,26</b>  | <b>24,50</b>   | <b>21,58</b>   | <b>22,26</b>   | <b>21,26</b>   |
| <b>Total Moyens, ressources humaines et politique financière</b> | <b>193,21</b>         | <b>233,28</b> | <b>174,73</b> | <b>176,00</b>  | <b>174,32</b>  | <b>176,94</b>  | <b>178,65</b>  |

Les dépenses de fonctionnement affectées à la politique ressources Humaines<sup>80</sup> évolueraient de 1,34 % en moyenne par an entre 2023 et 2027.

<sup>80</sup> Voir les développements spécifiques aux ressources humaines, figurant en annexe n°3.

Cette augmentation s'explique par :

- + 2,5M€ /an au titre de l'augmentation du point indice de 3,5%. Les estimations de cette PPF ne prévoient pas de revalorisation nouvelle du point d'indice sur la période 2023 à 2027 ;
- +4,1 M€ sur l'ensemble de la période pour l'avancement du nouveau palier du RIFSEEP à juillet 2022.
- +1,17 M€/an relatifs aux impacts des mesures des accords du SEGUR ;
- +1,96 M€ revalorisation des grilles de catégorie C + relèvement du minimum de traitement ;
- +2 M€ pour le SPIE (service public de l'insertion et de l'emploi) sur l'ensemble de la période (transfert pôle social).

**Les crédits de fonctionnement afférents aux bâtiments** enregistreraient des évolutions différentes selon les secteurs.

Le fonctionnement des bâtiments départementaux se stabiliserait entre 5,13M€ et 6,75M€ entre 2023 et 2027 (3,83 M€ et 3,86 M€ entre 2023 et 2026 dans l'ancienne PPF), soit une progression moyenne annuelle de 7,10 % (0.52% dans la PPF 2022). Ces augmentations s'expliquent par l'intégration des hausses pour l'électricité de + 3% pour 2023 par rapport à la consommation 2022 puis par une multiplication par 3 au cours des exercices suivants. Les crédits relatifs au chauffage seraient majorés de +10 % en 2023 et ceux du gaz combustible multipliés par 3 en 2023, puis 2,5 les autres années. Le surcoût par rapport à la PPF 2022 serait de 1,03M€ pour 2023 puis d'environ 2,50M€/an au cours des exercices suivants.

L'entretien des véhicules évoluerait de 6,25M€ en 2023 à 6,48M€ en 2027. Les postes « carburant et autoroutes » et « pièces détachées, lubrifiant et consommables et petits outillage » seraient réévalués de 1,1M€ par an afin de tenir compte des tensions inflationnistes actuelles, montant reconduit jusqu'en 2025.

Les autres dépenses d'administration générale oscilleraient entre 4,89 M€ en 2023 et 4,65 M€ en 2027, comprenant diverses dépenses comme l'habillement des agents, l'affranchissement...

La PPF du budget annexe « Locations Immobilières » prévoit principalement des dépenses de locations. La subvention d'équilibre de la section de fonctionnement, versée par le budget principal s'élèverait à 1,35 M€ en 2023 et 1,46 M€ en 2027.

Les dépenses de fonctionnement informatique (3,11M€ en 2023 et 2,95 M€ en 2027) seraient également en hausse du fait de la maintenance (abonnement visio-conférence marché CSU et téléservices support).

Les enveloppes prévues pour le secteur « élus » resteraient stables, avec une évolution annuelle moyenne de 0,90 %, soit un volume budgétaire pour la section de fonctionnement oscillant entre 2,19 M€ en 2023 et 2,27 M€ en 2027.

La politique financière hors dette comprendrait principalement en fonctionnement :

- Le prélèvement au titre du fonds de péréquation des DMTO de 17,55M€, en 2023 puis 17,10M€ les exercices suivants. Cette estimation prend en compte la tendance à la

baisse du prélèvement DMTO du Département de la Savoie constatée en 2022, compte tenu de sa progression inférieure à la moyenne nationale (-4,5 M€ par rapport à la PPF 2022) ;

- Les dépenses imprévues ajustées à 1 M€/an (0,3 M€ /an dans la PPF 2022), compte tenu de leurs sollicitations soutenues depuis deux exercices ;

**Les dépenses d'investissement des politiques moyens, ressources humaines et finances** représenteraient sur la période 113,86 M€.

Avec 54,88 M€, les crédits affectés aux bâtiments seraient réévalués de 15% pour les opérations dont les marchés n'ont pas encore été lancés, afin d'intégrer les tensions inflationnistes.

Les opérations suivantes sont prévues :

|   | <b>2023</b> | <b>2024</b> | <b>2025</b> | <b>2026</b> | <b>2027</b> | <b>Total sur la période</b> |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-----------------------------|
| Grosses réparations patrimoine administration                           | 0,46        | 0,46        | 0,46        | 0,46        | 0,46        | 2,30                        |
| Châlet Edelweiss St François Longchamp                                  | 0,72        | 0,64        | 0,02        | 0,02        | 0,02        | 1,42                        |
| Locaux rue Sainte Rose et maison des sports                             | 0,07        | 1,28        | 1,27        | 0,29        | 0,00        | 2,90                        |
| TDL Provision maintenance investissement bâtiments TDL                  | 0,35        | 0,35        | 0,35        | 0,35        | 0,35        | 1,73                        |
| Regroupements de services   | 1,00        | 1,00        | 1,00        | 1,00        | 1,00        | 5,00                        |
| Restructuration site de Yenne   | 1,90        | 0,49        | 0,00        | 0,00        | 0,00        | 2,39                        |
| Travaux CE Saint Etienne de cuines suite incendie                       | 2,27        | 1,50        | 0,11        | 0,00        | 0,00        | 3,88                        |
| Acquisitions immobilières   | 1,79        | 0,20        | 0,10        | 0,00        | 0,00        | 2,09                        |
| Remplacement chaudières fuel  | 0,31        | 0,31        | 0,30        | 0,00        | 0,00        | 0,92                        |
| Centrales ENR   | 0,85        | 0,85        | 0,85        | 0,85        | 0,00        | 3,40                        |
| Centre routier de Challes les Eaux et plateforme                        | 0,64        | 0,30        | 0,00        | 0,00        | 0,00        | 0,94                        |
| Réaménagement et regroupement centre routier et centre social de Modane | 0,00        | 0,03        | 0,58        | 0,35        | 0,00        | 0,95                        |
| Réhabilitation du centre routier Les Arcs 1850                          | 0,00        | 0,03        | 0,12        | 0,98        | 0,98        | 2,10                        |
| Réhabilitation du centre routier Saint Christophe                       | 0,06        | 0,92        | 0,23        | 0,00        | 0,00        | 1,21                        |
| Réaménagement du site SMMR/CRD de St Jean de Maurienne                  | 0,05        | 0,02        | 0,10        | 0,80        | 0,03        | 1,00                        |

Les acquisitions et équipements de véhicules bénéficieraient d'une enveloppe de 23,90 M€ sur la période. Cette enveloppe serait destinée à faire évoluer la flotte actuelle vers un parc propre.

**Les crédits d'équipement informatique** s'élèveraient à 8,52M€ sur la période. Les années 2024, 2025 et 2027 enregistreraient des pics de dépenses oscillant entre 1,72 M€ à 2,37 M€ afin de financer : le renouvellement de PC non compatibles Windows11 et d'infrastructures (serveurs et sauvegarde essentiellement en 2023, 2025 et 2026 soit 0,5M€), les acquisitions de licences Microsoft Office en 2025 (0,45M€), le renouvellement des copieurs en 2027.

**Au titre de la politique financière**, serait prévue une enveloppe constante sur la période 2023/2027, de 4,53 M€, constituée principalement des crédits destinés aux dépenses exceptionnelles.

La mise en œuvre de ces orientations nécessiterait une stratégie financière adaptée.

## **B/ Des capacités financières et d'endettement mobilisées en faveur de l'investissement**

Le renforcement de la structure financière du Département et la réduction de son encours de dette ont été rendus possibles, ces dernières années, par la mise en œuvre d'une stratégie de maîtrise des dépenses de fonctionnement et un rendement élevé de la fiscalité. Ces améliorations lui ont permis, en 2020, d'absorber les tensions induites par la crise sanitaire, économique et sociale sur l'évolution de certaines de ses ressources fiscales ou de ses dépenses, d'engager dès le printemps 2020 puis en 2021 un plan d'action destiné à accompagner les plus démunis et à soutenir l'activité économique et, en 2022, de poursuivre une politique d'investissement offensive.

**Fort d'une structure financière solide, le Département dispose des moyens pour mener son action solidaire, investir en matière d'éducation et de voirie, accompagner les projets d'équipement locaux et mettre en œuvre, au cours des prochaines années, des actions en faveur de la transition écologique. Il doit toutefois intégrer dans la définition de sa stratégie financière les conséquences des tensions inflationnistes pesant sur l'énergie, le coût des matières premières et, plus largement, celui des investissements à réaliser.**

### 1/ Une structure financière solide assise sur la maîtrise des charges et une forte capacité d'endettement

La capacité d'autofinancement du Département, qui avait connu des tensions parfois sensibles entre 2009 et 2016, tenant à la rigidification des recettes de fonctionnement et à la progression des dépenses, en matière d'action sociale ou de services d'incendie et de secours, notamment, s'est significativement améliorée en 2017, 2018 et en 2019, à la faveur des efforts de maîtrise des charges accomplis les années précédentes et du rendement exceptionnel, singulièrement en 2018 et en 2019, des droits de mutation à titre onéreux.

En 2020, le ralentissement brutal de l'activité économique provoqué par la crise sanitaire a pesé sur le rendement des ressources fiscales du Département et induit des dépenses supplémentaires notamment destinées à préserver la cohésion sociale ou à éviter une trop forte baisse d'activité en Savoie. La capacité d'autofinancement du Département a donc chuté en 2020 (-16,79%) mais s'est de nouveau accrue, de 7,73%, en 2021, du fait d'une progression

de plus de 4,00% des recettes de fonctionnement, rendue possible par le rendement exceptionnel du produit de droits de mutation (+ 19,29%) tandis que l'augmentation des dépenses de fonctionnement a pu être contenue à 3,07%.

L'année 2022 pourrait être marquée par une augmentation de l'ordre de 8 % de l'épargne brute, à la faveur d'une évolution plus rapide des recettes (4,82%) que des dépenses de fonctionnement (3,82%). Celles-ci évolueraient principalement sous l'effet d'une progression de 3,83% des dépenses en matière d'action sociale (en particulier au titre de l'enfance et du handicap), de la contribution au SDIS (6,7%) et des dépenses de personnel (près de 4 %) sous l'effet des revalorisations salariales ou des charges d'entretien et de gestion des bâtiments, sous l'effet, notamment, de la hausse des prix (de l'ordre de 10%).

L'évolution prévisionnelle des recettes et des dépenses du Département, issues des orientations présentées au A de la deuxième partie du rapport et constitutive du scénario central de la prospective financière présentée, serait la suivante.

a/ Les recettes de fonctionnement

Les **recettes courantes** pourraient ainsi évoluer de la manière suivante :

|   | CA 2021 | CA 2022<br>prévision-<br>nel | CA 2023<br>prévision-<br>nel | CA 2024<br>prévision-<br>nel | CA 2025<br>prévision-<br>nel | CA 2026<br>prévision-<br>nel | CA 2027<br>prévision-<br>nel |
|---|---------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| <b>TVA</b>  | 96,77   | 106,10<br>+9,64%             | 143,90<br>+35,63<br>%        | 148,30<br>+ 3,06%            | 152,80<br>+ 3,03%            | 157,40<br>+ 3,01%            | 162,00<br>+ 2,92%            |
| <b>Contribution<br/>sur la valeur<br/>ajoutée<sup>81</sup></b>              | 33,72   | 31,55<br>-6,43%              |                              |                              |                              |                              |                              |
| <b>Imposition<br/>forfaitaire sur<br/>les<br/>entreprises de<br/>réseau</b> | 7,84    | 7,80<br>-0,05%               | 8,10<br>+ 3,83%              | 8,22<br>+ 1,48%              | 8,34<br>+ 1,46%              | 8,47<br>+1,56%               | 8,60<br>+ 1,54%              |
| <b>Droits de<br/>mutation</b>   | 160,61  | 165,00<br>+ 2,73%            | 125,00<br>-24,24%            | 115,00<br>-8,00%             | 115,00<br>+ 0,00%            | 115,00<br>+ 0,00%            | 115,00<br>+ 0,00%            |
| <b>Taxe<br/>sur les<br/>conventions<br/>d'assurance</b>                     | 79,48   | 81,08<br>+ 2,01%             | 83,50<br>+ 2,98%             | 85,58<br>+2,49%              | 87,73<br>+<br>2,51%          | 89,92<br>+ 2,50%             | 92,17<br>+ 2,50%             |
| <b>Taxe intérieure<br/>sur les produits<br/>pétroliers</b>                  | 23,65   | 23,67<br>+ 0,08%             | 23,77<br>+ 0,42%             | 23,81<br>+0,17%              | 23,85<br>+ 0,17%             | 23,88<br>+ 0,13%             | 23,92<br>+ 0,17%             |
| <b>Autres taxes</b>   | 19,50   | 29,63<br>+<br>51,95%         | 30,13<br>1,69%               | 31,06<br>+ 3,09%             | 31,82<br>+ 2,45%             | 32,60<br>+ 2,45%             | 33,36<br>+ 2,33%             |
| <b>Dotation<br/>globale<br/>de<br/>fonctionnement</b>                       | 41,53   | 41,35<br>-0,43%              | 41,11<br>-0,58%              | 40,88<br>-0,56%              | 40,65<br>-0,56%              | 40,42<br>-0,56%              | 40,20<br>-0,54%              |

<sup>81</sup> L'assiette de la CVAE d'une année n est calculée à partir des données de l'année n-2 et prend en compte des correctifs de produit positifs ou négatifs. Son évolution est donc incertaine.

|  |               |                                 |                                |                                |                                 |                                 |                                 |
|--|---------------|---------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|
| <b>Dotation générale de décentralisation</b>         | 1,67          | 1,67<br>0,00%                   | 1,67<br>0,00%                  | 1,67<br>0,00%                  | 1,67<br>0,00%                   | 1,67<br>0,00%                   | 1,67<br>0,00%                   |
| <b>Fonds de compensation - frais de gestion TFPB</b> | 5,45          | 5,52<br>+ 1,28%                 | 5,40<br>-2,11%                 | 5,40<br>0,00%                  | 5,40<br>0,00%                   | 5,40<br>0,00%                   | 5,40<br>0,00%                   |
| <b>FCTVA fonctionnement</b>                          | 0,51          | 0,62<br>0,22%                   | 0,60<br>-2,83%                 | 0,60<br>0,00%                  | 0,60<br>0,00%                   | 0,60<br>0,00%                   | 0,60<br>0,00%                   |
| <b>Dotations de compensation fiscale</b>             | 23,06         | 23,00<br>-1,96%                 | 22,87<br>-0,56%                | 22,75<br>-0,52%                | 22,63<br>-0,53%                 | 22,52<br>-0,49%                 | 22,43<br>-0,40%                 |
| <b>Autres recettes de fonctionnement</b>             | 57,67         | 62,75<br>+ 8,81%                | 61,70<br>-1,67%                | 61,47<br>-0,37%                | 62,26<br>+ 1,29%                | 63,07<br>+ 1,30%                | 64,23<br>+ 1,84%                |
| <b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>  | <b>551,46</b> | <b>578,05</b><br><b>+ 4,82%</b> | <b>546,07</b><br><b>-5,53%</b> | <b>543,06</b><br><b>-0,55%</b> | <b>551,07</b><br><b>+ 1,48%</b> | <b>559,27</b><br><b>+ 1,49%</b> | <b>567,90</b><br><b>+ 1,54%</b> |

**L'année 2020 a constitué une année atypique, nombre de recettes ayant connu une diminution du fait des effets économiques de la crise sanitaire.**

Le produit des droits de mutation a ainsi chuté de 6%, demeurant toutefois à plus de 134 M€, la taxe sur la consommation de produits énergétiques de 5,91%, la taxe sur les conventions d'assurance de 0,80%, la taxe d'aménagement de 19,07%, la taxe sur les remontées mécaniques de 17,19% et la taxe sur l'électricité de 2,08%... évolutions représentant une perte de recettes de près de 15 M€.

Dans le même temps, le produit de CVAE, assis sur l'activité des années précédentes, a progressé de près de 6%, l'IFER de 5,37% et la taxe foncière sur les propriétés bâties de 2,29%.

**La diminution des recettes de fonctionnement, toutes lignes confondues, s'est élevée à 1,68% ou 9,08 M€ en 2020.**

L'année 2021 a, pour sa part, été principalement caractérisée par la progression importante, de près de 20% du produit des droits de mutation à titre onéreux (19,29%) et de la taxe d'aménagement (18,43%) mais aussi par l'absence (ou presque) d'encaissement au titre de la taxe sur les remontées mécaniques (soit 7,7 M€ de moins qu'en 2020), la diminution d'un tiers du produit de la taxe additionnelle à la taxe de séjour (soit -0,70 M€ par rapport à 2020) et une réduction de 4,51% du produit de la CVAE (soit -1,6 M€).

Les recettes courantes pourraient, en 2022, s'accroître de 4,82% sous l'effet d'une nouvelle progression du produit des droits de mutation (2,73%), de la perception, de nouveau, du produit de la taxe sur les remontées mécaniques (9,50 M€) mais aussi du rendement élevé attendu de TVA (106,10 M€), en progression de près de 10% par rapport son montant de 2021. En revanche, le produit de la CVAE diminuerait de plus de 6% (effet décalé de la crise économique sur son assiette).

Le produit de droits de mutation à titre onéreux retenu dans la prospective dite au « fil de l'eau » sous-tendant ces orientations serait de 125 M€ en 2023, en baisse de 40 M€ par rapport à celui attendu pour 2022, puis de 115 M€ à partir de 2024. Des analyses de sensibilité complémentaires permettent, ci-après, de mesurer les effets d'une évolution plus favorable (ou moins favorable) de cette recette au cours de la période 2023-2027.

Le rendement des recettes du Département continuera, par ailleurs, d'être sensiblement atténué par les effets des dispositifs de péréquation horizontale au titre des droits de mutation ainsi qu'au titre de la CVAE, dispositifs auxquels a été intégré en 2019 un prélèvement opéré au titre d'un nouveau fonds interdépartemental de péréquation créé par la loi de finances pour 2019. Les prélèvements au titre des droits de mutation ont été fusionnés en 2020.

| En M€               | 2011        | 2012         | 2013         | 2014         | 2015         | 2016         | 2017         | 2018         | 2019         | 2020          | 2021          | 2022          | 2023          | 2024          |
|---------------------|-------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Péréquation CVAE    |             |              | 0,53         | 0,00         | 0,66         | 0,79         | 0,11         | 0,03         | 0,85         | 0,59          | 0,81          | 0,05          |               |               |
| Péréquation DMTO    | 4,65        | 7,61         | 2,97         | 8,78         | 9,68         | 10,35        | 10,88        | 13,16        | 16,30        | 18,61         | 19,00         | 17,63         | 21,45         | 16,25         |
| Reversement au CD   |             |              |              | 0,55         | 0,48         | 0,35         | 0,33         | 0,38         | 0,44         | 0,50          | 0,44          | 0,45          | 0,40          | 0,40          |
| <b>Total</b>        | <b>4,65</b> | <b>7,61</b>  | <b>3,50</b>  | <b>8,23</b>  | <b>9,86</b>  | <b>10,79</b> | <b>10,66</b> | <b>12,81</b> | <b>16,71</b> | <b>18,70</b>  | <b>19,37</b>  | <b>17,23</b>  | <b>21,05</b>  | <b>15,85</b>  |
| <b>Total cumulé</b> | <b>4,65</b> | <b>12,26</b> | <b>15,76</b> | <b>23,99</b> | <b>33,85</b> | <b>44,64</b> | <b>55,30</b> | <b>68,11</b> | <b>84,82</b> | <b>103,52</b> | <b>122,89</b> | <b>140,12</b> | <b>161,17</b> | <b>177,02</b> |

A ces prélèvements, opérés dans le cadre de la péréquation, seraient à ajouter les réductions opérées au titre des dotations utilisées comme variables d'ajustement de l'enveloppe normée des concours de l'Etat.

Les recettes au titre des DMTO et de la CVAE nettes des prélèvements dont ils font l'objet (mais majorées du versement de solidarité sur les DMTO) deviennent alors les suivantes :

| En M€                     | 2011  | 2012  | 2013  | 2014  | 2015  | 2016  | 2017  | 2018   | 2019   | 2020   | 2021   | 2022   | 2023   | 2024  |
|---------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|-------|
| <b>Droits de mutation</b> | 77,90 | 66,85 | 70,22 | 72,49 | 77,05 | 80,67 | 99,09 | 103,49 | 127,37 | 116,53 | 142,05 | 147,82 | 103,95 | 99,15 |
| CVAE                      | 50,25 | 52,58 | 53,81 | 56,61 | 59,89 | 59,70 | 29,97 | 30,76  | 32,49  | 34,72  | 32,91  | 31,50  |        |       |

Enfin, les perspectives présentées ci-dessus n'intègrent aucune recette exceptionnelle et ponctuelle, telles que le produit de cessions d'éléments d'actif.

**L'évolution des recettes départementales dépendra donc étroitement, au cours des prochaines années, de l'évolution de l'activité économique et de l'engagement ou de l'absence d'engagement d'un mouvement de désinflation.**

#### b/ Les dépenses de fonctionnement

Les **dépenses de fonctionnement** issues des projections présentées au II/A hors frais financiers sous forme de budgets prévisionnels pourraient quant à elles évoluer, en comptes administratifs prévisionnels, de la manière suivante :

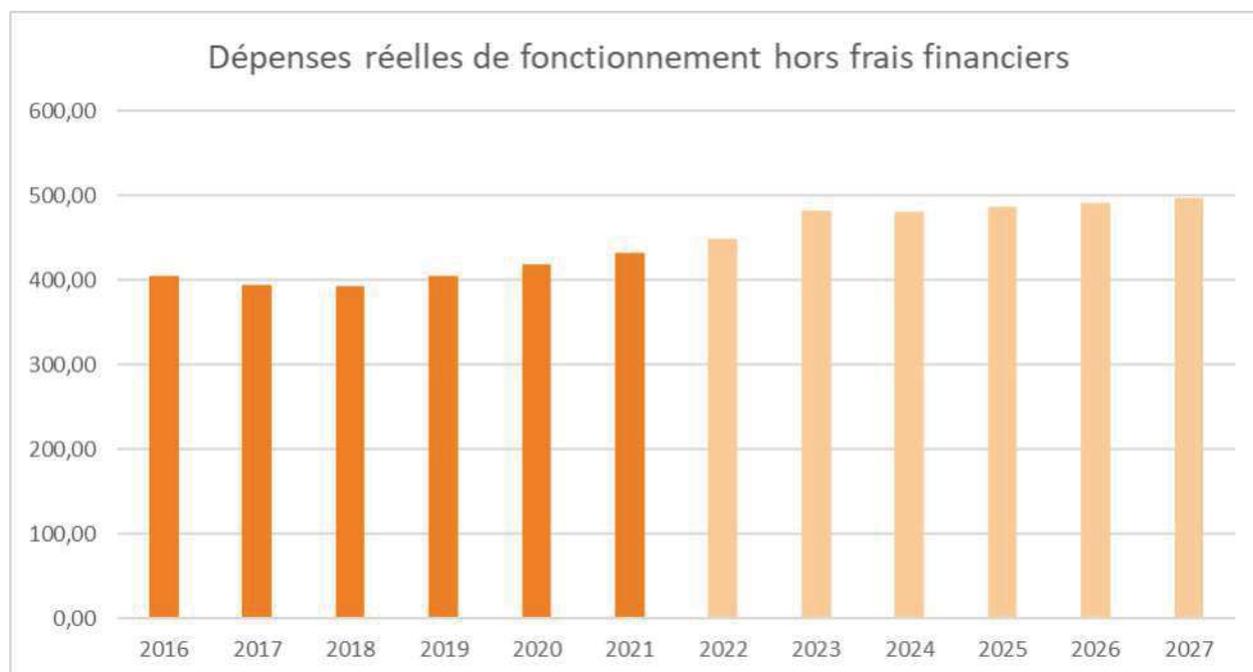
| En M€                                 | CA 2021       | CA 2022 prévisionnel            | CA 2023 prévisionnel          | CA 2024 prévisionnel           | CA 2025 prévisionnel            | CA 2026 prévisionnel            | CA 2027 prévisionnel            |
|---------------------------------------|---------------|---------------------------------|-------------------------------|--------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|
| <b>Dépenses hors frais financiers</b> | <b>431,86</b> | <b>448,55</b><br><b>+ 3,86%</b> | <b>481,59</b><br><b>7,37%</b> | <b>481,27</b><br><b>-0,07%</b> | <b>486,33</b><br><b>+ 1,05%</b> | <b>490,74</b><br><b>+ 0,91%</b> | <b>497,19</b><br><b>+ 1,31%</b> |

#### Important :

Les progressions de dépenses pour 2022, 2023 et 2024 sont issues d'estimations de consommation de crédits au vu des taux d'exécution observés les années précédentes et des

tendances en cours. Une plus forte réalisation budgétaire en 2022 conduirait à une moindre progression en 2023 et une évolution plus marquée en 2024.

Les projections figurant ci-dessus, exprimées en mouvements réels, n'intègrent pas, au contraire des présentations contenues dans les rapports d'orientations budgétaires précédant celui pour 2022, de flux au titre des dotations aux provisions pour risques et charges et aux titres des cessions d'actifs.



A noter :

1/ Les prévisions figurant ci-dessus tiennent compte d'hypothèses de taux de réalisation des crédits prévisionnels projetés en partie II/A et font l'objet de retraitements conduisant notamment à retrancher les dépenses présentant un caractère exceptionnel ponctuel faussant l'appréhension des dépenses structurelles courantes.

2/ Les dépenses relatives aux compétences transports scolaires et transports non urbains figurent dans les données fournies pour 2016 (année complète) et 2017 (année incomplète, les transports scolaires ayant été transférés au 1<sup>er</sup> septembre 2017 et les transports non urbains ayant fait l'objet d'un mandat de la Région au Département, non comptabilisé dans les comptes présentés). La suppression de la clause générale de compétence par la loi NOTRe du 7 août 2015 a également conduit à supprimer, dès 2017, des dépenses qui figuraient dans les charges constatées en 2016.

Les dépenses de fonctionnement pourraient donc continuer de progresser à un rythme important en 2023, avant de connaître des évolutions plus modérées.

Ce rythme d'évolution serait toutefois variable selon la nature des dépenses les constituant.

Les dépenses de fonctionnement comprennent en effet les dépenses de fonctionnement courant (moyens et ressources humaines), les dépenses fiscales et financières (frais financiers, prélèvements au titre des fonds de péréquation, etc..., qui dépendent pour partie de la

stratégie de financement et du niveau des dépenses d'investissement) et les dépenses d'intervention (action sociale, culture, etc...).

La projection des orientations budgétaires met à cet égard en évidence une augmentation prévisionnelle contenue des dépenses de fonctionnement courant et une progression plus sensible des dépenses d'intervention (qui, pour certaines d'entre elles, contribuent au fonctionnement et à l'action de partenaires du Département).

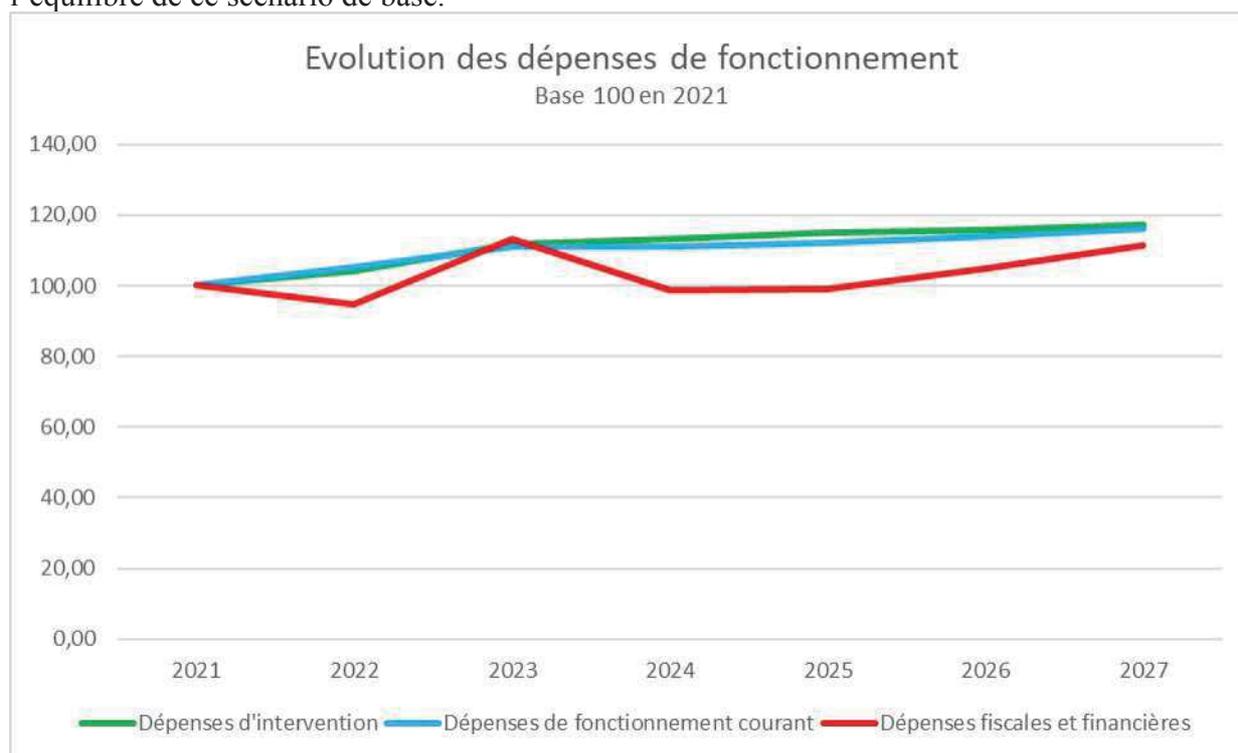
| En M€                              | 2021          | 2022          | 2023          | 2024          | 2025          | 2026          | 2027          |
|------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Dépenses d'intervention            | 294,23        | 305,99        | 328,47        | 333,45        | 338,58        | 340,99        | 344,77        |
|                                    |               | 4,00%         | 7,35%         | 1,52%         | 1,54%         | 0,71%         | 1,11%         |
| Dépenses de fonctionnement courant | 116,35        | 122,47        | 129,27        | 129,17        | 130,40        | 132,40        | 135,07        |
|                                    |               | 5,26%         | 5,55%         | -0,07%        | 0,95%         | 1,54%         | 2,02%         |
| Dépenses fiscales et financières   | 24,33         | 23,07         | 27,51         | 23,99         | 24,12         | 25,53         | 27,11         |
|                                    |               | -5,17%        | 19,25%        | -12,78%       | 0,52%         | 5,87%         | 6,19%         |
|                                    | <b>434,91</b> | <b>451,53</b> | <b>485,25</b> | <b>486,61</b> | <b>493,09</b> | <b>498,92</b> | <b>506,96</b> |
|                                    |               | 3,82%         | 7,47%         | 0,28%         | 1,33%         | 1,18%         | 1,61%         |

(\*) Contrairement aux données retenues pour le graphique ci-avant, le tableau intègre les frais financiers issus du scénario de base de la prospective dans le cadre des dépenses fiscales et financières.

L'évolution des dépenses d'intervention s'explique, pour l'essentiel, par les progressions prévisionnelles en matière d'action sociale, de services d'incendie et de secours et d'éducation (carte clé collègues).

Les dépenses de fonctionnement courant s'accroissent sensiblement en début de période, en raison de l'évolution des frais de personnel (effet « année pleine » de la revalorisation du point d'indice, etc...) ou de moyens (entretien, etc...).

L'augmentation rapide des dépenses fiscales et financières en 2023 s'explique par l'évolution prévisionnelle du prélèvement opéré au titre de la péréquation des droits de mutation et, en fin de période, par la progression des frais financiers du fait du recours à l'emprunt nécessaire à l'équilibre de ce scénario de base.



Les évolutions ainsi projetées impliqueront le maintien d'un effort de maîtrise des dépenses courantes, de surcroît dans un contexte d'accroissement des dépenses d'intervention. Ces projections tendent à montrer que le Département devrait s'inscrire dans la trajectoire prévue par le projet de loi de programmation des finances publiques pour 2023-2027, sauf en 2027 où l'augmentation estimée des charges tend à être plus rapide que l'inflation anticipée (de l'ordre de 4%). Une telle analyse reste toutefois délicate, en l'absence de précisions, à l'heure où sont rédigées ces orientations, sur le périmètre exact des dépenses de fonctionnement prises en compte (quels retraitements ?) et des incertitudes pesant sur l'évolution des estimations de réalisations. La construction des budgets futurs et leur exécution impliqueront une vigilance sur la progression des dépenses.

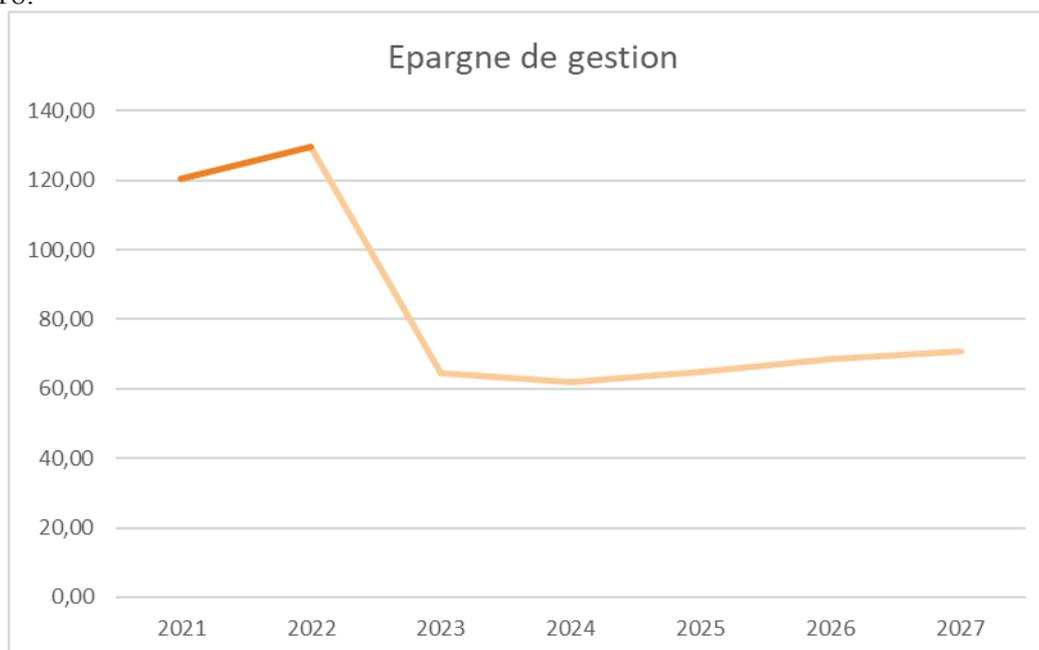
c/ L'autofinancement

L'autofinancement que le Département sera en mesure de dégager pourrait alors évoluer de la manière suivante :

| En M€                            | CA 2021 | CA 2022 prévisionnel | CA 2023 prévisionnel | CA 2024 prévisionnel | CA 2025 prévisionnel | CA 2026 prévisionnel | CA 2027 prévisionnel |
|----------------------------------|---------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| Epargne de gestion <sup>82</sup> | 120,27  | 129,50<br>7,68%      | 64,48<br>-50,21%     | 61,79<br>-4,17%      | 64,75<br>4,79%       | 68,53<br>+ 5,85%     | 70,71<br>+ 3,18%     |

La forte diminution qui pourrait être constatée en 2023 s'explique principalement par la progression des dépenses de fonctionnement d'intervention et de l'hypothèse retenue dans le scénario prospectif central au titre de l'évolution des droits de mutation à titre onéreux (165 M€ en 2022, 125 M€ en 2023 puis 115 M€).

L'épargne de gestion, qui est un indicateur du niveau de maîtrise des dépenses indépendant de la politique d'endettement, pourrait ainsi connaître une forte diminution au cours des prochaines années, en cas de retour à un produit de droits de mutation équivalent à celui perçu en 2018.



<sup>82</sup> L'épargne de gestion est égale à la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement hors frais financiers.

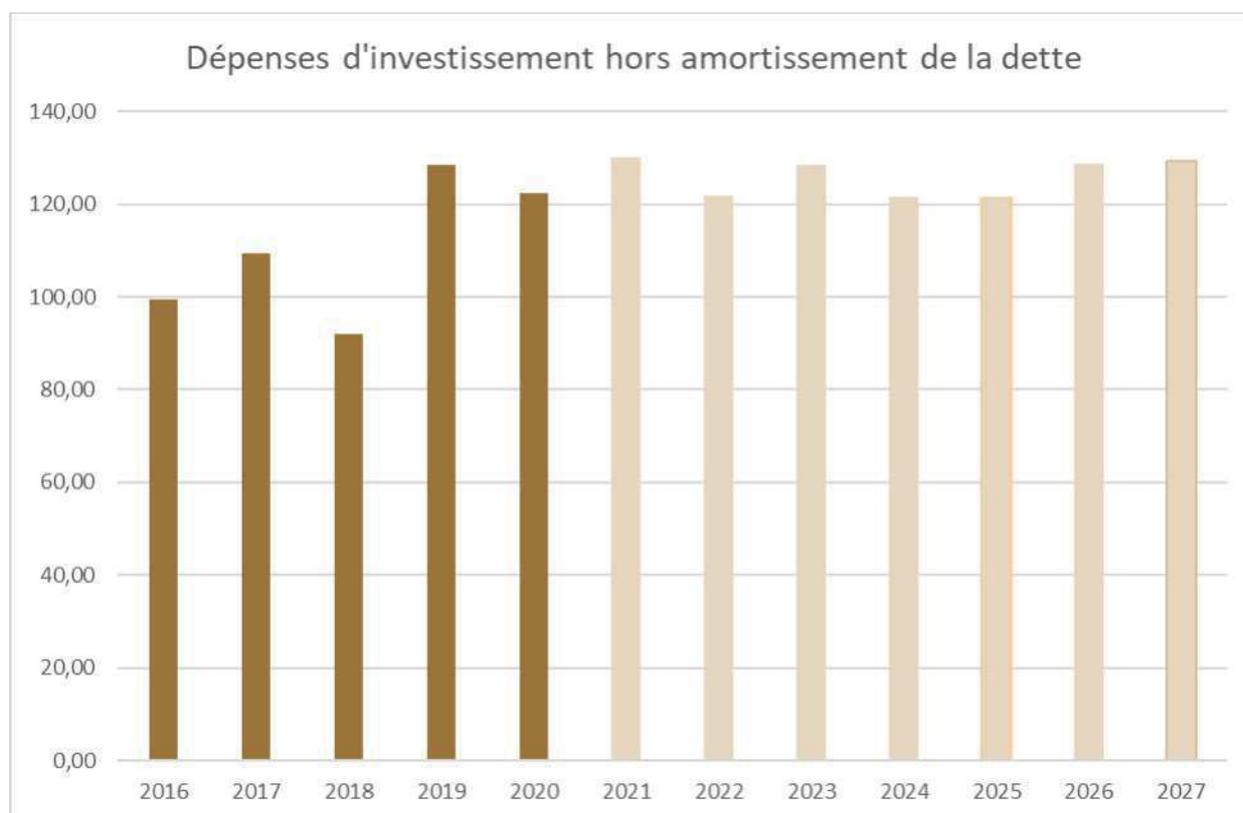
#### d/ Les dépenses d'investissement

Les **dépenses d'investissement** issues des projections présentées au II/A, qui ont vocation à constituer le plan pluriannuel d'investissement du Département pour la période 2023-2027, évolueraient, en comptes administratifs prévisionnels, de la manière suivante :

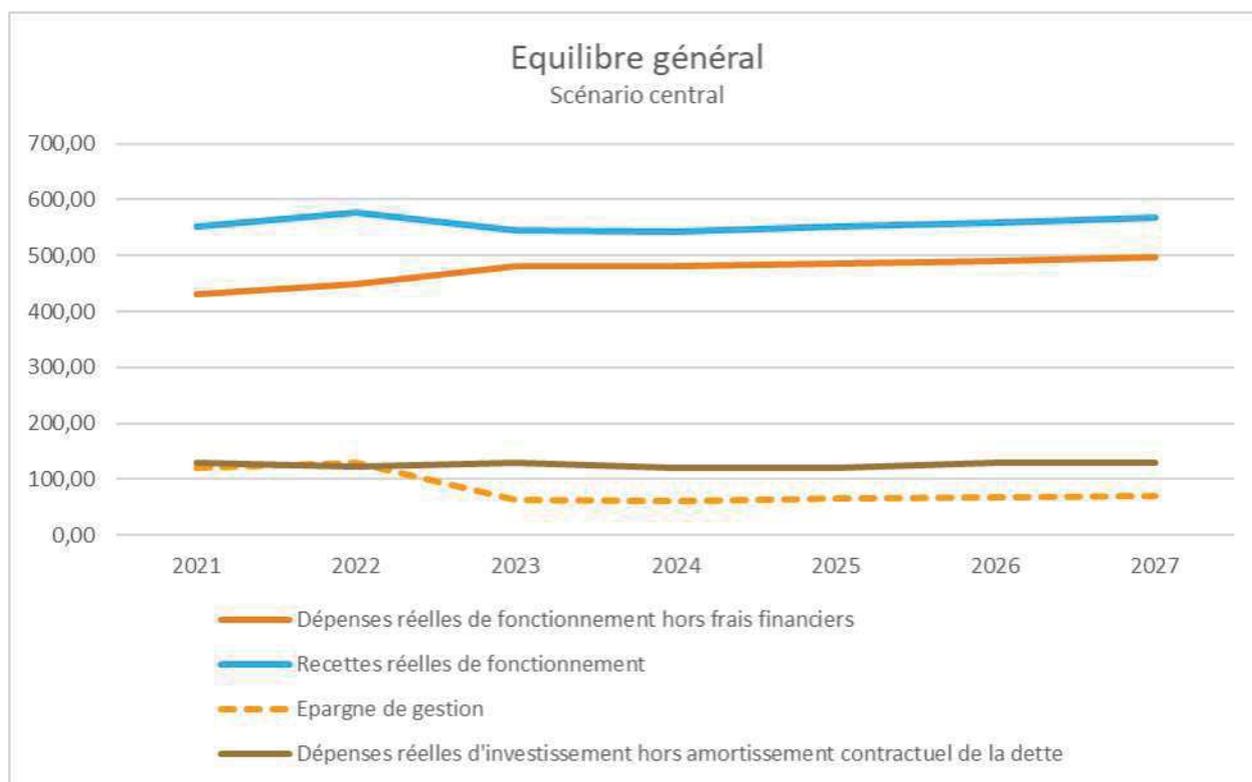
| En M€   | CA 2021 | CA 2022 prévisionnel | CA 2023 prévisionnel | CA 2024 prévisionnel | CA 2025 prévisionnel | CA 2026 prévisionnel | CA 2027 prévisionnel |
|---|---------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| <b>Dépenses d'investissement hors amortissement contractuel de la dette (*)</b> | 130,04  | 121,96<br>-6,21%     | 128,57<br>+ 5,42%    | 121,54<br>-5,47%     | 121,22<br>-0,26%     | 128,64<br>+ 6,12%    | 129,37<br>+ 0,57%    |

(\*) Les remboursements anticipés d'emprunt non refinancés sont intégrés (choix de la collectivité et non amortissement normal des contrats).

Le volume annuel des dépenses d'investissement réalisées entre 2022 et 2027 au titre des orientations chiffrées présentées au II/A/serait en moyenne de 125 M€. La diminution estimée en 2022 résulterait notamment des contraintes d'exécution du fait du contexte économique (et de leurs implications sur les consultations en matière de commande publique).



## e/ L'équilibre général



**De telles évolutions auraient pour conséquence un accroissement de l'encours de dette et une dégradation de l'autofinancement au cours des prochaines années.**

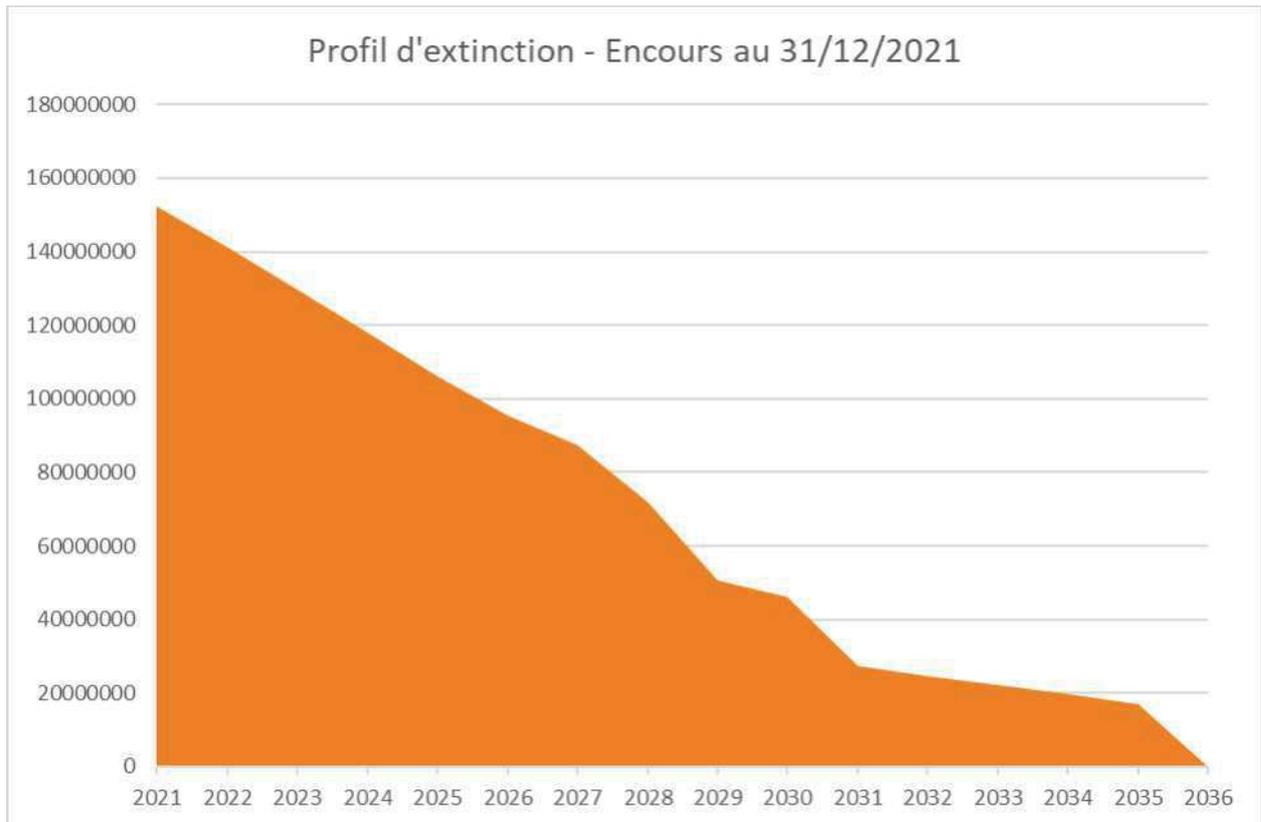
| En M€                             | CA 2021 | CA 2022 prévisionnel | CA 2023 prévisionnel | CA 2024 prévisionnel | CA 2025 prévisionnel | CA 2026 prévisionnel | CA 2027 prévisionnel |
|-----------------------------------|---------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| <b>Epargne brute</b>              | 116,55  | 126,52<br>8,55%      | 60,82<br>-51,93%     | 56,45<br>-7,19%      | 57,98<br>+ 2,71%     | 60,35<br>+ 4,09%     | 60,95<br>+ 0,99%     |
| <b>Taux d'épargne brute</b>       | 21,14%  | 21,89%               | 11,14%               | 10,39%               | 10,52%               | 10,79%               | 10,73%               |
| <b>Encours de dette au 31/12</b>  | 152,45  | 141,23               | 181,94               | 219,83               | 256,60               | 297,92               | 338,58               |
| <b>Capacité de désendettement</b> | 1,31    | 1,12                 | 2,99                 | 3,89                 | 4,43                 | 4,94                 | 5,56                 |

L'épargne brute demeurerait proche de 60 M€ et représenterait plus de 10% des recettes réelles de fonctionnement.

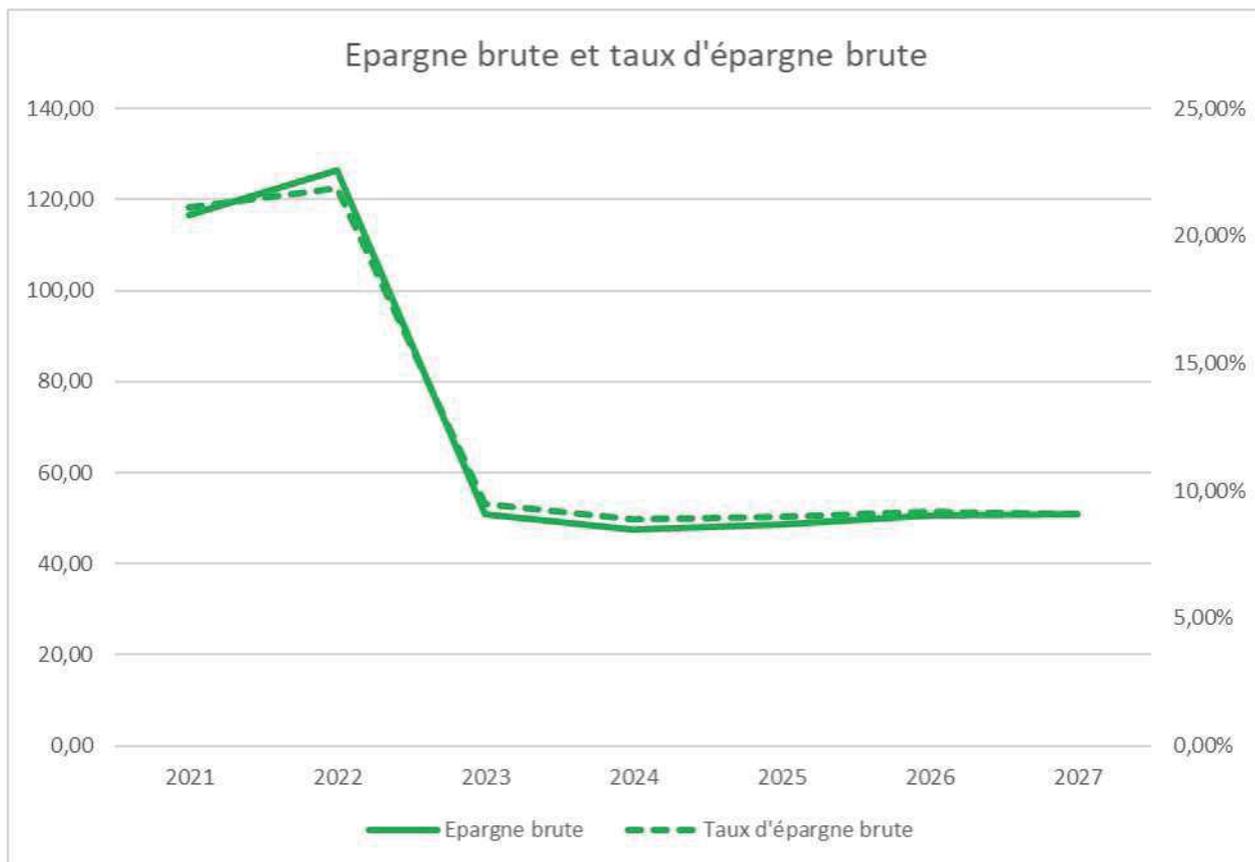
L'encours de dette s'accroîtrait sensiblement sur la période mais le Département conserverait, dans ce scénario, une solvabilité très correcte, sa capacité de désendettement demeurant inférieure à 5,60 années.

Si la dégradation observée des ratios structurels dans un tel scénario est réelle, elle reste conditionnée à la réalisation des trajectoires prévisionnelles des dépenses et des recettes retenues dans le scénario central ; **elle pourrait être limitée par le maintien, notamment en**





L'encours de dette fin 2021 s'élevait à 152,45 M€, composé à hauteur de 81,72% d'emprunts à taux fixe et de plus de 97% d'encours relevant de la catégorie de financements la moins risquée au sens de la circulaire du 25 juin 2020.



f/ Sensibilité de l'équilibre général à l'évolution des droits de mutation

La soutenabilité financière de ce scénario central dépendra naturellement de la réalisation des hypothèses qui le sous-tendent et, en particulier, de l'évolution des recettes fiscales du Département.

**Ainsi, un rendement plus élevé que dans le scénario central des droits de mutation à titre onéreux** au cours des prochaines années, soit 135 M€ en 2023 puis 125 M€ par an (au lieu de 125 M€ en 2023 puis 115 M€ par an), aurait pour effet de limiter la progression de l'encours de dette, qui atteindrait 284,78 M€ en fin de période au lieu de 325,38 M€, et de préserver la capacité de désendettement qui serait limitée à 3,97 années contre 5,29 années dans le scénario de base. L'épargne brute se trouverait, logiquement, à un niveau supérieur de 10 M€ en 2026, avec 71,80 M€, à celui de l'épargne dégagée dans le cadre du scénario de base (61,50 M€).

| En M€                             | CA 2021 | CA 2022 prévisionnel | CA 2023 prévisionnel | CA 2024 prévisionnel | CA 2025 prévisionnel | CA 2026 prévisionnel | CA 2027 prévisionnel |
|-----------------------------------|---------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| <b>Epargne brute</b>              | 116,55  | 126,52<br>+ 8,55 %   | 70,82<br>-44,02%     | 65,52<br>-7,48%      | 67,39<br>+ 2,86%     | 70,12%<br>+ 4,04%    | 71,08<br>+ 1,38%     |
| <b>Taux d'épargne brute</b>       | 21,14%  | 21,89%               | 12,74%               | 11,85%               | 12,01%               | 12,32%               | 12,30%               |
| <b>Encours de dette au 31/12</b>  | 152,45  | 141,23               | 171,94               | 200,76               | 228,11               | 259,66               | 290,19               |
| <b>Capacité de désendettement</b> | 1,31    | 1,12                 | 2,43                 | 3,06                 | 3,38                 | 3,70                 | 4,08                 |

**A contrario, une diminution plus rapide du rendement des droits de mutation à titre onéreux**, soit un produit de 115 M€ en 2023 et de 105 M€ entre 2024 et 2027 (au lieu de 125 M€ en 2023 puis 115 M€) conduirait à un accroissement bien plus marqué de l'encours de dette et une diminution plus sensible de l'épargne brute, à programmation inchangée des investissements.

L'épargne brute serait alors souvent inférieure à 50 M€ et représenterait moins de 10% des recettes de fonctionnement.

L'encours de dette s'accroîtrait sensiblement et excèderait 387 M€ en 2027.

Il en résulterait une dégradation de la capacité de désendettement, qui atteindrait un peu moins de 8 ans en 2027, soit le niveau maximal formellement fixé par la stratégie financière du Département.

| En M€                             | CA 2021 | CA 2021 prévisionnel | CA 2022 prévisionnel | CA 2023 prévisionnel | CA 2024 prévisionnel | CA 2025 prévisionnel | CA 2026 prévisionnel |
|-----------------------------------|---------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| <b>Epargne brute</b>              | 116,55  | 126,52<br>+ 8,55%    | 50,82<br>-59,83%     | 47,37<br>-6,79%      | 48,56<br>+ 2,52%     | 50,58<br>+ 4,15%     | 50,81<br>+ 0,46%     |
| <b>Taux d'épargne brute</b>       | 21,14%  | 21,89%               | 9,48%                | 8,89%                | 8,98%                | 9,21%                | 9,11%                |
| <b>Encours de dette au 31/12</b>  | 152,45  | 141,23               | 191,94               | 238,91               | 285,09               | 336,18               | 386,98               |
| <b>Capacité de désendettement</b> | 1,31    | 1,12                 | 3,78                 | 5,04                 | 5,87                 | 6,65                 | 7,62                 |

Le scénario central est donc particulièrement sensible à l'évolution du produit des droits de mutation au cours des prochaines années. Un niveau de produit inférieur à 125 M€ en 2023 puis à 115 M€ par an à compter de 2024 conduirait en effet, toutes choses égales par ailleurs, à une dégradation de la structure financière du Département et réduirait fortement les marges de manœuvre du Département.

**La stratégie budgétaire et financière pour les prochaines années, qui devra nécessairement être adaptée à l'environnement dans lequel s'inscriront les budgets futurs, doit dès lors concilier priorités budgétaires, en particulier en matière de solidarité et de cohésion sociale, d'investissement et de transition écologique, poursuite des engagements antérieurs et maîtrise de l'endettement. Elle doit en outre tenir compte des fortes tensions inflationnistes qui se manifestent depuis plusieurs mois et qui conduisent à une augmentation peu maîtrisée du coût des investissements à réaliser. Un étalement plus marqué des dépenses d'équipement à court terme permettrait au Département, sans renoncer à sa volonté d'équipement durable, d'adapter sa stratégie à cette nouvelle donne.**

2/ Une stratégie financière résolue donnant priorité à l'investissement et à la maîtrise des dépenses de fonctionnement et de l'endettement

La définition de la stratégie financière pour la période 2023-2027 suppose de mesurer les marges de manœuvre complémentaires que le Département pourrait consacrer à des actions

nouvelles, au-delà de celles retenues dans les orientations figurant au II/A/, et de modifier les objectifs budgétaires et financiers jusqu'alors arrêtés.

a) Le scénario central présenté ci-avant sera en effet complété, au cours des prochaines années, des dépenses, notamment d'investissement, relatives à des actions nouvelles en matière de digitalisation (au-delà de la carte clé collèges, intégrée aux prévisions) et de transition écologique.

La mise en œuvre de ces orientations pourra s'appuyer sur les capacités financières du Département et, plus particulièrement, des marges de manœuvre dont il disposera du fait de la maîtrise de ses dépenses de fonctionnement et de son encours de dette, et d'un étalement accru, à court terme et en fonction de l'évolution du contexte économique et des coûts observés sur le marché de la commande publique, du volume des investissements réalisés.

b) La politique financière mise en œuvre par le Département depuis de nombreuses années vise à préserver et consolider durablement ses équilibres budgétaires et financiers et, pour ce faire, à assurer un financement structurellement équilibré de l'action départementale, à assurer à la collectivité une capacité budgétaire d'initiative et d'investissement et, enfin, à lui garantir la sécurité financière et la solvabilité.

Cette politique, assise sur des principes de bon sens, a jusqu'alors guidé la construction des budgets départementaux et leur équilibre. Les résultats obtenus sont précisés dans les développements précédents (1<sup>ère</sup> partie du rapport).

Elle pourrait demeurer la suivante pour 2023 et les prochaines années :

|  |
|--|
| <b>Objectif stratégique n°1 : Assurer un financement structurellement équilibré de l'action départementale</b> |
|--|

Objectif opérationnel n°1 : Assurer durablement un taux de couverture des dépenses réelles d'investissement par l'épargne brute supérieur à 50 %

Objectif opérationnel n°2 : Contenir durablement la capacité de désendettement dans une fourchette de 2 à 8 années

|  |
|--|
| <b>Objectif stratégique n°2 : Garantir au département une capacité budgétaire d'initiative et d'investissement</b> |
|--|

Objectif opérationnel n°1 : Maîtriser la progression annuelle des dépenses réelles de fonctionnement

Cet objectif pourra être précisé une fois arrêté le dispositif d'encadrement prévu par le projet de loi de programmation des finances publiques pour 2023-2027.

Objectif opérationnel n°2 : Optimiser le volume des intérêts d'emprunt dans le respect des bornes d'encadrement de la structure de l'encours (85% - 15% ; taux fixes/taux variables)

Objectif opérationnel n°3 : Garantir durablement un volume de dépenses d'investissement hors dette au minimum de 80 M€

**Objectif stratégique n°3 : Garantir au Département une structure financière saine et une forte solvabilité**

Objectif opérationnel n°1 : Garantir durablement un taux d'épargne brute d'au moins 10%

Objectif opérationnel n°2 : Garantir durablement une capacité de désendettement inférieure à 8 ans

Objectif opérationnel n°3 : Conserver une qualité de signature optimale auprès des prêteurs par le maintien d'une note intrinsèque AAA

**Objectif stratégique n°4 : Maîtriser et contenir les risques attachés à l'endettement**

Objectif opérationnel n°1 : Prévenir le risque de liquidité en limitant à 50% de l'encours la part de l'encours obligataire

Objectif opérationnel n°2 : Prévenir durablement le risque de taux en contenant la structure de l'encours de dette dans une fourchette 85% - 15% (encours à taux fixes et encours à taux variables ou inversement)

Objectif opérationnel n°3 : Garantir annuellement un classement de l'encours de dette dans les rubriques A (pour au moins 80% de l'encours total), B et C de la classification opérée par la circulaire du 25 juin 2010

**Objectif stratégique n° 5 : Maîtriser et contenir les risques attachés aux engagements financiers externes**

Objectif opérationnel n°1 : Limiter le nombre de structures partenaires classées en situation " très risquée " au sens du référentiel de notation du Département

Objectif opérationnel n°2 : Veiller, en qualité d'actionnaire, à la solidité financière des Sociétés d'économie mixte

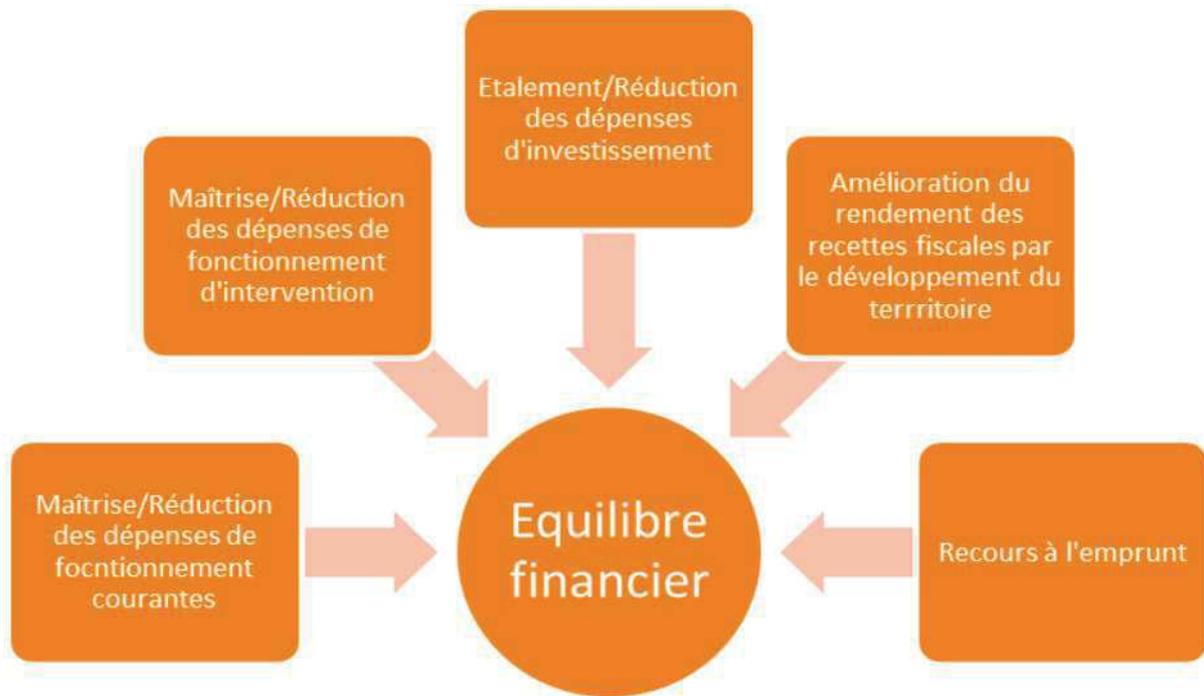
Objectif opérationnel n°3 : Eviter la mise en jeu des garanties d'emprunt accordées

Il est particulièrement important, afin que le Département conserve une structure financière solide et une capacité d'intervention, que :

- l'encours de dette reste maîtrisé et demeure dûment calibré en fonction de la capacité de désendettement, laquelle ne doit pas excéder 8 années ;
- l'autofinancement puisse représenter au moins 10% des recettes de fonctionnement.
- les dépenses de fonctionnement soient maîtrisées.

Les leviers à disposition du Département pour assurer l'équilibre de ses budgets futurs et préserver son autofinancement et maîtriser son endettement n'intègrent toutefois plus, depuis 2021, le recours à un accroissement du taux de taxe foncière sur les propriétés bâties.

Ces leviers, dont les effets s'expriment à plus ou moins long terme, sont dès lors les suivants :



La construction des budgets futurs devra donc tenir compte de la priorité qu'il est proposé de donner à l'investissement, et plus particulièrement à l'investissement durable et de modernisation (digitalisation), tout en poursuivant la maîtrise des dépenses de fonctionnement et en veillant à un recours raisonnable au levier de l'endettement. La programmation budgétaire devra toutefois s'adapter au contexte inflationniste actuel et à son évolution.

Une telle stratégie devrait permettre de mobiliser la capacité d'intervention du Département dans un cadre financier sécurisé.

**Proposition de décision :**

Les orientations budgétaires ainsi proposées pour 2023 et les prochaines années s'inscrivent dans un environnement de ralentissement économique, de hausse des prix et une situation générale des finances publiques fortement dégradée.

Si la crise a eu pour conséquence de réduire le rendement des impositions départementales et d'accroître les dépenses de solidarité, le renforcement substantiel de la structure financière du Département au cours des dernières années, a permis au Conseil départemental de poursuivre son action en faveur de la cohésion sociale et territoriale, de l'éducation et des dynamiques durables. Si de telles orientations doivent être renforcées au cours des prochaines années afin d'accompagner la transition écologique, elles doivent être modulées en fonction des tensions inflationnistes en cours et continuer de s'inscrire dans un cadre stratégique respectueux des fondamentaux financiers de la collectivité.



Signé par : Isabelle ROBERT  
Date : 21/11/2022  
Qualité : Secrétaire Générale

**DONNÉ ACTE A  
L'UNANIMITE**



Signé par : Hervé GAYMARD  
Date : 21/11/2022  
Qualité : Président du Conseil  
Départemental de la Savoie

## Annexe1

## PROGRAMMATION PLURIANNUELLE D' INVESTISSEMENT 2023-2027 (Rapport d'orientation budgétaire)

| Politique                            | Secteur               | Programme  | Description opération  | 2023                | 2024                | 2025                | 2026                | 2027                |
|--------------------------------------|-----------------------|--|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| AGRICULTURE                          | AGRICULTURE ET FORETS | 1999P236 Aménagements fonciers agriculture                   | 1999P236O017 Affaires rurales                                      | 320 000,00          | 320 000,00          | 320 000,00          | 320 000,00          | 320 000,00          |
| AGRICULTURE                          | AGRICULTURE ET FORETS | 1999P241 Subventions diverses agriculture DPT                | 1999P241O003 CSMB Agriculture                                      | 2 000 000,00        | 2 000 000,00        | 2 000 000,00        | 2 000 000,00        | 2 000 000,00        |
| AGRICULTURE                          | AGRICULTURE ET FORETS | 2019P019 Circuits courts Alimentation                        | 2019P019O001 Circuits courts Alimentation                          | 400 000,00          | 150 000,00          | 350 000,00          | 150 000,00          | 150 000,00          |
| <b>Secteur AGRICULTURE ET FORETS</b> |                       |  |  | <b>2 720 000,00</b> | <b>2 470 000,00</b> | <b>2 670 000,00</b> | <b>2 470 000,00</b> | <b>2 470 000,00</b> |
|                                      | <b>AGRICULTURE</b>    |  |  | <b>2 720 000,00</b> | <b>2 470 000,00</b> | <b>2 670 000,00</b> | <b>2 470 000,00</b> | <b>2 470 000,00</b> |
| AMENAGEMENT DU TERRITOIRE            | BUDGET CITOYEN        | 2019P017 Budget citoyen                                      | 2019P017O001 Budget citoyen crédits non affectés                   |                     | 1 000 000,00        |                     | 1 000 000,00        |                     |
| <b>Secteur BUDGET CITOYEN</b>        |                       |  |  |                     | <b>1 000 000,00</b> |                     | <b>1 000 000,00</b> |                     |
| AMENAGEMENT DU TERRITOIRE            | Contrat départemental | 2022P001 Contrat départemental Arlysère 2022-2029            | 2022P001O001 Contrat départemental Arlysère non affecté            | 787 360,00          | 787 360,00          | 787 360,00          | 787 360,00          | 787 360,00          |
| AMENAGEMENT DU TERRITOIRE            | Contrat départemental | 2022P002 Contrat départemental Avant-Pays Savoyard 2022-2029 | 2022P002O001 Contrat départemental Avant-Pays Savoyard non affecté | 357 200,00          | 357 200,00          | 357 200,00          | 357 200,00          | 357 200,00          |
| AMENAGEMENT DU TERRITOIRE            | Contrat départemental | 2022P003 Contrat départemental Coeur de Savoie 2022-2029     | 2022P003O001 Contrat départemental Coeur de Savoie non affecté     | 535 800,00          | 535 800,00          | 535 800,00          | 535 800,00          | 535 800,00          |
| AMENAGEMENT DU TERRITOIRE            | Contrat départemental | 2022P004 Contrat départemental Grand Chambéry 2022-2029      | 2022P004O001 Contrat départemental Grand Chambéry non affecté      | 1 912 160,00        | 1 912 160,00        | 1 912 160,00        | 1 912 160,00        | 1 912 160,00        |
| AMENAGEMENT DU TERRITOIRE            | Contrat départemental | 2022P005 Contrat départemental Grand Lac 2022-2029           | 2022P005O001 Contrat départemental Grand Lac non affecté           | 994 840,00          | 994 840,00          | 994 840,00          | 994 840,00          | 994 840,00          |
| AMENAGEMENT DU TERRITOIRE            | Contrat départemental | 2022P006 Contrat départemental Maurienne 2022-2029           | 2022P006O001 Contrat départemental Maurienne non affecté           | 424 080,00          | 424 080,00          | 424 080,00          | 424 080,00          | 424 080,00          |

| Politique                 | Secteur   | Programme  | Description opération  | 2023                | 2024                | 2025                | 2026                | 2027                |
|---------------------------|---|--|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | Contrat départemental                                     | 2022P007 Contrat départemental Tarentaise 2022-2029        | 2022P007O001 Contrat départemental Tarentaise non affecté      | 307 800,00          | 307 800,00          | 307 800,00          | 307 800,00          | 307 800,00          |
|                           | <b>Secteur Contrat départemental</b>                      |  |  | <b>5 319 240,00</b> |
| AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | CTS 3E GENERATION   | 2013P001 CTS ARLYSERE                                      | 2013P001O001 CTS Arlysère non affectés                         | 22 783,00           |                     |                     |                     |                     |
| AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | CTS 3E GENERATION   | 2013P003 CTS GRAND CHAMBERY                                | 2013P003O001 CTS Grand Chambéry Non affectés                   | 150 000,34          |                     |                     |                     |                     |
| AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | CTS 3E GENERATION   | 2013P004 CTS COEUR DE SAVOIE                               | 2013P004O001 CTS Coeur de Savoie Crédits non affectés          | 57 359,90           |                     |                     |                     |                     |
| AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | CTS 3E GENERATION   | 2013P005 CTS GRAND LAC                                     | 2013P005O001 CTS Grand Lac non affectés                        | 38 308,00           |                     |                     |                     |                     |
| AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | CTS 3E GENERATION   | 2013P006 CTS MAURIENNE                                     | 2013P006O001 CTS Maurienne non affectés                        | 0,55                |                     |                     |                     |                     |
| AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | CTS 3E GENERATION   | 2013P007 CTS TARENDAISE VANOISE                            | 2013P007O001 CTS Tarentaise non affectés                       | 0,58                |                     |                     |                     |                     |
| AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | CTS 3E GENERATION   | 2013P007 CTS TARENDAISE VANOISE                            | 2013P007O003 CTS Tarentaise AEP assainissement cours d'eau     | 29 700,00           |                     |                     |                     |                     |
|                           | <b>Secteur CTS 3E GENERATION</b>                          |  |  | <b>298 152,37</b>   |                     |                     |                     |                     |
| AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | EQUIPEMENTS STRUCTURANTS ET CADRE DE VIE                  | 2013P259 FDEC Fond départemental d'équipement des communes | 2013P259O001 FDEC Fond départemental d'équipement des communes | 6 000 000,00        | 6 000 000,00        | 6 000 000,00        | 6 000 000,00        | 6 000 000,00        |
| AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | EQUIPEMENTS STRUCTURANTS ET CADRE DE VIE                  | 2020P012 Communication électronique                        | 2020P012O001 Communication électronique                        | 3 000,00            | 3 000,00            | 3 000,00            | 20 000,00           | 20 000,00           |
|                           | <b>Secteur EQUIPEMENTS STRUCTURANTS ET CADRE DE VIE</b>   |  |  | <b>6 003 000,00</b> | <b>6 003 000,00</b> | <b>6 003 000,00</b> | <b>6 020 000,00</b> | <b>6 020 000,00</b> |
| AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | INGENIERIE ET ASSISTANCE AUX COLLECTIVITES                | 1999P257 Partenaires ingénierie                            | 1999P257O022 Appels à projets MFS et MSAP                      | 50 000,00           |                     |                     |                     |                     |
| AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | INGENIERIE ET ASSISTANCE AUX COLLECTIVITES                | 2020P007 Référentiel topographique à grande échelle RTGE   | 2020P007O001 Référentiel très grande échelle RTGE              | 336 000,00          | 336 000,00          | 336 000,00          | 336 000,00          | 336 000,00          |
|                           | <b>Secteur INGENIERIE ET ASSISTANCE AUX COLLECTIVITES</b> |  |  | <b>386 000,00</b>   | <b>336 000,00</b>   | <b>336 000,00</b>   | <b>336 000,00</b>   | <b>336 000,00</b>   |

| Politique                 | Secteur                                  | Programme   | Description opération                                | 2023                 | 2024                 | 2025                 | 2026                 | 2027                 |
|---------------------------|--|---|--|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | PROCEDURES CONTRACTUELLES                | 1999P261 Procédures contractuelles aménagement territoire | 1999P261O048 Leader 2014-2020                        | 10 000,00            |                      |                      |                      |                      |
| AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | PROCEDURES CONTRACTUELLES                | 1999P261 Procédures contractuelles aménagement territoire | 1999P261O052 Leader 2021-2027                        |                      | 50 000,00            | 60 000,00            | 60 000,00            | 60 000,00            |
| AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | PROCEDURES CONTRACTUELLES                | 1999P261 Procédures contractuelles aménagement territoire | 1999P261O053 Coopération 2021-2027                   | 15 000,00            | 15 000,00            | 15 000,00            | 15 000,00            | 15 000,00            |
| AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | PROCEDURES CONTRACTUELLES                | 2015P007 Lyon Turin                                       | 2015P007O001 Lyon Turin                              | 1 000 000,00         | 1 000 000,00         | 1 000 000,00         | 1 000 000,00         | 1 000 000,00         |
| AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | PROCEDURES CONTRACTUELLES                | 2015P007 Lyon Turin                                       | 2015P007O002 Voie ferroviaire UGITECH                | 187 000,00           | 62 000,00            |                      | 91 000,00            |                      |
| AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | PROCEDURES CONTRACTUELLES                | 2015P007 Lyon Turin                                       | 2015P007O004 Etoile ferroviaire de Chambéry          | 4 800,00             |                      |                      |                      |                      |
|                           | <b>Secteur PROCEDURES CONTRACTUELLES</b> |   |  | <b>1 216 800,00</b>  | <b>1 127 000,00</b>  | <b>1 075 000,00</b>  | <b>1 166 000,00</b>  | <b>1 075 000,00</b>  |
|                           | <b>AMENAGEMENT DU TERRITOIRE</b>         |   |  | <b>13 223 192,37</b> | <b>13 785 240,00</b> | <b>12 733 240,00</b> | <b>13 841 240,00</b> | <b>12 750 240,00</b> |
| CULTURE                   | ARCHIVES ET MUSEES                       | 1999P180 Gestion des collections                          | 1999P180O002 Restauration numérisation archives      | 180 000,00           | 180 000,00           | 180 000,00           | 180 000,00           | 180 000,00           |
| CULTURE                   | ARCHIVES ET MUSEES                       | 1999P180 Gestion des collections                          | 1999P180O018 Acquisitions documents archives         | 25 000,00            | 25 000,00            | 25 000,00            | 25 000,00            | 25 000,00            |
| CULTURE                   | ARCHIVES ET MUSEES                       | 1999P195 Expositions d'archives                           | 1999P195O001 Prestations diverses                    | 35 000,00            | 20 000,00            |                      |                      |                      |
| CULTURE                   | ARCHIVES ET MUSEES                       | 1999P198 Collections et expositions                       | 1999P198O001 Collections                             | 37 000,00            | 37 000,00            | 37 000,00            | 37 000,00            | 37 000,00            |
| CULTURE                   | ARCHIVES ET MUSEES                       | 1999P205 Expositions art et musée                         | 1999P205O001 Expositions CDP                         | 10 000,00            | 10 000,00            | 10 000,00            | 10 000,00            | 10 000,00            |
| CULTURE                   | ARCHIVES ET MUSEES                       | 1999P207 Création structures muséographiques              | 1999P207O007 Réseau musée                            | 35 000,00            | 35 000,00            | 35 000,00            | 35 000,00            | 35 000,00            |
| CULTURE                   | ARCHIVES ET MUSEES                       | 2011P007 Musée savoisien Publics                          | 2011P007O006 Expositions temporaires musée savoisien | 10 000,00            | 10 000,00            | 10 000,00            | 10 000,00            | 10 000,00            |

| Politique | Secteur   | Programme                                      | Description opération  | 2023                | 2024                | 2025              | 2026              | 2027              |
|-----------|---|--|--|---------------------|---------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| CULTURE   | ARCHIVES ET MUSEES                                  | 2011P007 Musée savoisien Publics               | 2011P007O009 Parcours permanent                                  | 5 000,00            | 5 000,00            | 5 000,00          | 5 000,00          | 5 000,00          |
| CULTURE   | ARCHIVES ET MUSEES                                  | 2015P001 Musée savoisien Collections           | 2015P001O001 Musée savoisien Collections                         | 150 000,00          | 140 000,00          | 150 000,00        | 150 000,00        | 150 000,00        |
| CULTURE   | ARCHIVES ET MUSEES                                  | 2015P001 Musée savoisien Collections           | 2015P001O006 Concessions et droits                               | 10 000,00           | 10 000,00           | 10 000,00         | 10 000,00         | 10 000,00         |
| CULTURE   | ARCHIVES ET MUSEES                                  | 2015P001 Musée savoisien Collections           | 2015P001O010 Multimédia  | 14 000,00           | 14 000,00           | 14 000,00         | 14 000,00         | 14 000,00         |
| CULTURE   | ARCHIVES ET MUSEES                                  | 2019P008 Musée savoisien travaux               | 2019P008O001 Musée savoisien                                     | 3 240 754,72        | 1 800 000,00        |                   |                   |                   |
|           | <b>Secteur ARCHIVES ET MUSEES</b>                   |  |  | <b>3 751 754,72</b> | <b>2 286 000,00</b> | <b>476 000,00</b> | <b>476 000,00</b> | <b>476 000,00</b> |
| CULTURE   | AUTRES ACTIONS CULTURELLES                          | 1999P231 Autres actions culturelles            | 1999P231O020 Itinéraire Site et personnage remarquable de Savoie | 6 500,00            | 6 500,00            | 7 000,00          | 7 000,00          | 7 000,00          |
|           | <b>Secteur AUTRES ACTIONS CULTURELLES</b>           |  |  | <b>6 500,00</b>     | <b>6 500,00</b>     | <b>7 000,00</b>   | <b>7 000,00</b>   | <b>7 000,00</b>   |
| CULTURE   | DEVELOPPEMENT ARTISTIQUE ET CULTUREL                | 2015P002 Pour une offre artistique diversifiée | 2015P002O001 Centre artistique départemental CAD                 | 5 000,00            | 5 000,00            | 5 000,00          | 5 000,00          | 5 000,00          |
| CULTURE   | DEVELOPPEMENT ARTISTIQUE ET CULTUREL                | 2015P002 Pour une offre artistique diversifiée | 2015P002O003 Commandes d'oeuvres                                 | 3 500,00            | 3 500,00            | 3 500,00          | 3 500,00          | 3 500,00          |
| CULTURE   | DEVELOPPEMENT ARTISTIQUE ET CULTUREL                | 2015P002 Pour une offre artistique diversifiée | 2015P002O013 Manifestations culturelles                          | 1 500,00            | 1 500,00            | 1 500,00          | 1 500,00          | 1 500,00          |
|           | <b>Secteur DEVELOPPEMENT ARTISTIQUE ET CULTUREL</b> |  |  | <b>10 000,00</b>    | <b>10 000,00</b>    | <b>10 000,00</b>  | <b>10 000,00</b>  | <b>10 000,00</b>  |
| CULTURE   | LECTURE ET MULTIMEDIA                               | 1999P172 Bibliothèques                         | 1999P172O010 CSMB Lecture  | 125 000,00          | 125 000,00          | 125 000,00        | 125 000,00        | 125 000,00        |
|           | <b>Secteur LECTURE ET MULTIMEDIA</b>                |  |  | <b>125 000,00</b>   | <b>125 000,00</b>   | <b>125 000,00</b> | <b>125 000,00</b> | <b>125 000,00</b> |
| CULTURE   | PATRIMOINE CULTUREL                                 | 1999P212 Valorisation du patrimoine monumental | 1999P212O011 Ducs des Alpes                                      | 59 000,00           | 24 000,00           |                   |                   |                   |
| CULTURE   | PATRIMOINE CULTUREL                                 | 1999P214 Restauration du patrimoine monumental | 1999P214O001 Restauration du patrimoine monumental               | 500 000,00          | 500 000,00          | 500 000,00        | 500 000,00        | 500 000,00        |

| Politique | Secteur                            | Programme                                      | Description opération   | 2023                | 2024                | 2025                | 2026                | 2027                |
|-----------|------------------------------------|--|---|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| CULTURE   | PATRIMOINE CULTUREL                | 1999P214 Restauration du patrimoine monumental | 1999P214O012 Fondation du patrimoine                                      | 5 000,00            | 5 000,00            | 5 000,00            | 5 000,00            | 5 000,00            |
| CULTURE   | PATRIMOINE CULTUREL                | 1999P214 Restauration du patrimoine monumental | 1999P214O016 Entretien du Château des Ducs et autres édifices historiques | 150 000,00          | 50 000,00           |                     |                     | 50 000,00           |
| CULTURE   | PATRIMOINE CULTUREL                | 1999P214 Restauration du patrimoine monumental | 1999P214O017 Restauration square Lannoy de Bissy                          | 250 000,00          |                     |                     |                     |                     |
| CULTURE   | PATRIMOINE CULTUREL                | 2019P010 Travaux du patrimoine monumental      | 2019P010O001 Château toiture  | 67 000,00           | 500 000,00          | 1 390 000,00        | 160 764,40          |                     |
| CULTURE   | PATRIMOINE CULTUREL                | 2019P010 Travaux du patrimoine monumental      | 2019P010O006 Château escalier de la Tour demi-ronde                       | 11 500,00           | 57 500,00           | 381 000,00          |                     |                     |
| CULTURE   | PATRIMOINE CULTUREL                | 2019P010 Travaux du patrimoine monumental      | 2019P010O007 Château ouverture des batteries basses avec accueil          |                     |                     |                     |                     | 69 000,00           |
| CULTURE   | PATRIMOINE CULTUREL                | 2019P010 Travaux du patrimoine monumental      | 2019P010O008 Château changement des fenêtres et des volets                | 232 000,00          | 345 000,00          | 247 000,00          |                     |                     |
| CULTURE   | PATRIMOINE CULTUREL                | 2019P010 Travaux du patrimoine monumental      | 2019P010O010 Réaménagement des abords de la Chambre des Comptes           | 10 000,00           | 100 000,00          | 100 000,00          |                     |                     |
| CULTURE   | PATRIMOINE CULTUREL                | 2019P010 Travaux du patrimoine monumental      | 2019P010O011 Chapelle Notre Dame de la Route                              | 90 000,00           |                     |                     |                     |                     |
|           | <b>Secteur PATRIMOINE CULTUREL</b> |  |   | <b>1 374 500,00</b> | <b>1 581 500,00</b> | <b>2 623 000,00</b> | <b>665 764,40</b>   | <b>624 000,00</b>   |
|           | <b>CULTURE</b>                     |  |   | <b>5 267 754,72</b> | <b>4 009 000,00</b> | <b>3 241 000,00</b> | <b>1 283 764,40</b> | <b>1 242 000,00</b> |
| EDUCATION | COLLEGES PRIVES                    | 1999P160 Investissement des collèges privés    | 1999P160O001 Aide à l'investissement loi Falloux                          | 720 000,00          | 720 000,00          | 720 000,00          | 720 000,00          | 720 000,00          |
|           | <b>Secteur COLLEGES PRIVES</b>     |  |   | <b>720 000,00</b>   |
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS                   | 1999P137 Fonctionnement des collèges publics   | 1999P137O058 Logements de fonction des collèges publics dépenses DBMG     | 400 000,00          | 400 000,00          | 400 000,00          | 400 000,00          | 400 000,00          |
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS                   | 1999P137 Fonctionnement des collèges publics   | 1999P137O066 Fonds de solidarité  | 500 000,00          | 315 000,00          | 315 000,00          | 315 000,00          | 350 000,00          |

| Politique | Secteur          | Programme  | Description opération  | 2023         | 2024         | 2025         | 2026         | 2027         |
|-----------|------------------|--|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | 1999P148 Construction extension restructuration des collèges publics | 1999P148O059 E ROSTAND La Ravoire Reconstruction                                 | 250 000,00   | 500 000,00   | 3 000 000,00 | 7 000 000,00 | 7 000 000,00 |
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | 1999P148 Construction extension restructuration des collèges publics | 1999P148O060 St Etienne de Cuines 1/2 pension et conformité handicap             | 1 057 000,00 | 375 200,24   |              |              |              |
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | 1999P148 Construction extension restructuration des collèges publics | 1999P148O062 COMBE DE SAVOIE Albertville Reconstruction                          | 200 000,00   | 700 000,00   | 500 000,00   | 6 500 000,00 | 7 000 000,00 |
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | 1999P148 Construction extension restructuration des collèges publics | 1999P148O064 L'EPINE Novalaise Restructuration conformité handicap               | 100 000,00   | 510 000,00   | 2 340 000,00 | 4 600 000,00 | 4 600 000,00 |
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | 1999P148 Construction extension restructuration des collèges publics | 1999P148O065 GARIBALDI Aix conformité Handicap                                   | 661 569,00   | 425 982,09   |              |              |              |
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | 1999P148 Construction extension restructuration des collèges publics | 1999P148O066 VAL GELON La Rochette extension CAPA conformité handicap            | 100 000,00   | 520 000,00   | 450 000,00   | 3 000 000,00 | 3 000 000,00 |
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | 1999P148 Construction extension restructuration des collèges publics | 1999P148O068 LOUISE DE SAVOIE Chambéry Restructuration et conformité handicap    | 3 042 000,00 | 4 000 000,00 | 3 000 000,00 | 374 093,18   |              |
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | 1999P148 Construction extension restructuration des collèges publics | 1999P148O072 COTE ROUSSE Chambéry conformité handicap                            |              |              |              |              | 20 000,00    |
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | 1999P148 Construction extension restructuration des collèges publics | 1999P148O073 RESERVE Restructuration collèges publics                            | 400 000,00   | 300 000,00   | 300 000,00   | 300 000,00   | 300 000,00   |
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | 1999P148 Construction extension restructuration des collèges publics | 1999P148O074 Collège Marlioz Aix les Bains conformité handicap                   |              |              |              |              | 20 000,00    |
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | 1999P148 Construction extension restructuration des collèges publics | 1999P148O083 JOVET Aime Mise aux normes handicap                                 | 480 938,53   |              |              |              |              |
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | 1999P148 Construction extension restructuration des collèges publics | 1999P148O085 Base de données graphiques  | 30 000,00    | 30 000,00    | 30 000,00    | 30 000,00    | 30 000,00    |
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | 1999P148 Construction extension restructuration des collèges publics | 1999P148O091 FONTANET Frontenex conformité handicap                              | 3 450 000,00 | 4 050 000,00 | 4 050 000,00 | 682 354,42   |              |
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | 1999P148 Construction extension restructuration des collèges publics | 1999P148O092 Collège George Sand, isolation et agrandissement de la demi-pension | 1 602 686,04 | 3 200 000,00 | 2 500 000,00 | 448 068,60   |              |

| Politique | Secteur          | Programme  | Description opération  | 2023         | 2024         | 2025         | 2026         | 2027         |
|-----------|------------------|--|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | 1999P148 Construction extension restructuration des collèges publics | 1999P148O094 Collège JX de Maistre Saint Alban Leysse                                      | 862 920,39   | 193 331,65   |              |              |              |
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | 1999P148 Construction extension restructuration des collèges publics | 1999P148O096 Les Frontailles - isolation thermique et désamiantage des façades             |              |              |              | 20 000,00    | 30 000,00    |
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | 1999P148 Construction extension restructuration des collèges publics | 1999P148O097 Le Bonrieu : installation chaufferie bois avec isolation thermique            | 2 700 000,00 | 734 000,00   | 161 959,85   |              |              |
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | 1999P148 Construction extension restructuration des collèges publics | 1999P148O098 Les Clappeys restructuration de la cuisine en cuisine centrale                | 837 369,00   | 445 339,19   |              |              |              |
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | 1999P148 Construction extension restructuration des collèges publics | 1999P148O099 Perrier de la Bathie Restructuration et rénovation du pôle science            |              |              | 20 000,00    | 40 000,00    | 70 000,00    |
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | 1999P148 Construction extension restructuration des collèges publics | 1999P148O100 JJ Perret restructuration   |              |              | 100 000,00   | 40 000,00    | 500 000,00   |
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | 1999P148 Construction extension restructuration des collèges publics | 1999P148O101 La Vanoise restructuration  | 100 000,00   | 150 000,00   | 550 000,00   | 550 000,00   | 3 500 000,00 |
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | 1999P148 Construction extension restructuration des collèges publics | 1999P148O102 Jules Ferry restructuration   | 97 313,96    | 450 000,00   | 450 000,00   | 3 500 000,00 | 3 500 000,00 |
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | 1999P148 Construction extension restructuration des collèges publics | 1999P148O103 DE BOIGNE La Motte Servolex Reconstruction                                    | 54 000,00    | 600 000,00   | 2 500 000,00 | 6 000 000,00 | 6 000 000,00 |
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | 1999P148 Construction extension restructuration des collèges publics | 1999P148O104 Bissy restructuration   | 500 000,00   | 1 500 000,00 | 3 500 000,00 | 3 500 000,00 | 2 000 000,00 |
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | 1999P148 Construction extension restructuration des collèges publics | 1999P148O105 Paul Mougin restructuration partielle externat et mise en conformité handicap |              |              |              |              | 40 000,00    |
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | 1999P148 Construction extension restructuration des collèges publics | 1999P148O112 PAUL MOUGIN Désamiantage et Restructuration du Pôle sciences                  | 44 582,00    |              |              |              |              |
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | 1999P148 Construction extension restructuration des collèges publics | 1999P148O113 AP Jean MermozBarby Restructuration   |              |              | 50 000,00    | 100 000,00   | 500 000,00   |
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | 1999P148 Construction extension restructuration des collèges publics | 1999P148O114 AP Collège B de Savoie Les Echelles restructuration                           |              |              | 50 000,00    | 50 000,00    | 400 000,00   |

| Politique | Secteur          | Programme   | Description opération   | 2023         | 2024         | 2025         | 2026         | 2027         |
|-----------|------------------|---|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | 1999P153 Equipements sportifs des collèges publics (CTS dès 2014) | 1999P153O001 Equipements sportifs   | 1 000 000,00 | 1 000 000,00 | 1 000 000,00 | 1 000 000,00 | 1 000 000,00 |
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | 1999P154 Travaux dans les cités mixtes des collèges publics       | 1999P154O004 Cité mixte Albertville                                       | 70 000,00    | 70 000,00    | 70 000,00    | 70 000,00    | 70 000,00    |
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | 1999P154 Travaux dans les cités mixtes des collèges publics       | 1999P154O009 Cité mixte Bourg Saint Maurice bâtiment logement             | 50 000,00    | 100 000,00   | 650 000,00   | 100 000,00   |              |
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | 2001P013 Acquisitions foncières                                   | 2001P013O008 Acquisitions foncières collèges                              | 30 000,00    | 30 000,00    | 30 000,00    | 30 000,00    | 30 000,00    |
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | 2008P001 Patrimoine collèges maintenance                          | 2008P001O001 RESERVE Patrimoine collèges maintenance                      | 3 700 000,00 | 3 700 000,00 | 3 700 000,00 | 3 700 000,00 | 3 700 000,00 |
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | 2008P001 Patrimoine collèges maintenance                          | 2008P001O038 FRAIS ETUDES (DBMG)  | 10 000,00    | 10 000,00    | 10 000,00    | 10 000,00    | 10 000,00    |
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | 2008P001 Patrimoine collèges maintenance                          | 2008P001O058 INFORMATIQUE DES COLLEGES                                    | 812 000,00   | 760 000,00   | 740 000,00   | 767 000,00   | 655 000,00   |
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | 2008P001 Patrimoine collèges maintenance                          | 2008P001O071 Equipement en matériel et mobilier dans les collèges publics | 190 000,00   | 225 000,00   | 225 000,00   | 225 000,00   | 225 000,00   |
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | 2008P001 Patrimoine collèges maintenance                          | 2008P001O363 Désamiantage des collèges                                    | 200 000,00   | 200 000,00   | 200 000,00   | 200 000,00   | 200 000,00   |
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | 2008P001 Patrimoine collèges maintenance                          | 2008P001O365 Acquisition de bungalows                                     | 50 000,00    | 50 000,00    | 50 000,00    | 50 000,00    | 50 000,00    |
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | 2008P001 Patrimoine collèges maintenance                          | 2008P001O366 Résorption des chaudières au fioul                           | 300 000,00   | 300 000,00   |              |              |              |
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | 2009P019 Atelier culinaire départemental                          | 2009P019O001 Atelier culinaire départemental de Chambéry                  | 10 000,00    | 10 000,00    | 10 000,00    | 10 000,00    | 10 000,00    |
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | 2009P019 Atelier culinaire départemental                          | 2009P019O002 Maintenance de l'atelier culinaire                           | 10 000,00    | 10 000,00    | 10 000,00    | 10 000,00    | 10 000,00    |
| EDUCATION | COLLEGES PUBLICS | 2009P019 Atelier culinaire départemental                          | 2009P019O003 Transfert locaux ACD   | 3 220 821,57 |              |              |              |              |

| Politique            | Secteur   | Programme   | Description opération                                       | 2023                 | 2024                 | 2025                 | 2026                 | 2027                 |
|----------------------|---|---|---|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| <b>EDUCATION</b>     | COLLEGES PUBLICS  | 2009P019 Atelier culinaire départemental                    | 2009P019O005 Atelier culinaire départemental Maurienne      |                      | 50 000,00            | 10 000,00            | 10 000,00            | 10 000,00            |
|                      | <b>Secteur COLLEGES PUBLICS</b>                           |   |   | <b>27 123 200,49</b> | <b>25 913 853,17</b> | <b>30 971 959,85</b> | <b>43 631 516,20</b> | <b>45 230 000,00</b> |
| <b>EDUCATION</b>     | ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE                       | 1999P105 Particip contractuelles enseignement sup recherche | 1999P105O002 IUFM   | 20 000,00            | 20 000,00            | 20 000,00            | 20 000,00            | 20 000,00            |
| <b>EDUCATION</b>     | ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE                       | 1999P105 Particip contractuelles enseignement sup recherche | 1999P105O020 CSMB Enseignement recherche                    | 105 000,00           | 105 000,00           | 105 000,00           | 105 000,00           | 105 000,00           |
| <b>EDUCATION</b>     | ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE                       | 1999P105 Particip contractuelles enseignement sup recherche | 1999P105O028 Campus Jacob                                   | 1 000 000,00         | 3 000 000,00         | 3 500 000,00         | 2 500 000,00         |                      |
|                      | <b>Secteur ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE</b>        |   |   | <b>1 125 000,00</b>  | <b>3 125 000,00</b>  | <b>3 625 000,00</b>  | <b>2 625 000,00</b>  | <b>125 000,00</b>    |
|                      | <b>EDUCATION</b>  |   |   | <b>28 968 200,49</b> | <b>29 758 853,17</b> | <b>35 316 959,85</b> | <b>46 976 516,20</b> | <b>46 075 000,00</b> |
| <b>ENVIRONNEMENT</b> | EAU   | 1999P066 Aide aux communes sécurité                         | 1999P066O003 Fonds risques et érosions exceptionnels (FREE) | 250 000,00           | 250 000,00           | 250 000,00           | 250 000,00           | 250 000,00           |
| <b>ENVIRONNEMENT</b> | EAU   | 1999P087 Cours d'eau  | 1999P087O096 Subventions cours d'eau                        | 700 000,00           | 700 000,00           | 700 000,00           | 700 000,00           | 700 000,00           |
| <b>ENVIRONNEMENT</b> | EAU   | 1999P090 Eau potable assainissement                         | 1999P090O003 Eau potable assainissement                     | 1 101 000,00         | 1 031 000,00         | 1 031 000,00         | 1 031 000,00         | 1 031 000,00         |
|                      | <b>Secteur EAU</b>  |   |   | <b>2 051 000,00</b>  | <b>1 981 000,00</b>  | <b>1 981 000,00</b>  | <b>1 981 000,00</b>  | <b>1 981 000,00</b>  |
| <b>ENVIRONNEMENT</b> | ESPACES NATURELS SENSIBLES ET BIODIVERSITE                | 2020P002 Structures biodiversité                            | 2020P002O001 Subvention associations biodiversité           | 40 000,00            | 40 000,00            | 40 000,00            | 40 000,00            | 40 000,00            |
| <b>ENVIRONNEMENT</b> | ESPACES NATURELS SENSIBLES ET BIODIVERSITE                | 2020P002 Structures biodiversité                            | 2020P002O002 Subvention établissements publics biodiversité | 30 000,00            | 30 000,00            | 30 000,00            | 30 000,00            | 30 000,00            |
| <b>ENVIRONNEMENT</b> | ESPACES NATURELS SENSIBLES ET BIODIVERSITE                | 2020P003 Collectivités biodiversité                         | 2020P003O001 Subventions collectivité projets               | 400 000,00           | 400 000,00           | 400 000,00           | 400 000,00           | 400 000,00           |
| <b>ENVIRONNEMENT</b> | ESPACES NATURELS SENSIBLES ET BIODIVERSITE                | 2020P004 Département biodiversité                           | 2020P004O003 Corridors biologiques                          | 230 000,00           | 250 000,00           | 250 000,00           | 250 000,00           | 200 000,00           |
|                      | <b>Secteur ESPACES NATURELS SENSIBLES ET BIODIVERSITE</b> |   |   | <b>700 000,00</b>    | <b>720 000,00</b>    | <b>720 000,00</b>    | <b>720 000,00</b>    | <b>670 000,00</b>    |
| <b>ENVIRONNEMENT</b> | TRANSITION ENERGETIQUE                                    | 2017P007 Energie et innovation                              | 2017P007O001 Subventions énergie et innovation              | 250 000,00           |                      |                      |                      |                      |

| Politique            | Secteur                                    | Programme                                    | Description opération                                 | 2023                | 2024                | 2025                | 2026                | 2027                |
|----------------------|--|--|---|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| <b>ENVIRONNEMENT</b> | TRANSITION ENERGETIQUE                     | 2017P008 Maîtrise de l'énergie               | 2017P008O001 Lutte contre la précarité énergétique    | 1 000 000,00        | 1 000 000,00        | 1 000 000,00        | 1 000 000,00        | 1 000 000,00        |
|                      | <b>Secteur TRANSITION ENERGETIQUE</b>      |  |   | <b>1 250 000,00</b> | <b>1 000 000,00</b> | <b>1 000 000,00</b> | <b>1 000 000,00</b> | <b>1 000 000,00</b> |
|                      | <b>ENVIRONNEMENT</b>                       |  |   | <b>4 001 000,00</b> | <b>3 701 000,00</b> | <b>3 701 000,00</b> | <b>3 701 000,00</b> | <b>3 651 000,00</b> |
| <b>MOYENS</b>        | COMMUNICATION ET GESTION DES EVENEMENTS    | 2008P032 Promotion communication             | 2008P032O002 Présence visuelle                        | 20 000,00           | 20 000,00           | 20 000,00           | 20 000,00           | 20 000,00           |
| <b>MOYENS</b>        | COMMUNICATION ET GESTION DES EVENEMENTS    | 2008P034 Etudes et suivis communication      | 2008P034O001 Charte et production graphique           | 1 000,00            | 1 000,00            | 1 000,00            | 1 000,00            | 1 000,00            |
| <b>MOYENS</b>        | COMMUNICATION ET GESTION DES EVENEMENTS    | 2008P035 Événementiel                        | 2008P035O001 Foire de Savoie..                        | 2 000,00            | 2 000,00            | 2 000,00            | 2 000,00            | 2 000,00            |
| <b>MOYENS</b>        | COMMUNICATION ET GESTION DES EVENEMENTS    | 2008P036 Audiovisuel                         | 2008P036O001 Audiovisuel                              | 90 000,00           | 90 000,00           | 90 000,00           | 90 000,00           | 90 000,00           |
|                      |  |  |   | <b>113 000,00</b>   |
| <b>MOYENS</b>        | ELUS                                       | 1999P299 Frais de fonctionnement des élus SG | 1999P299O002 Mobilier et matériel élus                | 6 400,00            | 6 400,00            | 6 400,00            | 6 400,00            | 6 400,00            |
| <b>MOYENS</b>        | ELUS                                       | 1999P299 Frais de fonctionnement des élus SG | 1999P299O014 Informatique Elus                        | 11 000,00           | 11 000,00           | 46 000,00           | 11 000,00           | 11 000,00           |
|                      | <b>Secteur ELUS</b>                        |  |   | <b>17 400,00</b>    | <b>17 400,00</b>    | <b>52 400,00</b>    | <b>17 400,00</b>    | <b>17 400,00</b>    |
| <b>MOYENS</b>        | INFORMATIQUE                               | 1999P289 Informatique                        | 1999P289O001 Matériel informatique acquisition        | 639 000,00          | 694 000,00          | 1 081 000,00        | 671 000,00          | 1 398 000,00        |
| <b>MOYENS</b>        | INFORMATIQUE                               | 1999P289 Informatique                        | 1999P289O002 Logiciel acquisition                     | 580 000,00          | 1 025 000,00        | 980 000,00          | 480 000,00          | 975 000,00          |
|                      | <b>Secteur INFORMATIQUE</b>                |  |   | <b>1 219 000,00</b> | <b>1 719 000,00</b> | <b>2 061 000,00</b> | <b>1 151 000,00</b> | <b>2 373 000,00</b> |
| <b>MOYENS</b>        | PARC ADMINISTRATION GENERALE ET PATRIMOINE | 1999P263 Divers gestion                      | 1999P263O004 Divers gestion Chambéry le Haut (DEA)    | 5 000,00            | 5 000,00            | 5 000,00            | 5 000,00            | 5 000,00            |
| <b>MOYENS</b>        | PARC ADMINISTRATION GENERALE ET PATRIMOINE | 1999P263 Divers gestion                      | 1999P263O055 Divers gestion DBMG Estivales du Château | 2 500,00            | 2 500,00            | 2 500,00            | 2 500,00            | 2 500,00            |
| <b>MOYENS</b>        | PARC ADMINISTRATION GENERALE ET PATRIMOINE | 1999P263 Divers gestion                      | 1999P263O070 Divers gestion DBMG frais généraux       | 6 000,00            | 6 000,00            | 6 000,00            | 6 000,00            | 6 000,00            |

| Politique | Secteur   | Programme   | Description opération   | 2023       | 2024       | 2025       | 2026       | 2027       |
|-----------|---|---|---|------------|------------|------------|------------|------------|
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 1999P263 Divers gestion                             | 1999P263O085 Divers gestion<br>DGAST SG                       | 500,00     | 500,00     | 500,00     | 500,00     | 500,00     |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 1999P264 Installation<br>téléphonie et réseaux      | 1999P264O007 Installations<br>téléphoniques et réseaux        | 95 000,00  | 85 000,00  | 75 000,00  | 75 000,00  | 75 000,00  |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 1999P278 Loyers bâtiment et<br>charges              | 1999P278O001 Loyers et<br>charges bâtiments DVS gesti<br>DBMG | 2 000,00   | 2 000,00   | 2 000,00   | 2 000,00   | 2 000,00   |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 1999P278 Loyers bâtiment et<br>charges              | 1999P278O014 TDL Loyers<br>logements spécifiques              | 2 000,00   | 2 000,00   | 2 000,00   | 2 000,00   | 2 000,00   |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 1999P278 Loyers bâtiment et<br>charges              | 1999P278O016 Charges<br>bâtiments et divers SG                | 50 000,00  | 150 000,00 | 50 000,00  | 50 000,00  | 50 000,00  |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 1999P278 Loyers bâtiment et<br>charges              | 1999P278O018 Charges<br>bâtiments TDL                         | 3 000,00   | 3 000,00   | 3 000,00   | 3 000,00   | 3 000,00   |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 1999P279 Acquisition matériel<br>mobilier outillage | 1999P279O002 Mobilier matériel<br>DVS gest DBMG               | 58 000,00  | 58 000,00  | 58 000,00  | 58 000,00  | 58 000,00  |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 1999P279 Acquisition matériel<br>mobilier outillage | 1999P279O003 Mobilier et mat<br>autres sces dépx              | 100 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 1999P279 Acquisition matériel<br>mobilier outillage | 1999P279O005 Mobilier et mat<br>Archives                      | 10 000,00  | 10 000,00  | 10 000,00  | 32 000,00  | 2 000,00   |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 1999P279 Acquisition matériel<br>mobilier outillage | 1999P279O007 Mobilier matériel<br>BDS                         | 15 000,00  | 15 000,00  | 15 000,00  | 15 000,00  | 15 000,00  |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 1999P279 Acquisition matériel<br>mobilier outillage | 1999P279O013 Mobilier et mat<br>DSI                           | 35 000,00  | 35 000,00  | 35 000,00  | 35 000,00  | 35 000,00  |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 1999P279 Acquisition matériel<br>mobilier outillage | 1999P279O025 Mobilier et<br>matériel DVS                      | 2 000,00   | 2 000,00   | 2 000,00   | 2 000,00   | 2 000,00   |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 1999P279 Acquisition matériel<br>mobilier outillage | 1999P279O030 TDL mobilier et<br>matériel                      | 35 000,00  | 35 000,00  | 35 000,00  | 35 000,00  | 35 000,00  |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 1999P279 Acquisition matériel<br>mobilier outillage | 1999P279O038 Hygiène et<br>sécurité DBMG                      | 6 000,00   | 6 000,00   | 6 000,00   | 6 000,00   | 6 000,00   |

| Politique | Secteur   | Programme  | Description opération   | 2023         | 2024         | 2025         | 2026         | 2027         |
|-----------|---|--|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 1999P279 Acquisition matériel<br>mobilier outillage        | 1999P279O041 TDL Matériel et<br>outillage technique<br>investissement | 82 000,00    | 82 000,00    | 82 000,00    | 82 000,00    | 82 000,00    |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 1999P279 Acquisition matériel<br>mobilier outillage        | 1999P279O046 SMMR<br>Acquisition matériel mobilier<br>outillage       | 6 000,00     | 6 000,00     | 6 000,00     |              | 6 000,00     |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 1999P279 Acquisition matériel<br>mobilier outillage        | 1999P279O047 SMMR Matériel<br>et outillage                            | 100 000,00   | 100 000,00   | 100 000,00   | 100 000,00   | 100 000,00   |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 1999P279 Acquisition matériel<br>mobilier outillage        | 1999P279O048 Acquisition mat<br>mob out SAT cellules eau              | 10 000,00    | 10 000,00    | 10 000,00    | 10 000,00    | 10 000,00    |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 1999P282 Véhicules<br>acquisitions cessions                | 1999P282O020 Acquisitions<br>véhicules DBMG                           | 30 000,00    | 30 000,00    | 30 000,00    | 30 000,00    | 30 000,00    |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 1999P282 Véhicules<br>acquisitions cessions                | 3099002 Véhicules acquisition DI                                      | 4 750 000,00 | 4 750 000,00 | 4 750 000,00 | 4 750 000,00 | 4 750 000,00 |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 2003P004 Patrimoine travaux<br>études acquisitions cession | 2003P004O006 Château parking  | 70 000,00    |              |              |              |              |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 2003P004 Patrimoine travaux<br>études acquisitions cession | 2003P004O017 Grosses<br>réparations patrimoine<br>administration      | 460 000,00   | 460 000,00   | 460 000,00   | 460 000,00   | 460 000,00   |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 2003P004 Patrimoine travaux<br>études acquisitions cession | 2003P004O018 4 rue du<br>Château                                      |              | 20 000,00    | 200 000,00   |              |              |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 2003P004 Patrimoine travaux<br>études acquisitions cession | 2003P004O019 Etudes DBMG  | 20 000,00    | 20 000,00    | 20 000,00    | 20 000,00    | 20 000,00    |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 2003P004 Patrimoine travaux<br>études acquisitions cession | 2003P004O023 Châlet<br>Edelweiss St François<br>Longchamp             | 720 000,00   | 640 000,00   | 20 000,00    | 20 000,00    | 20 000,00    |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 2003P004 Patrimoine travaux<br>études acquisitions cession | 2003P004O028 Centre lionel<br>Terray                                  | 10 000,00    | 10 000,00    | 10 000,00    | 10 000,00    | 10 000,00    |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 2003P004 Patrimoine travaux<br>études acquisitions cession | 2003P004O030 Archives BDS<br>quai de la Rize                          | 30 000,00    |              |              |              |              |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 2003P004 Patrimoine travaux<br>études acquisitions cession | 2003P004O038 Patrimoine DVS<br>grosses réparations                    | 70 000,00    | 70 000,00    | 70 000,00    | 70 000,00    | 70 000,00    |

| Politique | Secteur   | Programme   | Description opération   | 2023       | 2024         | 2025         | 2026       | 2027       |
|-----------|---|---|---|------------|--------------|--------------|------------|------------|
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 2003P004 Patrimoine travaux études acquisitions cession | 2003P004O039 Locaux rue Sainte Rose et maison des sports                          | 67 000,00  | 1 276 000,00 | 1 265 000,00 | 292 000,00 |            |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 2003P004 Patrimoine travaux études acquisitions cession | 2003P004O086 Travaux mise en conformité   | 40 000,00  | 40 000,00    | 40 000,00    | 40 000,00  | 40 000,00  |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 2003P004 Patrimoine travaux études acquisitions cession | 2003P004O095 Signalétique des bâtiments du Conseil général                        | 5 000,00   | 5 000,00     | 5 000,00     | 5 000,00   | 5 000,00   |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 2003P004 Patrimoine travaux études acquisitions cession | 2003P004O114 TDL Provision maintenance investissement bâtiments TDL (DBMG)        | 345 000,00 | 345 000,00   | 345 000,00   | 345 000,00 | 345 000,00 |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 2003P004 Patrimoine travaux études acquisitions cession | 2003P004O115 TDL centrales et cuves à saumures                                    | 50 000,00  | 50 000,00    | 50 000,00    | 50 000,00  | 50 000,00  |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 2003P004 Patrimoine travaux études acquisitions cession | 2003P004O136 Base de données graphique bâtiment                                   | 20 000,00  | 20 000,00    | 20 000,00    | 20 000,00  | 20 000,00  |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 2003P004 Patrimoine travaux études acquisitions cession | 2003P004O137 TDL Cuves à fuel   | 80 000,00  | 80 000,00    | 50 000,00    | 50 000,00  | 50 000,00  |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 2003P004 Patrimoine travaux études acquisitions cession | 2003P004O145 Aménagements Hospices du Petit Saint Bernard                         | 80 000,00  | 80 000,00    | 50 000,00    | 50 000,00  | 50 000,00  |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 2003P004 Patrimoine travaux études acquisitions cession | 2003P004O164 Aménagements Curial  | 50 000,00  |              |              |            |            |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 2003P004 Patrimoine travaux études acquisitions cession | 2003P004O165 Actions de prévention accidents du travail maladies professionnelles | 10 000,00  | 10 000,00    | 10 000,00    | 10 000,00  | 10 000,00  |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 2003P004 Patrimoine travaux études acquisitions cession | 2003P004O169 Mise en conformité accessibilité handicap                            | 100 000,00 | 100 000,00   | 100 000,00   | 100 000,00 | 100 000,00 |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 2003P004 Patrimoine travaux études acquisitions cession | 2003P004O171 Réhabilitation SMMR  | 200 000,00 | 200 000,00   | 200 000,00   | 100 000,00 | 100 000,00 |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 2003P004 Patrimoine travaux études acquisitions cession | 2003P004O228 TDL Maurienne agrandissement et déplacement abri à sel St Jean       | 450 000,00 |              |              |            |            |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 2003P004 Patrimoine travaux études acquisitions cession | 2003P004O267 Désamiantage des bâtiments   | 50 000,00  | 50 000,00    | 50 000,00    | 50 000,00  | 50 000,00  |

| Politique | Secteur   | Programme   | Description opération   | 2023         | 2024         | 2025         | 2026         | 2027         |
|-----------|---|---|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 2003P004 Patrimoine travaux études acquisitions cession | 2003P004O270 Regroupements de services                                      | 1 000 000,00 | 1 000 000,00 | 1 000 000,00 | 1 000 000,00 | 1 000 000,00 |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 2003P004 Patrimoine travaux études acquisitions cession | 2003P004O296 Restructuration site de Yenne                                  | 1 900 000,00 | 488 676,49   |              |              |              |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 2003P004 Patrimoine travaux études acquisitions cession | 2003P004O302 Travaux CE Saint Etienne de cuines suite incendie 23 aout 2018 | 2 265 000,00 | 1 500 000,00 | 114 969,16   |              |              |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 2003P004 Patrimoine travaux études acquisitions cession | 2003P004O309 SMMR Chambéry restructuration Etudes                           | 100 000,00   | 700 000,00   | 3 000 000,00 | 5 300 000,00 | 5 300 000,00 |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 2003P004 Patrimoine travaux études acquisitions cession | 2003P004O310 DT Albertville CPAS mise en conformité handicap                | 50 000,00    | 260 000,00   |              |              |              |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 2003P004 Patrimoine travaux études acquisitions cession | 2003P004O320 TDL Mise en conformité aires de lavage et abris à sel          | 140 000,00   |              |              |              |              |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 2003P004 Patrimoine travaux études acquisitions cession | 2003P004O321 Acquisitions   | 1 794 088,00 | 200 000,00   | 100 000,00   |              |              |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 2003P004 Patrimoine travaux études acquisitions cession | 2003P004O323 Abri à sel les Menuires  |              | 500 000,00   |              |              |              |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 2003P004 Patrimoine travaux études acquisitions cession | 2003P004O327 Chaudières fuel  | 310 000,00   | 310 000,00   | 300 000,00   |              |              |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 2003P004 Patrimoine travaux études acquisitions cession | 2003P004O328 Installation bornes électriques                                | 400 000,00   | 300 000,00   |              |              |              |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 2003P004 Patrimoine travaux études acquisitions cession | 2003P004O330 Centrales ENR  | 850 000,00   | 850 000,00   | 850 000,00   | 850 000,00   |              |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 2003P004 Patrimoine travaux études acquisitions cession | 2003P004O335 Abri à sel d'Albertville                                       | 400 000,00   | 23 600,00    |              |              |              |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 2003P004 Patrimoine travaux études acquisitions cession | 2003P004O336 Nouveau centre social de Marlioz                               |              | 600 000,00   |              |              |              |
| MOYENS    | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE | 2003P004 Patrimoine travaux études acquisitions cession | 2003P004O337 Nouveau centre social de Saint Pierre d'Albigny                |              | 600 000,00   |              |              |              |

| Politique            | Secteur  | Programme   | Description opération  | 2023                 | 2024                 | 2025                 | 2026                 | 2027                 |
|----------------------|--|---|--|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| MOYENS               | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE                | 2003P004 Patrimoine travaux études acquisitions cession | 2003P004O338 Centre routier de Challes les Eaux et plateforme                        | 640 000,00           | 300 000,00           |                      |                      |                      |
| MOYENS               | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE                | 2003P004 Patrimoine travaux études acquisitions cession | 2003P004O339 Réaménagement et regroupement centre routier et centre social de Modane |                      | 34 500,00            | 575 000,00           | 345 000,00           |                      |
| MOYENS               | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE                | 2003P004 Patrimoine travaux études acquisitions cession | 2003P004O341 Réhabilitation du centre routier Les Arcs 1850                          |                      | 34 500,00            | 115 000,00           | 977 500,00           | 977 500,00           |
| MOYENS               | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE                | 2003P004 Patrimoine travaux études acquisitions cession | 2003P004O342 Réhabilitation du centre routier Moutiers                               |                      |                      |                      |                      | 35 000,00            |
| MOYENS               | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE                | 2003P004 Patrimoine travaux études acquisitions cession | 2003P004O344 Réhabilitation du centre routier Saint Christophe                       | 60 000,00            | 920 000,00           | 230 000,00           |                      |                      |
| MOYENS               | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE                | 2003P004 Patrimoine travaux études acquisitions cession | 2003P004O345 Abri à sel du Châtelard   |                      | 415 000,00           |                      |                      |                      |
| MOYENS               | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE                | 2003P004 Patrimoine travaux études acquisitions cession | 2003P004O346 Réimplantation du centre routier de Mouxy                               |                      |                      |                      |                      | 20 000,00            |
| MOYENS               | PARC<br>ADMINISTRATION<br>GENERALE ET<br>PATRIMOINE                | 2003P004 Patrimoine travaux études acquisitions cession | 2003P004O358 Réaménagement du site SMMR/CRD de St Jean de Maurienne                  | 50 000,00            | 20 000,00            | 100 000,00           | 800 000,00           | 30 000,00            |
|                      | <b>Secteur PARC ADMINISTRATION GENERALE ET PATRIMOINE</b>          |   |  | <b>18 291 088,00</b> | <b>18 027 276,49</b> | <b>14 734 969,16</b> | <b>16 365 500,00</b> | <b>14 139 500,00</b> |
|                      | <b>MOYENS</b>  |   |  | <b>19 640 488,00</b> | <b>19 876 676,49</b> | <b>16 961 369,16</b> | <b>17 646 900,00</b> | <b>16 642 900,00</b> |
| POLITIQUE FINANCIERE | 2 ALLOCATIONS ET MOBILISATION DES MOYENS FINANCIERS                | 2017P224 Dépenses exceptionnelles d'investissement      | 2017P224O001 Dépenses exceptionnelles d'investissement                               | 4 500 000,00         | 4 500 000,00         | 4 500 000,00         | 4 500 000,00         | 4 500 000,00         |
| POLITIQUE FINANCIERE | 2 ALLOCATIONS ET MOBILISATION DES MOYENS FINANCIERS                | 2017P226 Autres dépenses d'investissement               | 2017P226O001 Autres dépenses investissement  | 30 000,00            | 30 000,00            | 30 000,00            | 30 000,00            | 30 000,00            |
|                      | <b>Secteur 2 ALLOCATIONS ET MOBILISATION DES MOYENS FINANCIERS</b> |   |  | <b>4 530 000,00</b>  |
| POLITIQUE FINANCIERE | 3 STRUCTURES FINANCIERES RISQUES ET SOLVABILITE                    | 2017P322 Amortissement des prêts                        | 2017P322O001 Amortissement prêts bancaires à taux fixe simple                        | 7 154 289,06         | 7 088 100,04         | 7 320 406,63         | 5 877 152,81         | 2 970 581,26         |
| POLITIQUE FINANCIERE | 3 STRUCTURES FINANCIERES RISQUES ET SOLVABILITE                    | 2017P322 Amortissement des prêts                        | 2017P322O003 Amortissement prêts bancaires à taux variable simple                    | 2 326 094,44         | 2 398 688,39         | 2 474 655,30         | 2 554 160,25         | 2 396 649,03         |

| Politique                   | Secteur  | Programme   | Description opération   | 2023                 | 2024                 | 2025                 | 2026                 | 2027                 |
|-----------------------------|--|---|---|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| <b>POLITIQUE FINANCIERE</b> | 3 STRUCTURES FINANCIERES RISQUES ET SOLVABILITE                              | 2017P322 Amortissement des prêts                              | 2017P322O004 Amortissement prêts revolving à taux variable                      | 2 091 648,80         | 2 151 980,70         | 2 217 139,16         | 2 287 510,29         | 2 363 511,02         |
| <b>POLITIQUE FINANCIERE</b> | 3 STRUCTURES FINANCIERES RISQUES ET SOLVABILITE                              | 2017P322 Amortissement des prêts                              | 2017P322O005 Amortissement refinancements                                       | 23 000 000,00        | 23 000 000,00        | 23 000 000,00        | 23 000 000,00        | 23 000 000,00        |
| <b>POLITIQUE FINANCIERE</b> | 3 STRUCTURES FINANCIERES RISQUES ET SOLVABILITE                              | 2017P322 Amortissement des prêts                              | 2017P322O006 Amortissement trésorerie   | 4 424 289,97         | 3 670 141,17         | 2 855 660,47         | 1 976 021,31         | 1 026 011,02         |
|                             | <b>Secteur 3 STRUCTURES FINANCIERES RISQUES ET SOLVABILITE</b>               |   |   | <b>38 996 322,27</b> | <b>38 308 910,30</b> | <b>37 867 861,56</b> | <b>35 694 844,66</b> | <b>31 756 752,33</b> |
|                             | <b>POLITIQUE FINANCIERE</b>  |   |   | <b>43 526 322,27</b> | <b>42 838 910,30</b> | <b>42 397 861,56</b> | <b>40 224 844,66</b> | <b>36 286 752,33</b> |
|                             | <b>POLITIQUE FINANCIERE hors écritures de refinancement et de trésorerie</b> |   |   | <b>16 102 032,30</b> | <b>16 168 769,13</b> | <b>16 542 201,09</b> | <b>15 248 823,35</b> | <b>12 260 741,31</b> |
| <b>POLITIQUE ROUTIERE</b>   | AMELIORER LA SECURITE DES USAGERS  | 1999P031 Signalisation routière                               | 1999P031O420 Signalisation horizontale  | 1 570 000,00         | 1 570 000,00         | 1 570 000,00         | 1 570 000,00         | 1 570 000,00         |
| <b>POLITIQUE ROUTIERE</b>   | AMELIORER LA SECURITE DES USAGERS  | 1999P031 Signalisation routière                               | 1999P031O441 Signalisation Verticale  | 430 000,00           | 430 000,00           | 430 000,00           | 430 000,00           | 430 000,00           |
| <b>POLITIQUE ROUTIERE</b>   | AMELIORER LA SECURITE DES USAGERS  | 1999P034 Aménagements et équipements de sécurité              | 1999P034O418 Petits aménagements de sécurité                                    | 70 000,00            | 70 000,00            | 70 000,00            | 70 000,00            | 70 000,00            |
| <b>POLITIQUE ROUTIERE</b>   | AMELIORER LA SECURITE DES USAGERS  | 1999P034 Aménagements et équipements de sécurité              | 1999P034O466 Abattage platanes chançrés sur tout le Département                 | 30 000,00            | 30 000,00            | 30 000,00            | 30 000,00            | 30 000,00            |
| <b>POLITIQUE ROUTIERE</b>   | AMELIORER LA SECURITE DES USAGERS  | 1999P034 Aménagements et équipements de sécurité              | 1999P034O503 Sécurisation des arrêts de cars                                    | 25 000,00            | 25 000,00            | 25 000,00            | 25 000,00            | 25 000,00            |
| <b>POLITIQUE ROUTIERE</b>   | AMELIORER LA SECURITE DES USAGERS  | 1999P034 Aménagements et équipements de sécurité              | 1999P034O507 2022 Dispositifs de retenue  | 1 000 000,00         | 1 000 000,00         | 1 000 000,00         | 1 000 000,00         | 1 000 000,00         |
| <b>POLITIQUE ROUTIERE</b>   | AMELIORER LA SECURITE DES USAGERS  | 1999P037 Plan qualité routes RD                               | 1999P037O190 Création du nouveau pont de Montrigon sur la RD 84C                | 2 250,66             |                      |                      |                      |                      |
| <b>POLITIQUE ROUTIERE</b>   | AMELIORER LA SECURITE DES USAGERS  | 1999P048 Fonds d'intervention d'urgence                       | 1999P048O432 RESERVE - Fonds d'intervention d'urgence                           | 1 500 000,00         | 1 500 000,00         | 1 500 000,00         | 1 500 000,00         | 1 500 000,00         |
| <b>POLITIQUE ROUTIERE</b>   | AMELIORER LA SECURITE DES USAGERS  | 1999P059 Protection contre les risques naturels et avalanches | 1999P059O242 RESERVE - Protection contre les calamités naturelles et avalanches | 7 000 000,00         | 7 000 000,00         | 7 000 000,00         | 7 000 000,00         | 7 000 000,00         |

| Politique          | Secteur  | Programme                   | Description opération  | 2023                 | 2024                 | 2025                 | 2026                 | 2027                 |
|--------------------|--|-----------------------------|--|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| POLITIQUE ROUTIERE | AMELIORER LA SECURITE DES USAGERS                | 2000P072 Passages à niveaux | 2000P072O016 RD 17 - Viviers du lac - Sécurisation du franchissement du PN 18            | 236 505,10           |                      |                      |                      |                      |
| POLITIQUE ROUTIERE | AMELIORER LA SECURITE DES USAGERS                | 2000P072 Passages à niveaux | 2000P072O022 Sécurisation des RD à proximité des passages à niveaux                      | 50 000,00            | 50 000,00            | 50 000,00            | 50 000,00            | 50 000,00            |
| POLITIQUE ROUTIERE | AMELIORER LA SECURITE DES USAGERS                | 2007P040 Tunnels            | 2007P040O004 RD 902 -Tignes - Réhabilitation du tunnel du Saut                           | 100 000,00           | 1 400 000,00         | 500 000,00           |                      |                      |
| POLITIQUE ROUTIERE | AMELIORER LA SECURITE DES USAGERS                | 2007P040 Tunnels            | 2007P040O005 Inspection détaillée des tunnels  | 100 000,00           | 50 000,00            | 50 000,00            | 50 000,00            | 50 000,00            |
| POLITIQUE ROUTIERE | AMELIORER LA SECURITE DES USAGERS                | 2007P040 Tunnels            | 2007P040O015 Travaux urgents de mise en conformité des tunnels                           | 390 000,00           | 450 000,00           | 450 000,00           | 450 000,00           | 450 000,00           |
| POLITIQUE ROUTIERE | AMELIORER LA SECURITE DES USAGERS                | 2007P040 Tunnels            | 2007P040O040 Participation à la mise en conformité du tunnel du Galibier                 | 50 000,00            | 50 000,00            | 50 000,00            | 50 000,00            | 50 000,00            |
| POLITIQUE ROUTIERE | AMELIORER LA SECURITE DES USAGERS                | 2007P040 Tunnels            | 2007P040O043 Participation au développement d'un simulateur superviseur unique au Tunnel | 10 000,00            |                      |                      |                      |                      |
|                    | <b>Secteur AMELIORER LA SECURITE DES USAGERS</b> |                             |  | <b>12 563 755,76</b> | <b>13 625 000,00</b> | <b>12 725 000,00</b> | <b>12 225 000,00</b> | <b>12 225 000,00</b> |
| POLITIQUE ROUTIERE | MAINTENIR EN ETAT LE PATRIMOINE ROUTIER          | 1999P053 Ouvrages d'art     | 1999P053O285 RESERVE Ouvrage d'arts  |                      | 1 000 000,00         | 1 000 000,00         | 1 040 000,00         | 6 000 000,00         |
| POLITIQUE ROUTIERE | MAINTENIR EN ETAT LE PATRIMOINE ROUTIER          | 1999P053 Ouvrages d'art     | 1999P053O775 Remise à niveau des murs de soutènement                                     | 1 500 000,00         | 1 500 000,00         | 1 500 000,00         | 1 500 000,00         |                      |
| POLITIQUE ROUTIERE | MAINTENIR EN ETAT LE PATRIMOINE ROUTIER          | 1999P053 Ouvrages d'art     | 1999P053O776 ETUDES PRELIMINAIRES  | 150 000,00           | 150 000,00           | 130 000,00           | 150 000,00           |                      |
| POLITIQUE ROUTIERE | MAINTENIR EN ETAT LE PATRIMOINE ROUTIER          | 1999P053 Ouvrages d'art     | 1999P053O777 Inspections détaillées  | 100 000,00           | 100 000,00           | 100 000,00           | 100 000,00           |                      |
| POLITIQUE ROUTIERE | MAINTENIR EN ETAT LE PATRIMOINE ROUTIER          | 1999P053 Ouvrages d'art     | 1999P053O790 RD 1006 Bramans Réfection du pont du Verney sur l'Arc                       | 2 280 000,00         |                      |                      |                      |                      |
| POLITIQUE ROUTIERE | MAINTENIR EN ETAT LE PATRIMOINE ROUTIER          | 1999P053 Ouvrages d'art     | 1999P053O805 RD 119-Sézez-Pont de Magoververt descendant                                 |                      |                      |                      | 60 000,00            |                      |
| POLITIQUE ROUTIERE | MAINTENIR EN ETAT LE PATRIMOINE ROUTIER          | 1999P053 Ouvrages d'art     | 1999P053O808 RD 215-Modane-Réfection du pont du Saint Bernard                            | 450 000,00           |                      |                      |                      |                      |

| Politique                 | Secteur                                 | Programme               | Description opération   | 2023       | 2024         | 2025         | 2026         | 2027 |
|---------------------------|---|-------------------------|---|------------|--------------|--------------|--------------|------|
| <b>POLITIQUE ROUTIERE</b> | MAINTENIR EN ETAT LE PATRIMOINE ROUTIER | 1999P053 Ouvrages d'art | 1999P053O814 V 63 La Motte Servolex-Remplacement de la passerelle de l'Arche              | 300 000,00 |              |              |              |      |
| <b>POLITIQUE ROUTIERE</b> | MAINTENIR EN ETAT LE PATRIMOINE ROUTIER | 1999P053 Ouvrages d'art | 1999P053O830 Travaux préventif sur murs et ponts  | 780 000,00 | 790 000,00   | 700 000,00   | 800 000,00   |      |
| <b>POLITIQUE ROUTIERE</b> | MAINTENIR EN ETAT LE PATRIMOINE ROUTIER | 1999P053 Ouvrages d'art | 1999P053O861 RD 96-Les Belleville-Réfection partielle du pont de Chalançon                | 30 000,00  |              |              |              |      |
| <b>POLITIQUE ROUTIERE</b> | MAINTENIR EN ETAT LE PATRIMOINE ROUTIER | 1999P053 Ouvrages d'art | 1999P053O862 RD 1006-Aussois-Réhabilitation du pont de la Croix Rouge                     |            | 200 000,00   | 200 000,00   | 600 000,00   |      |
| <b>POLITIQUE ROUTIERE</b> | MAINTENIR EN ETAT LE PATRIMOINE ROUTIER | 1999P053 Ouvrages d'art | 1999P053O863 RD 215-Saint-André-Réhabilitation du pont de Saint André                     |            | 500 000,00   | 1 100 000,00 | 200 000,00   |      |
| <b>POLITIQUE ROUTIERE</b> | MAINTENIR EN ETAT LE PATRIMOINE ROUTIER | 1999P053 Ouvrages d'art | 1999P053O864 RD 904-Ruffieux-Réhabilitation du pont La Loi                                | 120 000,00 | 1 000 000,00 | 1 000 000,00 | 1 000 000,00 |      |
| <b>POLITIQUE ROUTIERE</b> | MAINTENIR EN ETAT LE PATRIMOINE ROUTIER | 1999P053 Ouvrages d'art | 1999P053O865 RD 222-Grésy-sur-Isère-Réhabilitation du Pont de Grésy                       |            | 30 000,00    | 600 000,00   | 500 000,00   |      |
| <b>POLITIQUE ROUTIERE</b> | MAINTENIR EN ETAT LE PATRIMOINE ROUTIER | 1999P053 Ouvrages d'art | 1999P053O866 RD 118-Réhabilitation du pont de Thénésol                                    |            |              |              | 40 000,00    |      |
| <b>POLITIQUE ROUTIERE</b> | MAINTENIR EN ETAT LE PATRIMOINE ROUTIER | 1999P053 Ouvrages d'art | 1999P053O868 Réhabilitation des Paravallanches RD 902 et 87A -Accès Tignes et Val d'Isère |            | 100 000,00   | 70 000,00    | 500 000,00   |      |
| <b>POLITIQUE ROUTIERE</b> | MAINTENIR EN ETAT LE PATRIMOINE ROUTIER | 1999P053 Ouvrages d'art | 1999P053O869 RD 1006-La Tour en Mnne-Réhabilitation du pont La Ravoire                    |            |              |              | 240 000,00   |      |
| <b>POLITIQUE ROUTIERE</b> | MAINTENIR EN ETAT LE PATRIMOINE ROUTIER | 1999P053 Ouvrages d'art | 1999P053O870 RD 91B-Champagny-en Vanoise-Réhabilitation du pont du Remous                 |            |              |              | 40 000,00    |      |
| <b>POLITIQUE ROUTIERE</b> | MAINTENIR EN ETAT LE PATRIMOINE ROUTIER | 1999P053 Ouvrages d'art | 1999P053O882 RD 79-Saint-Julien-Montdenis-Réhabilitation du pont amont au PR 2+182        |            |              |              | 40 000,00    |      |
| <b>POLITIQUE ROUTIERE</b> | MAINTENIR EN ETAT LE PATRIMOINE ROUTIER | 1999P053 Ouvrages d'art | 1999P053O887 RD 1006-Saint-Martin-de-la-Porte-Réhabilitation du Pont du Rieu Sec          |            | 230 000,00   |              |              |      |
| <b>POLITIQUE ROUTIERE</b> | MAINTENIR EN ETAT LE PATRIMOINE ROUTIER | 1999P053 Ouvrages d'art | 1999P053O888 Participation à la reconstruction du pont Saint-Antoine par Telt             | 200 000,00 | 200 000,00   | 200 000,00   | 150 000,00   |      |

| Politique          | Secteur  | Programme  | Description opération   | 2023                 | 2024                 | 2025                 | 2026                 | 2027                 |
|--------------------|--|--|---|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| POLITIQUE ROUTIERE | MAINTENIR EN ETAT LE PATRIMOINE ROUTIER              | 1999P053 Ouvrages d'art  | 1999P053O895 RD902-Ste Foy Tarentaise-Remise à niveau du VIPP du Champet                            | 50 000,00            | 600 000,00           | 400 000,00           |                      |                      |
| POLITIQUE ROUTIERE | MAINTENIR EN ETAT LE PATRIMOINE ROUTIER              | 1999P053 Ouvrages d'art  | 1999P053O896 RD915-Pralognan-Réhabilitation du pont de la forêt                                     | 40 000,00            | 600 000,00           |                      |                      |                      |
| POLITIQUE ROUTIERE | MAINTENIR EN ETAT LE PATRIMOINE ROUTIER              | 1999P053 Ouvrages d'art  | 1999P053O897 RD1504-Bourget du lac-Ouvrage d'art 1 sur la Leysse                                    |                      |                      |                      | 40 000,00            |                      |
| POLITIQUE ROUTIERE | MAINTENIR EN ETAT LE PATRIMOINE ROUTIER              | 2022P011 Renforcement de chaussées                                     | 2022P011O001 Renforcement de chaussées stations   | 5 350 000,00         | 5 350 000,00         | 5 350 000,00         | 5 350 000,00         | 5 350 000,00         |
| POLITIQUE ROUTIERE | MAINTENIR EN ETAT LE PATRIMOINE ROUTIER              | 2022P011 Renforcement de chaussées                                     | 2022P011O002 Renforcement de chaussées structurant et principal                                     | 4 600 000,00         | 4 600 000,00         | 4 600 000,00         | 4 600 000,00         | 4 600 000,00         |
| POLITIQUE ROUTIERE | MAINTENIR EN ETAT LE PATRIMOINE ROUTIER              | 2022P011 Renforcement de chaussées                                     | 2022P011O003 Renforcement de chaussées Territorial  | 3 050 000,00         | 3 050 000,00         | 3 050 000,00         | 3 050 000,00         | 3 050 000,00         |
|                    |  |  |   | <b>19 000 000,00</b> | <b>20 000 000,00</b> | <b>20 000 000,00</b> | <b>20 000 000,00</b> | <b>19 000 000,00</b> |
| POLITIQUE ROUTIERE | OPTIMISER LES DEPLACEMENTS ET FAVORISER LES MODES DE | 1999P019 Etudes et acquisitions foncières                              | 1999P019O106 Acquisitions foncières et ventes   | 100 000,00           | 100 000,00           | 100 000,00           | 100 000,00           | 100 000,00           |
| POLITIQUE ROUTIERE | OPTIMISER LES DEPLACEMENTS ET FAVORISER LES MODES DE | 1999P019 Etudes et acquisitions foncières                              | 1999P019O107 Etudes générales   | 160 000,00           | 160 000,00           | 160 000,00           | 160 000,00           | 160 000,00           |
| POLITIQUE ROUTIERE | OPTIMISER LES DEPLACEMENTS ET FAVORISER LES MODES DE | 1999P019 Etudes et acquisitions foncières                              | 1999P019O108 Frais insertions   | 40 000,00            | 40 000,00            | 40 000,00            | 40 000,00            | 40 000,00            |
| POLITIQUE ROUTIERE | OPTIMISER LES DEPLACEMENTS ET FAVORISER LES MODES DE | 1999P023 Opérations sur réseau territorial et local (opérations B)     | 1999P023O792 Opérations sur réseau territorial et local (opérations B)                              | 1 000 000,00         | 1 000 000,00         | 1 000 000,00         | 1 000 000,00         | 1 000 000,00         |
| POLITIQUE ROUTIERE | OPTIMISER LES DEPLACEMENTS ET FAVORISER LES MODES DE | 1999P024 Opérations sur réseau structurant et principal (opérations A) | 1999P024O261 RESERVE - Opérations sur réseau 1ère catégorie   | 1 000 000,00         | 1 000 000,00         | 1 000 000,00         | 1 000 000,00         | 1 000 000,00         |
| POLITIQUE ROUTIERE | OPTIMISER LES DEPLACEMENTS ET FAVORISER LES MODES DE | 1999P028 Amélioration des accès au réseau autoroutier                  | 1999P028O007 Liaison RD 1201 A41 Accès à l'échangeur autoroutier d'Aix les Bains Nord par la RD 49F | 413 000,00           |                      |                      |                      |                      |
| POLITIQUE ROUTIERE | OPTIMISER LES DEPLACEMENTS ET FAVORISER LES MODES DE | 1999P038 Aménagements cyclables  | 1999P038O120 RESERVE - Aménagements cyclables   |                      | 2 000 000,00         | 2 000 000,00         | 2 000 000,00         | 4 000 000,00         |
| POLITIQUE ROUTIERE | OPTIMISER LES DEPLACEMENTS ET FAVORISER LES MODES DE | 1999P038 Aménagements cyclables  | 1999P038O143 Véloroute itinéraire V62   | 700 000,00           |                      |                      |                      |                      |

| Politique          | Secteur  | Programme   | Description opération  | 2023                 | 2024                | 2025                | 2026                | 2027                 |
|--------------------|--|---|--|----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|----------------------|
| POLITIQUE ROUTIERE | OPTIMISER LES DEPLACEMENTS ET FAVORISER LES MODES DE | 1999P038 Aménagements cyclables                   | 1999P038O144 Mise en conformité de la signalisation sur les véloroutes et les circuits cyclo | 50 000,00            |                     |                     |                     |                      |
| POLITIQUE ROUTIERE | OPTIMISER LES DEPLACEMENTS ET FAVORISER LES MODES DE | 1999P038 Aménagements cyclables                   | 1999P038O158 Etudes aménagements cyclables structurants supports des mobilités du quotidien  | 250 000,00           |                     |                     |                     |                      |
| POLITIQUE ROUTIERE | OPTIMISER LES DEPLACEMENTS ET FAVORISER LES MODES DE | 1999P038 Aménagements cyclables                   | 1999P038O159 Petits aménagements de sécurité pour le partage de la voirie                    | 500 000,00           |                     |                     |                     |                      |
| POLITIQUE ROUTIERE | OPTIMISER LES DEPLACEMENTS ET FAVORISER LES MODES DE | 1999P038 Aménagements cyclables                   | 2902008 Véloroute du Léman à la mer-véloroute via rhôna                                      | 500 000,00           |                     |                     |                     |                      |
| POLITIQUE ROUTIERE | OPTIMISER LES DEPLACEMENTS ET FAVORISER LES MODES DE | 2002P008 Desserte domaine des Sybelles (ex Arvan) | 2002P008O046 RESERVE - Desserte domaine des Sybelles (ex Arvan)                              |                      | 600 000,00          |                     |                     |                      |
| POLITIQUE ROUTIERE | OPTIMISER LES DEPLACEMENTS ET FAVORISER LES MODES DE | 2004P045 Opérations structurantes                 | 2004P045O007 RESERVE Opérations structurantes  | 1 250 000,00         | 950 000,00          | 1 550 000,00        | 1 550 000,00        | 1 550 000,00         |
| POLITIQUE ROUTIERE | OPTIMISER LES DEPLACEMENTS ET FAVORISER LES MODES DE | 2004P045 Opérations structurantes                 | 2004P045O020 Entrée Centre-nord de Chambéry  | 1 000 000,00         |                     |                     |                     |                      |
| POLITIQUE ROUTIERE | OPTIMISER LES DEPLACEMENTS ET FAVORISER LES MODES DE | 2004P045 Opérations structurantes                 | 2004P045O021 Aménagement routier dans le cadre du Lyon-Turin                                 | 100 000,00           | 100 000,00          | 100 000,00          | 100 000,00          | 100 000,00           |
| POLITIQUE ROUTIERE | OPTIMISER LES DEPLACEMENTS ET FAVORISER LES MODES DE | 2004P045 Opérations structurantes                 | 2004P045O022 Création d'aires de chaînage  | 200 000,00           |                     |                     |                     |                      |
| POLITIQUE ROUTIERE | OPTIMISER LES DEPLACEMENTS ET FAVORISER LES MODES DE | 2004P045 Opérations structurantes                 | 2004P045O024 Déconstruction du pont des Anglais  | 70 000,00            |                     |                     |                     |                      |
| POLITIQUE ROUTIERE | OPTIMISER LES DEPLACEMENTS ET FAVORISER LES MODES DE | 2004P045 Opérations structurantes                 | 2004P045O026 RD 1006- Requalification Trousse/Garatte  | 800 000,00           | 900 000,00          |                     |                     |                      |
| POLITIQUE ROUTIERE | OPTIMISER LES DEPLACEMENTS ET FAVORISER LES MODES DE | 2019P018 Plan vélo                                | 2019P018O001 Plan Vélo - Aides aux collectivités locales - Infrastructures cyclables         | 2 000 000,00         | 2 000 000,00        | 2 000 000,00        | 2 000 000,00        | 2 000 000,00         |
| POLITIQUE ROUTIERE | OPTIMISER LES DEPLACEMENTS ET FAVORISER LES MODES DE | 2019P018 Plan vélo                                | 2019P018O004 Plan vélo gestion collèges  | 400 000,00           | 400 000,00          | 400 000,00          | 400 000,00          | 400 000,00           |
|                    |  |   |  | <b>10 533 000,00</b> | <b>9 250 000,00</b> | <b>8 350 000,00</b> | <b>8 350 000,00</b> | <b>10 350 000,00</b> |
| POLITIQUE ROUTIERE | Optimiser l'exploitation du réseau routier           | 1999P025 Aires de chaînage                        | 1999P025O039 Aire de chaînage  | 50 000,00            | 50 000,00           | 50 000,00           | 50 000,00           | 50 000,00            |

| Politique                  | Secteur  | Programme   | Description opération  | 2023                 | 2024                 | 2025                 | 2026                 | 2027                 |
|----------------------------|--|---|--|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| <b>POLITIQUE ROUTIERE</b>  | Optimiser l'exploitation du réseau routier                 | 2007P027 Gestion du trafic et information des usagers | 2007P027O058 Invt Gestion du trafic et information des usagers | 350 000,00           | 350 000,00           | 350 000,00           | 350 000,00           | 350 000,00           |
| <b>POLITIQUE ROUTIERE</b>  | Optimiser l'exploitation du réseau routier                 | 2007P039 Outils de l'exploitation                     | 2007P039O005 Modernisation du réseau radio                     | 1 036 916,55         |                      |                      |                      |                      |
|                            | Optimiser l'exploitation du réseau routier                 | 2007P039 Outils de l'exploitation                     |  | 50 000,00            | 50 000,00            | 50 000,00            | 50 000,00            | 50 000,00            |
|                            | <b>Secteur Optimiser l'exploitation du réseau routier</b>  |   |  | <b>1 486 916,55</b>  | <b>450 000,00</b>    | <b>450 000,00</b>    | <b>450 000,00</b>    | <b>450 000,00</b>    |
|                            | <b>POLITIQUE ROUTIERE</b>                                  |   |  | <b>43 583 672,31</b> | <b>43 325 000,00</b> | <b>41 525 000,00</b> | <b>41 025 000,00</b> | <b>42 025 000,00</b> |
| <b>RESSOURCES HUMAINES</b> | FORMATION  | 2019P001 2019 Formation du personnel                  | 2019P001O002 020 Formation agents Administration générale      | 2 073,00             | 2 098,00             | 2 123,00             | 2 148,00             | 2 174,00             |
|                            | <b>Secteur FORMATION</b>                                   |   |  | <b>2 073,00</b>      | <b>2 098,00</b>      | <b>2 123,00</b>      | <b>2 148,00</b>      | <b>2 174,00</b>      |
| <b>RESSOURCES HUMAINES</b> | PERSONNEL  | 1999P155 Frais annexes personnel                      | 1999P155O006 Frais annexes de personnel DRH Gestion Paye       | 75 000,00            | 75 000,00            | 75 000,00            | 75 000,00            | 75 000,00            |
| <b>RESSOURCES HUMAINES</b> | PERSONNEL  | 2019P002 2019 Masse salariale                         | 2019P002O001 2019 Personnel administration générale            | 14 000,00            | 14 000,00            | 14 000,00            | 14 000,00            | 14 000,00            |
|                            | <b>Secteur PERSONNEL</b>                                   |   |  | <b>89 000,00</b>     |
|                            | <b>RESSOURCES HUMAINES</b>                                 |   |  | <b>91 073,00</b>     | <b>91 098,00</b>     | <b>91 123,00</b>     | <b>91 148,00</b>     | <b>91 174,00</b>     |
| <b>SECURITE INCENDIE</b>   |  | 1999P046 Service d'incendie et de secours             | 1999P046O001 Subvention SDIS                                   | 1 500 000,00         | 1 300 000,00         | 1 300 000,00         | 1 300 000,00         | 1 300 000,00         |
|                            | <b>Secteur INCENDIE</b>                                    |   |  | <b>1 500 000,00</b>  | <b>1 300 000,00</b>  | <b>1 300 000,00</b>  | <b>1 300 000,00</b>  | <b>1 300 000,00</b>  |
|                            | <b>INCENDIE</b>  |   |  | <b>1 500 000,00</b>  | <b>1 300 000,00</b>  | <b>1 300 000,00</b>  | <b>1 300 000,00</b>  | <b>1 300 000,00</b>  |
| <b>SOCIAL COHESION</b>     | INSERTION HORS PLAN DEPARTEMENTAL INSERTION                | 1999P210 Insertion autre que RMI                      | 1999P210O005 Subventions d'insertion autre que RMI             | 15 000,00            | 15 000,00            | 15 000,00            | 15 000,00            | 15 000,00            |
|                            | <b>Secteur INSERTION HORS PLAN DEPARTEMENTAL INSERTION</b> |   |  | <b>15 000,00</b>     |
| <b>SOCIAL COHESION</b>     | INSERTION PLAN DEPARTEMENTAL INSERTION                     | 1999P208 RSA contrats aidés                           | 1999P208O002 Actions d'insertion RMI                           | 30 000,00            | 30 000,00            | 30 000,00            | 30 000,00            | 30 000,00            |
|                            | <b>Secteur INSERTION PLAN DEPARTEMENTAL INSERTION</b>      |   |  | <b>30 000,00</b>     |

| Politique                      | Secteur                                     | Programme                                      | Description opération  | 2023              | 2024                | 2025                | 2026                | 2027                |
|--------------------------------|---|--|--|-------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| <b>SOCIAL COHESION</b>         | LOGEMENT                                    | 1999P303 Aide aux organismes logement social   | 1999P303O006 Aide diverse logement                                     | 500 000,00        | 500 000,00          | 500 000,00          | 500 000,00          | 500 000,00          |
| <b>SOCIAL COHESION</b>         | LOGEMENT                                    | 2020P009 Gens du voyage                        | 2020P009O001 Les Gens du voyage  | 30 000,00         | 30 000,00           | 30 000,00           |                     |                     |
|                                | <b>Secteur LOGEMENT</b>                     |  |  | <b>530 000,00</b> | <b>530 000,00</b>   | <b>530 000,00</b>   | <b>500 000,00</b>   | <b>500 000,00</b>   |
|                                | <b>SOCIAL COHESION</b>                      |  |  | <b>575 000,00</b> | <b>575 000,00</b>   | <b>575 000,00</b>   | <b>545 000,00</b>   | <b>545 000,00</b>   |
| <b>SOCIAL ENFANCE JEUNESSE</b> | PETITE ENFANCE                              | 1999P221 Protection maternelle et infantile    | 1999P221O002 Frais divers PMI  | 17 000,00         | 17 100,00           | 17 200,00           | 17 300,00           | 17 400,00           |
| <b>SOCIAL ENFANCE JEUNESSE</b> | PETITE ENFANCE                              | 1999P221 Protection maternelle et infantile    | 1999P221O003 Subventions petite enfance                                | 30 000,00         |                     |                     |                     |                     |
|                                | <b>Secteur PETITE ENFANCE</b>               |  |  | <b>47 000,00</b>  | <b>17 100,00</b>    | <b>17 200,00</b>    | <b>17 300,00</b>    | <b>17 400,00</b>    |
| <b>SOCIAL ENFANCE JEUNESSE</b> | PROTECTION MERE ENFANT                      | 1999P227 Prise en charge physique EJJ          | 1999P227O001 Placement familial EJJ autres frais                       | 2 400,00          | 2 400,00            | 2 400,00            | 2 400,00            | 2 400,00            |
| <b>SOCIAL ENFANCE JEUNESSE</b> | PROTECTION MERE ENFANT                      | 1999P227 Prise en charge physique EJJ          | 1999P227O004 Jeunes majeurs  | 1 000,00          | 1 000,00            | 1 000,00            | 1 000,00            | 1 000,00            |
| <b>SOCIAL ENFANCE JEUNESSE</b> | PROTECTION MERE ENFANT                      | 1999P233 Prévention et maintien à domicile EJJ | 1999P233O001 Aides financières enfance jeunesse famille                | 3 000,00          | 3 000,00            | 3 000,00            | 3 000,00            | 3 000,00            |
|                                | <b>Secteur PROTECTION MERE ENFANT</b>       |  |  | <b>6 400,00</b>   | <b>6 400,00</b>     | <b>6 400,00</b>     | <b>6 400,00</b>     | <b>6 400,00</b>     |
|                                | <b>SOCIAL ENFANCE JEUNESSE FAMILLE PMI</b>  |  |  | <b>53 400,00</b>  | <b>23 500,00</b>    | <b>23 600,00</b>    | <b>23 700,00</b>    | <b>23 800,00</b>    |
| <b>SOCIAL PERSONNES AGEES</b>  |   | 1999P171 PA Prise en charge physique           | 1999P171O004 Subventions relatives à l'hébergement des personnes âgées |                   | 1 532 000,00        | 2 401 000,00        | 2 054 000,00        | 1 564 000,00        |
|                                | <b>Secteur SOCIAL PERSONNES AGEES</b>       |  |  |                   | <b>1 532 000,00</b> | <b>2 401 000,00</b> | <b>2 054 000,00</b> | <b>1 564 000,00</b> |
|                                | <b>SOCIAL PERSONNES AGEES</b>               |  |  |                   | <b>1 532 000,00</b> | <b>2 401 000,00</b> | <b>2 054 000,00</b> | <b>1 564 000,00</b> |
| <b>SPORT</b>                   | BASE DEPARTEMENTALE D'AVIRON                | 2019P012 Base départementale d'aviron          | 2019P012O001 Fonctionnement base d'aviron                              | 50 000,00         | 50 000,00           | 50 000,00           | 50 000,00           | 50 000,00           |
|                                | <b>Secteur BASE DEPARTEMENTALE D'AVIRON</b> |  |  | <b>50 000,00</b>  | <b>50 000,00</b>    | <b>50 000,00</b>    | <b>50 000,00</b>    | <b>50 000,00</b>    |
| <b>SPORT</b>                   | MOUVEMENT SPORTIF FEDERAL                   | 2016P048 Sport pour tous                       | 2016P048O001 Comités sportifs départementaux                           | 20 000,00         | 20 000,00           | 20 000,00           | 20 000,00           | 20 000,00           |

| Politique       | Secteur                                  | Programme   | Description opération  | 2023                  | 2024                  | 2025                  | 2026                  | 2027                  |
|-----------------|--|---|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| <b>SPORT</b>    | MOUVEMENT SPORTIF FEDERAL                | 2018P005 Equipement sportif Chambéry                          | 2018P005O002 Stade municipal Montjaj                         | 400 000,00            |                       |                       |                       |                       |
|                 | <b>Secteur MOUVEMENT SPORTIF FEDERAL</b> |   |  | <b>420 000,00</b>     | <b>20 000,00</b>      | <b>20 000,00</b>      | <b>20 000,00</b>      | <b>20 000,00</b>      |
| <b>SPORT</b>    | SPORT EDUCATIF                           | 2016P049 Interventions pédagogiques et scolaires Sport        | 2016P049O001 Forfait EPS                                     | 20 000,00             | 20 000,00             | 20 000,00             | 20 000,00             | 20 000,00             |
| <b>SPORT</b>    | SPORT EDUCATIF                           | 2016P049 Interventions pédagogiques et scolaires Sport        | 2016P049O004 Quatre plans sports                             | 20 000,00             | 20 000,00             | 20 000,00             | 20 000,00             | 20 000,00             |
|                 | <b>Secteur SPORT EDUCATIF</b>            |   |  | <b>40 000,00</b>      |
|                 | <b>SPORT</b>                             |   |  | <b>510 000,00</b>     | <b>110 000,00</b>     | <b>110 000,00</b>     | <b>110 000,00</b>     | <b>110 000,00</b>     |
| <b>TOURISME</b> |  | 1999P243 Développement du tourisme                            | 1999P243O053 Hébergement touristique marchand                | 900 000,00            | 900 000,00            | 900 000,00            | 900 000,00            | 900 000,00            |
| <b>TOURISME</b> |  | 1999P243 Développement du tourisme                            | 1999P243O055 Signalisation touristique routière provision    | 25 000,00             | 25 000,00             | 25 000,00             | 25 000,00             | 25 000,00             |
| <b>TOURISME</b> |  | 1999P243 Développement du tourisme                            | 1999P243O060 Contrat Grand Chambéry Bauges                   | 200 000,00            | 500 000,00            | 270 000,00            |                       |                       |
| <b>TOURISME</b> |  | 1999P243 Développement du tourisme                            | 1999P243O062 Bornage des cols et itinéraires cyclo provision | 30 000,00             | 10 000,00             | 10 000,00             | 10 000,00             | 10 000,00             |
| <b>TOURISME</b> |  | 1999P250 Aménagement tourisme                                 | 1999P250O038 Hospice du col du Petit Saint Bernard           |                       | 35 000,00             | 35 000,00             | 35 000,00             | 35 000,00             |
| <b>TOURISME</b> |  | 2015P010 Projet territ tourist Chautagne                      | 2015P010O001 Projet de territoire touristique Chautagne      | 300 000,00            | 200 000,00            | 334 036,00            |                       |                       |
| <b>TOURISME</b> |  | 2017P013 Mise en oeuvre Schéma Départemental du Tourisme 2018 | 2017P013O001 Provision Mise en oeuvre SDT                    | 2 000 000,00          | 2 000 000,00          | 2 000 000,00          | 2 000 000,00          | 2 000 000,00          |
|                 | <b>Secteur</b>                           |   |  | <b>3 455 000,00</b>   | <b>3 670 000,00</b>   | <b>3 574 036,00</b>   | <b>2 970 000,00</b>   | <b>2 970 000,00</b>   |
|                 | <b>TOURISME</b>                          |   |  | <b>3 455 000,00</b>   | <b>3 670 000,00</b>   | <b>3 574 036,00</b>   | <b>2 970 000,00</b>   | <b>2 970 000,00</b>   |
|                 | <b>TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT</b>     |   |  | <b>167 115 103,16</b> | <b>167 066 277,96</b> | <b>166 621 189,57</b> | <b>174 263 113,26</b> | <b>167 746 866,33</b> |

| Politique | Secteur | Programme | Description opération  | 2023           | 2024           | 2025           | 2026           | 2027           |
|-----------|---------|-----------|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
|           |         |           | TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT hors écritures de refinancement et de trésorerie | 139 690 813,19 | 140 396 136,79 | 140 765 529,10 | 149 287 091,95 | 143 720 855,31 |

**Crédits affectés au CONSEIL SAVOIE MONT-BLANC dans la PPI/PPF 2023  
(A redéployer ultérieurement)**

| Code                            | Description                                     |    | 2023            | 2024            | 2025            | 2026            | 2027            |
|---------------------------------|---|----|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Opé : 1999P094O010              | CSMB Environnement Sensibilisation              | DF | 0,06 M€         |
| Opé : 1999P097O011              | CSMB Particip statutaire PNR Bauges             | DF | 0,13 M€         |
| Opé : 2017P008O004              | CSMB Qualité de l'air                           | DF | 0,05 M€         |
| <b>Politique ENVIRONNEMENT</b>  |   |    | <b>0,24 M€</b>  |
| Opé : 1999P105O020              | CSMB Enseignement recherche                     | DF | 0,73 M€         | 0,73 M€         | 0,74 M€         | 0,74 M€         | 0,74 M€         |
|                                 |   | DI | 0,11 M€         |
| <b>Politique EDUCATION</b>      |   |    | <b>0,83 M€</b>  | <b>0,84 M€</b>  | <b>0,84 M€</b>  | <b>0,84 M€</b>  | <b>0,84 M€</b>  |
| Opé : 2009P015O004              | CSMB Enseignement artistique pratiques amateurs | DF | 0,25 M€         |
| Opé : 2015P002O002              | CSMB Diffusion                                  | DF | 0,50 M€         |
| Opé : 2015P002O025              | CSMB Cinémathèque                               | DF | 0,06 M€         |
| Opé : 1999P172O010              | CSMB Lecture                                    | DF | 0,53 M€         |
|                                 |   | DI | 0,13 M€         |
| Opé : 1999P180O014              | CSMB Centre d'archives d'architecture           | DF | 0,02 M€         |
| Opé : 1999P212O005              | CSMB Patrimoine valorisation                    | DF | 0,04 M€         |
| Opé : 1999P231O017              | CSMB Opérateur télévisuel                       | DF | 0,26 M€         |
| Opé : 1999P231O018              | CSMB Actions culturelles diverses CDP           | DF | 0,12 M€         |
| <b>Politique Culture</b>        |   |    | <b>1,90 M€</b>  |
| Opé : 1999P241O003              | CSMB Agriculture                                | DF | 2,16 M€         |
|                                 |   | DI | 2,00 M€         |
| <b>Politique Agricole</b>       |   |    | <b>4,16 M€</b>  |
| Opé : 1999P243O025              | CSMB Tourisme                                   | DF | 4,57 M€         |
| <b>Politique Tourisme</b>       |   |    | <b>4,57 M€</b>  |
| Opé : 1999P306O002              | CSMB recherche neige avalanche                  | DF | 0,01 M€         | 0,01 M€         | 0,01 M€         | 0,01 M€         | 0,00 M€         |
| <b>Politique Routière</b>       |   |    | <b>0,01 M€</b>  | <b>0,01 M€</b>  | <b>0,01 M€</b>  | <b>0,01 M€</b>  | <b>0,00 M€</b>  |
| Opé : 2016P050O002              | CSMB Savoie Mont-Blanc Juniors                  | DF | 0,08 M€         |
| <b>Politique Jeunesse</b>       |   |    | <b>0,08 M€</b>  |
| <b>TOTAL DES PARTICIPATIONS</b> |   |    | <b>11,79 M€</b> | <b>11,79 M€</b> | <b>11,80 M€</b> | <b>11,80 M€</b> | <b>11,79 M€</b> |

## Informations « ressources humaines » relatives au Rapport DOB pour 2023 conformément à la Loi NOTRe du 07 août 2015 et au Décret du 24 juin 2016

En déclinaison des principes énoncés par la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) et traduits dans l'article L.3312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et en vertu du décret n°2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire, le présent document soumis pour avis à l'Assemblée départementale comporte les informations relatives à la structure des effectifs, aux dépenses de personnel et à la durée effective du travail dans le Département.

Le Département de la Savoie est l'un des principaux employeurs du département et compte un effectif moyen de 2 500 agents. Fonctionnaires et contractuels, ils sont répartis sur plus de 220 sites sur l'ensemble du territoire savoyard et pratiquent près de 150 métiers différents pour répondre à l'ensemble des missions de service public du Département.

Cette situation est l'aboutissement d'une période de plus de 30 ans d'extension du périmètre de compétences du Département issue, pour l'essentiel, des différentes lois de décentralisation engendrant le transfert à la fois de missions définies par la loi et précédemment exercées par les services de l'État, mais aussi du développement des politiques volontaristes du Département pour répondre aux enjeux et besoins de la Savoie.

La maîtrise des charges de fonctionnement (autres que le versement des prestations sociales) vise à permettre de conserver des possibilités d'investissements et de faire face aux dépenses sociales.

Maîtriser les dépenses en matière de personnel reste un objectif majeur pour le Conseil départemental dans le cadre de sa politique de ressources humaines officialisée en 2016 tout en maintenant une politique volontariste en faveur de ses agents qui s'avère tout aussi nécessaire pour les fidéliser et continuer à attirer de nouveaux talents.

### I-Rétrospective de la politique ressources humaines

#### 1- Un engagement confirmé de maîtrise des dépenses de personnel sur la période 2016-2019

Tableau 1 : Évolution du budget primitif consolidé (budgets principal et annexes) entre 2016 et 2020

| Crédits DRH                   | BP 2016 | BP 2017 | BP 2018 | BP 2019 | BP 2020 | BP 2021 | BP 2022 |
|-------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Montants<br>(en millions d'€) | 97,28   | 97,81   | 97,43   | 97,37   | 100,09  | 101,8   | 104,7   |
| Évolution%<br>sur n-1         | 0,71%   | 0,55%   | -0,39%  | -0,06%  | 2,79%   | 1,71%   | 2,8%    |

En 2016, des mesures ont été engagées pour permettre la limitation de l'évolution des dépenses de personnel, conduisant à une stabilisation des dépenses sur l'ensemble des exercices suivants.

Ceci s'est notamment traduit par une réduction de 105 postes entre 2015 et 2018 et par une politique de développement des ressources humaines, qui en complémentarité des démarches de performance et de dialogues de gestion conduites par la Direction des Finances du Pilotage de gestion et des Affaires Juridiques (DFIPAJ), a permis de revisiter l'ensemble des organisations et des missions et ainsi, notamment à l'occasion de chaque départ définitif de la collectivité, de déterminer l'action la plus pertinente à engager (remplacements poste pour poste, réorganisation de la direction/du service pour s'adapter à l'évolution des missions ou redéploiement). Depuis, un suivi renforcé des demandes de publication et de remplacements des pôles, est opéré chaque mois en Comité de pilotage des ressources humaines. L'expérimentation des enveloppes financières de demandes de remplacements vise à responsabiliser les différents pôles dans la maîtrise de leur masse salariale.

Cette maîtrise a permis de financer l'évolution du Glissement vieillesse technicité (GVT) et de limiter les impacts des mesures nationales telles que la mise en place de la réforme des parcours professionnels carrières et rémunérations (2017-2021), la hausse du point d'indice de 1,2% sur deux ans en 2016 et 2017, l'augmentation annuelle des contributions patronales notamment sur les cotisations retraite ou encore la mise en œuvre de la prime de précarité instaurée par la loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019 et qui concerne les contrats de courte durée.

## **2- Des mesures visant à maintenir la reconnaissance professionnelle des agents et à renforcer l'attractivité de la collectivité**

Cette gestion rigoureuse a également permis de financer des mesures volontaristes. En premier lieu, citons l'instauration au 1<sup>er</sup> janvier 2020 du régime indemnitaire de fonction, de sujétions et d'engagement professionnel des agents qui vise à reconnaître l'engagement des agents, à leur assurer un déroulé de carrière dans la collectivité et à renforcer l'attractivité de la collectivité. L'effort financier engagé de 3M€ pour accompagner la mise en œuvre de ce dispositif démontre une volonté concrète de l'exécutif départemental de valoriser cet engagement dès 2020, quel que soit le grade ou la fonction occupée dans la collectivité. L'augmentation du budget RH en 2020 a été quasi exclusivement consacré à ce nouveau dispositif de régime indemnitaire (la revalorisation de la rémunération des assistants familiaux est également intervenue cette année-là) à hauteur de 400 000 euros mais est portée par la direction enfance jeunesse famille).

Par ailleurs, le Département a développé une politique d'action sociale en faveur des agents comme la participation à la prévoyance et à la santé. Ces actions conjuguées ont contribué à maintenir une politique active de déroulement de carrière afin de reconnaître l'implication des agents et des pôles dans les démarches envisagées collectivement. En parallèle, une vigilance particulière a été portée sur les situations individuelles en matière de parcours professionnels, de réorientation professionnelle et d'insertion.

## **3- L'impact de la crise sanitaire**

La crise sanitaire liée au COVID-19 a conduit à augmenter le budget RH en 2021 du fait de l'engagement fort du Département afin de limiter les divers impacts constatés. Cela s'est notamment traduit par la forte participation aux centres de vaccination avec notamment le recrutement de plus de 50 renforts administratifs, l'augmentation temporaire de la valeur faciale des titres restaurants afin de soutenir l'activité économique locale ou encore le soutien à l'emploi des jeunes, durement touchés par cette crise, que ce soit par la hausse des emplois

d'été au Département ou par la création d'un dispositif d'embauche d'étudiants pour accompagner l'aide aux devoirs.

## **II- Les caractéristiques principales du personnel départemental**

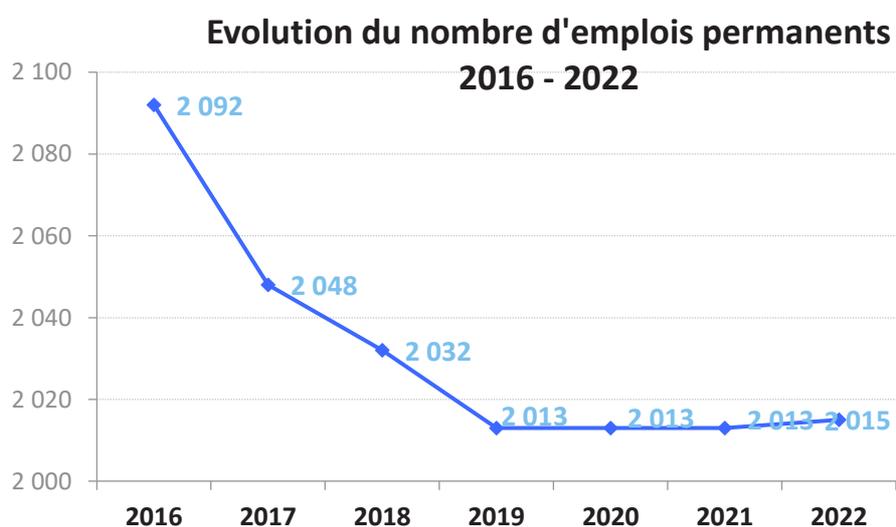
Les chiffres sont issus du rapport social unique (RSU) qui remplace à partir des données 2020 le rapport sur l'état de la collectivité.

### **1- La structure des effectifs**

Les mesures engagées ces dernières années pour maîtriser la masse salariale se traduisent dans la structure des effectifs, le nombre de postes permanents étant donc aujourd'hui stabilisé après une baisse.

*Tableau 3 : Evolution du nombre de postes permanents*

| Nombre d'emplois permanents<br>(au 1er janvier) | 2016         | 2017         | 2018         | 2019         | 2020         | 2021         | 2022         |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| <b>Conseil Départemental</b>                    | 2 039        | 1 995        | 1 979        | 1 960        | 1 960        | 1 959        | 1 960        |
| <b>Foyer Départemental de l'Enfance</b>         | 53           | 53           | 53           | 53           | 53           | 54           | 55           |
| <b>TOTAL</b>                                    | <b>2 092</b> | <b>2 048</b> | <b>2 032</b> | <b>2 013</b> | <b>2 013</b> | <b>2 013</b> | <b>2 015</b> |



La structure globale évolue peu et la répartition entre fonctionnaires et contractuels demeure stable.

Tableau 4 : Évolution entre 2016 et 2020 du nombre de personnels rémunérés au 31 décembre de chaque année (y compris postes vacants à cette date)

| (Au 31 décembre)  | 2016         | 2017         | 2018         | 2019         | 2020         | 2021        |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------|
| <b>Personnel sur emplois permanents</b>   |              |              |              |              |              |             |
| Titulaires (dont stagiaires)  | 1 747        | 1 720        | 1 685        | 1 684        | 1 687        | 1681        |
| Non-titulaires sur emplois permanents   | 146          | 180          | 191          | 200          | 182          | 174         |
| Remplaçants sur emplois permanents  | 91           | 79           | 101          | 92           | 112          | 119         |
| Agents mis à disposition à l'extérieur de la collectivité                       | 27           | 19           | 28           | 26           | 24           | 22          |
| Agents du Service du matériel et de la maintenance routière (SMMR) <sup>1</sup> | 5            | 1            | 1            | 1            | 1            | 1           |
| <b>Sous-Total</b>   | <b>2 016</b> | <b>1 999</b> | <b>2 006</b> | <b>2 003</b> | <b>2 006</b> | <b>1997</b> |

| (Au 31 décembre)   | 2016         | 2017         | 2018         | 2019         | 2020         | 2021         |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| <b>Personnel sur emplois non permanents</b>                                      |              |              |              |              |              |              |
| Non titulaires recrutés sur emplois saisonniers ou occasionnels                  | 199          | 181          | 198          | 208          | 201          | 249          |
| Emplois aidés  | 68           | 43           | 14           | 13           | 13           | 13           |
| Apprentis  | 11           | 15           | 24           | 29           | 26           | 38           |
| Autres (dont collaborateurs groupes d'élus et du cabinet et PACTE <sup>2</sup> ) | 11           | 9            | 14           | 13           | 11           | 13           |
| Assistants familiaux   | 246          | 239          | 234          | 209          | 203          | 184          |
| <b>Sous-Total</b>  | <b>535</b>   | <b>487</b>   | <b>484</b>   | <b>472</b>   | <b>454</b>   | <b>497</b>   |
| <b>TOTAL<sup>3</sup></b>   | <b>2 551</b> | <b>2 486</b> | <b>2 490</b> | <b>2 475</b> | <b>2 460</b> | <b>2 494</b> |

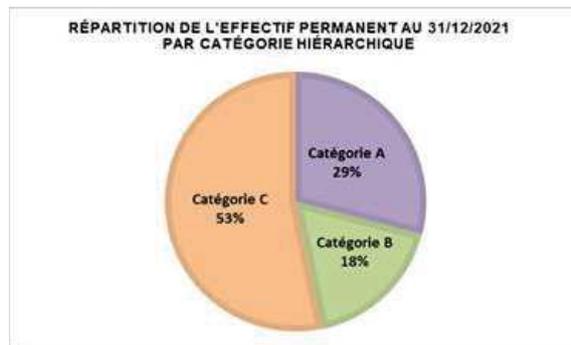
<sup>1</sup> Entre 2010 et 2014, ces agents ont été mis à disposition sans limitation de durée auprès du Département et refacturés par l'État à ce dernier. Ils apparaissaient donc dans le budget personnel du Département mais sur une ligne particulière ne relevant pas de la masse salariale pour un montant de l'ordre de 3 millions d'euros.

<sup>2</sup> PACTE : Le Pacte (parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, hospitalière et de l'État) est un mode de recrutement, sans concours, dans la fonction publique pour des emplois de catégorie C.

<sup>3</sup> Ce nombre ne tient pas compte des postes vacants en cours de publication

La répartition de l'effectif par rapport à la présentation du DOB 2022 reste stable et les constats quasi-identiques.

A l'instar des autres Départements, la représentativité des agents de catégorie C reste prédominante au regard des compétences dévolues à l'échelon départemental (collèges, routes). Associée à la pyramide des âges, cette prédominance de la catégorie C permet d'identifier de nombreux départs à la retraite d'ici 2025 dans cette catégorie.



L'âge moyen des agents au 31 décembre 2021, sur emploi permanent (hors remplaçants, agents mis à disposition à l'extérieur et assistants familiaux) reste élevé puisqu'il est de 47 ans, en diminution d'une année cependant par rapport à 2020. Ce vieillissement des agents du Département ne semble pas avoir d'effets directs sur le taux d'absentéisme, évalué à environ 5,6 % (hors congés maternité, paternité et adoption) en 2021 au sein de la collectivité. Ce chiffre est très en-deçà de la moyenne nationale des collectivités territoriales.

Le caractère « inversé » de la pyramide des âges est un élément déterminant des orientations de la Politique RH et impose une réflexion sur l'évolution des métiers et des compétences nécessaires au fonctionnement de la collectivité.

La pyramide des âges, invite à réfléchir sur la pénibilité de certains métiers, dans la dimension physique mais aussi émotionnelle, et donc en chaîne sur les parcours professionnels, l'usure professionnelle et l'élaboration d'une politique « séniors ».

Dans le même temps, cette pyramide révèle le déficit de « jeunes » au sein de la collectivité : 10% de personnels âgés de moins de 30 ans contre 41 % de l'effectif âgés de plus de 50 ans. La diversification des modes de recrutement, des publics, en travaillant davantage sur une population en acquisition de compétences, sur l'apprentissage et l'insertion devraient permettre d'assurer un transfert de compétences des « séniors » vers cette nouvelle génération d'agents publics et par ricochet, rajeunir les effectifs de la collectivité.

## 2- Le temps de travail

La Loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019 consacre la suppression des régimes dérogatoires à la durée légale du travail de 35 heures par semaine, dans l'année suivant le renouvellement des assemblées délibérantes. Les régimes de travail spécifiques (travail de nuit, travail pénible ou dangereux, etc.) ne sont pas concernés.

Les agents de la collectivité effectuent 1 607 heures de travail chaque année. Pour un agent à temps complet, la durée hebdomadaire est de 39 heures au Conseil départemental de la Savoie, ce qui génère 21 jours d'ARTT (Aménagement et réduction du temps de travail).

Afin de tenir compte de la spécificité des métiers présents au sein de la collectivité, plusieurs règlements du temps de travail ont d'ores et déjà été rédigés en complément du règlement cadre qui précise les règles de droit commun pour l'ensemble du personnel départemental.

Parallèlement, le logiciel de gestion du temps mis en œuvre au sein de la collectivité, dès le 1<sup>er</sup> septembre 2009, a été déployé progressivement au sein des directions/services de la collectivité. La généralisation de l'expérimentation menée au sein de certaines Maisons techniques du Département (MTD) a permis à la collectivité d'étendre aux agents des routes ce logiciel de gestion du temps afin de mieux connaître leur organisation de travail, leur permettre de poser via ce logiciel, leurs congés mais également de suivre les heures supplémentaires et complémentaires réalisées par ces mêmes agents. Ces nouveaux outils contribueront également à alimenter les réflexions à engager sur la réécriture du règlement du temps de travail.

*Tableau 5 : répartition du temps de travail*

|             | Temps plein | Temps partiel | Temps partiel thérapeutique | Temps non complet | Agents horaires | TOTAL |
|-------------|-------------|---------------|-----------------------------|-------------------|-----------------|-------|
| <b>2021</b> | 1 908       | 286           | 19                          | 44                | 52              | 2309  |
|             | 82,6%       | 12,4%         | 0,8%                        | 1,9%              | 2,3%            | 100%  |

### 3- Les rémunérations

| FONCTIONNAIRES SUR EMPLOI PERMANENT | Montant total des rémunérations annuelles brutes | dont primes et indemnités (à l'exception des frais de déplacement) | dont nouvelle bonification indiciaire (NBI) | dont heures supplémentaires ou complémentaires | dont SFT         |
|-------------------------------------|--|--|---|--|------------------|
| Catégorie A                         | 19 668 308 €                                     | 4 631 303 €  | 198 439 €                                   | 12 338 €                                       | 223 691 €        |
| Catégorie B                         | 9 829 054 €                                      | 2 049 765 €  | 57 129 €                                    | 69 061 €                                       | 70 213 €         |
| Catégorie C                         | 26 393 771 €                                     | 5 177 371 €  | 123 678 €                                   | 783 496 €                                      | 203 030 €        |
| <b>TOTAL</b>                        | <b>55 891 134 €</b>                              | <b>11 858 439 €</b>  | <b>379 245 €</b>                            | <b>864 895 €</b>                               | <b>496 934 €</b> |

| CONTRACTUELS SUR EMPLOI PERMANENT | Montant total des rémunérations annuelles brutes | dont primes et indemnités | dont heures supplémentaires ou complémentaires |
|-----------------------------------|--|---------------------------|--|
| Catégorie A                       | 3 675 329 €                                      | 871 800 €                 | 3 212 €  |
| Catégorie B                       | 1 590 486 €                                      | 343 321 €                 | 9 278 €  |
| Catégorie C                       | 3 180 386 €                                      | 586 192 €                 | 84 376 €                                       |
| <b>TOTAL</b>                      | <b>8 446 202 €</b>                               | <b>1 801 313 €</b>        | <b>96 866 €</b>                                |

### **III. Les orientations en matière de ressources humaines pour 2023**

#### **1- Des efforts financiers conséquents**

L'année 2023 verra les effets en année pleine de plusieurs mesures visant à revaloriser les rémunérations du personnel départemental, certaines émanant du Département dans un souci de reconnaissance de l'engagement des agents dans un contexte d'inflation exceptionnelle venant obérer le pouvoir d'achat, d'autres découlant de décisions nationales.

Tout d'abord, citons la revalorisation de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) qui a été avancée au 1<sup>er</sup> juillet 2022 au lieu du 1<sup>er</sup> janvier 2024. Sans attendre la revalorisation du point d'indice intervenue au 1<sup>er</sup> juillet, les élus ont modifié le fonctionnement du régime indemnitaire après avis du comité technique le 20 juin dernier afin de pouvoir procéder à une revalorisation de la rémunération des agents d'un montant correspondant au palier de leur groupe fonction, soit une augmentation allant de 480 € à 1 980 € par an selon le poste occupé. En conséquence, l'augmentation suivante pour les agents donnant satisfaction sera avancée au 1<sup>er</sup> juillet 2026 au lieu du 1<sup>er</sup> janvier 2028. Cette mesure représente un coût de 2,1 M€ en année pleine et conduit à une hausse de 7M€ d'ici 2028 par rapport au calendrier. C'est donc un effort budgétaire conséquent afin de reconnaître notamment l'engagement des agents du Département.

En second lieu, dans le prolongement de ses actions volontaristes, le Département de la Savoie, précurseur depuis l'origine quant à l'application et au financement du « Ségur de la santé » dans son domaine de compétences, a délibéré le 24 juin dernier pour instituer une prime de revalorisation qui sera versée avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> avril 2022 aux personnels sociaux et médico-sociaux de la fonction publique territoriale exerçant des fonctions d'accompagnement socioéducatif à titre principal ainsi qu'aux agents exerçant les fonctions de médecin. 315 agents perçoivent cette prime à ce jour en intégrant les personnels du Foyer de l'enfance dont le versement était obligatoire pour ceux qui remplissaient les conditions d'éligibilité. Afin que les personnels actuellement exclus puissent en bénéficier, le Président du Département a saisi le Ministre de la Transformation de la Fonction Publique pour qu'ils puissent être intégrés dans un décret ultérieur. Cette mesure représente 1,2M€ en année pleine.

Enfin, plusieurs mesures gouvernementales conduisent à une augmentation des dépenses de personnel. D'une part, l'augmentation du point d'indice de 3,5% intervenue en juillet 2022 qui se traduira par un coût de 2,5M€ en année pleine. D'autre part, la revalorisation des grilles statutaires de la catégorie B et C ainsi que le relèvement du minimum de traitement dans la Fonction publique à compter du 1<sup>er</sup> mai suite à la revalorisation du SMIC génèrent un coût de 0,5M€.

Au vu de ces éléments, les dépenses sur le budget principal devraient augmenter de 7,2M€ entre 2022 et 2023 pour s'établir à près de 108M€ du fait exclusivement de la hausse des dépenses de personnel. La hausse tous budgets est de 8 M€ pour tenir compte notamment sur le budget du foyer de l'enfance de la hausse du point d'indice, de la mise en place de la prime de revalorisation dans le cadre du Ségur de la santé, et des effets du recours aux apprentis, à du personnel de remplacement et de la création de différents postes.

|                              | <b>BP 2022</b>   | <b>BP 2023</b>  |
|------------------------------|------------------|-----------------|
| <b>Budget principal</b>      | 100,73 M€        | 107,97M€        |
| <b>Budgets annexes</b>       |                  |                 |
| - Foyer de l'Enfance         | 2,9 M€           | 3,64M€          |
| - Laboratoire<br>Vétérinaire | 1,04 M€          | 1,04M€          |
| <b>Budgets votés</b>         | <b>104,67 M€</b> | <b>112,66M€</b> |

## 2- Un souci accru apporté à la qualité de vie au travail

La Qualité de vie au travail est un objectif majeur, essentiel pour entretenir une performance collective dans un environnement pour autant toujours plus complexe et incertain. C'est dans cette logique que le service conditions de travail deviendra au 1<sup>er</sup> janvier 2023 le service qualité de vie au travail en charge de l'organisation du suivi médical, de la prévention des risques professionnels, du maintien dans l'emploi et référent handicap, de l'accompagnement social et de la gestion du temps de travail. Cette évolution est permise par une nouvelle organisation de la médecine du travail qui sera entièrement déléguée au centre de gestion de la Savoie à travers le nouveau conventionnement. La collectivité sera en charge du suivi administratif des visites et de la mise en œuvre des conclusions de visite afférentes (respect des restrictions médicales, aménagement de poste, etc.)

Les actions de prévention (formation à la prévention des troubles musculosquelettiques au sein des collègues et des centres routiers, achat de matériels ergonomiques, études de poste administratif) seront mises en œuvre comme prévu dans le plan pluriannuel de prévention des risques professionnels validé en CHSCT et la commission des risques psychosociaux, composée des membres du CHSCT, sera réunie à échéance régulière.

De plus, le Département adapte, autant que possible, les conditions de travail des agents en situation de handicap grâce à des acteurs spécialisés au sein de la direction des ressources humaines et à l'implication des autres directions support (DBMG, DSI). Ces aménagements sont inscrits dans un plan d'action plus large favorisant l'inclusion. Ce plan est financé en partie par le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la Fonction publique (FIPHFP) et poursuit un triple objectif : organiser et structurer une politique inclusive (interprétariat en langue des signes, communication adaptée, ...), faciliter le recrutement d'agents en situation de handicap (prise en charge d'une partie de la rémunération des apprentis travailleurs handicapés, prime en cas de pérennisation d'apprentis en situation de handicap, ...) et adapter les conditions de travail des travailleurs handicapés ou ayant des restrictions médicales (mobiliers adaptés au handicap, étude de poste, accompagnement à la reconversion en cas d'inaptitude à un poste, aide à l'achat de prothèses auditives nécessaires pour travailler efficacement,...).

Pour la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2022, l'impact financier de ce plan d'actions est proche du million d'euros dont près de la moitié fait l'objet de financements du FIPHFP dans le cadre de cette convention triennale prorogée d'une année supplémentaire, du fait du contexte sanitaire. Il sera proposé de la renouveler en 2023.

Une autre convention fera l'objet d'un renouvellement compte-tenu de l'évolution de la législation à ce titre, celle liant le Département à l'OPAC relative à la réservation de logements sociaux puisqu'à l'avenir un pourcentage de logements nouvellement construits sera proposé au Département, chaque année en lieu et place de logements spécifiquement identifiés. Il s'agit d'une pierre angulaire en matière d'action sociale interne pour concilier vie professionnelle et vie personnelle.

Par ailleurs, le temps de travail et ses modalités d'organisation étant également des vecteurs de cette conciliation et de la qualité de vie au travail, la charte sur le télétravail adoptée en 2020 sera retravaillée et de nouveaux règlements du temps de travail s'appliqueront en 2023 pour les agents d'accueil du musée et les agents des collèges, fruit d'une concertation avec les acteurs concernés, au rang desquels les organisations syndicales, les agents et les personnels Education nationale dans le second cas.

Enfin, 2023 marquera l'entrée en vigueur des équipes mobiles créées en juin 2022 afin de faciliter les remplacements, gage de qualité tant de vie au travail que du service public. En effet, malgré les moyens tant humains que financiers alloués à la gestion des remplacements (452 renforts et remplacements pour 4,5 M€ en 2021), le constat a été fait que les services n'y trouvaient pas satisfaction car les recrutements étaient à effectuer dans l'urgence, avec des profils en tension nécessitant des recherches complexes, et les agents recrutés sur de courtes durées pouvaient être relativement peu opérationnels. L'analyse des recrutements des remplacements de ces trois dernières années a montré que plus de la moitié d'entre eux a concerné des missions d'entretien des collèges mais aussi de restauration collective des collèges, d'accompagnement social des usagers et d'appui administratif et comptable, ce qui a conduit à créer des équipes mobiles dans ces secteurs. La mise en place de dispositif est neutre sur le plan budgétaire puisque le coût de ces postes permanents sera financé par une baisse du recours aux agents non permanents.

### **3- La nécessité de former les agents et d'attirer les talents**

Parce que le Département se doit d'assurer la montée en compétences et l'adaptabilité de ses agents, le plan de formation 2022-2024 et les dispositifs d'accompagnement des encadrants prévoient des compléments et des ajustements pour correspondre aux nouveaux besoins que les politiques publiques départementales feront apparaître. Les agents ont toujours la possibilité de saisir le conseiller mobilité pour bénéficier d'un accompagnement personnalisé dans leur parcours professionnel.

Par ailleurs, il est nécessaire d'attirer de nouveaux profils. Pour ce faire, la collectivité continuera d'investir le secteur de l'apprentissage et travaillera sur l'édiction d'une « marque employeur » pour se faire connaître auprès des organismes de formation comme des futurs agents.

### **4- La poursuite du dialogue social dans un cadre renouvelé**

A l'issue des élections professionnelles du 8 décembre 2022, les instances paritaires verront leur cadre renouvelé puisque le comité technique et le Comité hygiène sécurité et des conditions de travail disparaissent en 2023 pour laisser la place au comité social territorial et à la formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail. C'est au sein de ces instances que siègeront pour quatre ans les nouveaux représentants du personnel. Les lignes directrices de gestion sur la stratégie pluriannuelle en matière de ressources humaines seront

formalisées avec les organisations représentantes du personnel, constituant ainsi le document de référence de la politique RH du Département puisque celles relatives à l'avancement de grade et de promotion interne a été effectué en 2021. Le travail sur l'élaboration du règlement du temps de travail des agents du service matériel et maintenance routière se poursuivra pour aboutir à l'été 2023.